



GENRE, TRANSFORMATION DES CONFLITS ET APPROCHE PSYCHOSOCIALE

Manuel

Introduction

Chère lectrice, cher lecteur,

Au cours de ces dernières années, les acteurs de la coopération internationale ont pris de plus en plus conscience de l'impact individuel et collectif de la violence.

L'approche psychosociale traite entre autres des effets que la violence structurelle et armée exerce sur la situation émotionnelle et sociale des individus, ainsi que sur les structures politiques et sociales des collectivités.

Le présent manuel vise à faciliter l'intégration de méthodes psychosociales dans les programmes de coopération en cours. Il explique l'importance de l'approche psychosociale pour les projets menés dans un contexte marqué par la violence structurelle et directe, et montre en quoi l'adoption de cette approche modifie le travail quotidien. Bien que le manuel se concentre sur les régions en conflit, la plupart des fiches s'appliquent aussi aux activités menées dans d'autres contextes. Aux côtés de l'assistance médicale, de l'aide alimentaire ou de la construction d'abris, les projets psychosociaux sont en effet devenus un élément essentiel de l'aide d'urgence après une épidémie ou une catastrophe naturelle.

Le manuel explique les notions fondamentales de l'approche psychosociale, présente les problèmes de différents groupes cibles et traite les aspects psychosociaux propres à différents secteurs.

L'élaboration de ce manuel a été lancée par l'unité Genre (section Gouvernance) et la section Prévention et transformation des conflits (COPRET) dans l'idée d'établir un lien entre genre, transformation des conflits et approche psychosociale et de mettre en évidence les nombreuses interactions entre ces différents thèmes.

Nous offrons un suivi pour soutenir les premiers efforts d'application du manuel, en espérant faciliter ainsi l'intégration de l'approche psychosociale dans la coopération.

Nous tenons à adresser nos vifs remerciements à l'OPSI (*Office for Psychosocial Issues*) pour le remarquable travail réalisé, le magnifique résultat et l'excellente collaboration tout au long du projet.

Nous nous réjouissons d'ores et déjà de recueillir vos réactions et suggestions issues de vos propres expériences.

Meilleures salutations.

Maya Tissafi
Unité Genre (Gov)



Elisabeth von Capeller
COPRET





Organisations

CGAP	Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres (Consultative Group to Assist the Poor)
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CINAT	Coalition des ONG internationales contre la torture
CPT	Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants
CRS	Catholic Relief Service
DDC	Direction du développement et de la coopération
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères
DFID	Department for International Development (Royaume-Uni)
FIZ	Centre d'information pour les femmes (Fraueninformationszentrum, Zurich)
GTZ	Agence allemande de coopération technique (Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit)
IDEA	Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (International Institute for Democracy and Electoral Assistance)
INEE	Réseau inter-agences d'éducation d'urgence
ISHHR	Société internationale pour la santé et les droits de l'homme
ODI	Institut du développement d'outre-mer (Overseas Development Institute)
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONU	Organisation des Nations Unies
OPSI	Office for Psychosocial Issues
OXFAM	Oxford Committee for Famine Relief
PAM	Programme alimentaire mondial
RHRC	Reproductive Health Response in Conflict Consortium
Tdh	Terre des hommes
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNHCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
USAID	US Agency for International Development (Etats-Unis)

Abréviations courantes

AH	aide humanitaire
CI	coopération internationale
DDR	désarmement, démobilisation, réinsertion
ONG	organisation non gouvernementale
PCM/PSER	gestion du cycle de projet/planification, suivi, évaluation, réalisation
PTSD	syndrome de stress post-traumatique (Post-Traumatic Stress Disorder)
sida	syndrome d'immunodéficience acquise
VIH	virus de l'immunodéficience humaine

Aperçu général

Depuis une dizaine d'années, le travail psychosocial et les réflexions qu'il suscite ont pris de plus en plus d'ampleur dans la coopération internationale. Il n'existe aujourd'hui plus aucune région de crise ou de conflit armé où l'on omet d'évoquer, entre autres, les traumatismes psychiques et l'état émotionnel des victimes. Si les méthodes et les approches psychosociales gagnent en importance, c'est précisément parce que l'on a reconnu la nécessité d'inclure dans les projets un appui aux processus de transformation des conflits qui intègrent la dimension genre. Mais nombre de personnes travaillant dans la coopération ne savent pas ce que recouvre exactement la notion d'approche psychosociale. Alors qu'il existe une littérature fournie – dans laquelle il est toutefois assez difficile de s'y retrouver et qui préconise parfois des approches contradictoires sur la question des traumatismes –, on ne trouve aucun ouvrage d'initiation à la thématique psychosociale dans le contexte de la coopération.

Le présent instrument de travail, appelé manuel ci-après, a pour but de combler cette lacune. Il explique au personnel de la DDC (centrale et bureaux de coopération) et des organisations partenaires l'importance que revêt la perspective psychosociale dans des régions en conflit ou en situation de post-conflit, ainsi que les tenants et les aboutissants d'un travail visant à améliorer la situation émotionnelle et sociale de la population concernée. Ce manuel ne saurait toutefois se substituer à des ouvrages traitant de psychologie, de gestion des conflits ou des relations hommes-femmes, ni aux études menées dans les secteurs abordés, qui vont du VIH/sida à l'eau potable. Sa fonction est plutôt de propager une manière de penser et de montrer ses applications dans divers champs d'activités de la coopération internationale.

Il n'est pas nécessaire de lire le manuel d'un bout à l'autre. Ses 21 fiches (ou chapitres) peuvent aussi être consultées séparément. Chacune d'entre elles comprend des définitions, des explications théoriques, des conseils

pratiques et des aide-mémoire, ainsi que des exemples et une liste d'articles et d'ouvrages utiles. Ces éléments permettent aux lecteurs de se familiariser avec la thématique et de renforcer dans leurs projets les éléments susceptibles de promouvoir l'*empowerment* des personnes qui traversent des situations douloureuses pendant ou après un conflit. Le manuel est divisé en trois parties, traitant chacune d'aspects différents de l'approche psychosociale:

Partie 1: Notions fondamentales de l'approche psychosociale

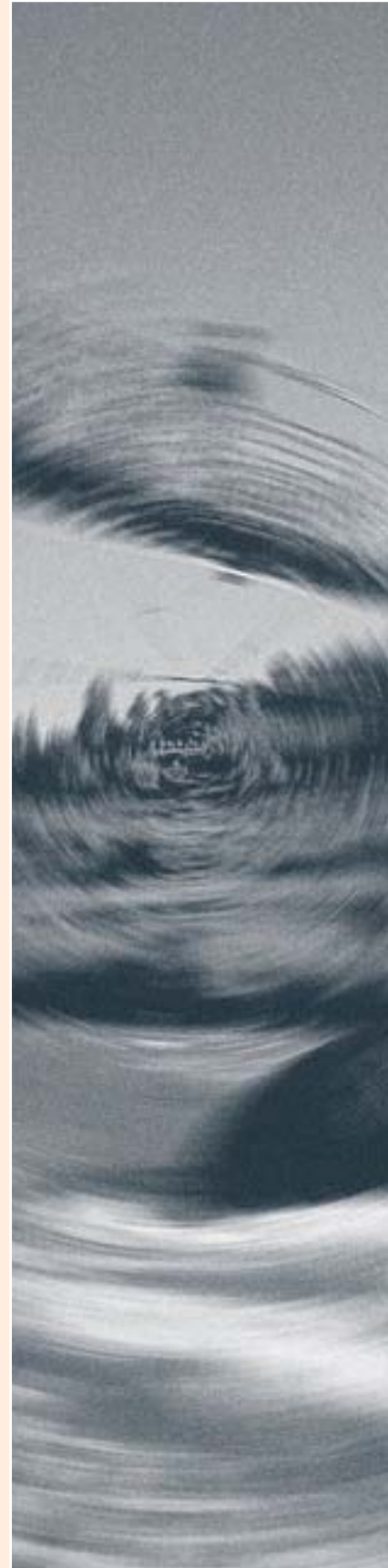
Les fiches 1 à 7 fournissent un cadre de réflexion pratique sur le sujet. Elles définissent les notions fondamentales, proposent des instruments d'analyse et exposent les points essentiels de la perspective psychosociale dans la gestion de projet. Ces notions étant systématiquement reprises dans les autres fiches du manuel, il est fortement recommandé de parcourir quelques chapitres de cette première partie.

Partie 2: Problématique psychosociale de différents groupes cibles

Les fiches 8 à 14 examinent les difficultés auxquelles sont confrontées différentes catégories de personnes. Elles décrivent d'abord ce qui caractérise la marginalisation ou le *disempowerment* de ces groupes, puis les questions psychologiques et sociales à traiter pour aider ces populations à surmonter les répercussions de la guerre et de la violence.

Partie 3: Aspects psychosociaux de différents secteurs et champs d'activités

Les fiches 15 à 21 portent sur certains domaines prioritaires de la coopération dans les régions en guerre ou en crise. On y décrit la manière dont les activités ou approches déjà pratiquées dans ces domaines pourraient être consolidées pour apporter un soutien psychologique et social plus efficace. Ces fiches servent à expliciter l'approche psychosociale et à stimuler la réflexion sur ce sujet. Elles ne constituent en aucun cas des directives ou un plan d'action.



Partie 1

Titre	Contenu
Fiche 1 Genre, transformation des conflits et approche psychosociale: introduction	Qu'est-ce que l'approche psychosociale? Quels liens cette approche entretient-elle avec les problématiques du genre et de la transformation des conflits?
Fiche 2 L'approche psychosociale: principes généraux et notions-clés	Quels sont les effets du <i>disempowerment</i> survenant pendant et après le conflit et quelles en sont les implications pour le travail d' <i>empowerment</i> ? Explication des paires menace/peur, destruction/traumatisme et perte/deuil, ainsi que de la notion d' <i>empowerment</i> .
Fiche 3 Aspects psychosociaux de la coopération dans le cadre d'un conflit aigu	Comment un projet de coopération peut-il réagir à la fragmentation d'une communauté? Explications sur la manière d'aborder la peur chronique et la marginalisation des victimes.
Fiche 4 <i>Dealing with the past</i>	Quels sont les prérequis d'une véritable réconciliation et d'une paix durable? Présentation de diverses manières d'aborder les crimes commis pendant la guerre et de soutenir les victimes.
Fiche 5 Instruments d'analyse	5a. Analyse des perspectives d'<i>empowerment</i> Analyse du <i>disempowerment</i> et esquisse des perspectives d' <i>empowerment</i> (individus, familles, groupes et communautés). 5b. Analyse des traumatismes séquentiels Identification des séquences traumatiques dans un contexte spécifique.
Fiche 6 Gestion du cycle de projet dans le travail psychosocial	Aide-mémoire: comment intégrer les principes de l'approche psychosociale dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation d'un projet?
Fiche 7 Personnel de la DDC et des organisations partenaires	Quels effets la peur et la détresse des participants au projet ont-elles sur le personnel? Mesures à prendre pour protéger l'équipe contre le <i>burn-out</i> , les traumatismes secondaires et les conflits internes.

Partie 2

Titre	Contenu
Fiche 8 Violence sexospécifique	Qu'est-ce que la violence sexospécifique et quels sont les besoins des victimes? Thèmes-clés de l'approche psychosociale pour la prévention et l'accompagnement des victimes; intégration des problèmes liés à la violence sexospécifique.
Fiche 9 Réfugiés et déplacés internes	Quelles sont les principales préoccupations psychosociales des réfugiés et des personnes déplacées? Séquences traumatiques de la fuite ou de l'exil et moyens de venir en aide aux réfugiés.
Fiche 10 Anciens combattants	Quels sont les principaux problèmes psychosociaux auxquels sont confrontés les anciens combattants et leurs proches? Séquences traumatiques propres aux anciens combattants et moyens de leur venir en aide.
Fiche 11 Personnes disparues ou assassinées	Comment se déroule le processus de deuil chez les proches de personnes disparues ou assassinées? Séquences traumatiques propres aux familles de personnes disparues ou assassinées et moyens de leur venir en aide.
Fiche 12 Torture et prisonniers politiques	Quelles sont les séquelles psychiques de la torture? Séquences traumatiques propres aux prisonniers politiques et moyens de venir en aide à ces personnes et à leurs proches.
Fiche 13 Traite d'êtres humains	Quels sont les thèmes psychosociaux à traiter avec les victimes du trafic humain? Séquences traumatiques et aides possibles.
Fiche 14 VIH/sida	Comment les personnes séropositives peuvent-elles apprendre à mieux vivre avec leur maladie? Thèmes psychosociaux propres à chaque séquence de l'infection.

Partie 3

Titre	Contenu
Fiche 15 Dimensions psychosociales de la santé dans les régions en conflit	Comment le personnel soignant peut-il réagir aux répercussions du conflit? Approche des traumatismes et des réactions psychosomatiques dans les services de santé; traitement des victimes de mines.
Fiche 16 Éducation et formation	Comment l'école peut-elle renforcer les capacités psychosociales des enfants et les éduquer à la paix? Partir du vécu des enfants; associer matières et méthodes; assurer la fonction d'intégration de l'école; soutenir le corps enseignant.
Fiche 17 Emploi et revenus	Projets destinés à promouvoir les activités génératrices de revenus pour les victimes de conflits: pourquoi autant d'échecs?
Fiche 18 Aide alimentaire et nutrition	Comment le sentiment d'impuissance et de dépendance se répercute-t-il sur l'état nutritionnel? Principaux aspects psychosociaux de l'aide alimentaire et perspectives d' <i>empowerment</i> pour les bénéficiaires.
Fiche 19 Eau et assainissement	Quel rapport existe-t-il entre hygiène et traumatisme? Principaux thèmes psychosociaux liés à l'assainissement et à l'approvisionnement en eau; perspectives d' <i>empowerment</i> pour les bénéficiaires.
Fiche 20 Logement	Quelle importance la problématique des structures sociales revêt-elle pour la viabilité des projets de construction de logements? Principaux thèmes psychosociaux liés aux solutions transitoires ou durables et aux interventions destinées à promouvoir l'autonomie des bénéficiaires.
Fiche 21 Catastrophes naturelles	En quoi les traumatismes consécutifs à une catastrophe naturelle diffèrent-ils de ceux provoqués par la guerre et la persécution? Principes d'aide psychosociale après une catastrophe naturelle.



DDC/Fritz Staehelin (Photo Filtre)

La coopération internationale et l'approche psychosociale

Depuis le début des années 90, et en particulier depuis le génocide de 1994 au Rwanda, la prévention des crises et la gestion constructive des conflits sont devenues des thèmes centraux de la coopération internationale. Cette approche ne se limite pas aux situations économiques et aux infrastructures à développer ou à reconstruire; elle examine notamment les répercussions de la violence sur les femmes, les hommes et les enfants, les processus de réconciliation, le respect des droits de l'homme et le rétablissement de la cohésion sociale. Les risques d'échec seront considérables si la coopération, dans ces domaines d'activités en partie nouveaux, néglige la réalité psychologique et sociale telle qu'elle est vécue sur place. Pourquoi des anciens combattants du Salvador exploitent-ils leur terre si mal – en dépit de la formation agricole dont ils ont bénéficié – qu'ils finissent par la perdre à nouveau? Pourquoi des femmes ayant exercé un rôle important dans la résistance renoncent-elles à la fin de la guerre à toute activité publique pour se retirer dans leurs foyers et se laisser maltraiter par leurs maris? Pourquoi voit-on non seulement augmenter la violence domestique à Gaza, mais aussi diminuer l'aptitude des femmes à se défendre? Pourquoi n'est-il pas possible d'oublier un passé conflictuel, de tirer un trait définitif sur celui-ci? L'approche psychosociale aide à donner des réponses à ce genre de questions, et fournit des principes généraux, des grilles d'analyse et des méthodes utiles pour déployer un travail plus efficace et durable dans les divers domaines de la coopération – plus particulièrement dans les régions en conflit. Elle complète ainsi les instruments qui figurent dans les lignes directrices édictées par la DDC dans les domaines *Développement de la paix* (2003) et *Gestion des programmes sensible aux conflits* (*Conflict-Sensitive Programme Management, CSPM*; 2005), ainsi que dans les principes d'intégration de la problématique hommes-femmes (*Promouvoir l'égalité entre hommes et femmes*, 2003).





Violence et perspective de transformation des conflits

La violence exercée dans les zones en guerre et en crise présente des aspects à la fois directs, structurels et symboliques. Tandis que la violence directe est exercée par des individus, la violence structurelle est inhérente à des situations de pouvoir et de propriété qui s'avèrent discriminatoires pour certains groupes de la population (femmes, pauvres ou minorités, p. ex.). Quant à la violence symbolique (selon Bourdieu), elle émane de l'ordre symbolique (idéologie, culture, formes d'organisation sociale, institutions, principes juridiques, etc.), qui assure et reproduit les conditions de pouvoir et de domination existantes en les voilant, en les idéalisant ou en les déclarant normales et légitimes.

Sécurité humaine

La sécurité humaine au sens large du terme est bien davantage que l'absence de conflits violents. Elle englobe droits de l'homme, bonne gouvernance, accès à l'éducation et aux soins de santé, possibilité offerte à chaque individu de faire les choix qui lui permettront de s'épanouir. Chaque pas fait dans cette direction contribue à réduire la pauvreté, à promouvoir la croissance économique et à prévenir des conflits. Un monde libéré de la peur, une vie à l'abri du besoin et une planète viable pour les générations futures – tels sont les éléments indissociables de la sécurité humaine et, partant, de la sécurité nationale.

Rapport du Millénaire, Nations Unies, Kofi A. Annan, 2000

La prévention ou le traitement d'un conflit visent donc toujours à combattre la violence sous toutes ses formes et à améliorer la sécurité de la population au sens large du terme (voir encadré). De même que la violence emprunte différentes formes, les conflits comportent toujours des dimensions structurelles, culturelles, personnelles et relationnelles. La transformation d'un conflit n'élimine pas la violence, mais elle crée les bases d'une société meilleure, plus équitable et plus pacifique: *«C'est considérer les hauts et les bas de conflits sociaux comme des occasions vivantes d'instaurer des processus constructifs qui contribueront à réduire la violence, à promouvoir l'équité par des interactions directes, à étoffer les structures sociales et à répondre aux problèmes réels des relations humaines»* (Lederach, traduction). Transformer un conflit, c'est donc atténuer la violence en faisant évoluer la situation sur tous les plans, depuis la société en général jusqu'au monde intrapsychique des sentiments et des émotions.

La dimension genre dans les situations de conflit

Les rapports de force qui se traduisent par de la violence directe, structurelle et symbolique sont particulièrement manifestes entre hommes et femmes. Ces rapports changent lors de conflits armés, et les nouvelles relations entre les sexes influent elles-mêmes sur le déroulement du conflit. Ces changements de rôle et d'identité varient fortement selon les spécificités locales et requièrent donc une analyse poussée en fonction du contexte. On enregistre néanmoins souvent des similitudes sur certains points centraux:

■ Violence sexuelle

La violence exercée à l'encontre des femmes, en public et dans la sphère privée, augmente considérablement.

■ Transfert de responsabilités

En cas de difficultés économiques et de problèmes de sécurité, les hommes peinent à remplir leurs fonctions traditionnelles de protecteur et de soutien de famille. Les femmes recourent alors à des stratégies de survie pour elles-mêmes et leurs enfants, et le paient cher en termes de santé mentale



et psychique. Elles assument des rôles inhabituels dans la gestion des tâches communautaires et dans la transformation des conflits; un certain nombre d'entre elles rejoignent les rangs des groupes armés qui s'affrontent.

■ **Les femmes gagnent en autonomie, pas en pouvoir**

La prise en charge de nouvelles tâches procure aux femmes des responsabilités accrues dans leur ménage et parfois au niveau de la communauté. Mais en général, ces changements ne modifient pas automatiquement les rapports de force dans le domaine politique. Les femmes sont souvent absentes du processus de paix officiel, puis évincées des positions qu'elles occupaient durant la guerre.

■ **L'identité liée au sexe est tenace**

Alors que les fonctions effectives des femmes et des hommes changent dans un contexte de guerre, on voit se maintenir les désirs et les fantasmes traditionnels de virilité et de féminité. Beaucoup disent «cela ne sera plus jamais comme avant», mais hommes et femmes nourrissent toujours les idées d'avant-guerre et les défendent. Les images intériorisées changent beaucoup plus lentement que les réalités extérieures, plus encore lorsque les changements ne sont pas volontaires, mais qu'ils répondent à des épreuves traumatiques ou à la détermination de survivre dans une situation de détresse.

Pour tenir compte de la dimension genre dans la transformation d'un conflit, il est indispensable d'associer les femmes au processus de paix (voir encadré). Toutefois, une amélioration durable des relations hommes-femmes pour tendre vers davantage d'égalité est un processus laborieux, parce qu'elle requiert des changements à tous les niveaux: au sein de la société en général, dans chaque ménage et dans l'esprit de chaque individu. Les démarches suivantes, qui sont au cœur de l'approche psychosociale, permettent de soutenir ce processus:

- examiner et discuter les émotions, le ressenti psychique, les expériences vécues par les hommes et les femmes que l'on souhaite aider, leur façon de se représenter le passé et l'avenir;
- soutenir des progrès susceptibles d'offrir aux femmes la possibilité d'acquérir davantage d'autonomie et d'accroître leur participation réelle aux structures du pouvoir;
- débattre publiquement de la violence sexospécifique et apporter une aide psychosociale aux victimes.

Résolution 1325 des Nations Unies: «Les femmes, la paix et la sécurité»

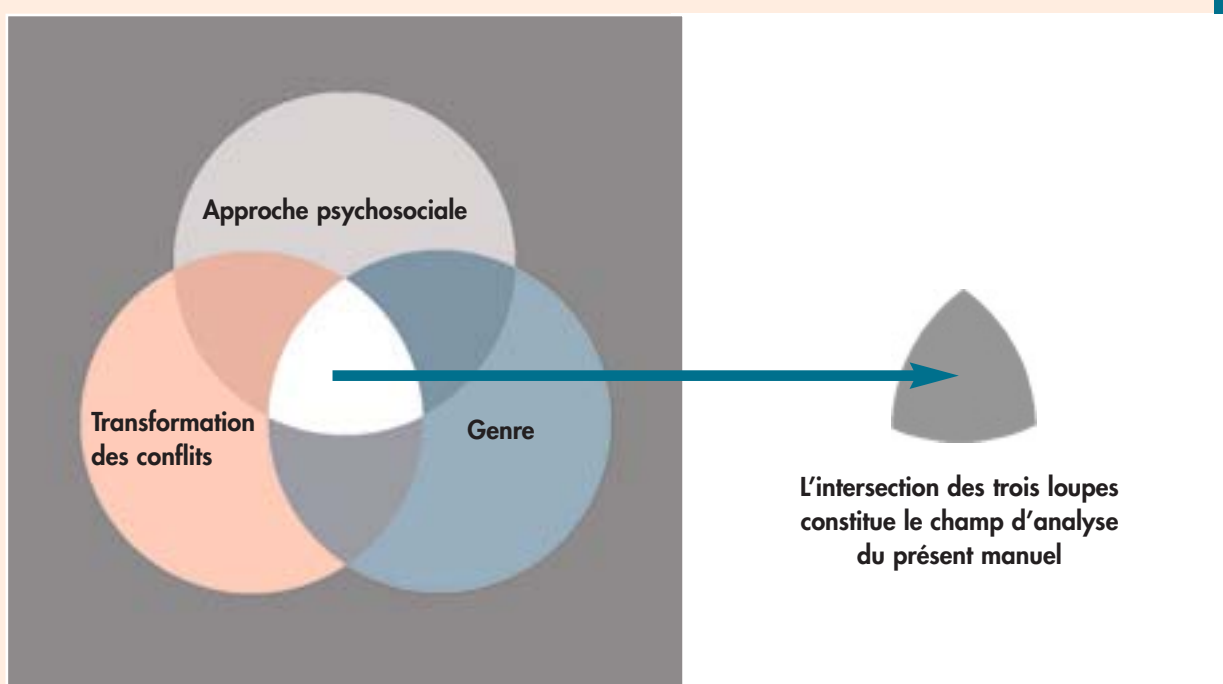
C'est en 2000 que le Conseil de sécurité des Nations Unies s'est penché pour la première fois de son histoire sur le rôle des femmes dans la transformation des conflits. La résolution 1325 adoptée à ce sujet proclame officiellement qu'en situation de guerre ou de crise et dans les missions de l'ONU, les femmes doivent participer équitablement aux négociations et au rétablissement de la paix et de la sécurité. Elle exhorte en outre les États membres à prendre en considération la perspective sexospécifique et les situations différentes des femmes et des hommes pour la prévention de conflits, en cas de guerre et durant la phase de reconstruction.



Trois «loupes» pour comprendre la réalité

Approche psychosociale, transformation des conflits et perspective genre se recoupent et se complètent mutuellement. Ce sont pourtant des domaines différents sur les plans historique et scientifique; ils s'occupent de problèmes analogues, tout en ayant élaboré des principes et des stratégies qui leur sont propres. Mais on

en cerne et comprend aujourd'hui de mieux en mieux les interactions. On peut se représenter ces trois domaines comme autant de loupes servant à analyser la réalité. Le présent manuel explique l'approche psychosociale en tenant systématiquement compte de ces recouvrements avec les loupes «transformation des conflits» et «genre».



Ressources

DDC (2003)

Développement de la paix. Lignes directrices de la DDC. Berne: DDC.
http://162.23.39.120/dezaweb/ressources/resource_fr_24111.pdf

DDC (2003)

L'égalité hommes-femmes en pratique: Un manuel pour la DDC et ses partenaires. Berne: DDC.
www.deza.admin.ch (Thèmes – Égalité hommes-femmes – Instruments généraux et thématiques)

DDC (2005)

Conflict-Sensitive Programme Management (CSPM). Integrating Conflict Sensitivity and Prevention of Violence into SDC Programmes.
http://162.23.39.120/dezaweb/ressources/resource_en_24650.pdf

Lederach, J.P. (2003)

The Little Book of Conflict Transformation. Intercourse: Good Books.



L'approche psychosociale: principes généraux et notions-clés

- L'approche psychosociale s'intéresse à ce que ressentent les individus dans un contexte donné.
- Les notions-clés sont ici les paires menace/peur, destruction/traumatisme, perte/deuil.
- La peur chronique engendre une culture du silence et rend les individus inaptes à gérer les conflits.
- Dans les zones de conflit, les traumatismes constituent une réaction à des mécanismes sociopolitiques destructeurs qui mettent à mal le psychisme d'un individu. Ils prennent la forme d'un processus séquentiel.
- L'impossibilité d'entamer un processus de deuil normal constitue un problème central dans le contexte des conflits violents.
- Le processus d'*empowerment* commence nécessairement par une analyse de la forme et du degré de *disempowerment*. Il ne s'agit pas seulement de mieux comprendre sa situation personnelle, mais aussi d'entreprendre quelque chose contre sa propre souffrance et de travailler à la transformation des structures de pouvoir régissant la société.

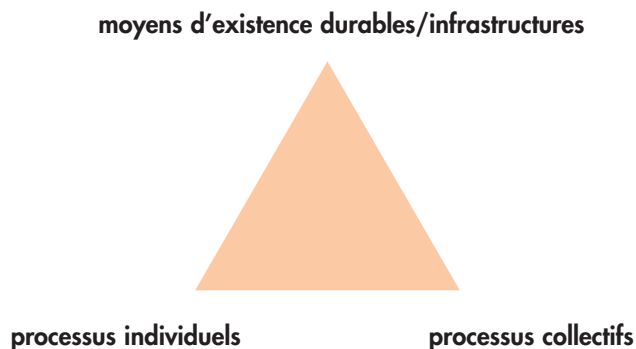


DDC/Samer Mohdad (Photo Fillre)

Que recouvre le terme «psychosocial»?

«*Psycho*» se rapporte à la psyché, ou encore à l'âme. Il en va de notre vie intérieure, de nos sentiments, réflexions et désirs, de nos croyances et valeurs, de la perception que nous avons de nous-mêmes et de nos relations avec autrui. Quant au mot «*Social*», il se rapporte aux relations qu'un individu entretient avec autrui et à l'environnement dans lequel il évolue. Il inclut aussi bien la réalité matérielle que l'ensemble du contexte socioculturel, formé notamment par le tissu complexe des relations humaines, les multiples facettes de la vie culturelle, le secteur public au sens large et l'État. L'intérieur (*psycho*) et l'extérieur (*social*) s'influencent réciproquement. Le «psychosocial» s'occupe donc du vécu subjectif de l'individu en relation avec le milieu dans lequel il évolue.

Le champ psychosocial



Tout projet de coopération internationale vise d'une manière ou d'une autre à améliorer les moyens d'existence de la population, les infrastructures locales, l'état psychique des gens et leurs relations sociales. Certains projets se concentrent plutôt sur les individus, tandis que d'autres s'occupent de l'infrastructure ou encore de processus collectifs concernant l'ensemble de la société. Quoi qu'il en soit, ces aspects sont présents dans n'importe quel projet, puisque toute activité de coopération influe inmanquablement sur chacune de ces trois dimensions. L'approche psychosociale exige dès lors que l'on prenne en considération et que l'on traite adéquatement les liens unissant ces trois dimensions.

Un examen des activités menées dans le cadre de la coopération internationale met en évidence trois dimensions «psychosociales»:

■ L'aspect méthodologique de l'approche psychosociale

L'objectif premier est de comprendre et d'améliorer la dynamique entre l'individu et son milieu social, sans privilégier l'un au détriment de l'autre. Il s'agit donc d'établir des liens entre les dimensions

individuelles et collectives de la réalité et de se forger une compréhension globale des processus psychologiques et sociaux en en faisant la synthèse. Cette approche ne se limite pas à des projets dits psychosociaux, mais peut s'appliquer à tout projet de coopération.

■ Fondements psychosociaux du développement institutionnel

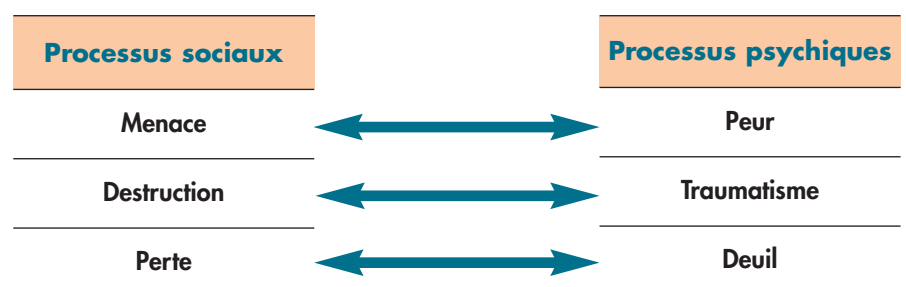
Outre les aspects habituels du développement institutionnel (efficacité, efficience, processus de communication, etc.), on considère ici les liens entre structures organisationnelles, personnel et domaines d'activités. Il s'agit d'améliorer la qualité du travail et la prévention de l'épuisement professionnel (*burn-out*) en encourageant, d'une part, les collaborateurs à mieux se connaître, s'écouter et se protéger et, d'autre part, en contribuant à l'*empowerment* de l'ensemble du personnel de projet concerné par la gestion des conflits.

■ Projets psychosociaux

Spécifiquement destinés à traiter les dimensions individuelles et/ou sociales de la destruction, ces projets sont menés en général dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'aide sociale. Ils comprennent presque toujours une intervention auprès d'individus ou de groupes confrontés à certains types de besoins et de problèmes – par exemple les victimes ou les auteurs de violences, ou encore les personnes vivant dans une extrême pauvreté.

Notions-clés

Dans les régions en guerre ou en crise, il existe des liens étroits entre processus sociaux et processus psychiques:





Menace/peur

La peur est un processus psychophysiologique qui nous aide à prendre conscience d'un danger ou à l'anticiper. Derrière les mécanismes de protection auxquels nous recourons quotidiennement – par exemple regarder à gauche et à droite avant de traverser une rue – il existe des processus d'apprentissage liés à l'expérience de la peur. Dans les situations de menace imminente, on distingue trois types de réaction à la peur: 1) la fuite, 2) l'attaque, 3) l'effondrement et/ou la soumission absolue.

La peur et la culture du silence

La peur est normalement un phénomène passager, mais lorsque la menace est chronique, la peur le devient aussi. Elle s'inscrit dans la structure psychique et devient indépendante des circonstances qui engendrent la peur. L'individu reste alors psychologiquement sur la défensive, même lorsque le danger est passé depuis longtemps. La peur chronique reflète, au niveau de la société, les conditions de vie prévalant dans une région en guerre ou en crise. Les schémas de comportement se caractérisent par une prudence qui conduit les individus à se replier sur eux-mêmes. On garde pour soi les sentiments et les opinions qui pourraient trahir ses faiblesses; on évite à la fois de paraître vulnérable et de faire peser sur autrui ses propres angoisses. Cette culture du silence isole l'individu et affaiblit les familles et les communautés dans la mesure où les gens ne partagent plus ce qui les préoccupe. En principe, les émotions réprimées finissent tout de même par s'exprimer tôt ou tard, mais souvent dans un contexte qui entrave, voire empêche toute reconnaissance et toute assimilation de ces émotions, ce qui accentue encore la peur et alourdit le silence.

Incapacité de gérer les conflits et difficulté à se protéger: deux conséquences directes de la peur chronique

Les tensions permanentes se traduisent par de l'irritabilité et par une attitude foncièrement agressive, tandis que la capacité de résoudre des conflits diminue. On cesse de parler ouvertement même des choses de la vie quotidienne, toute divergence d'opinion ou d'inté-

rêt, même insignifiante, étant ressentie comme dangereuse. Il devient dès lors difficile de reconnaître objectivement quand une situation est sûre, et quand elle est dangereuse.

Parfois, la peur est purement et simplement niée, ce qui constitue un sérieux danger aussi bien pour soi-même que pour autrui.

Nécessité d'intégrer la peur, non de la surmonter

Ce n'est donc pas la peur qu'il faut surmonter, mais l'incapacité croissante de gérer les conflits et la négation de la peur. Une peur chronique perçue et reconnue comme telle perd sa force destructive et peut être intégrée progressivement dans la structure psychique de l'individu et dans les relations sociales. Les gens parviennent de nouveau à mieux se protéger.

Destruction/traumatisme

Un conflit qui se règle par la violence provoque toujours des destructions – non seulement matérielles, mais aussi au niveau des relations sociales et de l'équilibre émotionnel. Les habitants d'une maison bombardée perdent non seulement leur lieu de vie: ils se voient privés de protection et de sécurité et leur tissu relationnel se déchire. Les morts et les disparus laissent des traces (photos, souvenirs, histoires, moments partagés) chez les survivants. Le pendant psychique de la destruction matérielle est désigné par le terme de traumatisme. Un traumatisme change définitivement le regard que l'on porte sur le monde, même si par la suite on parvient à réparer en partie ce qui a été détruit.

Le traumatisme est un processus

Le mot «traumatisme» vient du grec «trauma» qui signifie «blessure». Considéré sous l'angle psychosocial, un traumatisme est une blessure émotionnelle profonde, une réaction à des processus sociopolitiques destructeurs qui dépassent le seuil de tolérance du psychisme humain. Un effondrement traumatique peut résulter d'un seul événement ou d'une série d'événements ayant des effets cumulatifs. Le processus sociopolitique qui est à l'origine d'un traumatisme en caractérise aussi le déroulement. Le traumatisme constitue donc

lui-même un processus, qui est déterminé par les interactions entre l'environnement social et le ressenti psychique de l'individu. Il serait faux de croire que les traumatismes psychosociaux sont uniquement la conséquence psychique d'un événement précis. C'est ainsi que le traumatisme d'un vétéran du Vietnam ne dépend pas seulement de ce qu'il a vécu durant la guerre, mais aussi de la manière dont il a été socialement et politiquement intégré ou isolé après son retour au pays. De même, le traumatisme vécu par les familles de personnes disparues en Argentine évolue en fonction non seulement des événements subis durant la dictature, mais aussi de la manière dont ces crimes ont été traités par la suite. Le processus traumatique se poursuit dans le sens d'une amélioration ou d'une dégradation après la fin d'une guerre, d'actes de violence ou de persécutions. Il est souvent possible de déterminer quand un tel processus a commencé, mais rarement quand il prend fin.

Le traumatisme est un processus psychique dont l'évolution est déterminée par les événements sociopolitiques. Cette corrélation est mise en évidence par l'analyse des séquences du traumatisme – d'où le terme de traumatisme séquentiel – qui décrit le déroulement du processus selon une chronologie caractérisée par des phases spécifiques. Hans Keilson, qui a décrit en premier cette notion, distingue, dans son étude sur les orphelins de guerre juifs au Pays-Bas, les séquences suivantes:

- occupation des Pays-Bas par les troupes ennemies et début de la terreur exercée contre la minorité juive;
- persécutions directes: déportation de parents et d'enfants, séparation de mères et d'enfants;
- période d'après-guerre avec, au premier plan, les décisions de placement prises par les autorités tutélaires (Keilson 1979). Deux options se dessinaient alors: laisser les enfants dans le milieu qui les avait protégés durant la guerre, donc chez les familles hollandaises qui les avaient cachés; ou les faire retourner dans le milieu juif. Ces deux possibilités présentaient dans tous les cas des avantages et des inconvénients.

Le présent manuel élargit le concept de Keilson en définissant six séquences traumatiques, applicables partout dans le monde:

- Avant le processus traumatique
- Début de la persécution
- Persécution aiguë: la terreur directe
- Persécution aiguë: chronicisation
- Période de transition
- Après la persécution

(Pour une description détaillée de ces séquences, voir fiche 5b.)

La plus importante de ces séquences traumatiques est presque toujours celle qui débute après la fin de la persécution. Quand une maison brûle, on mobilise toute son énergie pour essayer d'éteindre l'incendie et ce n'est qu'après coup que l'on mesure vraiment l'étendue des dégâts. Souvent, c'est dans cette phase seulement que les gens deviennent individuellement et socialement malades. Il est possible – et judicieux – d'apporter une aide dans chaque séquence traumatique, mais il convient de veiller à ce qu'elle soit adaptée aux possibilités et aux limites de la séquence considérée.

Traumatisme et milieu familial

Au-delà de l'individu directement touché, les processus traumatiques affectent tout son entourage du fait qu'ils altèrent sa capacité de communication et d'attachement. Le traumatisme subi par un père de famille torturé s'étend ainsi à sa femme et à ses enfants qui l'ont attendu, qui ont craint pour sa vie et qui ont affaire maintenant à un homme silencieux et brisé, profondément transformé.

Même les membres de la famille nés plusieurs années après les événements traumatisants font partie du processus traumatique. Bien que les personnes affectées tentent d'oublier la terreur traumatique et de ne pas la transmettre à leurs enfants, elles ne peuvent l'éviter. En gardant le silence, elles s'isolent de leurs enfants; en racontant leur vécu (ce qui est de toute manière préférable), elles doivent parler de la terreur qu'elles ont éprouvée. Une survivante de l'holocauste, par exemple, cacha longtemps à sa fille ce qu'elle avait

subi dans un camp de concentration; mais elle l'appelait toujours «mon petit ange blond de la mort». Sa fille apprit à connaître la peur traumatique bien avant de savoir à quoi cela pouvait correspondre. C'est ainsi que l'on «hérite» des traumatismes qui se transmettent d'une génération à l'autre.

Traumatisme, symptômes, évolution

Le traumatisme se traduit chez la personne qui l'a subi par une vulnérabilité qui l'accompagnera tout au long de sa vie et qui sera susceptible d'entraîner des symptômes morbides dans certaines circonstances, sans nécessairement déboucher sur une pathologie visible. Comme les processus traumatiques se déroulent toujours dans un contexte social, culturel et politique bien précis, il convient aussi d'interpréter les éventuels symptômes en fonction de ce contexte. Ce qui est perçu comme un symptôme de traumatisme dans un contexte donné peut avoir valeur de comportement sain dans d'autres situations.

Il convient d'éviter toute psychopathologisation ou médicalisation abusive du traumatisme. Les partenaires d'un projet devraient élaborer leurs propres définitions des traumatismes et développer des formes de prise en charge spécifiques en fonction du contexte. Le diagnostic du syndrome de stress post-traumatique (posttraumatic stress disorder, PTSD), par exemple, est insuffisant du fait qu'il se limite à la sphère individuelle et ignore les dimensions culturelles et sociales. Un tel diagnostic réduit le traumatisme à une maladie parmi tant d'autres, omettant ainsi – ou interprétant mal – le lien existant entre souffrance individuelle et contexte politique. Réductrice, cette démarche aurait pour effet de marginaliser encore davantage les personnes traumatisées et d'accentuer leur souffrance.

Il faut éviter que de telles approches restrictives nous conduisent à oublier le traumatisme ou à nier la gravité de cette profonde blessure psychique. Il s'agit de décrire et de définir les symptômes observés dans leur contexte. Certains symptômes signalés comme appartenant au diagnostic du PTSD (American



Min Bajracharya

Psychiatric Association, Diagnostic and Statistic Manual of Mental Disorders, 4ème édition, 1994) semblent se manifester dans la plupart des contextes sociaux: les victimes revivent les événements traumatiques à de multiples reprises, sous forme d'images, de pensées ou de perceptions involontaires, ou encore d'hallucinations (flash-back); elles évitent les stimuli associés au traumatisme (hébétude) et souffrent d'une hypervigilance persistante. Fréquemment, les expériences traumatiques graves débouchent après un certain temps sur des syndromes dépressifs. Toutefois, un même symptôme peut se manifester dans nombre de contextes différents sans traduire nécessairement la même réalité. À relever par ailleurs qu'il existe une multitude d'autres symptômes qui ne figurent pas dans le diagnostic officiel du PTSD. C'est ainsi que l'on observe souvent des troubles du comportement: réduction de l'aptitude à communiquer et à travailler, fragilisation des structures familiales, comportement asocial et affections psychosomatiques graves. Les traumatismes ajoutent à la difficulté d'élaborer les pertes subies. Comme ils recèlent des expériences de violence extrême, ils entravent souvent l'aptitude à faire preuve d'une saine agressivité, notamment pour se défendre.



DDC/John Paul Kay (Photo Filtre)

Guérison?

Un événement traumatique ne s'efface jamais plus de la conscience de la personne qui l'a vécu. Le but ne saurait donc être une guérison au sens habituel du terme. La personne traumatisée peut éventuellement apprendre à assimiler ce qui lui est arrivé et à s'extraire de son rôle de victime. Peut-être pourra-t-elle ensuite mener une vie à peu près normale. Mais sa souffrance – qui comporte une dimension sociale de par son origine et son évolution – ne disparaîtra jamais complètement. Il ne s'agit donc pas seulement d'apporter une aide à la personne traumatisée, mais aussi de favoriser la reconnaissance collective de ce traumatisme et de répondre à la nécessité de partager entre tous la souffrance extrême de quelques-uns dans le but de la rendre plus supportable. L'élaboration des traumatismes n'est donc pas uniquement une question sociale et médicale, mais un aspect central des processus de paix (→ Fiche 4: *Dealing with the past*).

Perte/deuil

Dans un contexte de menaces et de destructions, les pertes sont inévitables. Des gens perdent leur logement, des villes sont détruites. Des parents, des amis, des connaissances meurent. Beaucoup voient s'évanouir leurs projets de vie, leurs espoirs, leurs désirs. La perte est ce qui reste à l'individu lorsqu'on lui a tout pris. Bien qu'elle soit étroitement liée à la menace et à la destruction, la perte doit être considérée comme une catégorie en soi. Les pertes et la façon de les gérer font partie du vécu quotidien d'une communauté et déterminent le processus macro-social, surtout après la fin du conflit aigu. L'expression psychique de la perte ou, en d'autres termes, notre manière de réagir à cette perte, est le deuil. La façon dont se déroule le processus de deuil est déterminante: c'est ainsi que les pertes subies resteront non élaborées ou qu'elles se transformeront en une histoire intégrée, psychologiquement acceptée.

Les deux phases du processus de deuil

Un processus de deuil se divise schématiquement en deux phases. Au cours de la première,

il s'agit de reconnaître la perte, d'accepter une réalité que l'on tend à nier dans un premier temps. Tandis que certains proches invoquent le destin et promettent maints sacrifices à condition de retrouver ce qu'ils ont perdu, d'autres se révoltent contre la perte et ses conséquences. Dans tous les cas, ils se sentent seuls et abandonnés. L'émotion qui domine alors est la colère, qui ne disparaîtra qu'avec l'acceptation de la perte. Dans la phase suivante du processus de deuil, il s'agit d'apprendre à vivre désormais sans l'être cher. Les personnes en deuil passent en revue la relation perdue, se souviennent de ce qui était bon et de ce qui était difficile chez la personne disparue. Elles prennent conscience de l'importance qu'elle revêtait dans leur propre existence et reconnaissent le caractère définitif de la perte (Volkan 2000). Les sentiments qui caractérisent cette phase correspondent mieux à ce que l'on entend habituellement par deuil. Les processus de deuil qui ne présentent pas de complications ont une durée variable, mais s'étendent en règle générale sur une période minimale de un à deux ans.

Processus de deuil perturbés et leurs répercussions

En cas de perte violente, le processus de deuil n'est jamais simple. Les circonstances du décès sont inconcevables et totalement inacceptables. Les familles sont souvent dans l'impossibilité de donner une sépulture digne à leurs morts, du fait qu'ils ont disparu ou que la cause du décès est politiquement controversée. La souffrance ne peut être réellement partagée avec autrui. De plus, les personnes confrontées à une situation instable, à leurs propres traumatismes et à la nécessité de lutter pour leur survie n'ont guère de temps et d'énergie à consacrer à leur deuil. Or, une personne qui ne peut faire son deuil et conclure ce processus est en danger, car elle ne parvient pas, émotionnellement parlant, à prendre congé du disparu et à renouer avec la vie. Dépressions, vulnérabilité accrue aux maladies, abus de médicaments et de drogues sont des symptômes typiques de cet état. Après un conflit, il est donc essentiel de

s'occuper des disparus et des morts; c'est là un thème central du processus de deuil individuel, de la reconstruction d'une société et du rétablissement de la paix (→ Fiche 4: *Dealing with the past*; Fiche 11: *Personnes disparues ou assassinées*).

Au cœur de l'approche psychosociale: l'empowerment

Dans le monde entier, les efforts déployés dans le domaine psychosocial s'articulent autour des notions d'*empowerment* et de *disempowerment*. Ces termes conviennent parfaitement à des milieux politiques fort différents: pour les uns, cela correspond au renforcement de la responsabilité personnelle, à la suppression de structures sociales et au développement de la logique propre à l'économie de marché; pour les autres, le but est d'éliminer les structures sociales inéquitables et d'offrir à l'individu les moyens d'organiser plus librement son existence. Ces deux courants de pensée, qui jugent qu'il est important de renforcer le pouvoir et la responsabilité individuels, se sont développés aux États-Unis dans les années 70. En 1976 est paru l'ouvrage de Barbara Solomon intitulé «*Black empowerment: Social work in oppressed communities*». Un an plus tard, les penseurs néo-conservateurs Peter Berger et Richard J. Neuhaus publiaient «*To empower people*». À l'échelle mondiale, cette notion a été approfondie et étendue surtout par des organisations féministes. Le terme d'«*empowerment*» est maintenant très utilisé dans le cadre de la coopération internationale, même s'il ne répond pas toujours à une définition précise.

Le terme anglais *empowerment* est difficile à traduire du fait qu'il désigne des processus complexes et variables. Le mot «*power*» signifie «*pouvoir*», mais aussi «*force*», «*vigueur*», «*compétence*», «*énergie*», «*maîtrise*», «*autonomie*», «*émancipation*» et «*autorité*» (fonction étatique, capacité d'agir). L'étude des processus d'*empowerment* décrit d'une manière générale les dimensions suivantes du pouvoir:

- Appropriation ou réappropriation de son pouvoir individuel (*power within*); cela

correspond, d'une part, à la volonté d'analyser les contraintes de sa propre situation (adaptation, dépendance et/ou soumission) et de s'en libérer; d'autre part, il s'agit de reconnaître que tout un chacun a le pouvoir d'influer sur son existence et d'agir pour en changer le cours.

- L'idée du pouvoir communautaire (*power with*) découle du constat que l'on n'est pas seul, que l'on fait partie d'un groupe et qu'ensemble, on peut changer une situation; il s'agit ici de réfléchir, d'agir et d'interagir au niveau communautaire.
- Le troisième niveau a trait à la modification des rapports de force dans la société. Il s'agit de s'affranchir de la soumission et de la marginalisation tout en réduisant le pouvoir exercé par les groupes dominants (*power over*). Le but devrait être le partage du pouvoir dans le cadre de processus communautaires.

Divers aspects de l'empowerment (émancipation) des femmes:

- **Empowerment personnel:** saine valorisation, confiance en soi, respect de soi; protection contre la violence, libre disposition de son corps, libertés et perspectives.
- **Empowerment juridique:** connaissance des bases légales; recours au droit en vigueur; influence sur la législation; droits des femmes reconnus comme faisant partie intégrante des droits humains.
- **Empowerment social:** possibilité d'organiser sa vie, visibilité et présence au sein de la société; participation à la vie publique; respect témoigné par les autres membres de la communauté ou du village; constitution de réseaux.
- **Empowerment politique:** identification de ses propres intérêts politiques, participation à des organes politiques; organisation politique; influence sur des institutions politiques; participation à des processus politiques internationaux; participation à des conférences de l'ONU.
- **Empowerment culturel:** influence sur l'ordre symbolique, participation à la définition des normes culturelles; maintien ou développement d'une culture féminine; opinion publique favorable aux femmes; position dans les systèmes d'obédience religieuse.
- **Empowerment économique:** alphabétisation économique; propriété et moyens de production; revenu et faculté de disposer d'argent; réduction des liens de dépendance, des risques et du stress; organisation économique; assurance sociale; possibilité d'influer sur la politique économique.

D'après Rodenberg et Wichterich 1999

Nous avons délibérément choisi de ne pas traduire le terme d'*empowerment*, étant donné qu'il n'existe aucun équivalent français capable de restituer les innombrables sens que recouvre cette notion. Le terme *empowerment* désigne une dynamique conduisant à l'autonomie, laquelle implique pouvoir, indépendance, responsabilité personnelle – qui supposent eux-mêmes esprit critique, énergie, respect d'autrui, etc.

Le but de l'*empowerment* n'est donc pas seulement d'amener les individus à se sentir mieux en les aidant à comprendre leur situation, mais aussi de les inciter à agir pour améliorer leur avenir. Cette attitude débouche sur une authentique participation à des processus de société et offre la perspective réaliste de modifier les structures du pouvoir en place.

Ressources

Becker, D. (2000)

Dealing With the consequences of organised violence in trauma work.
www.berghof-handbook.net/articles/becker_handbook.pdf

Bracken, P. J., Petty, C. (eds.) (1998)

Rethinking the trauma of war. New York: Save the Children.

DDC (2003)

Contribuons-nous à l'*empowerment* en Amérique latine?
Document de discussion de la section Amérique latine de la DDC.
www.deza.ch/ressources/resource_fr_24242.pdf

Doray B. (1997)

Centre international de l'enfance et de la famille (CIDEF), programme Cedrate.

Symposium «Les enfants de la guerre: Devenir, mémoire et traumatisme».
<http://psydocfr.broca.inserm.fr/colloques/cr/cedrate/intervcedrd.html>

Keilson, H. (1992)

Sequential Traumatization in Children.
Jerusalem: Magnes Press, Hebrew University

Métraux J.-Cl.

Au temps du silence, la nosographie reste muette. Les syndromes post-traumatiques en question, in *Traumatismes de guerre, Actualités cliniques et humanitaires*, pp. 41-46, chez Hommes et Perspectives

Nathan T. (1992)

Tuer l'autre ou tuer la vie qui est en l'autre. Ethnopsychanalyse des crimes contre l'humanité, Nouvelle Revue d'Ethnopsychiatrie n° 19, Grenoble, La Pensée Sauvage

Psychosocial Working Group

www.forcedmigration.org/psychosocial
Constitué de grandes ONG et de plusieurs universités spécialisées des États-Unis, ce groupe propose un cadre de référence et des normes générales applicables aux interventions d'ordre psychosocial. Ce site Internet contient une bibliographie. Le Psychosocial Working Group se trouve sur le site de Forced Migration Online, qui donne accès à des documents et à des directives concernant le travail avec des réfugiés et des populations déplacées.

Rodenberg B. et Wichterich C. (1999)

Macht gewinnen - Eine Studie über Frauenprojekte der Heinrich Böll Stiftung im Ausland. Berlin: Heinrich Böll Stiftung.
Exposé de l'évolution de la notion d'*empowerment* et des diverses manières de promouvoir ce processus. Contient une liste d'indicateurs

Sironi Fr. (1999)

Les stratégies de déculturation dans les conflits contemporains: nature et traitement des attaques contre les objets culturels, Revue Sud/Nord, Les traumatismes, n°12, Èrès.
www.ethnopsychiatrie.net/actu/sudnord.htm

Volkan V. et Zintl E. (2000)

Life after Loss – The Lessons of Grief. New York: Scribner.



DDC/Samer Mohdad (Photo Filtre)

Aspects psychosociaux de la coopération dans le cadre d'un conflit aigu

- Tout projet de coopération s'inscrit inévitablement dans le déroulement du conflit. De ce fait, il convient de s'assurer en permanence que les activités menées répondent effectivement aux besoins du contexte – en constante évolution –, et qu'elles ne contribuent pas, au contraire, à attiser ce conflit.
- Un conflit ouvert accentue les mécanismes d'exclusion et de marginalisation, surtout parmi ses victimes directes. Les projets doivent donc veiller à ne pas renforcer cette tendance.
- Pour fournir un travail efficace dans un conflit aigu, le personnel de projet doit avoir des connaissances de base sur les conséquences de la peur, des traumatismes et de la perte de proches.
- La manière de gérer sa propre peur doit faire l'objet de discussions régulières au sein de l'équipe. Refouler sa peur équivaut en effet non seulement à mettre en péril la sécurité des autres collaborateurs, mais aussi à saper leur motivation et leur efficacité.
- Les conséquences de la peur et la manière de la gérer constituent un thème central du travail réalisé auprès des groupes cibles.



DDC/Ana Ferić

Travailler dans un contexte de conflit

La coopération internationale s'inscrit de plus en plus souvent dans des contextes sociopolitiques fragiles, voire très conflictuels. Les activités menées dans le cadre d'un conflit s'articulent généralement autour de trois approches différentes : elles peuvent intervenir en marge du conflit, considéré alors comme un obstacle qu'il convient de contourner (*to work around the conflict*) ; elles peuvent tenir systématiquement compte du conflit en essayant d'en atténuer les risques (*to work in the conflict*) ou, enfin, contribuer directement à la transformation du conflit (*to work on the conflict*). Travailler en marge du conflit est une option couramment choisie, mais elle est illusoire, car les projets en font inévitablement partie. En négligeant cette évidence, leurs responsables ne peuvent prendre pleinement conscience de la réalité vécue par la population et risquent de n'atteindre que les groupes les moins touchés par le conflit.



Pour sa part, la DDC s'efforce d'agir au cœur même du conflit et d'en influencer le cours. Conformément à sa *Gestion des programmes sensible aux conflits (Conflict-Sensitive Programme Management, CSPM)*, elle vise avant tout à prévenir la violence et à transformer le conflit. Deux questions centrales se posent ici :

- De quel type de conflit s'agit-il (principales caractéristiques, virulence, évolution/transformation possible)?
- Quelles sont les interactions entre le conflit et le programme?

La première question sert à identifier les interventions susceptibles d'atténuer la violence et à mesurer la marge de manœuvre disponible. La seconde permet de savoir si les activités du projet attisent involontairement le conflit (voir le principe *Do no harm!* [ne pas nuire]) et de déterminer comment le programme peut contribuer à transformer le conflit.

Pour transformer la violence directe, structurelle et symbolique, la DDC favorise les efforts visant à assurer l'*empowerment* des groupes marginalisés. Dans le cadre d'un conflit violent, ce processus s'avère toutefois extrêmement difficile et fragile, car la peur chronique et les traumatismes empêchent les gens d'agir et de communiquer normalement, ce qui modifie en fin de compte toute la dynamique sociale.

DDC/Toni Linder (Photo Filtre)



Le problème central: fragmentation et exclusion

Conséquences de la menace et de la peur

L'insécurité est permanente et les gens sont régulièrement confrontés à des événements imprévus, dont ils ne parviennent à cerner ni les causes ni la signification. En même temps, ils doivent toujours s'attendre au pire. Omniprésente, la peur détruit les réseaux sociaux, entravant la communication et la compréhension mutuelle. La peur isole les membres de la communauté, qui ne parviennent plus à parler de leurs craintes, ni à entendre celles des autres. Les gens désertent les lieux de rencontre et se détachent du groupe. Le dialogue devient difficile même entre des personnes partageant les mêmes idées et opinions.

Altération de la structure sociale et des rôles assumés au sein de la société

Les conflits violents modifient la structure de la société. Les gens assument de nouveaux rôles et en perdent d'anciens: des femmes assument des tâches traditionnellement dévolues aux hommes, des hommes perdent leur influence de chef de famille et des enfants deviennent soldats. Nombre de gens sombrent dans la pauvreté, alors que d'autres s'enrichissent très rapidement. Chez bon nombre de personnes, ces processus engendrent un sentiment d'euphorie, mais aussi de grande confusion, d'inutilité et de dévalorisation. Les uns ne sont plus en mesure d'assumer leurs anciens rôles et d'autres remplissent si bien leur nouveau rôle qu'ils entrent en conflit avec leur ancienne perception d'eux-mêmes.

Marginalisation des victimes

La méfiance, la raréfaction des ressources et la polarisation croissante du pouvoir politique contribuent à accentuer les processus d'exclusion. Or la marginalisation menace tout particulièrement les victimes directes du conflit. La communauté les isole et les stigmatise, car les voisins ont peur de la «contagion»: ils craignent de devenir eux-mêmes des victimes s'ils viennent en aide aux véritables victimes. De plus, les voisins et les amis se sentent souvent démunis face à la souffrance des personnes concernées.



L'exclusion et la stigmatisation des victimes témoignent de la fragmentation et de la destruction de la communauté. Les gens s'habituent à l'injustice, à la mort et à la disparition des valeurs. La méfiance, la peur et la loi du plus fort imprègnent la vie sociale. Les fondements éthiques et les valeurs humaines s'érodent de plus en plus, une évolution que d'aucuns ressentent comme une perte fondamentale.

Comment (r)établir des liens et promouvoir l'empowerment?

Mener des activités dans des régions en conflit exige une grande souplesse. Il faut sans cesse reconsidérer l'évolution du conflit et les interactions entre conflit et programme, et adapter les activités en conséquence. Pour y parvenir, il faut comprendre et reconnaître la fragmentation sociale et psychique. Les projets doivent donc aussi avoir pour objectif de contrer cette tendance à l'éclatement. Voici les aspects dont il faut notamment tenir compte:

Promouvoir la communication et préserver les liens avec le monde extérieur

Lorsque la peur, la méfiance et une liberté de mouvement réduite rendent sporadiques les échanges entre les habitants d'une commune ou d'une région, voire les réduisent à néant, la promotion de la communication et la transmission d'informations fiables constituent un objectif essentiel du projet. Il importe que le personnel maintienne le contact avec un maximum de personnes et s'attache à renforcer les relations entre les citoyens d'une commune, par exemple en créant de nouveaux lieux de rencontre ou en utilisant pour leur travail les lieux d'échange existants, qu'ils soient formels ou informels. En favorisant les échanges et le dialogue au sein même de l'une des parties en conflit ou parmi les habitants d'un quartier ou d'un village, on contribue à éviter que les structures communautaires se fragmentent davantage. Il est en effet inutile de vouloir établir le dialogue entre les parties en conflit s'il est absent dans leurs propres rangs.

Il importe dans tous les cas d'établir ou de renforcer les contacts de la population avec

le monde extérieur. L'abandon de projets ou la fermeture de services gouvernementaux locaux n'engendrent pas seulement une diminution des ressources; ils accroissent aussi la peur, le désespoir et le sentiment d'abandon. La décision de poursuivre ou d'interrompre un projet ne devrait donc pas se fonder sur la seule possibilité d'atteindre les objectifs de développement. D'une part, le maintien de liens et de contacts est essentiel pour la survie émotionnelle et sociale de la population. D'autre part, la préservation des réseaux contribue à préparer le travail post-conflit, qui pourra s'appuyer sur les relations existantes. Voilà pourquoi le renforcement de la communication et des réseaux sociaux devrait constituer un objectif à part entière, qu'il convient d'inscrire dans le cadre logique des projets.

Gérer la peur

La méfiance permanente alliée au refus de parler de sa propre vulnérabilité offrent une stratégie de survie appropriée dans un contexte imprévisible et empreint de violence. Cette stratégie a toutefois un coût: l'isolement émotionnel et social, qui alimente à nouveau la peur et la méfiance. Pour briser ce cercle vicieux, les projets doivent s'efforcer de créer des espaces où les gens auront la possibilité d'exprimer leurs faiblesses. Il faut aussi les inviter à parler de leurs peurs, en respectant leur intimité, mais en veillant à ne pas rester superficiel et distant. De tels entretiens ont pour objectif d'apprendre aux gens à gérer leur peur, non pas pour l'évacuer, mais pour mieux se protéger lorsqu'ils sont confrontés à une situation qui leur fait peur (ou dont ils se sentent menacés) et à mieux faire face à l'isolement et à la solitude (lire les encadrés *Les sentiments dans le conflit* et *Quelques propositions pour gérer la peur*).

Aider les gens à comprendre ce qui leur arrive

En abordant la situation des participants à un projet, les collaborateurs doivent faire preuve de prudence et de sensibilité, et veiller à ne mettre personne en danger, ni eux-mêmes ni leurs interlocuteurs. Bien que ce soit souhaitable, il est parfois impossible de parler



ouvertement d'une expérience traumatique. Les parties à un conflit peuvent en effet considérer un débat sur ce type de sujet comme une attaque contre leur politique, et dès lors le condamner. Dans de telles circonstances, il convient d'opter pour une approche indirecte: lors d'une discussion en groupe, dans le cadre d'un projet de santé par exemple, on n'évoquera pas directement l'enlèvement des membres d'une communauté, mais les conséquences du stress sur la grossesse ou, plus généralement, les effets de la peur sur le comportement et sur le développement des enfants. Lorsque les participants à un projet ne veulent pas parler directement d'une arrestation ou d'un enlèvement récent, on pourra les aider à exprimer leurs réactions et leurs sentiments en abordant un cas similaire enregistré dans une autre région et en imaginant la situation des personnes concernées. Pour ceux qui vivent une situation difficile et angoissante, il est rassurant de mieux connaître les effets des événements traumatiques sur les enfants et les adultes, sur les familles et la communauté, et de pouvoir en parler. (→ Aide psychologique en situation d'urgence, fiche 15).

Les sentiments dans le conflit

- Il peut s'avérer utile de dissocier ou de refouler ses sentiments pour éviter des humiliations ou pour se préserver dans une situation dangereuse. Par la suite, il importe cependant de pouvoir exprimer ses sentiments, faute de quoi c'est la capacité même de ressentir qui est menacée.
- Même s'il est important d'être fort, il faut parfois prendre le risque de se montrer vulnérable. Pour être en mesure de se protéger, il est en effet indispensable de savoir reconnaître ses faiblesses face au danger.
- Même dans une situation désespérée, il est permis de rire, d'être joyeux et de tomber amoureux. Il ne s'agit pas d'une trahison à l'égard de la souffrance d'autrui, mais d'une attitude naturelle et saine.
- Le sentiment de culpabilité est souvent moins l'expression d'une véritable faute qu'une tentative désespérée de travestir son impuissance: «Plus je suis responsable de mon propre malheur, plus j'ai contribué à le provoquer et moins je suis une victime.» Cette forme de «*self-empowerment*» transforme toutefois la destruction extérieure en autodestruction, bien plus difficile à combattre.

Gérer la transformation des rôles sociaux

La modification des rôles sociaux due à une crise engendre toujours un conflit pour les individus. Ils doivent acquérir de nouvelles compétences et assumer davantage de responsabilités. L'image de soi et l'identité des personnes concernées s'en ressentent inévitablement.

Dans une région en conflit, le personnel d'un projet est souvent confronté à une modification des rôles sociaux, et plus particulièrement à celle des rôles traditionnellement dévolus aux hommes et aux femmes. Au cours des discussions visant à trouver des solutions pratiques, par exemple pour les femmes qui doivent assumer une plus grande charge de travail ou augmenter leur revenu, il importe d'aborder systématiquement les conséquences psychologiques de ces changements. Il n'est ainsi pas rare que les femmes ressentent les responsabilités supplémentaires comme un enrichissement ou une émancipation. En même temps, elles se sentent souvent peu sûres, voire coupables d'avoir dû renoncer à leur mode d'existence antérieur, qui correspondait davantage à la perception de la féminité au sein de la communauté. L'altération des rôles s'avère d'autant plus difficile à surmonter lorsqu'elle est vécue comme une perte (p. ex. un père qui n'est plus en mesure de subvenir aux besoins de sa famille).

Les processus d'*empowerment* ne peuvent aboutir que si la perte est reconnue comme telle et que le bien-fondé de la répartition traditionnelle des rôles peut être remis en question, autrement dit lorsqu'il est possible de thématiser la modification des rôles et d'approfondir cette question.

Venir en aide aux victimes

L'aide aux veufs et aux veuves, aux orphelins, aux proches de disparus, aux femmes violées, etc. est le plus souvent confiée à des organisations menant des projets psychosociaux spécifiques. Or de tels projets n'existent pour ainsi dire que dans les endroits qui abritent un grand nombre de victimes, c'est-à-dire dans les centres urbains et les camps de réfugiés.



Que faire, dès lors, avec les familles directement touchées qui vivent hors de portée d'organismes spécialisés?

Nombre de projets de la coopération internationale n'ont pas pour objectif de fournir une aide individuelle. Les tâches humanitaires plaident pourtant souvent en faveur d'un élargissement de la stratégie et d'un soutien aux personnes directement touchées. Symboles vivants du conflit, les victimes sont stigmatisées et isolées. En nous préoccupant de leur sort, nous exprimons notre refus catégorique d'ignorer les effets du conflit et les nouvelles dimensions de l'exclusion et de la marginalisation. Ce travail donne par ailleurs au personnel du projet l'occasion et l'autorité d'évoquer publiquement le prix de la guerre.

L'aide aux personnes directement touchées peut prendre différentes formes, mais une condition est valable dans toutes les situations: le coopérant doit avoir la capacité et la volonté d'écouter ce que les victimes veulent lui raconter et de respecter leur souffrance (→ Aide psychologique en situation d'urgence, fiche 15). En période de conflit aigu, il n'est guère possible de faire un processus de deuil complet. Dans la mesure du possible, il importe néanmoins de permettre aux proches d'une personne assassinée d'accomplir les rituels funéraires et la cérémonie funèbre et de pleurer la perte de l'être cher (→ Fiche 11: *Personnes disparues ou assassinées*).

Moyens d'apporter un soutien aux personnes directement touchées:

- **Briser l'isolement:** Établissement de contacts, visites régulières d'un membre du personnel de projet ou d'une autre personne, intégration dans les activités de la communauté.
- **Reconnaître la souffrance:** Les activités concrètes et la recherche de solutions ne peuvent être envisagées que dans une deuxième étape. Il faut commencer par écouter et comprendre les personnes concernées et ce qu'elles ressentent. L'écoute active est essentielle. Elle consiste à écouter avec empathie et bienveillance, avec la volonté de comprendre la situation de l'interlocuteur en s'attachant non pas à nier la destruction et la souffrance vécues, mais à les reconnaître comme telles.
- **Tisser des liens sociaux:** Créer des liens avec des organisations qui proposent les prestations nécessaires (aide d'urgence, assistance et représentation juridiques, bourses, formation professionnelle, vulgarisation agricole ou ressources financières [p. ex. crédits], orientation vers des services de santé spécialisés, etc.).
- **Sensibiliser la communauté:** Il faut toujours mener un travail de sensibilisation au sein de la communauté pour amener ses membres à mieux comprendre le vécu des personnes directement touchées, à favoriser leur intégration et à leur apporter le soutien requis.
- **Documenter les violations des droits de l'homme:** Il est nécessaire d'enregistrer avec précision toutes les violations des droits de l'homme, afin d'entreprendre un travail politique pendant le conflit et de faciliter la réhabilitation et la réinsertion des victimes après le conflit. Une description précise de la forme et de l'ampleur des violations des droits de l'homme est indispensable pour entreprendre par la suite un travail collectif sur le conflit.
(→ Fiche 4: *Dealing with the past*).

Les archives de la Vicaría

Sous la dictature de Pinochet, la Vicaría de la Solidaridad, de l'Église catholique du Chili, a fourni une assistance juridique aux victimes du régime. Pendant la seule année de sa fondation, en 1976, elle a pris en charge 11 000 cas. Pendant ce temps, elle a enregistré mois après mois des centaines d'arrestations et recueilli les dépositions de témoins assermentés pour les diffuser à l'étranger. Elle a poursuivi son travail jusqu'en 1992, dans des conditions particulièrement difficiles. Au sortir de la dictature, la documentation de la Vicaría s'est révélée très précieuse pour les commissions chargées d'établir la vérité, pour divers procès et pour le versement de réparations par le gouvernement. Sans son travail, il aurait été beaucoup plus difficile de mener à bien le processus de paix et de réconciliation au Chili.



Quelques propositions pour gérer la peur

Lorsque les membres du personnel n'ont pas l'habitude de parler de leurs sentiments, il appartient aux responsables du projet de donner l'exemple. Il importe que les responsables abordent le thème de la peur lors de réunions officielles pour faire comprendre à l'équipe qu'il est légitime de s'interroger sur ses sentiments. Introduire une nouvelle culture de communication exige de la part des responsables un travail permanent et des connaissances préalables en matière de conduite d'entretien (→ Fiche 7: Personnel de la DDC et des organisations partenaires).

- Lors des séances de l'équipe, abordez la peur aussi naturellement que d'autres sujets, tels que la sécurité. Expliquez, pour commencer, pourquoi vous jugez important de parler de la peur et présentez ensuite les effets de la peur chronique sur la motivation des collaborateurs et sur leur sécurité, sur le fonctionnement d'une famille et d'une équipe. À toutes les séances suivantes, demandez aux personnes présentes ce qui les préoccupe et ce qui leur fait le plus peur. Dressez une liste et laissez les participants choisir le point dont ils souhaitent débattre. L'essentiel consiste alors à prendre au sérieux tout ce que les participants expriment sur ce sujet. Des jugements ou des critiques empêcheraient toute discussion ouverte.
- Décrivez toujours des situations concrètes qui font peur, afin de mieux comprendre les craintes des gens. Il s'agit ensuite de les aider à mettre des mots sur leurs sentiments, même s'ils ne peuvent pour l'heure rien y changer. Le fait de partager ses sentiments n'est pas seulement un moyen utile pour élaborer des formes d'action plus efficaces; il a un sens et une valeur en soi et il importe dès lors de le considérer comme un objectif à part entière dans ce genre d'entretiens. Ces discussions servent bien entendu aussi à esquisser des solutions pour mieux gérer la situation, à évaluer correctement les risques et à élaborer des mesures permettant aux personnes concernées de mieux se protéger et contrôler la situation.
- Plus les membres du personnel sont conscients de leurs propres peurs, plus il leur sera facile de travailler avec les organisations partenaires et avec les groupes cibles. Ils comprendront en effet plus aisément ce que ressentent les autres et comment ils peuvent y réagir, et prendront conscience que le fait de parler de la peur, au lieu de la nier, apporte un soulagement tout en augmentant la sécurité.
- La pression extérieure exacerbe souvent les conflits et les tensions au sein de l'équipe. Si l'on n'en prend pas conscience, un différend peut s'aggraver et s'éloigner de plus en plus d'une solution. Or c'est justement dans les situations à risque qu'il importe de se soutenir et de se protéger mutuellement. Il faut donc prendre conscience de cette spirale du conflit, l'étudier et la briser en faisant appel, si nécessaire, à un superviseur externe.

Soutien au personnel

Gérer les risques et la peur

Les collaborateurs d'un projet mené dans une région en conflit sont souvent exposés à des risques importants. Ils peuvent être arrêtés ou enlevés, pris entre deux feux, obligés de livrer des informations aux parties en conflit, etc. Dans un tel contexte, la peur est permanente et, à terme, elle mine le moral et la motivation du personnel (→ La peur chronique, fiche 2).

La DDC déploie de gros efforts pour protéger son personnel. Elle met l'accent sur l'analyse des risques, édicte des directives sur la manière de traiter avec les parties en conflit et de gérer les situations à risques et organise des cours dans ces domaines. S'il est vrai que ces outils jouent un rôle crucial pour se protéger des menaces, il est tout aussi vital d'apprendre à gérer la peur chronique, c'est-à-dire les émotions des collaborateurs soumis à des risques permanents.

Dans nombre de bureaux de la coopération internationale, les membres du personnel ne sont pas habitués à parler ouvertement de leurs émotions. Celles-ci sont cependant loin d'être un luxe, en particulier lorsque la sécurité du personnel est en jeu, car elles sont un élément essentiel pour de la protection individuelle. Lorsque l'on ne parvient pas à comprendre et à admettre la peur, elle devient elle-même un facteur de risque. Les personnes qui vivent dans un état de peur chronique en refoulant néanmoins leurs craintes ne sont souvent plus à même d'évaluer correctement une situation: soit elles surestiment le risque, soit elles prennent des risques inconsidérés et toujours plus grands. Chaque équipe de projet et chaque bureau de coopération devrait donc se doter d'une salle de réunion où l'on ne parlera pas seulement des risques, mais aussi régulièrement de la peur et de tout ce qui l'entoure.

Acquérir des compétences

Dans les situations de conflit, il arrive souvent que les membres du personnel évitent d'écouter les peurs et le vécu de la population cible. Par leur attitude, ils se protègent à double titre: d'une part, contre le risque auquel ils



Meinrad Schade

s'exposeraient s'ils émettaient une critique à l'encontre de l'une des parties en conflit; d'autre part, contre une confrontation directe avec une forte souffrance ou des sentiments violents. La situation est particulièrement difficile si les collaborateurs ont vécu la même expérience que la population cible (intimidations, enlèvements, etc.). Si l'on attend des collaborateurs qu'ils réagissent aux problèmes de la population en s'associant à elle et en l'aidant sur la voie de l'*empowerment*, ils doivent pouvoir aborder ces sujets avec plus d'aisance, ce qu'ils ne pourront faire que s'ils ont appris à reconnaître et à supporter leurs propres inquiétudes et craintes. Il importe donc de leur donner l'occasion d'assimiler les expériences difficiles qu'ils ont traversées et de se faire une idée précise des effets de la violence politique sur l'individu et la communauté. Lorsqu'ils auront

mené une réflexion suffisamment approfondie sur les conséquences d'un viol, sur l'influence que des menaces proférées contre une famille peuvent avoir sur le comportement et le ressenti d'enfants en âge scolaire, etc., alors ils seront prêts à débattre de ces sujets avec la population. Pour en arriver là, un simple atelier ne suffit en général pas. Les collaborateurs doivent en effet avoir régulièrement l'occasion de travailler avec des personnes-ressources, afin d'approfondir leurs connaissances et leurs réflexions personnelles et d'apprendre des stratégies et des techniques pour aborder les différents thèmes de manière adéquate. (→ Fiche 7: *Personnel de la DDC et des organisations partenaires*). Le cours sur la médiation organisé par la DDC (→ www.deza.admin.ch/formation) constitue ici un excellent complément.



DDC/Toni Linder (Photo Filtre)

Ressources

Anderson M. B. (1999)

Do no Harm: How Aid can Support Peace – or War. Boulder, Lynne Rienner Publishers

DDC (2005)

Conflict-Sensitive Programme Management (CSPM). Integrating Conflict Sensitivity and Prevention of Violence into SDC Programmes. www.deza.admin.ch/ressources/resource_en_24650.pdf

DFID/GTZ (2005)

A Guidebook to safe and effective development in conflict, Nepal.
Excellente introduction à l'analyse de projets dans le but d'y intégrer les principes d'une bonne coopération au développement et la règle «Do no harm» (ne pas nuire).

Garel P. (1999)

Situations de violence sociale et intervention humanitaire, Revue Prismes n° 28, Montréal. www.ceci.ca/w/i/n/m010989.htm

Josse, E. (2006)

Le traumatisme dans les catastrophes humanitaires
www.victimology.be/fr/articles/Traumatisme_catastrophes_humanitaires.pdf

OMS (1997)

Introduction aux techniques de counseling dans la prise en charge des victimes de violence: manuel de formation des formateurs (guide).
www.who.int

Summerfield D. (1996)

L'impact de la guerre et des atrocités sur les populations civiles: principes fondamentaux pour les interventions des ONG et une analyse critique des projets sur le traumatisme psychosocial, Overseas Development Institute, Réseau «Aide d'urgence et réhabilitation», Dossier thématique n° 14, Londres.
www.odihpn.org/documents/dossierthematique014.pdf

Volkan V. (2003)

Das Versagen der Diplomatie. Zur Psychoanalyse nationaler, ethnischer und religiöser Konflikte. Giessen: Psychosozial Verlag.

Femmes

ONU (1998)

Les droits humains de la femme: un guide aux documents officiels des Nations Unies, www.lawserver.wits.ac.za/humanrts/instree/women/fren-wmn.html

UNESCO (2003)

Les femmes et la paix en Afrique: études de cas sur les pratiques traditionnelles de résolution des conflits.

<http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001332/133274f.pdf>

Ensemble d'études de cas effectuées au milieu des années 90 dans le cadre du programme Femmes et culture de la paix (1996-2001). Ce document met en évidence une intéressante palette de pratiques traditionnelles en matière de conflits et de construction de la paix.

UNESCO, Powers J. (2004)

Soutien à la lutte des femmes palestiniennes. <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001341/134105f.pdf>

UNESCO, Smith E., Moghadam V. (2005)

Consultation régionale sur l'autonomisation des femmes dans la région des Grands Lacs. http://portal.unesco.org/shs/fr/file_download.php/e2edc115cf6e9bf0b10778711e5a7fc6Report.pdf

Ce rapport présente une description détaillée d'une consultation régionale sponsorisée par l'UNESCO sur le thème «Promouvoir l'autonomisation des femmes dans la région des Grands Lacs», organisée à Addis-Abeba du 30 mai au 1er juin 2005.



Peter Damman/Agence Focus

- Un passé sur lequel on est obligé de garder le silence et qui se transforme en tabou ne peut être assimilé et constitue une sérieuse menace pour la stabilité présente et future. Un travail de mémoire public et collectif est dès lors indispensable pour réussir la transformation d'un conflit.
- La crédibilité morale et juridique du régime instauré après un conflit dépend de la manière dont il traite les coupables et les victimes du passé.
- Pour offrir aux victimes des chances de se rétablir, il faut systématiquement donner une dimension collective à leur souffrance et reconnaître que les ravages causés aux individus font partie d'un processus plus ample, qui concerne toute la société.
- Se réconcilier ne veut pas dire pardonner et oublier, mais se souvenir et changer.
- Transformer un conflit violent ne signifie pas l'éliminer; le but doit être de développer l'aptitude à affronter et à gérer les conflits pour garantir le règlement pacifique des différends.

Le poids du passé

Sur le chemin qui mène de la guerre à la paix, de la destruction à la (re)construction, tout le monde – pour différentes raisons – voudrait oublier très vite le passé: les coupables, parce qu'ils craignent la vengeance; les victimes, parce qu'elles aspirent à laisser derrière elles les affres de la terreur; et les personnes qui affirment être restées en marge du conflit, parce qu'elles redoutent d'assister à de nouveaux conflits et d'être confrontées à leur propre responsabilité. Simultanément, toutes sortes d'acteurs cherchent à instrumentaliser le passé, car chacun connaît l'énorme impact que cela peut avoir sur l'esprit des gens. Qui a vécu des atrocités ne peut pas les effacer de sa mémoire, quels que soient les efforts déployés pour y parvenir, et l'adage «le temps panse toutes les plaies» n'est qu'illusion. Nos pensées s'inscrivent toujours, consciemment ou non, dans un processus historique, nous nous forçons notre avenir sur la base de notre passé. Tout espoir de réussite dans la transformation



d'un conflit, toute perspective de paix réelle repose en fin de compte sur l'aptitude de la société concernée à faire entrer les calamités de la guerre dans l'histoire, car des événements refoulés se transforment inéluctablement en spectres menaçants pour le présent et l'avenir. Le travail sur le passé est une tâche de longue haleine: en Allemagne, le débat sur les victimes et les coupables reste un élément politique sensible et important 60 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Réconciliation

Se réconcilier a toujours été une préoccupation centrale après la fin de conflits armés. Ce sont au départ des ONG chrétiennes, motivées en partie par des principes religieux, qui ont

engagé une réflexion théorique sur cette notion pour l'utiliser dans le traitement des conflits et la prévention des crises. Avec le temps, la «réconciliation» est devenue un concept important du travail de paix dans presque toutes les régions en crise. Des esprits critiques font souvent observer que les cultures islamique, hindouiste, juive, confucéenne, bouddhiste ou chrétienne donnent des définitions bien différentes de la notion de réconciliation, et que cet instrument risque ainsi de servir une fois de plus la vision dominante du monde occidental et chrétien. Pour combattre une telle tendance, on s'efforce de séculariser cette notion et de lui donner un contenu valable et convaincant quel que soit le contexte.

La réconciliation peut se définir comme un processus de longue durée, à la fois complexe et contradictoire:

La réconciliation n'est pas

- une justification de l'impunité,
- un processus exclusivement individuel,
- une alternative à la vérité et à la justice,
- une réponse rapide,
- un concept religieux,
- une paix parfaite,
- une exhortation à oublier ou à pardonner.

Source: IDEA, 2003

La réconciliation, c'est

- faire en sorte qu'un avenir soit envisageable,
- établir ou rétablir des liens,
- être capable de se confronter aux actes et aux ennemis du passé,
- entreprendre un processus de transformation sociale approfondi et durable,
- reconnaître les événements du passé, se les remémorer et en tirer des leçons,
- admettre que ce processus ne peut être que librement consenti.

Les quatre composantes du processus de réconciliation

- **droit et justice**
(justice rétributive, réparatrice, compensatoire),
- **travail de mémoire et processus de deuil collectifs,**
- **éducation à la gestion des conflits,**
- **équité sociale.**

Droit et justice

Souvent lié à l'instauration d'un régime démocratique, le retour à la paix exige une réforme

profonde du système juridique et un changement d'attitude chez les personnes – en particulier les juges – qui travaillent dans le cadre de ce système. Une phase de justice transitoire (*transitional justice*) doit être consacrée à l'examen de l'injustice passée afin d'établir de nouvelles normes, de lever l'impunité et d'instaurer une culture des droits humains.

Il existe trois approches judiciaires des crimes du passé, lesquelles présentent chacune des avantages et des inconvénients: il s'agit de la *justice rétributive*, de la *justice réparatrice* et de



la *justice compensatoire*. Tandis que la *justice rétributive* vise plutôt à punir les coupables, la *justice réparatrice* cherche avant tout à rétablir les victimes dans leurs droits et à instaurer une médiation. Quant à la *justice compensatoire*, elle se préoccupe essentiellement de l'indemnisation des victimes. Ces trois écoles ont chacune leur manière de chercher la vérité et de rendre justice.

La justice rétributive

La justice rétributive recouvre les procédures pénales engagées devant des tribunaux nationaux et internationaux. En montrant que les criminels ne sauraient se soustraire à la justice et rester impunis, elle a valeur de signal fort. Mais ces procédures sont bien souvent longues et laborieuses, et elles ne peuvent être envisagées que si les rapports de force le permettent et si l'on dispose de suffisamment de preuves. Si la procédure est menée à l'échelon national, les questions importantes sont de savoir si la justice du pays a été impliquée dans les crimes perpétrés pendant le conflit, et dans quelle mesure elle est corrompue. Par ailleurs, les politiciens craignent – surtout quand le pouvoir en place est fragile – que ce genre de procès ne relance le conflit. Dans le cas de procédures judiciaires internationales, les populations concernées peuvent se demander dans quelle mesure leur cause intéresse vraiment la cour. Aussi n'est-il pas rare que le tribunal se fasse accuser d'appliquer la «justice du vainqueur». Il existe en outre des différences entre la perception locale de la justice et la pratique internationale du droit, qui découle des traditions propres aux pays industrialisés occidentaux. Quoi qu'il en soit, la plupart des gens exigent l'ouverture de procédures pénales après une guerre, en dépit des réserves que suscite la justice rétributive. Son efficacité a été démontrée dans des pays tels que le Chili et l'Argentine, où l'on a fini par inculper les auteurs de crimes de guerre après avoir vainement tenté, à de multiples reprises, de tirer un trait sur le passé en promulguant des lois d'amnistie et autres textes de loi. Lorsque le nombre de coupables est très élevé, le nouveau gouvernement peut avoir intérêt à

Dans le cadre des commissions de vérité et de réconciliation et des procédures judiciaires, les anciennes victimes ont cinq revendications principales à faire valoir:

- Rétablissement officiel de leur dignité personnelle et de celle de leurs proches.
- Adoption et ancrage juridique de mesures d'aide et de soutien propres à favoriser autant que possible la réhabilitation et la réparation personnelles et sociales.
- Protection et respect pour les personnes disposées à parler de ce qu'elles ont subi. Il s'agit en particulier de protéger les témoins et de leur éviter de nouvelles humiliations devant le tribunal, surtout en cas de violences sexospécifiques. Des dispositions particulières doivent être prises pour que les femmes puissent déposer plus librement sur ce thème.
- Devoir, pour les coupables, d'assumer la responsabilité de leurs actes et de reconnaître publiquement qu'ils ne sont pas au-dessus de la loi. Cet aspect du châtiement est peut-être plus important aux yeux des victimes que des sanctions plus concrètes comme des peines d'emprisonnement. Ce point suscite toutefois des controverses.
- Prise en compte du caractère contradictoire de la vérité. Les victimes espèrent que les éclaircissements apportés les soulageront. Mais la vérité elle-même est toujours douloureuse. Les pertes se révèlent définitives, les souffrances infligées vont en diminuant mais ne disparaissent pas complètement. La vérité est donc au mieux un élément qui favorise le processus de deuil.

gagner le soutien de la grande majorité des citoyens, sans que ceux-ci n'aient à renier explicitement leurs anciennes adhésions. Dans ce genre de situation, des procédures pénales présentent peu d'intérêt.

La justice réparatrice

La justice réparatrice ne satisfait pas le désir de punir les coupables, mais elle rend aux victimes leur dignité en reconnaissant officiellement l'injustice qu'elles ont subie. Il est généralement admis que la mise sur pied de commissions de vérité est un moyen utile de rompre le silence sur les crimes du passé. Ces commissions élucident les actes qui ont été commis en se basant sur les dépositions des victimes et des auteurs de crimes, et donnent à la société dans son ensemble des informations qui ont pour effet de rompre le déni et d'éviter le révisionnisme historique. Un tel processus apporte aux victimes une sorte de guérison sociale. Quand l'État confirme officiellement aux familles le sort subi par leurs proches disparus ou assassinés, il les aide non seulement à faire leur deuil, mais contribue aussi à extraire le



Medicus Mundi

problème de la sphère psychique individuelle pour lui donner sa juste place dans le processus social et politique. Mais il ne faudrait pas en déduire pour autant que le travail d'une commission de vérité permet de guérir les victimes. Le slogan «*Revealing is healing*» de la Truth and Reconciliation Commission sud-africaine repose sur un malentendu: la confrontation des victimes avec ce qu'elles ont vécu est un processus complexe, très long et très pénible.

Plus l'équilibre politique est fragile après un conflit, plus les commissions d'enquête seront faibles: il sera souvent impossible de mener certaines investigations en raison du pouvoir exercé par les responsables. Et même des commissions dotées de pouvoirs étendus, comme en Afrique du Sud, ne parviennent que dans une faible mesure à faire condamner les criminels: dans ce pays, les coupables qui avaient avoué leurs crimes ont été amnistiés, ce qui a été très dur pour nombre de victimes. Le caractère public des travaux de la commission a aussi posé des problèmes aux victimes. En particulier des femmes qui avaient été violées ou torturées ont refusé de

déposer. Elles craignaient que leur témoignage se traduise par de nouvelles intrusions dans leur sphère intime et les amène à perdre le respect d'autrui au lieu de le gagner.

Les commissions de vérité ne sont donc pas une alternative aux tribunaux. Justice rétributive et justice réparatrice se complètent mutuellement et ne sont pas interchangeables. Il existe de nombreux recoupements entre ces deux approches, puisque la préoccupation centrale de toute procédure judiciaire est d'établir la vérité. Et si une commission de vérité s'abstient normalement de poursuites pénales, elle peut en faire la recommandation ou, comme la commission sud-africaine, accorder l'amnistie. Mais aucune de ces deux formes de justice n'aboutit automatiquement à l'harmonie sociale. Ni la vérité ni la punition ne peuvent rendre aux victimes ce qu'elles ont perdu. Les conflits ne s'en trouvent pas réglés non plus; mais ils sont soumis à une norme juridique qui contribue à garantir des processus exempts de violence. Ce travail favorise la réconciliation, mais ne marque de loin pas la fin de ce processus.



La justice compensatoire:

Depuis quelques années, on reconnaît de plus en plus la nécessité d'examiner systématiquement le soutien et les compensations qu'il convient d'accorder aux victimes dans une société d'après-guerre. Il importe de distinguer clairement les compensations octroyées à titre de réparation des mesures psychosociales de réhabilitation et de réintégration.

- Des prestations compensatoires sont souvent judicieuses du fait qu'elles contribuent à soulager la détresse matérielle, mais elles ne sauraient en aucun cas réparer à elles seules l'injustice subie. Et elles provoquent toujours un dilemme moral: la famille d'un disparu, par exemple, a bien besoin de l'aide matérielle apportée par l'État; mais cette compensation lui donne le sentiment de recevoir le prix du mort. Ce n'est pas là un argument contre la compensation en soi, mais il faut tenir compte de cette dimension psychologique dans la formulation des textes de loi correspondants et dans les relations avec les familles de victimes.

Il est moralement un peu moins problématique pour les bénéficiaires de se voir accorder des compensations sous la forme de droits – par exemple la gratuité des soins de santé, des études ou de la formation professionnelle. La difficulté consiste à désigner les ayants droit à ces prestations. Dans un pays pauvre en infrastructures, ces dispositions suscitent inévitablement de la jalousie à l'égard des victimes prétendument privilégiées, d'autant plus si l'opinion ne reconnaît pas à certaines catégories de bénéficiaires la qualité de victimes (p.ex. réfugiés revenus de l'exil ou membres d'un autre camp politique). Il est également légitime de s'interroger sur le caractère équitable de telles mesures lorsque des anciens combattants reçoivent des compensations et des traitements de faveur, tandis que certaines de leurs victimes n'obtiennent rien. Il convient donc de préciser systématiquement pour quelles raisons certaines personnes bénéficient de privilèges sociaux et d'autres pas.

- Les mesures psychosociales de réhabilitation et d'intégration des victimes sont un élément essentiel de la transformation durable d'un conflit. D'une manière générale, les mesures nécessaires – allant de la réhabilitation physique (p.ex. prothèses pour les victimes de mines) jusqu'à la psychothérapie – dépassent ce que peut assumer un budget national. De plus, force est de constater que quelques années après la fin d'un conflit, les donateurs internationaux ne prévoient plus guère de fonds pour la réhabilitation. Simultanément, on se rend compte que les traitements sont beaucoup plus longs et difficiles que ne l'imaginaient à l'origine les bénéficiaires. Les recherches scientifiques effectuées sur les survivants de l'holocauste ont révélé que les traumatismes engendrent des problèmes psychiques à la vieillesse et des troubles chez les enfants des victimes, qui se répercutent jusqu'à la troisième génération. Mais il s'agit, hélas, d'un constat dont on ne tient pas compte dans la planification des mesures de réhabilitation pour les zones en guerre ou en crise.

L'assistance psychosociale aux victimes doit veiller aux points suivants

- Il convient d'ancrer dans la loi les droits des victimes en matière de réhabilitation.
- Les activités de réhabilitation ne doivent pas se limiter à la santé publique, mais s'étendre autant que possible aux secteurs communautaire et éducatif. Le partenariat entre ONG et pouvoirs publics est particulièrement important dans ce domaine.
- Les spécialistes (enseignants, ecclésiastiques, guérisseurs locaux, éducateurs, infirmières, etc.) doivent acquérir des connaissances de base sur les traumatismes psychiques afin de pouvoir aider dans leur domaine spécifique les personnes qui en souffrent.
- Il faut éviter toute «psychopathologisation» de la population en employant, par exemple, des termes en usage dans la médecine occidentale (p.ex. «syndrome de stress post-traumatique») qui ne reflètent pas la sensibilité culturelle locale. Par ailleurs, il importe de mettre en place une aide personnalisée pour les personnes gravement traumatisées. On s'efforcera de former des experts locaux disposant de compétences adaptées au contexte (→ Fiche 15: Santé).
- Les mesures envisagées doivent d'emblée porter sur le long terme. Il convient d'éviter de fausses promesses de guérison.



Travail de mémoire et processus de deuil collectifs

L'exorcisation du passé ne passe pas seulement par des procédures juridiques; elle relève fondamentalement d'un processus culturel qui concerne la société dans son ensemble. La mémoire collective s'exprime et se développe au travers de journées et de lieux de commémoration, de monuments et de débats publics, de productions artistiques et de documentaires (que ce soit par l'image, le son ou l'écriture). Un tel travail contribue à la transformation du conflit, en ce sens que les souffrances subies perdent leur caractère individuel et (re)deviennent l'affaire de tous. Se souvenir, c'est analyser et transformer le passé dans le présent, c'est engager un débat constamment renouvelé afin d'ouvrir de nouvelles perspectives pour l'avenir. Structurer la mémoire par des symboles collectifs constitue le moyen – jamais exempt d'antagonismes – de régler sans violence les conflits du passé pour aller de l'avant. Bien entendu, ces processus sont exposés à un risque permanent de manipulation. Mais l'essentiel réside dans le fait que les symboles collectifs et diverses formes de commémoration brisent le «mur du silence» et contribuent ainsi à engager un dialogue nouveau et différent au sein de la société.

Pour les victimes, le travail de mémoire collectif revêt aussi une signification très personnelle. Le conflit social s'est incarné en elles et a laissé des blessures et des cicatrices très concrètes. Souvent, elles ressentent ces blessures comme une maladie qui n'affecte qu'elles. Si de nombreuses victimes ont effectivement besoin d'un traitement individuel, force est de constater que leur guérison passe aussi par une approche s'étendant à la communauté dans son ensemble. La reconnaissance obtenue par les victimes dans le cadre du travail de mémoire collectif se traduit par des bénéfices indéniables en termes de réintégration sociale, leur souffrance individuelle devenant une souffrance partagée par la communauté.

Un aspect primordial du travail de mémoire et des processus de deuil collectifs est de retrouver les disparus et d'inhumer les morts.

Dans la plupart des zones en guerre ou en crise, de nombreuses personnes ont disparu ou ont été enterrées provisoirement, sans sépulture digne de ce nom. Le recours à des médecins légistes, à des équipes de sauveteurs et à des organisations chargées de localiser les disparus et les morts vise à fixer les familles sur le sort de leurs proches et à leur permettre de leur donner une sépulture décente (→ Fiche 11: *Personnes disparues ou assassinées*). Les gens peuvent vivre avec leur souffrance, mais ils ne sauraient oublier leurs morts.

Éducation à la gestion des conflits

La fin d'un conflit armé et le début d'un processus de démocratisation obligent les gens à se réorienter. Des comportements jugés normaux pendant longtemps ne le sont plus. Dans la période de conflit aigu, la plupart des gens se sont laissés aller à la passivité, ont attendu que d'autres prennent des décisions, pris le moins de risques possible et évité toute discussion pour se protéger et assurer leur survie. Après le conflit, les initiatives personnelles sont tout à coup bienvenues, on attend de la population qu'elle exprime ses désirs et ses opinions, et que tout le monde participe activement à l'organisation de la société. Cette réorientation n'est possible que si a) les mécanismes de peur chronique intériorisée sont remis en question (→ Fiche 2: *L'approche psychosociale*), et b) la soumission et l'autoritarisme sont surmontés. Le respect des droits humains qu'il s'agit d'instaurer demande non seulement l'apprentissage et l'adoption des normes juridiques correspondantes, mais aussi un processus de maturation et de libération psychologiques.

Le développement de l'aptitude à gérer les conflits ou, comme le dit T.W. Adorno, de l'émancipation («*Mündigkeit*»), est une tâche foncièrement éducative (→ Fiche 16: *Éducation et formation*), mais pas uniquement. Nombre de processus sociaux – par exemple des élections libres – sont porteurs d'enseignements. Au Chili, lorsque la dictature a pris fin et qu'un plébiscite a été organisé pour savoir si le peuple voulait qu'Augusto Pinochet reste au



pouvoir, la plupart des citoyens ne croyaient pas, au début, que leur voix compterait. On craignait en outre que le résultat du plébiscite ne soit pas reconnu par la dictature et donne lieu à une violente répression. C'est pourquoi la campagne contre Pinochet a visé en priorité à donner du courage aux électeurs autour du slogan «voter 'non' sans crainte et sans violence». Le 'non' l'emporta, avec des conséquences considérables pour l'avenir du pays.

Équité sociale

Une réconciliation véritable n'est possible que si l'on traite et élimine les causes structurelles d'un conflit (→ Fiche 1: *Introduction*). Si les détenteurs du pouvoir continuent de gouverner au mépris des principes démocratiques, si la réalité sociale est faite d'exploitation économique et d'inégalités, toute perspective de paix est vouée tôt ou tard à l'échec. L'équité sociale reste donc un thème central du travail à accomplir pour surmonter le passé.

Mais si l'équité sociale est indispensable, elle marquera au mieux l'aboutissement d'un processus de longue haleine. On s'emploiera donc à offrir à la population une vraie possibilité de participer à ce processus et de le développer. Seule une telle démarche permet en outre de faire comprendre aux gens que certains objectifs importants ne peuvent être atteints qu'à long terme.



DDC/Andrée-Noëlle Pot/Keystone

Questions-clés pour le suivi d'un projet

- Est-on au clair sur l'importance et la signification du travail de mémoire? Prend-on en considération et intègre-t-on dans le travail du projet les aspects tels que droit et équité, travail de mémoire et processus de deuil collectifs, aide aux victimes et réhabilitation, éducation à la gestion des conflits?
- Le projet a-t-il une vision à long terme de la transformation du conflit, et ses activités sont-elles adaptées à cette vision?
- Le projet s'attache-t-il à thématiser les causes persistantes de conflit aux échelons micro- et macro-social?
- Au-delà des instances officielles, le travail de paix est-il mené dans les domaines où il existe des possibilités concrètes de coopération? S'emploie-t-on, en vertu du principe «Do no harm» (ne pas nuire), à renforcer les *connectors* (forces de paix locales ou facteurs de rapprochement) et à affaiblir les *dividers* (forces qui incitent à la violence et qui fragilisent les liens sociaux)? (Principes énoncés par Mary Anderson).
- L'évolution du processus de paix, telle qu'elle se reflète dans le travail du projet, est-elle examinée et documentée avec soin?
- Étudie-t-on une approche locale adaptée au contexte pour venir en aide aux victimes? Les dimensions politiques, sociales, sanitaires et économiques sont-elles dûment prises en compte?
- Quelle est la culture de gestion des conflits adoptée dans le cadre du projet? Que fait-on pour développer une telle culture?
- Quels efforts le projet entreprend-il pour promouvoir dans son champ d'action une bonne culture du dialogue? S'emploie-t-on à promouvoir les processus de médiation, même modestes?



Ressources

Anderson M.B. (1999)

Do No Harm: How Aid can Support Peace – or War, Boulder: Lynne Rienner Publishers

Anderson M.B. (Ed. 2000)

Options for Aid in Conflict: Lessons from Field Experience

www.conflictsensitivity.org/resource_pack/8_do_no_harm_local_capacities_for_peace_project_323.html

Bref exposé du principe «Do no harm» (ne pas nuire).

Association Internationale de Recherche sur les Crimes contre l'Humanité et les Génocides (AIRCRIGE)

<http://aircrigeweb.free.fr/>

Berghof Center for Conflict Management (2005)

Handbook for Conflict Transformation.

www.berghof-handbook.net

Ce manuel accessible en ligne contient des articles publiés par des leaders du débat sur la transformation des conflits concernant les notions de base, les instruments et les leçons tirées de l'analyse et du traitement de conflits. Il retrace également les expériences acquises avec les réformes structurelles et le contrôle de la violence, ainsi que les méthodes de réhabilitation et de réconciliation.

Boraine A. (2004)

Transitional Justice as an Emerging Field.

www.idrc.ca/uploads/user-S/10829975041-revised-boraine-ottawa-2004.pdf

Doray B. (2001)

Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire – Guerres, génocides, ... face aux situations extrêmes, restaurer l'humanité dans l'humain.

www.alliance21.org/fr/proposals/

Hamber B. & Kelly G. (2004)

A Working Definition of Reconciliation.

Occasional paper published by Democratic Dialogue, Belfast

www.brandonhamber.com/pubs_papers.htm

Discussion d'éléments centraux du processus de réconciliation.

Hamber B. & Wilson R. (2002)

Symbolic Closure through memory, reparation and revenge in post-conflict societies. *Journal of Human Rights*, Volume 1, Number. 1, (March 2002), pp. 35–53. www.brandonhamber.com

IDEA (2003)

Reconciliation after Violent Conflict: A Handbook. International IDEA: Stockholm. www.idea.int/publications/reconciliation

Ce manuel donne un bon aperçu des principes et des principaux instruments du processus de réconciliation, en expliquant les avantages et les inconvénients que comportent chacune de ces approches dans différents contextes.

Instituts et centres d'études qui traitent des aspects théoriques et pratiques du processus de réconciliation:

- International Center for Transitional Justice, US: www.ictj.org
- Initiative on Conflict Resolution and Ethnicity, UK: www.incore.ulst.ac.uk
- Center for the Study of Violence and Reconciliation, Südafrika: www.ijr.org.za
- Research Initiative on the Resolution of Ethnic Conflict (RIREC), www.nd.edu/%7Ekrocinst/index.html

Justice et Paix

Mémoire et Oubli, comment se réconcilier?

www.justicepaix.be/documents/2005-Memoireetoubli_000.pdf

Jewsiewicki B. (2004)

Représentation du passé comme réparation – l'histoire après l'apartheid, in *Cahiers d'études africaines*, dossier «Réparations, restitutions, réconciliations», pp.173–174

<http://etudesafriques.revues.org/document4692.html>

■ Analyse des perspectives d'empowerment

- Cet instrument sert à la fois à saisir la situation psychosociale dans toute sa complexité et à réduire suffisamment cette complexité pour qu'il soit possible d'agir.
- Cet instrument permet de reconnaître l'ampleur de la fragmentation et de la destruction, et de considérer leur traitement comme faisant partie intégrante du processus d'empowerment. Il va de soi que ce processus n'est possible que si les ressources disponibles sont utilisées à bon escient. Or les personnes concernées seront mieux à même de le faire lorsqu'elles auront admis l'étendue des dégâts.
- Cet instrument sert à faire le lien entre les dimensions individuelles et collectives, sociales et psychiques.
- Cet instrument est utile à n'importe quelle étape de la planification, de la réflexion ou de l'évaluation. Le plus judicieux est de l'appliquer au sein de l'équipe de projet ou avec le groupe cible.



Medicus Mundi

Mode d'emploi

Description des problèmes: Fragmentation et destruction

Déterminez tout d'abord à quel niveau vous allez débiter l'analyse.

- Travaillez-vous avec des clients? – Dans ce cas, commencez au niveau de l'individu/de la famille, pour poursuivre par une analyse de la communauté/société. Si vos clients sont membres d'un mouvement politique ou d'un autre type de groupement, il est recommandé d'analyser le problème au niveau du groupe.
- Travaillez-vous avec des groupes de personnes (groupes de mères, de jeunes, de consommateurs, d'épargnants, etc.)? – Commencez alors au niveau du groupe. Analysez ensuite le rapport entre le groupe et la communauté/société. Choisissez ensuite quelques membres du groupe pour procéder à une analyse individuelle ou familiale, selon le temps et les informations dont vous disposez.
- Travaillez-vous plutôt au niveau de la société (travail de plaidoyer, gouvernance à partir de la problématique des anciens combattants de tout un district ou des réfugiés de toute une région, etc.)? – Commencez alors par analyser la communauté/société. Il est toutefois essentiel de procéder ensuite à l'analyse de cas individuels, pour affiner votre compréhension de la situation du groupe cible et choisir des activités qui correspondent aussi aux problèmes personnels des membres du groupe cible.



Les questions formulées ci-après vous aideront à bien cerner les problèmes. Vous pouvez y répondre dans l'ordre. Si vous n'êtes pas en mesure de répondre à une question, laissez-la simplement de côté. Lorsque vous relevez des aspects qui ne correspondent à aucune question, mais qui font partie de la description du problème, incluez-les dans votre analyse.

Rétablissement de liens: renouer ce qui a été déchiré

Lorsque vous analysez les conséquences de la menace et de la peur, de la destruction et des traumatismes, de la perte et du deuil, c'est-à-dire lorsque vous considérez la fragmentation de la société dans toute son ampleur, vous pouvez entrevoir des pistes pour recréer des liens et aider les gens à se rétablir. Ce processus favorise l'*empowerment* de l'individu, des groupes et de la communauté. Il comprend trois étapes:

Amélioration de la situation: formuler des objectifs

La première étape consiste à formuler les objectifs à atteindre pour que la personne/la famille aille mieux, pour que le groupe devienne plus fonctionnel et la communauté plus solidaire et ouverte à l'intégration. Inspirez-vous de la description des problèmes pour répondre aux questions qui se posent en relation avec la formulation de ces objectifs. Pour chaque problème décrit, il convient d'imaginer une solution et de la formuler ensuite sous forme d'objectif. L'essentiel consiste à ne pas confondre l'objectif et le moyen de l'atteindre. Il importe ici de se représenter concrètement ce qui doit changer.

Développement de moyens d'action: définir des activités

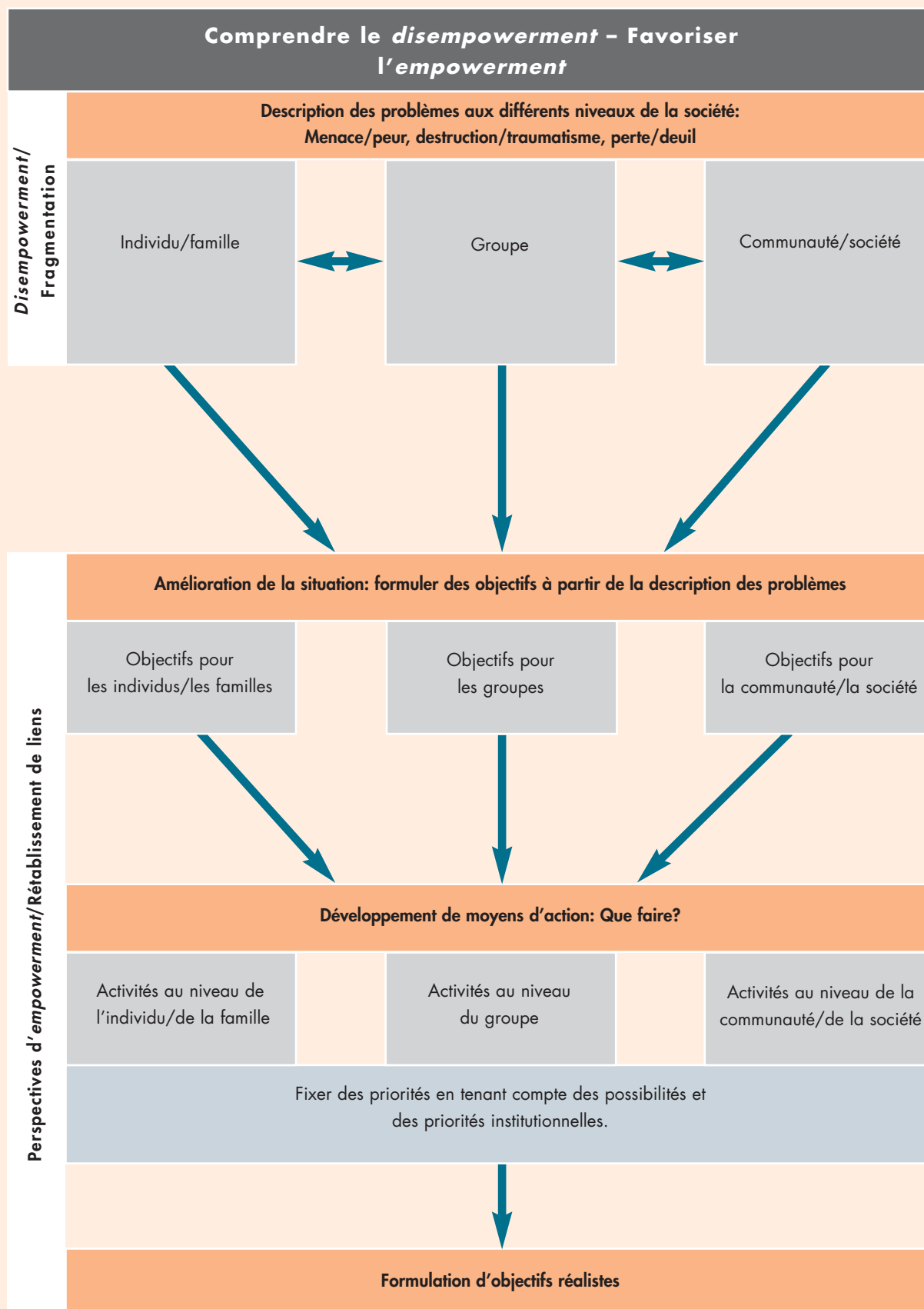
Au cours de la deuxième étape, il convient d'examiner quelles sont les activités qui permettront aux individus et aux familles, aux groupes et aux communautés d'atteindre les objectifs définis. Cette réflexion comprend trois phases:

- Vous classez les objectifs par ordre de priorité. Exemple: une femme a été mal-traitée par son mari parce qu'elle n'a pas donné naissance à un garçon; par ailleurs la famille vit dans la pauvreté. Vous devez donc définir l'ordre de priorité des différents objectifs à atteindre.
- Vous fixez vos priorités conformément à votre mandat institutionnel. Dans quels domaines pouvez-vous effectivement intervenir? Cela dit, il est tout aussi important d'examiner ce que vous pouvez entreprendre pour que les domaines qui ne sont pas de votre ressort soient également traités. Comment pouvez-vous promouvoir la création d'un réseau ou motiver d'autres personnes à assumer une tâche donnée? Cette manière de procéder vous permettra de comprendre clairement la contribution que vos activités apportent au processus global d'*empowerment*. Le risque que les arbres cachent la forêt, c'est-à-dire que vous perdiez la vue d'ensemble en vous concentrant sur un domaine spécifique, diminuera ainsi, tandis que l'action gagnera en clarté et sera mieux ciblée.
- Vous définissez les activités qui permettront d'atteindre l'objectif fixé. Cette démarche se fonde sur les problèmes décrits et les objectifs formulés.

Formulation d'objectifs réalistes

Au cours de la dernière étape, vous vous attachez à formuler des objectifs réalistes pour votre projet ou pour votre organisation. Cela signifie que vous ne devez pas formuler des objectifs que vous souhaiteriez atteindre dans l'idéal (comme sous 2), mais ce que vous croyez effectivement pouvoir réaliser.

L'instrument décrit ici a été élaboré sur la base du programme mené en faveur des survivants de la violence au KwaZulu-Natal: Highson-Smith, C. (2002). Supporting communities affected by violence. A Casebook from South Africa. Oxford: Oxfam.





Processus de <i>disempowerment</i> Fragmentation et destruction: description des problèmes – individu/famille		
Dimension sociale ■ Existe-t-il des menaces? ■ Quelles sont les relations au sein de la famille? Quels sont les conflits, les hiérarchies et les alliances? ■ Comment prend-on soin des enfants? Quelle protection leur assure-t-on? Vont-ils à l'école? ■ Quels sont les rapports avec les voisins/amis/collègues, etc.? La famille est-elle isolée ou possède-t-elle un réseau social solide? ■ L'existence de valeurs/traditions sociales, ou la disparition de valeurs ou de normes ont-elles une influence sur le contexte social? ■ Quels sont les aspects positifs du contexte social? Quels sont les éléments solides sur lesquels il est possible de construire? ■ Depuis quand la situation en est-elle au stade décrit?	Dimension matérielle ■ Quels sont les ressources de la personne/famille? Son revenu est-il suffisant? ■ Quelle est sa situation en matière de logement? ■ La personne/famille possède-t-elle des biens ou des ressources financières qu'elle peut utiliser? ■ La personne/famille possède-t-elle des aptitudes qui lui permettraient d'améliorer sa situation matérielle? ■ Depuis quand la situation matérielle se présente-t-elle ainsi? Comment se présentait-elle avant?	Dimension psychologique ■ Comment la personne concernée se sent-elle (peur, insécurité, sentiments refoulés, désespoir, colère, honte, etc.)? ■ Qu'est-ce qui caractérise le climat émotionnel dans la famille (peur, soupçons réciproques, manque de soutien mutuel, absence de limites clairement établies, conflits persistants, etc.)? ■ Existe-t-il des maladies physiques dans la famille? Si oui, quelle est leur importance? ■ Quels sont les forces de la personne/famille d'un point de vue émotionnel et social? ■ Quel est le rapport entre la situation émotionnelle actuelle et le vécu de la personne et de sa famille?



Processus de *disempowerment*

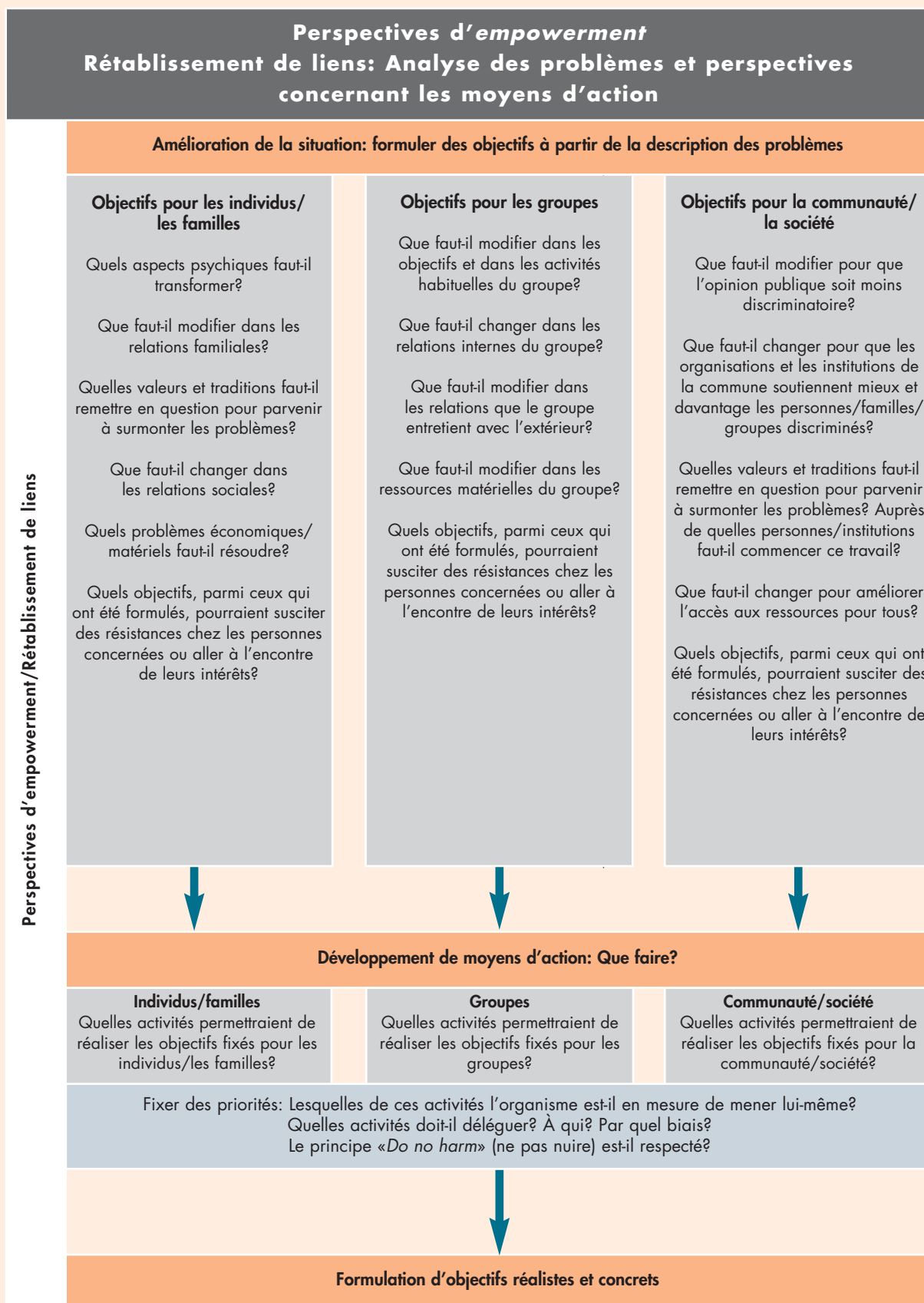
Fragmentation et destruction: description des problèmes – groupe

- Comment le groupe s'est-il formé?
- Comment le groupe se définit-il lui-même: thèmes principaux, tâches, objectifs, caractéristiques des membres?
- Quels sont les facteurs qui stabilisent le groupe?
 - Facteurs externes (hostilité/bienveillance du monde extérieur, conditions politiques/sociales de l'entourage, cadre légal, protection active par d'autres organisations, etc.).
 - Facteurs internes (solidarité, soutien mutuel, amélioration de la situation matérielle des membres du groupe, acquisition de savoir, sécurité, etc.).
- Quels sont les facteurs qui déstabilisent le groupe ou qui poussent des membres à le quitter?
 - Facteurs externes: menaces, attitude de rejet de la part de l'entourage, etc.
 - Facteurs internes: conflits, hiérarchies trop rigides, mécanismes d'exclusion, méfiance, peur, etc.
- Le groupe se distingue-t-il fortement de son environnement social/des non-membres? Est-il difficile ou facile pour les non-membres d'entrer en contact avec le groupe?
- Depuis quand la situation en est-elle au stade décrit?

Processus de *disempowerment*

Fragmentation et destruction: description des problèmes – communauté/société

- Qui apporte un appui aux personnes/familles/groupes faisant l'objet de discriminations (réfugiés, anciens combattants, veuves, victimes de la violence sexospécifique, etc.) et s'occupe des thèmes et des problèmes liés à leur situation?
- Qui pratique quel type de discrimination envers ces personnes/familles/groupes et envers les thèmes qui les concernent (écoles, église, services de santé, clubs, groupes de consommateurs, organismes politiques, entreprises, fonds d'entraide, etc.)? Comment les personnes/familles/groupes concernés y réagissent-ils?
- Que pense l'opinion publique de ces personnes/familles/groupes, de leur situation et des thèmes qui les préoccupent? Qui influe sur l'opinion publique? Comment les personnes/familles/groupes concernés réagissent-ils face à l'opinion publique et comment l'influencent-ils? Comment les membres de la communauté et les personnes/familles/groupes concernés communiquent-ils entre eux? Leurs rapports sont-ils fortement marqués par de la haine, de la colère, de la peur, etc.?
- Quel est le comportement de la police/de la justice ou des juridictions traditionnelles à l'égard de ces personnes/familles/groupes et de leurs problèmes? Quelle attitude les personnes/familles/groupes concernés adoptent-ils face aux instances qui représentent la loi et l'ordre?
- Quel rôle les valeurs/traditions jouent-elles dans l'attitude des membres de la communauté à l'égard de ces personnes/familles/groupes et de leurs problèmes? Quand et comment ces valeurs/traditions se transmettent-elles principalement? Quelles sont les possibilités de débattre de ces valeurs et de les remettre en question?
- La présence des personnes/familles/groupes concernés augmente-t-elle/réduit-elle les ressources matérielles des membres de la communauté? Comment ceux-ci perçoivent-ils l'aide fournie à ces personnes/familles/groupes?





Analyse des traumatismes séquentiels



- Cet instrument aide à replacer le processus traumatique dans un contexte social et culturel spécifique et à comprendre le problème actuel en fonction de son évolution dans le temps. Il vise à rompre le caractère intemporel de l'effroi qui accompagne une expérience traumatique en réintroduisant la notion du temps avec sa succession de passé, de présent et de futur.
- Cet instrument permet de comprendre les souffrances et la destruction vécues par les individus dans le contexte social.
- Cet instrument peut être utilisé lors de la planification d'un projet, de même qu'à des fins de réflexion ou d'évaluation du travail en cours. Il peut être appliqué judicieusement au sein de l'équipe du projet, avec le groupe cible ou avec des individus.
- Cet instrument peut être utilisé de manière indépendante ou compléter l'analyse des perspectives d'*empowerment*. Il ne prévoit pas la définition d'activités, mais permet de comprendre la situation dans son ensemble pour développer des actions pertinentes.

Mode d'emploi

- Il est indispensable de commencer par lire la fiche 2 (L'approche psychosociale). Avant d'utiliser cet instrument, vous devez connaître la définition générale d'un traumatisme.
- Cet instrument est une grille d'analyse, c'est-à-dire qu'il contient des éléments de base pour chaque séquence traumatique, à partir desquels vous pouvez décrire un contexte psychosocial spécifique. Différents faits caractérisent une situation: d'une part, des événements sociopolitiques qui ont influé sur la vie de tous (un coup d'État ou une vague d'arrestations, p. ex.); d'autre part, des expériences individuelles qui ont marqué le groupe/le cercle de personnes avec qui l'on mène l'analyse (Mme X a été torturée, les proches de M. Y ont disparu, notre village a été incendié, etc.). Lors de l'analyse de chaque séquence, vous pouvez mettre l'accent sur l'un ou l'autre de ces deux niveaux en fonction de l'objectif de l'analyse: il variera selon que vous vous concentrez sur le développement d'une région entière ou que vous vous préoccupez des individus, par exemple d'un groupe de femmes dans un village. Il est toutefois recommandé d'inclure les deux types de données dans l'analyse.
- Commencez par prendre connaissance de la grille d'analyse. Considérez qu'il existe six séquences distinctes et examinez dans quelle séquence se situe la région où vous travaillez. Logiquement, vous ne pouvez mener l'analyse du traumatisme séquentiel que jusqu'à la séquence dans laquelle vous vous trouvez. Votre analyse comprendra donc au minimum deux séquences et au maximum six.

Suite en dernière page



Avant le processus traumatique

Caractéristiques de base

On considère ici la situation dans laquelle les habitants vivent avant l'éclatement d'un conflit. Cette situation «normale» peut bien entendu être marquée par des événements traumatiques, tels que des expériences individuelles (accident de voiture, p. ex.), la violence structurelle (pauvreté) ou des événements historiques non maîtrisés (guerres et persécutions au cours des 50 dernières années).

Après la persécution

Caractéristiques de base

Le conflit est terminé. Il n'y a plus de persécution. La sécurité du droit est souvent largement rétablie, la vie des gens n'est plus en danger. Cela ne suffit pas pour mettre fin au processus traumatique, même si la menace a disparu. Élément essentiel: c'est pendant cette phase seulement qu'apparaissent les pathologies individuelles et sociales à long terme.

Actions possibles

Mener des processus de deuil, évoquer et traiter les agressions, engager un processus de travail sur le passé, élaborer des perspectives à long terme, promouvoir la vérité, la justice et la réconciliation, traiter durablement les traumatismes.

Actions impossibles

Oublier le passé, empêcher le passé d'influer sur le présent.

Période de transition

Caractéristiques de base

Négociations de paix ou déclaration de cessez-le-feu. Si le conflit n'est pas complètement terminé, il n'y a plus de persécution directe. Parfois, certaines libertés réapparaissent, d'autres fois la répression devient insupportable. La transition peut être très brève ou durer des années. Cette période permet pour la première fois d'envisager un avenir, tout en confirmant le caractère immuable du passé. C'est une période de changement et de crises personnelles.

Actions possibles

Aider à surmonter la peur, activer/consolider les réseaux sociaux, favoriser la communication non violente, enterrer les morts, élaborer des perspectives à moyen terme, poursuivre les échanges d'expériences sur le conflit (récits parallèles), traiter les traumatismes.

Actions impossibles

Entamer la réconciliation, garantir la sécurité.

Traumatisme

Schéma des séquences
contexte social prédéterminé
du schéma de

Fuite

Expulsion et fuite s'inscrivent toujours dans le processus de l'exil. L'exil en exil appartient elle aussi à l'événement. Elle est souvent ressentie de manière similaire. L'exil et le retour présentent leurs propres défis. (Fiche 9: Réfugiés et demandeurs d'asile)



Les traumatismes séquentiels

traumatismes dans un
contexte de persécution
Hans Keilson

Début de la persécution

Caractéristiques de base

Cette première phase traumatique désigne la période pendant laquelle le conflit s'envenime déjà, mais où la menace n'est pas encore immédiate ou absolue. Il existe p.ex. une différence entre le fait d'être poursuivi, mais encore en mesure de se cacher, le fait d'assister à l'arrestation d'un voisin ou celui d'être arrêté soi-même.

Actions possibles

Examiner les éléments relatifs à la protection individuelle et au danger pour aider les gens à mieux gérer la peur, renforcer les réseaux sociaux en tenant compte des nouvelles circonstances, échanger des expériences sur la manière de gérer la situation (récits parallèles).

Actions impossibles

Élaborer des projets à long terme, rétablir la confiance sociale, mener des processus de deuil à long terme.

Persécution aiguë: la terreur directe

Caractéristiques de base

Cette deuxième séquence se distingue par l'expérience traumatique directe et existentielle: arrestation, torture, assassinat, destruction.

Actions possibles

Fournir une aide d'urgence, enseigner des techniques de survie et d'autodéfense. Mener des interventions psychosociales de crise, établir des liens entre le processus sociopolitique et l'expérience de souffrance personnelle, aider à gérer la peur, mettre à disposition des locaux sûrs.

Actions impossibles

Réactiver le développement à long terme, évoquer et traiter les agressions, favoriser des interactions non violentes, ménager des espaces de communication sûrs et fiables, mener des processus de deuil, entreprendre un travail à long terme sur les traumatismes.

Persécution aiguë: chronicisation

Caractéristiques de base

Séquence étroitement liée à la précédente, les deux alternant parfois dans le cycle de la guerre. Au cours d'un conflit ou d'une persécution, on assiste parfois à des accalmies. Des conflits ayant connu une escalade extrême comprennent toujours des phases de terreur aiguë, individuelle ou sociale, et des phases de terreur latente ou de chronicisation.

Actions possibles

Se protéger, stabiliser les réseaux sociaux, assurer un suivi psychothérapeutique, aider à gérer la peur, mener des processus (partiels) de deuil, laisser s'exprimer la fragilité, aider à reprendre confiance, créer des espaces de communication sociale plus fiables, échanger des expériences sur le conflit (récits parallèles), traiter les traumatismes.

Actions impossibles

Entamer la réconciliation, élaborer des perspectives de changement à long terme, évoquer et traiter l'agressivité.

Exil

Exil dans la persécution directe. Mais la vie est aussi traumatisante. Du point de vue subjectif, l'exil est comparable à la période de transition. La fuite, les propres séquences traumatiques. (et déplacés internes)



Suite de la première page

- La fuite et l'exil constituent une forme particulière de traumatisme, qui possède sa propre succession de séquences (→ Fiche 9: *Réfugiés et déplacés internes*).
- Dans le cadre de votre analyse, lisez attentivement les caractéristiques de base de chaque séquence traumatique. Décrivez ensuite les éléments qui caractérisent cette séquence dans l'histoire de votre pays et du groupe soumis à cette analyse.
- Commencez par la première séquence «Avant le processus traumatique». Sa description évalue notamment les problèmes qui existaient déjà à ce moment-là tout en appartenant à l'ordre «normal» des choses ou à la paix. Elle vise par ailleurs à déterminer à quel moment cette période a pris fin.
- La deuxième séquence «Début de la persécution» peut être plus ou moins brève. L'essentiel est de comprendre qu'il existe toujours une période pendant laquelle la terreur n'est pas encore totale, mais où on la sent arriver, où elle commence à s'exercer.
- La troisième séquence «Persécution aiguë: la terreur directe» et la quatrième séquence «Persécution aiguë: chronicisation» sont étroitement liées et alternent souvent, de sorte qu'elles peuvent présenter des éléments contradictoires. Il n'est pas toujours facile de les distinguer l'une de l'autre, mais il est essentiel d'y parvenir. Pendant une guerre ou sous une dictature, on passe souvent beaucoup plus de temps à attendre et à craindre de nouvelles catastrophes qu'à vivre des moments de destruction violente. Pendant cette période de latence, appelée chronicisation, il est parfois possible de mener des activités de développement dont la réalisation serait impossible en période de terreur aiguë. D'où l'importance de distinguer ces deux séquences.
- La cinquième séquence «Période de transition» peut être très brève, mais aussi relativement longue. Il arrive souvent que le conflit reprenne pendant cette séquence et que l'on assiste à un retour vers les séquences trois et quatre.
- La dernière séquence «Après la persécution» est la plus complexe du point de vue psychologique. La description de cette séquence doit en particulier mettre l'accent sur la situation des victimes, sur le type d'aide ou de prise en charge fournie ou non et sur les processus de réconciliation sociale, c'est-à-dire sur le traitement juridique et social du passé, etc.
- Lorsque vous avez terminé la description de la séquence traumatique actuelle, reprenez les descriptions de toutes les séquences précédentes pour vous faire une idée de l'ensemble. Ce faisant, vous devez savoir que les séquences précédentes jouent toujours un rôle dans la séquence actuelle, mais que de nouveaux éléments viennent s'y ajouter. Votre travail ne sera dès lors pas le même si un massacre est perpétré pour la première fois dans votre village au cours de la séquence actuelle, ou s'il s'agit de la répétition d'un événement similaire ayant déjà marqué une séquence précédente.
- Pour terminer, reprenez la description de la séquence traumatique actuelle et envisagez les activités concrètes que vous pouvez mener dans le cadre de votre projet en vous inspirant des «actions possibles» et des «actions impossibles» décrites dans la grille.

Questions concernant les projets et les programmes

La planification ciblée de l'intervention psychosociale se fonde sur l'analyse de la situation, telle que décrite dans la fiche 5 (Instruments d'analyse). Cette planification s'appuiera par ailleurs sur les instruments suivants:

- **Gestion de programmes sensible aux conflits (Conflict-Sensitive Programme Management, CSPM)**

Comment le programme ou le projet analyse-t-il le conflit et contribue-t-il à promouvoir la paix et à transformer le conflit? Comment le projet favorise-t-il la stabilité sociale et atténue-t-il les tensions sociales? Pour évaluer les hypothèses formulées en relation avec ces questions, il faut mettre au point des indicateurs et les actualiser en permanence (→ Ressources).

- **Analyse différenciée selon le genre**

Les relations hommes-femmes évoluent dans les situations de crise. Les interventions psychosociales doivent aider les femmes et les hommes à gérer cette évolution, tout en veillant à promouvoir l'égalité des sexes et à ancrer cette égalité dans la société. Pour veiller à ce que la planification des projets psychosociaux tienne dûment compte de la perspective genre, on se fondera sur l'instrument «genre et planification ciblée» (→ Ressources).

- Outre l'application des instruments d'analyse du conflit et d'analyse différenciée selon le genre, il convient de répondre aux questions suivantes pour assurer la gestion du cycle de projet (PCM/PSER) pour les interventions menées dans le domaine psychosocial:



DDC/Marc Kollmuss (Photo Filtre)

Définir les objectifs des interventions psychosociales

Question	Motifs
Comment décrivez-vous les problèmes matériels, sociaux et psychologiques de la population cible? Avez-vous analysé la situation au niveau micro (individu/petit groupe) et au niveau macro (communauté/société)? Connaissez-vous les liens entre ces deux niveaux?	Le champ d'action est pluridimensionnel Il importe d'établir un lien entre la situation individuelle et la dynamique existant au sein de la communauté/société. Cela vaut aussi bien pour les projets axés sur l'individu (conseils, p. ex.) que sur ceux qui concernent plutôt les structures politiques (activité de plaidoyer, p. ex.). Ce principe s'applique aux dimensions matérielles, sociales et psychologiques. S'il est vrai que chaque projet privilégie en principe l'un de ces trois aspects, il importe aussi, dans une situation de conflit, de tenir compte des autres dimensions et de les intégrer judicieusement, que ce soit directement ou en réseau avec d'autres intervenants.
Les objectifs sont-ils réalistes ou trop ambitieux?	Des objectifs réalistes font partie intégrante du processus de guérison Les habitants de régions en crise ont souvent tendance à minimiser l'étendue des pertes et de la destruction, car ils gardent l'espoir que les choses vont s'arranger. De plus, ils attendent parfois des agences de coopération internationale qu'elles accomplissent des miracles. Or les projets psychosociaux doivent aider les gens à reconstruire leur vie après avoir pris pleinement conscience de la réalité. Chaque séquence du conflit ou du processus traumatique ouvre des possibilités dans ce sens, mais comporte aussi des limites (→ Fiche 5b: <i>Analyse des traumatismes séquentiels</i>), qui varient localement de cas en cas. Toutefois, il n'existe aucune séquence traumatique dans laquelle il soit possible d'obtenir une «guérison» complète en l'espace de quelques semaines ou de quelques mois. Si les projets alimentent des illusions quant à leurs possibilités, ils s'inscrivent dans le déni qu'ils sont censés surmonter. Force est d'admettre que les perspectives réelles de «guérison» se limitent ici le plus souvent à une reconnaissance, à un suivi et à une protection contre des épreuves encore plus traumatisantes.
Sur la base de quels critères votre groupe cible a-t-il été défini? La définition de votre groupe cible favorise-t-elle la cohésion ou aiguise-t-elle les tensions dans la région couverte par vos activités?	Les liens entre groupes sont importants dans le cadre de l'approche psychosociale Le groupe cible vit dans un réseau de relations sociales. De ce fait, il entretient des contacts avec certains groupes et se distance d'autres. Il convient d'intégrer ces rapports parfois conflictuels, car ils peuvent revêtir une importance décisive pour le déroulement du conflit et pour le bien-être psychosocial d'un groupe donné. Exemples: Dans un projet d'intégration d'anciens combattants, il est crucial que les activités profitent aussi à la population de leur commune.

De même, pour aider des victimes de violence à surmonter leur traumatisme, il est souvent nécessaire d'étendre le travail à leur entourage social.

La population locale devrait avoir accès aux équipements destinés aux personnes déplacées.

Il n'est en général pas judicieux de définir le groupe cible de manière trop rigoureuse et restrictive: pour traiter des enfants traumatisés, il faut bien sûr aussi parler avec leurs parents; pour travailler avec des vétérans de la guerre, il faudra aussi prendre contact avec leurs familles.

Avez-vous planifié votre projet en tenant compte de la nature durable du problème?

Le traitement psychosocial d'un conflit est toujours un travail de longue haleine

«La guerre, c'est ce qui vient après les bombes, les années de souffrance désespérée avec un mari handicapé et sans argent, ou la lutte pour reconstruire lorsque tout ce que vous possédiez a été détruit.» (Bennett 1995) – Planifier le travail psychosocial sur le long terme exige que l'on pense d'emblée à renforcer les capacités organisationnelles du projet et à garantir un soutien financier et technique pour la formation et le perfectionnement des collaborateurs. Dans certaines situations, il peut aussi s'avérer utile d'investir dans l'infrastructure de l'organisation partenaire. En Bosnie, les donateurs ont par exemple versé des loyers excessifs pendant des années. S'ils avaient d'emblée (co)financé la construction ou l'achat de logements ou de maisons, les ONG auraient pu mener plus facilement leurs activités, même après la forte diminution de l'aide étrangère.

Processus de mise en œuvre

Question	Motifs
Les concepts et méthodes appliqués ont-ils été élaborés pour le contexte précis dans lequel vous travaillez ou avez-vous repris une approche existante?	Le travail psychosocial doit être réinventé dans chaque contexte Transposer une méthode d'un contexte à un autre sans la soumettre à un examen critique s'avère contre-productif. Ce sont la situation, les possibilités et les besoins locaux qui déterminent la forme qu'il convient de donner à l'intervention psychosociale. Au lieu d'utiliser des notions générales telles que traumatisme, PTSD, etc., il faudrait mettre l'accent sur l'autodiagnostic et sur une description précise des problèmes rencontrés par les groupes auxquels on entend venir en aide. Il faut éviter de s'en tenir à une analyse purement médicale.
Comment assurez-vous une communication régulière entre le personnel engagé dans les	L'approche psychosociale passe par un travail interdisciplinaire Les dimensions matérielles, sociales et psychosociales étant étroitement liées, tous les membres de l'équipe doivent disposer des informations nécessaires pour communiquer avec les spécialistes

différents volets de votre projet?	d'autres secteurs du projet. Cette communication interdisciplinaire ne s'instaure en général pas automatiquement, mais doit être assurée par des structures institutionnalisées.
Que faites-vous pour promouvoir l'<i>empowerment</i> des membres de l'équipe? Vos collaborateurs (et le personnel de terrain) participent-ils à la prise des décisions les concernant ou se limitent-ils à les exécuter?	Pour pouvoir favoriser l'<i>empowerment</i> d'autrui, il faut avoir soi-même suivi un tel processus Dans nombre de sociétés, la communication hiérarchique et la soumission des subalternes font partie du fonctionnement normal, et ce schéma se retrouve dans la gestion du projet. Or ce sont les collaborateurs de l'organisation responsable qui doivent promouvoir l'<i>empowerment</i> du groupe cible. S'il n'est en principe pas possible de résoudre cette contradiction, on peut néanmoins l'atténuer par l'adoption de certaines mesures, telles que la participation de tous les membres de l'équipe aux décisions importantes relatives au projet ou à l'organisation chargée de sa mise en œuvre. Les responsables peuvent promouvoir et soutenir de tels processus. L'<i>empowerment</i> des collaborateurs et des collaboratrices implique aussi des mesures visant à favoriser leur perfectionnement et la reconnaissance de leurs compétences professionnelles, dont la qualité augmente au fil de leur expérience (des conseillers et des conseillères qui ont participé à nombre d'ateliers de formation et qui ont acquis une vaste expérience pratique devraient par exemple être considérés comme des spécialistes, même s'ils n'ont pas suivi une formation universitaire équivalente à celle d'un psychologue ou d'un travailleur social).
Que faites-vous pour promouvoir l'<i>empowerment</i> des membres de l'équipe? Vos collaborateurs (et le personnel de terrain) participent-ils à la prise des décisions les concernant ou se limitent-ils à les exécuter? Avez-vous prévu du temps pour la réflexion individuelle? L'équipe est-elle régulièrement supervisée ou suivie par un spécialiste externe?	La réflexion individuelle et la prévention du burn-out contribuent grandement à assurer la qualité du travail Le sentiment, malgré tous ses efforts, de ne pas être à la hauteur d'une situation de crise, l'impuissance, la confrontation avec le désespoir et la mort, mais aussi la peur que l'on ressent lorsque l'on travaille dans des conditions dangereuses, épuisent les ressources des collaborateurs et débouchent finalement sur une détérioration de la qualité du travail. La supervision et le suivi externes ne sont donc pas un luxe, mais un appui indispensable pour toute l'équipe (→ Fiche 7: <i>Personnel de la DDC et des organisations partenaires</i>). La supervision par un spécialiste externe et la supervision interne (conseils entre collègues) permettent aux acteurs d'analyser leurs propres sentiments et de reconsidérer les succès obtenus et les échecs essayés pour trouver de nouvelles solutions novatrices.

Suivi et évaluation

Question	Motifs
Outre les prestations, les résultats et les effets du projet, consignez-vous également les processus de travail? Les membres de l'équipe ont-ils prévu assez de temps pour documenter leur travail?	Consigner les processus lancés joue un rôle déterminant pour le suivi et le développement des activités Dans le contexte de crise, on n'a jamais le temps de tout faire et les membres de l'équipe ont tendance à être stressés. C'est pourquoi on repousse souvent à plus tard le travail qui consiste à noter l'évolution de chaque client/patient ou les modifications enregistrées au sein d'une communauté. Il est pourtant essentiel de trouver un système approprié et de ne pas se borner à récolter des données quantitatives, mais d'enregistrer aussi les démarches qui ont permis d'arriver à ces résultats. De tels documents sont indispensables pour bien comprendre le travail et adapter utilement les projets ultérieurs. Une bonne documentation contribuera par la suite à une meilleure compréhension des processus et permettra ainsi d'écrire une page d'histoire ou de transmettre une précieuse expérience. La constitution d'une documentation est donc un thème-clé qu'il convient d'intégrer très tôt dans le projet.
Vos indicateurs reflètent-ils la complexité du travail psychosocial?	La définition des indicateurs est une tâche ardue Les processus psychologiques et sociaux sont toujours complexes et leur évaluation est liée à des systèmes de valeurs spécifiques et à des considérations subjectives. Il est dès lors difficile de mesurer les progrès réels. Les projets tentent de contourner ce problème en se contentant de données quantitatives (nombre de personnes prises en charge, etc.) ou de déclarations d'ordre général («X enfants traumatisés ont été soignés et réintégrés dans la société», p. ex.). Un indicateur devrait pourtant moins servir à mesurer les résultats objectifs qu'à fournir des indications sur le chemin parcouru. À cette fin, les questionnaires et les tests s'avèrent moins utiles que la description de cheminements individuels ou l'appréciation personnelle d'une évolution. Il convient donc de consigner le point de vue des personnes concernées et celui des collaborateurs et des collaboratrices chargés de leur prise en charge.
Faites-vous preuve de souplesse dans l'adaptation des activités et des objectifs?	Un contexte en constante évolution exige de la souplesse Il est souvent impossible de prévoir l'évolution d'une situation d'urgence complexe. Dans le domaine psychosocial, il n'est de plus que rarement possible de disposer de connaissances suffisantes sur le groupe cible et sur le contexte au stade de la planification du projet. Or, c'est justement ce qui n'a pas été exprimé et ce que les méthodes habituelles ne permettent pas d'appréhender qui revêtira par la suite une importance cruciale. Le travail devrait dès lors être soumis à une réflexion régulière, pour que les activités ne suivent pas aveuglément le plan prévu au risque de passer à côté du problème, mais aussi pour qu'elles ne soient pas modifiées

sans raison bien établie. La supervision peut s'avérer ici d'un grand secours.

L'évaluation reflète-t-elle le processus du travail psychosocial?

L'idéal consiste à mener une auto-évaluation assistée par un expert

Lorsque les membres du projet ne consignent pas suffisamment les processus mis en place et que leurs activités ne font pas l'objet d'une réflexion régulière, le meilleur moyen d'apprécier l'efficacité du projet est de procéder à une auto-évaluation assistée. Elle offre aux membres de l'équipe le temps nécessaire pour se pencher sur les difficultés de leur travail, analyser les changements au sein du groupe cible et élaborer des idées novatrices. C'est justement aux collaborateurs qui travaillent toujours sous pression et qui n'ont pas assez l'occasion de mener ce type de réflexion que l'auto-évaluation assistée fournit la possibilité de progresser sur les plans professionnel et personnel.

Ressources

Association Africaine de l'Évaluation (2002)

Principes directeurs de l'évaluation africaine.
www.afrea.org

Bennett O., Bexley J., Warnock K. (éd.) (1995)

Arms to Fight, Arms to Protect.
Women Speak About Conflict. London: Panos.

Collectif d'Échanges pour la Technologie Appropriée (Cota asbl) (2002)

Organiser l'évaluation d'une action de développement dans le Sud, un guide pour les ONG du Nord, info@cota.be

Commission des Communautés Européennes (1993)

Manuel de Gestion du Cycle de Projet, Approche Intégrée et Cadre Logique, Série Méthodes et Instruments.

DDC (2003)

L'égalité hommes-femmes en pratique – Un manuel pour la DDC et ses partenaires.
Berne: DDC.

www.deza.admin.ch (Thèmes – Égalité hommes-femmes – Instruments généraux et thématiques)

DDC (2004)

Conflict-Sensitive Programme Management (CSPM). Integrating Conflict Sensitivity and Prevention of Violence into SDC Programmes.
www.deza.admin.ch/ressources/resource_en_24650.pdf

Denzin N., Norman K., Lincoln Y. (2000)

Handbook of Qualitative Research.
London: Sage.

Sites Internet

www.mande.co.uk
www.eldis.co.uk

- Les personnes qui travaillent dans une zone de conflit sont exposées à de multiples dangers. Le fait d'être soumis à des pressions constantes et d'être confronté quotidiennement à la misère et à la détresse finit par rendre malade.
- Il appartient à l'institution d'assurer l'équilibre psychosocial de ses collaborateurs et collaboratrices.
- L'implication émotionnelle des membres du personnel local dans les zones de conflit est une force pour autant qu'elle soit bien thématisée et gérée.
- Formation permanente et institutionnalisation de la réflexion sur soi sont les meilleures protections contre le *burn-out*.



DDC/Silvia Voser (Photo Filtre)

Le mythe de l'invulnérabilité

Les personnes travaillant dans la coopération internationale sont toutes affectées, à des degrés variables selon la fonction qu'elles occupent, par la précarité, la peur, la souffrance et le désespoir des populations locales. Il en résulte inévitablement des effets sur leur travail et leur bien-être. Pour être à même d'apporter une aide efficace dans une situation de catastrophe ou de crise, il faut – outre une bonne connaissance du contexte local – un mélange subtil de proximité et de distance, d'engagement émotionnel et de réflexion rationnelle, d'omnipotence (croire que l'on peut tout changer) assortie de l'aptitude à percevoir les limites de son action, de force et de vulnérabilité. On risque toujours de ne plus pouvoir supporter cette attitude positivement ambivalente et de se laisser gagner par le découragement ou, au contraire, par des rêves de toute-puissance. Quand on affronte ces risques en connaissance de cause, il y a de bonnes chances d'échapper à ces pièges. Cela dit, il est regrettable de voir qu'aujourd'hui encore, il existe de nombreux domaines de la coopération internationale où le simple fait d'aborder ces sujets est ressenti comme un signe de faiblesse ou un dysfonctionnement. Il ne s'agit pourtant pas d'une maladie, mais d'un état de compassion nécessaire et inévitable dans

un contexte de traumatismes psychiques et de destructions, qu'il est urgent de prendre en compte et de traiter adéquatement.

De nos jours, on n'utilise plus que rarement le terme d'«aide» dans la coopération internationale; mais ce mot joue à juste titre un rôle important dans la motivation personnelle des collaborateurs et collaboratrices. Toute personne qui exerce une fonction d'aide dans une situation de crise parvient à dépasser le sentiment d'impuissance, puisqu'elle agit, fait quelque chose d'utile, sans être anéantie. Cependant, il est vrai que même la meilleure aide n'empêchera pas une catastrophe de produire des effets dévastateurs bien réels. On est par conséquent aussi toujours confronté à des sentiments qui semblent s'opposer à l'aide, tels que reconnaissance des pertes et désespoir.

Personnel international

Les membres du personnel international doivent posséder de solides compétences interculturelles, soit être capables d'analyser leurs conceptions de la vie et leurs valeurs, leurs actes et leurs réactions sous les angles du pouvoir et de la différence. Pour connaître d'autres cultures, il faut être conscient que l'on se situe soi-même dans des rapports de pouvoir personnels et professionnels, et savoir jeter un regard critique sur ses propres attaches culturelles et religieuses. Cette lucidité sur ses appartenances personnelles est particulièrement importante lorsque les rapports de pouvoir nous permettent d'imposer nos vues, par exemple dans la définition de problèmes et l'esquisse de solutions. La fascination de l'autre peut facilement se muer en jugements et attitudes racistes, lorsque les frustrations provoquées par des conceptions différentes du professionnalisme et de la culture organisationnelle ne sont pas contrebalancées par les aspects positifs des relations nouées avec les représentants d'une autre culture. À son tour, ce lien positif n'est possible que si les collaborateurs internationaux acceptent de s'engager aussi sur le terrain des émotions avec les gens avec lesquels ils travaillent et vivent.

Les membres du personnel international sont souvent confrontés à des revendications et à des sollicitations qui ne relèvent pas de leur compétence. Quand ils refusent une aide ou renvoient l'auteur de la requête à une autre instance, ils se sentent coupables et impuissants – même si leur décision était objectivement correcte. Ils arrivent aussi souvent qu'ils soient excédés par des demandes «démensurées». Celui qui cherche de l'aide peut comprendre rationnellement que la déléguée du CICR n'est pas en mesure de l'aider à retrouver sa femme. Mais en se montrant revendicatif et en imaginant qu'elle pourrait faire quelque chose si elle le voulait vraiment, il accomplit un acte de stabilisation psychologique qui lui permet d'éviter ou de surmonter provisoirement ses propres sentiments d'impuissance et de désespoir. Aussi les collaborateurs internationaux sont-ils confrontés quotidiennement à des processus psychologiques complexes qu'ils doivent comprendre et supporter de leur mieux. L'espoir de résoudre ce genre de problèmes sur un plan purement rationnel s'avère toujours illusoire, ce qui accroît le sentiment de frustration du personnel engagé dans la coopération internationale.

Les membres du personnel international ont un statut dont ils doivent se montrer dignes. Il est par conséquent délicat pour eux de demander de l'aide lorsqu'ils rencontrent des difficultés personnelles – par exemple quand ils se sentent déprimés ou frustrés. En particulier les personnes qui exercent des fonctions de cadres ne peuvent que rarement faire appel à des structures d'accompagnement appropriées.

Moyens institutionnels d'assurer l'équilibre psychosocial des membres du personnel

La stabilité psychosociale des collaborateurs et collaboratrices de la coopération internationale n'est pas un problème privé ou personnel, mais une responsabilité institutionnelle. À tous les niveaux de l'organisation, il convient d'encourager la manifestation de sentiments et d'émotions, de ne pas exiger impassibilité et neutralité émotionnelle en toute circonstance et d'éviter que les manifestations de fragilité, de peur, de colère ou de tristesse soient immédiatement considérées comme des anomalies relevant de la compétence des psychologues. Les mesures suivantes, prises à la centrale de la DDC et dans les bureaux de coopération, peuvent contribuer à l'équilibre psychosocial du personnel:

- formation appropriée des cadres, afin que ces thèmes soient régulièrement abordés et discutés dans l'équipe;
- lors des cours dispensés avant le départ à l'étranger, explication de la dimension des processus psychosociaux dans le travail effectué dans des zones de conflit (traumatisme, peur, deuil);
- formation continue sur cette thématique;
- offres d'accompagnement systématiques et non pas à titre exceptionnel (entretiens directs, contacts téléphoniques, courrier électronique);
- intégration de cette thématique dans le plan de sécurité;
- lors de chaque passage au bureau de coopération ou à la centrale, le collaborateur ou la collaboratrice décrit son état émotionnel dans son compte rendu (débriefing);
- vacances, loisirs et fêtes; possibilité de partir régulièrement, de séjourner hors de la zone de conflit proprement dite; fêtes, excursions, repas en commun, etc. pour souder l'équipe;
- code de conduite du personnel en vue de prévenir les risques de harcèlement (→ Fiche 8).

Chargés de programme locaux de la DDC

Les collaborateurs locaux des bureaux de coopération sont relativement privilégiés, mais tout de même frappés par la guerre comme l'ensemble de leurs concitoyens. Pour assumer leur fonction de responsables de projet, il leur faut être au clair sur la problématique de leur propre vulnérabilité et comprendre les contradictions et les difficultés inhérentes à leur statut de membres d'organisations partenaires (voir ci-dessous).

On attend à juste titre des membres du personnel local qu'ils s'identifient, d'une part, avec les objectifs de la DDC et qu'ils exercent, d'autre part, une fonction de liaison grâce à leur connaissance approfondie de la langue et du contexte du pays. Des contradictions peuvent néanmoins surgir entre leurs obligations à l'égard de leur employeur et leur loyauté envers leurs proches et leurs valeurs.

Ces conflits ne sont pas graves en soi, mais ils peuvent nuire au travail si on les passe sous silence. Il est donc judicieux que la problématique de la communication interculturelle et de la coopération internationale fasse l'objet de discussions régulières au sein de l'équipe de la DDC.

Personnel des organisations partenaires locales

Le personnel des organisations locales fait partie du groupe cible avec lequel il travaille, et ses membres sont souvent eux-mêmes traumatisés, ce qui a inévitablement des conséquences sur leur travail. Du fait qu'il partage les valeurs et les jugements des gens qu'il est appelé à aider et qu'il a vécu des expériences similaires, le collaborateur se sent proche d'eux et jouit de leur confiance. Mais il arrive aussi souvent que cette fraternité rende les relations avec des bénéficiaires du projet très douloureuses, voire insoutenables.

La référence à son propre vécu favorise l'empathie, mais mobilise aussi des mécanismes de défense. Un homme qui s'interdit la tristesse lors de la perte d'un membre de sa famille aura de la peine à accepter que d'autres personnes se laissent submerger par la douleur. Une femme qui a fait de mauvaises expériences avec les hommes, et qui évite de ce fait des relations étroites avec eux, n'acceptera que difficilement qu'une cliente ayant vécu une situation similaire tombe amoureuse. Le grand avantage d'être proche des victimes ne reste un avantage que tant que l'on s'occupe en permanence des «taches aveugles», c'est-à-dire des processus inconscients de refoulement et de déni.

Dans une situation de crise, les personnes qui en aident d'autres sont à certains égards privilégiées. Leur vie a un sens, elles ne se sentent pas complètement désarmées, et vont ainsi mieux sur le plan psychique. Mais cet avantage recèle lui aussi un danger: les membres du personnel croient devoir être forts, même lorsqu'ils se sentent perdus ou désespérés. En se figeant dans la pose du sauveteur, ils risquent de perdre leur crédibilité et le risque de burn-out augmente. De plus, le but de l'aide doit être de se rendre superflue. Celui qui a besoin de ce rôle pour supporter une situation donnée mettra donc inconsciemment un frein à l'autonomisation d'autrui.

Le travail dans les zones de conflit est dangereux, et la peur chronique des membres du

personnel (→ Fiche 2: *L'approche*) rend ceux-ci moins aptes à gérer les conflits qui éclatent au sein de l'équipe. Les collaborateurs et

Faut-il recruter des victimes pour travailler avec des victimes?

Cette question se pose souvent: Est-il judicieux de confier le travail mené avec certains groupes à des membres de ces mêmes groupes? Est-il bon qu'un collaborateur handicapé s'occupe de jeunes handicapés? Le groupe d'entraide des veuves doit-il être dirigé par une veuve? Le secteur VIH/sida doit-il être placé sous la responsabilité d'une personne elle-même atteinte par le virus?

Avantages: identification avec les problèmes des autres, connaissance précise des problèmes et des solutions possibles, crédibilité auprès des parties impliquées, fonction de modèle pour les participants au projet.

Inconvénients: le manque de distance peut provoquer une sur-identification et conduire à une distanciation avec les participants au projet. Lorsqu'il est possible d'assurer une réflexion régulière du personnel sur ses propres réactions et sentiments par rapport à son travail (supervision, accompagnement, réseau d'appui), l'engagement de personnes directement concernées peut constituer un signal politique fort et s'avérer motivant pour les protagonistes.



DDC/Beni Güntert (Photo Filtre)

collaboratrices réagissent aux agressions en se repliant sur elles-mêmes et en niant leur propre agressivité. Tout conflit risque alors de prendre des proportions dramatiques dans la mesure où il devient la manifestation d'une multitude de conflits accumulés et non réglés. Il en résulte presque toujours, à moyen terme, une dégradation au sein de l'équipe, qui se traduira par un grand éclat ou par des divergences croissantes.

Le personnel des projets psychosociaux est constitué en majorité de femmes. Dans les sociétés patriarcales, on manifeste souvent peu d'estime pour les professions sociales, qui ne sont pas vraiment prises au sérieux. Dans cette optique, se soucier de la souffrance d'autrui est l'expression de fonctions typiquement maternelles. Il est important que les projets prennent en considération cette problématique sexospécifique, aident les membres de leur personnel à obtenir une reconnaissance professionnelle et à prendre eux-mêmes leur travail au sérieux. L'équipe se doit aussi d'affronter et de régler ouvertement les conflits entre exigences familiales (éducation des enfants, travail domestique, résistance de la famille à l'exercice d'une activité professionnelle, etc.) et obligations professionnelles (efficacité au travail, heures de présence, etc.).

Valeurs et conflits de valeurs – un exemple

Au Népal, les femmes non mariées sont méprisées. Il n'est dès lors pas étonnant qu'une conseillère en santé célibataire d'un certain âge se soit fortement identifiée avec une jeune veuve, mère d'un enfant sous-alimenté. Sa propre expérience de femme seule lui permettait d'imaginer ce que vivait cette cliente, que la mort de son mari mettait du jour au lendemain au ban de la société. Mais cette solidarité prit brusquement fin lorsqu'il devint notoire que la veuve sortait parfois avec des amis et qu'elle rencontrait de temps à autre des hommes. La conseillère en santé eut un revirement intérieur qui la rendit hostile à sa cliente, et elles ne purent plus entretenir de vrais contacts. Alors même qu'elle était consciente de la problématique hommes-femmes, la collaboratrice du projet de santé n'arrivait pas à accepter que la veuve transgresse les strictes règles de chasteté imposées aux femmes seules.

Cet exemple montre à quel point notre propre vécu peut déformer la perception que l'on a d'une situation, avec des incidences néfastes sur le travail. Il arrive souvent que les valeurs de l'institution et les convictions apparemment concordantes d'un collaborateur ou d'une collaboratrice soient en contradiction avec des valeurs et des certitudes intérieures généralement non formulées, lesquelles résultent de processus psychosociaux qui n'ont pas fait l'objet d'une réflexion consciente. Les valeurs jouent un rôle important et positif dans la coopération internationale (→ DDC 2003). Mais elles doivent être intériorisées puis discutées régulièrement au cours du travail; sinon elles resteront sans effet ou, consciemment ou inconsciemment, elles seront rendues inopérantes.



Dangers pour le personnel dans les zones de conflit

■ **Burn-out**

Il se manifeste par un engagement soit excessif, soit insuffisant dans son travail, et par l'absence de limites ou, au contraire, par une trop forte rigidité. L'efficacité au travail est mal évaluée: on a souvent le sentiment de travailler toujours plus, alors qu'en réalité, c'est exactement le contraire qui se produit. On confond les priorités et il devient toujours plus difficile de faire la distinction entre le domaine professionnel et la sphère privée. Avec le temps, on court un fort danger de tomber physiquement et/ou psychologiquement malade.

■ **Traumatisme secondaire (vicarious trauma)**

Travailler avec des personnes traumatisées, et dans des conditions elles-mêmes traumatisantes, laisse des traces. L'omniprésence de la faim, de la mort et du désespoir est psychologiquement éprouvante. Le fait même que la détresse des autres soit si bouleversante conduit à sous-estimer sa propre souffrance; de plus, nos privilèges éveillent en nous des sentiments de culpabilité. Les collaborateurs réagissent à ces situations d'abord par des erreurs dans leur travail, puis tombent souvent malades à plus ou moins long terme.

■ **Processus de projection dans les relations avec des patients**

On tend à projeter sa propre impuissance ou son désespoir général sur les clients et à leur en faire porter le fardeau. Les structures hiérarchiques des institutions et leurs lacunes dans le traitement des conflits renforcent ce processus. Au lieu de se demander pourquoi une certaine forme d'aide ne fonctionne pas et quelles mesures pourraient être envisagées pour améliorer la situation, on part du principe que l'on fait soi-même du bon travail et on rejette sur les clients la responsabilité d'une situation de détresse persistante. Tandis que le travail se poursuit sur le papier, il ne cesse de perdre en efficacité dans les faits.

Mécanismes de protection du personnel dans les zones de conflit

Pour éviter le burn-out et l'apparition de traumatismes secondaires, et garantir ainsi la qualité du travail, il est nécessaire de mettre en place dès le départ des structures d'accompagnement sûres pour tous les projets. Les activités suivantes seront utiles à cet égard:

■ **Structures participatives au sein de l'organisation**

Il s'agit d'entretenir une culture de réflexion et de discussion vivante au sein de chaque organisation. Le climat général de l'institution sera d'autant meilleur que davantage d'employés seront «autonomes» dans leur travail – donc dotés de pouvoirs réels de codécision et d'organisation.

■ **Aptitude à gérer les conflits**

Il importe de parler des sentiments éprouvés et de régler les conflits. Il est judicieux de prévoir à cet effet des cours spéciaux et des structures de supervision stables. Supervision et accompagnement ne sont pas synonymes de contrôle; ils ont pour but de créer un espace sûr dans lequel le personnel peut discuter de ses problèmes au travail et des émotions ressenties.

■ **Rapports et feedback**

Une documentation bien faite de son propre travail et la pratique du feedback de la part des collègues et supérieurs font partie d'une bonne hygiène mentale et d'une protection efficace de l'équilibre personnel.

■ **Formation continue**

La possibilité pour les membres du personnel de participer régulièrement à des ateliers et à des cours organisés, dans certains cas, hors de la région du projet ou même à l'étranger, leur permet de réfléchir à leur travail tout en échappant momentanément aux contraintes quotidiennes.

■ **Acquisition de compétences spécifiques**

Le personnel qui travaille dans une zone de conflit doit apprendre à gérer des situations extrêmes. Aussi est-il important de prendre ses propres émotions au

sérieux et d'examiner, notamment, les questions suivantes:

- rapport personnel à la mort,
- façon de réagir aux pertes/de les gérer,
- peur et conscience de la peur,
- vulnérabilité,
- comportement dans les situations suscitant un sentiment d'impuissance,
- manière de gérer la colère.

Tous ces sujets seront examinés à la lumière de son expérience passée, les conclusions devant servir à comprendre ce que l'on vit sur le moment. Il est alors important:

- d'éviter autant que possible les processus de dissociation,
- de s'autoriser autant que possible des émotions, mais sans les imposer à autrui,
- de mettre des limites qui autorisent d'une part un authentique engagement, mais qui ménagent d'autre part les espaces requis pour sa propre hygiène mentale.

Dans bien des zones en crise, la mise en place de structures d'accompagnement et d'appui n'est pas simple à réaliser. Mais la nécessité aiguise l'imagination. C'est ainsi que pendant la dictature au Chili, une équipe de thérapeutes a enregistré ses discussions de cas sur des cassettes qu'elle envoyait ensuite à Mexico. Des collègues y écoutaient ces cassettes et renvoyaient leurs commentaires au Chili.



DDC/Maya Tissafi

Quelques conseils d'autoprotection quand on travaille dans des situations extrêmes

- Nous ne pouvons aider autrui que si nous sommes disposés à prendre soin de nous-mêmes et à recevoir de l'aide. Nous ne pouvons ressentir de l'intérêt et de la sympathie pour d'autres que si nous en éprouvons pour nous-mêmes. Même dans la pire des catastrophes, il faut prendre le temps de réfléchir et d'étudier ses propres sentiments, et s'accorder des moments pour soi, des plages de tranquillité qui favorisent la prise de recul.
- Prenez-vous au sérieux. Quand vous vous sentez malade ou bizarre, cherchez ce qui ne va pas. Quand vous ressentez de la joie, il faut vous en réjouir. Même dans une zone de catastrophe, vous avez le droit de rire et de prendre plaisir à votre travail.
- Si vous vous sentez déprimé, irrité, confus ou particulièrement stressé pendant une plus ou moins longue période, si vous souffrez d'insomnie, de migraines ou de troubles gastriques ou intestinaux, il est possible qu'il s'agisse là de symptômes de problèmes psychiques. N'attendez pas que cela devienne insupportable – trouvez rapidement quelqu'un à qui vous pouvez vous confier.
- Quand vous parlez à quelqu'un de vos problèmes, assurez-vous qu'il vous écoute et qu'il vous laisse vous exprimer. N'acceptez pas les conseils donnés à la hâte. Une conversation avec, par exemple, un ami ou une conseillère est l'occasion de réfléchir à ce qui vous préoccupe. N'essayez pas de résoudre vos problèmes seul.
- Nous faisons tous des erreurs. Parlez avec vos collègues de vos difficultés au travail. Qui prétend être parfait ment inévitablement. Soyez honnête avec vous-même. Avouer une erreur ne portera pas atteinte à votre autorité.
- Si vous avez un conflit, essayez d'en discuter directement avec la personne concernée. Ne faites pas circuler des rumeurs. Ne racontez rien sur quelqu'un que vous ne voudriez pas lui dire en face. N'humiliez ni vous-même, ni vos collègues de travail.
- Faites attention aux sentiments de colère et d'irritation en vous-même et chez autrui au travail. La plupart des gens ont peur de leur propre agressivité et de celle des autres, d'autant plus lorsqu'ils se trouvent dans un contexte de violence. La colère refoulée se manifeste souvent plus tard, au mauvais moment et dans les circonstances les plus défavorables. Apprenez à régler les conflits.
- Si vous apprenez ou vivez des choses atroces dans le cadre de votre travail, il est normal que vous y réagissiez. Si vous êtes par exemple en face d'une mère qui pleure son enfant mort, il est parfaitement naturel que vous soyez triste et pleuriez peut-être vous-même. Il n'y a pas de mal à cela, au contraire. Mais votre propre tristesse ne doit pas vous empêcher d'offrir de l'aide à cette femme.
- Veillez à ne pas taire ou refouler des expériences qui vous accablent. Parlez-en avec d'autres personnes. Ainsi, ces événements vous poursuivront moins dans vos rêves. Si vous n'avez temporairement personne à qui vous confier, mettez ces expériences par écrit.

Ressources

DDC (2003)

L'égalité hommes-femmes en pratique – Un manuel pour la DDC et ses partenaires.
Berne: DDC.

www.deza.admin.ch

(Thèmes – Égalité hommes-femmes – Instruments généraux et thématiques)

Saakvitne K.W. et Pearlman L.A. (1996)

Transforming the Pain.

A Workbook on Vicarious Traumatization.
New York: Norton

Wünsche P. et Dähne K. (2003)

Care for Caregivers, in: online journal D+C, Magazine for Development and Cooperation, www.inwent.org/E+Z/content/archive-eng/01-2003/foc_art4.html



Violence sexospécifique

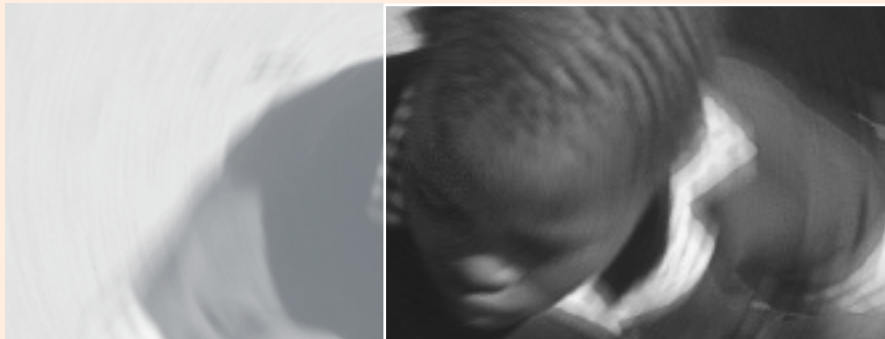
- La violence sexospécifique porte atteinte à l'intimité et donc à l'identité de la victime. C'est la violence sexuelle qui recèle le plus grand potentiel destructeur.
- Le tabou dont la violence sexuelle fait l'objet engendre un isolement émotionnel et une exclusion sociale qui aggravent encore l'humiliation subie.
- Deux mesures de nature complémentaire sont requises: prévention de la violence sexospécifique et soutien aux victimes et à leurs proches.
- Il faut expliquer le rôle de la violence sexospécifique dans une guerre et exiger des comptes aux auteurs de violence.
- En associant réhabilitation, recherche et activités de plaidoyer, le travail contre la violence sexospécifique devient une forme d'*empowerment* des victimes.



DDC/Ana Feric

Qu'est-ce que la violence sexospécifique?

L'auteur d'un acte de violence sexospécifique semble s'en prendre à la victime à cause de son sexe. En fait, celui ou celle qui commet un tel acte exerce une violence à travers le sexe en utilisant la différence sexuelle pour imposer des rapports de force ou des normes sexospécifiques. Ce type de violence porte toujours atteinte à l'intimité d'une personne et, étant de nature sexuelle, il recèle un potentiel destructeur maximal. Dans ces cas-là, il s'agit pour l'auteur de violence de démontrer sa force et sa supériorité en humiliant et en rabaissant l'autre, et en ancrant cette puissance dans l'intimité et, partant, dans l'identité même de la victime. La violence sexospécifique est le plus souvent exercée par des hommes à l'encontre de femmes, d'autres hommes et d'enfants. Les femmes la reproduisent néanmoins dans leur comportement à l'égard des hommes, dans l'éducation de leurs enfants et dans la manière de traiter leurs belles-filles. Dans les sociétés patriarcales, la violence sexospécifique fait partie de la réalité sociale et de la structure psychique des hommes et des femmes.



DDC/OMS (Photo Filire)

Pour changer ce rapport de violence, il faut donc changer les comportements, les normes et les valeurs des hommes et des femmes.

Depuis 1998, le Statut de Rome de la Cour pénale internationale considère les formes suivantes de violence sexospécifique comme des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité:

- le viol,
- l'esclavage sexuel et la traite d'êtres humains,
- la prostitution forcée,
- la grossesse forcée,
- la stérilisation forcée,
- toute autre forme de violence sexuelle de gravité comparable.

Au-delà des éléments constitutifs décrits par le Statut de Rome, on classe également les actes suivants dans la violence sexospécifique:

- l'exploitation sexuelle, par exemple par ceux qui devraient assurer aide et protection (c'est le cas lorsque le collaborateur d'une organisation humanitaire exige des rapports sexuels en échange d'un soutien ou de privilèges matériels, ou lorsqu'un soldat assure un passage sûr en échange de services sexuels),
- la violence domestique,
- le crime d'honneur et le crime lié à la dot,
- le mariage forcé de mineurs,
- la mutilation génitale,
- toute forme de violence sociale, affective et physique visant à imposer des normes sexospécifiques.

Divers instruments internationaux condamnent la violence sexospécifique et appellent les

gouvernements à lutter activement contre cette forme de violence¹.

Recours à la violence sexuelle comme arme de guerre

Depuis les années 90, des organisations de femmes et de défense des droits humains ont réuni une documentation précieuse sur le viol et l'esclavage sexuel auxquels sont soumises un grand nombre de femmes et de jeunes filles pendant les conflits armés. Le viol et la violence sexuelle ont de tout temps servi d'arme de guerre et de stratégie pour briser les résistances. Ils visent directement à détruire les femmes et, indirectement, à anéantir les structures de la société. Le viol n'humilie pas seulement la victime, mais aussi sa famille. En effet, dans nombre de sociétés, l'honneur des hommes et du groupe social repose sur le corps de la femme. La violence sexuelle engendre des sentiments de honte et d'humiliation extrêmes, tant chez la victime que chez ses proches. Ces derniers tentent alors de se protéger en stigmatisant la victime et en l'excluant. Pour échapper à cette honte, les femmes victimes d'abus gardent le secret sur les sévices subis. Lorsqu'elles ne le peuvent pas, leur famille les oblige souvent à garder le silence vis-à-vis de l'extérieur. Or c'est justement cet isolement émotionnel et cette exclusion sociale qui comptent parmi les conséquences les plus graves d'un acte de violence. Cependant, quel que soit le poids du tabou social qui entoure la violence sexuelle, les femmes se trouvent souvent dans l'incapacité psychique de dénoncer l'épreuve subie et de s'en distancer. Blessées au plus profond d'elles-mêmes, il leur est extrêmement difficile de se défendre contre leur agresseur. Celui-ci s'est insinué dans leur corps, sous leur peau, dans leur âme. Il leur est par conséquent difficile d'extérioriser leur souffrance et de s'en défaire. Au lieu de cela, nombre de femmes expriment l'atteinte subie en s'en prenant à leur propre corps et à ses «produits», les enfants. Une recrudescence de la violence physique et psychique à l'encontre des enfants constitue donc l'une des conséquences de la violence sexuelle exercée contre les femmes.

¹ Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1981), Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes (1993), Déclaration et programme d'action de Beijing (1995) et Résolution 1352 du Conseil de sécurité des Nations Unies (2000).

La violence sexuelle perpétrée contre les hommes est particulièrement fréquente en prison et souvent utilisée comme moyen de torture (→ Fiche 12: *Torture et prisonniers politiques*). Ils sont violés, contraints à des rapports homosexuels, obligés de se présenter nus, etc. Les images d'Abou Ghraïb en sont des exemples éloquentes: les prisonniers ne sont pas des combattants héroïques, mais un tas de corps nus dépourvus de toute dignité sous la botte des soldats. Cette humiliation et cette meurtrissure constituent une atteinte directe à la masculinité des victimes. Dans une société très patriarcale, le tabou et la stigmatisation qui vont de pair avec cette violence sont d'autant plus profonds: on parle encore moins de la violence exercée contre les hommes que de celle perpétrée contre les femmes.

Violence domestique et conflit

Les études menées dans différents pays par l'UNICEF ont montré que 20 à 50% des femmes sont victimes de violence domestique. C'est la forme la plus fréquente de violence sexospécifique et elle enregistre une recrudescence avant, pendant et après un conflit. La militarisation de la société renforce la différence entre les sexes. L'image de l'homme armé, en état de se défendre, s'oppose plus que jamais à celle de la femme soumise qui le seconde, mais qui a besoin de sa protection. Cette vision s'effrite cependant face à la réalité, qui oblige souvent les hommes à jouer un rôle passif et secondaire: lorsque la situation économique est catastrophique, ils ne sont plus en mesure de gagner un revenu suffisant; l'humiliation ressentie à l'égard de la force d'occupation ou le poids de la répression les empêchent de se protéger et de protéger leur famille. Les femmes assument alors des tâches qui étaient jusque-là clairement dévolues aux hommes: elles apportent leur contribution au revenu familial et jouent un rôle dans la vie publique. Cette réorganisation des rôles provoque des conflits et il n'est pas rare que des hommes recourent à la violence pour compenser leur frustration et leur insécurité. Cette tendance est encore accentuée par les brutalités et les traumatismes

subis par les hommes qui ont pris activement part au conflit et qui ramènent la guerre dans leur foyer.

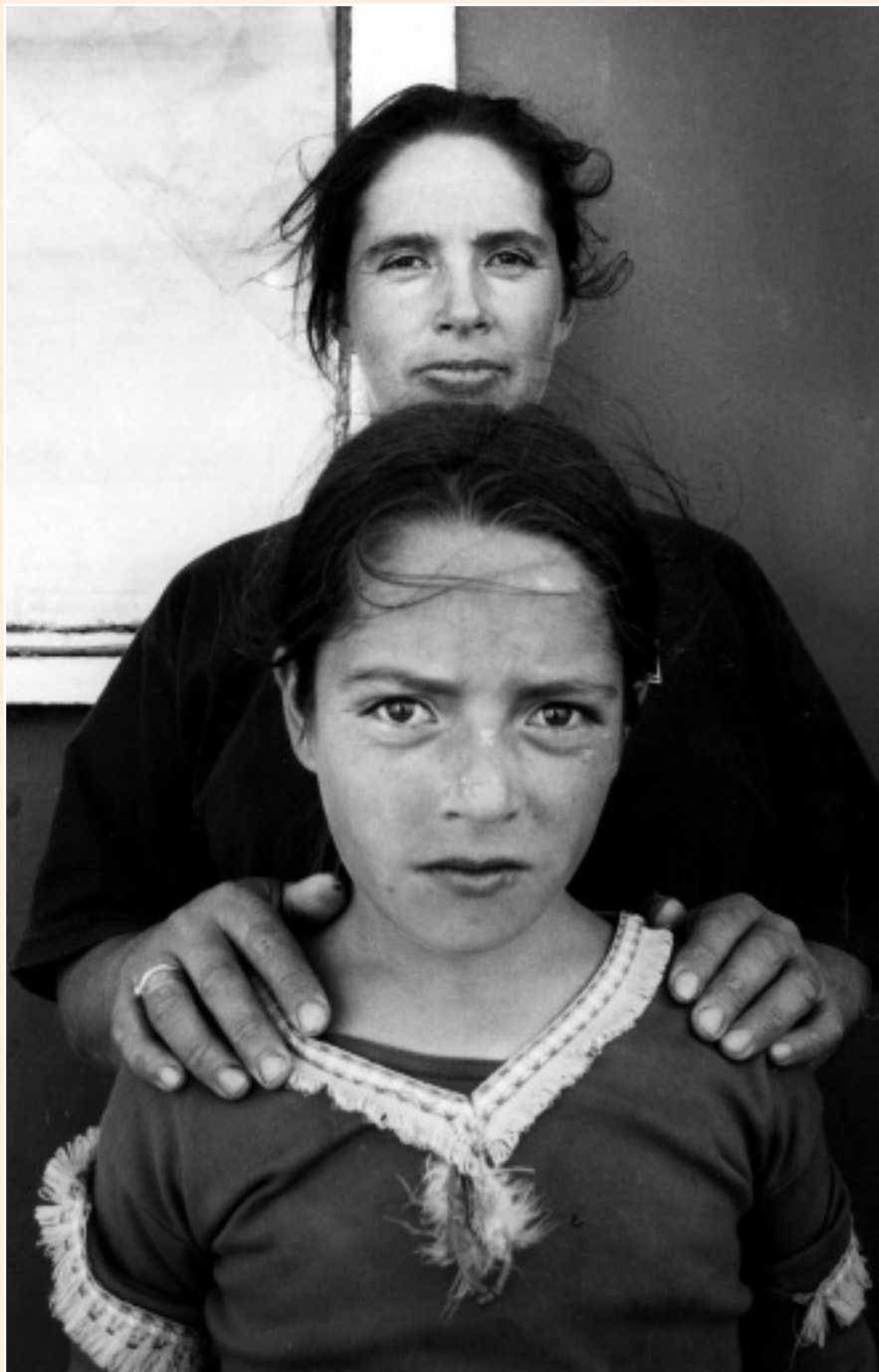
L'expérience de Monsieur M. après le coup d'État militaire au Chili

Pendant sa détention, il a subi toutes sortes d'abus et de tortures. Pour lui, la pire épreuve a été de devoir se masturber en compagnie d'autres détenus devant un officier. Un homme âgé, qui n'était pas parvenu à l'orgasme, a été cruellement battu. Monsieur M. a ressenti son propre orgasme comme une destruction extrême, comme une capitulation devant les militaires. Une fois libéré, il a souffert d'impuissance pendant des années et ce n'est que bien plus tard qu'il a pu parler de la cause de ses problèmes avec sa femme. Son impuissance était une tentative symbolique de se protéger rétroactivement contre l'humiliation subie. En même temps, elle reproduisait l'effet destructeur à l'extérieur de la prison.

L'honneur familial sous l'occupation

Aux postes de contrôle de Cisjordanie et de Gaza, les Palestiniens et les Palestiniennes subissent des humiliations quotidiennes. Selon l'écrivain israélien Yitzhak Laor, le traitement qu'on leur réserve sert à transmettre le message suivant à la population des territoires occupés: «Nous sommes omniprésents, nous partageons le territoire palestinien comme bon nous semble, nous vous contrôlons.»

Dans les ménages palestiniens, les règles et les contrôles imposés aux femmes au nom de l'honneur familial se sont durcis ces dernières années. Les groupements de femmes font également état d'une recrudescence de la violence domestique. On en vient à se demander s'il existe un lien entre la remise en question de la masculinité par la présence de l'occupant – qui engendre soumission, colère et sentiment d'impuissance – et la détermination de nombreux hommes à défendre leur honneur par la violence là où ils peuvent encore exercer leur pouvoir. Ce ne sont certes pas les structures patriarcales qui ont inventé l'occupation, mais l'atteinte permanente à la dignité des êtres humains, associée au soutien actif de structures traditionnelles du pouvoir (tel l'appui israélien aux tribunaux de la charia pour appliquer le droit de la famille), n'ont fait qu'accentuer la rigidité des structures politiques et sociales. Si les femmes sont encore parvenues à s'organiser pendant la première Intifada et à débattre publiquement des relations hommes-femmes, elles n'apparaissent plus guère sur la scène politique et ont été priées de réserver le débat sur ce genre de «sujet controversé» pour des temps meilleurs, lorsque la question nationale aura été réglée.



Peter Damman/Agence Focus

Processus de disempowerment dans la violence sexospécifique

En période de conflit, on observe une forte recrudescence de la violence sexospécifique. Comme elle existe toutefois à plus ou moins grande échelle dans toute société, les explications qui suivent ne valent pas uniquement pour les régions en guerre.

Ampleur de la destruction

Les victimes ne parlant pas ouvertement de leurs blessures, il est difficile de se faire une idée précise de la situation. Des instruments d'évaluation spécifiques (→ Ressources) facilitent une première analyse. Cependant, seul un travail pratique avec ces personnes permet de mieux comprendre les conséquences émotionnelles et sociales pour elles-mêmes et leurs proches. Le sujet étant tabou, le recours à des spécialistes externes peut faciliter l'entrée en matière et l'évaluation.

Altération des relations sociales et des sentiments

Nous énumérons ci-après les conséquences les plus fréquentes de la violence sexospécifique et, en particulier, de la violence sexuelle. L'importance qu'on leur accorde varie toutefois selon le contexte.

Individus/familles

- stigmatisation sociale;
- lésions physiques, éventuellement grossesse non désirée, infection par le VIH ou maladie sexuellement transmissible;
- troubles fonctionnels psychosomatiques;
- troubles dépressifs (désespoir, désintérêt pour son entourage, perte d'appétit, mauvaise estime de soi, tendances suicidaires);
- modification du rapport à son propre corps (perçu comme souillé et dégradé, sentiment de dégoût);
- troubles sexuels, perturbation de la dynamique du couple (peur et dégoût des contacts physiques);
- troubles relationnels (la peur, la distanciation et la méfiance dégradent les relations avec les proches et les amis);
- dysfonctionnement dans le rôle de parent (attention réduite, violence à l'encontre des enfants);
- altération de l'image de soi et de la perception du monde (sentiment de faiblesse, de vulnérabilité et de non-appartenance);
- problèmes de toxicomanie, comportement autodestructeur.

Source: Medica Mondiale, 2004

Communautés/société

- altération des relations sociales;
- coûts médicaux élevés;
- forte mortalité maternelle;
- baisse de la productivité;
- distorsion de la notion de justice si la violence est niée et que les coupables restent impunis;
- effondrement des valeurs;
- renforcement des inégalités entre les sexes.

Perspective d'empowerment: prévention et aide

L'aide aux victimes de la violence sexospécifique doit aller de pair avec la prévention. Dans tous les cas, le thème doit être abordé simultanément par plusieurs intervenants (hommes ou femmes selon le contexte).

Aide aux victimes

L'aide aux victimes de la violence sexospécifique comprend non seulement les activités menées directement avec elles, mais aussi la formation du personnel dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de la police et de la justice, afin qu'il soit en mesure de réagir de manière appropriée face aux victimes. Par ailleurs, le rétablissement de ces dernières dépend avant tout de la manière dont la société traitera le crime après le conflit et du sort qu'elle réservera aux coupables (→ Fiche 4: *Dealing with the past*).

La dynamique d'un conflit entraîne toujours une recrudescence de la violence exercée contre les femmes, et celle-ci reste d'actualité dans les foyers même après la guerre. Les programmes doivent dès lors être conçus sur le long terme et disposer dès le départ de ressources suffisantes pour développer les compétences spécifiques et protéger les membres de l'équipe contre l'épuisement professionnel.

L'aide aux victimes de la violence sexospécifique devrait comprendre au moins les éléments suivants et les aborder en tenant compte du contexte:

Individus/familles

- Rompre l'isolement des victimes.
- Mieux gérer la maladie/les blessures physiques.
- Développer des perspectives pour surmonter la peur extrême et le stress.
- Se donner les moyens de mieux maîtriser son propre corps et sa propre situation.
- Parler des sentiments de honte et de culpabilité et rompre le tabou qui les entoure.
- Renforcer la confiance en soi et en autrui.
- Créer des perspectives pour améliorer la gestion des relations hommes-femmes, de la maternité et de l'identité sexuelle.
- Améliorer la dynamique familiale et accroître la tolérance au sein de la communauté. La réintégration des victimes dans leur groupe d'origine s'avère souvent extrêmement difficile. Il convient d'envisager sérieusement l'idée d'un déménagement et d'un changement du mode de vie.

«Elles ne veulent même pas qu'on les aide. Elles n'ont que ce qu'elles méritent.»

Dans l'aide aux victimes de violence sexospécifique, nous rencontrons souvent des gens qui ne viennent chercher de l'aide que très tard et qui replongent inéluctablement dans une situation empreinte de violence, non seulement parce que les relations sociales les y poussent, mais parfois – c'est du moins ce que l'on croit – parce qu'elles le veulent. Ce constat est frustrant pour les membres du personnel des services d'aide, qui en viennent tôt ou tard à penser que les victimes sont elles-mêmes coupables, puisqu'elles refusent toute aide. La réalité est autre: les victimes n'ont pas seulement vécu la violence, elle est aussi devenue partie intégrante de leur identité. Elles se sentent responsables de l'épreuve subie et s'estiment indignes d'être aidées. Elles ne sont même plus capables d'imaginer que le monde puisse être différent. Pour parvenir à échapper à la terreur, à l'abus et à l'oppression, il faut de la force et de l'amour-propre. Or ces qualités sont en grande partie détruites chez beaucoup de victimes. Le fait qu'elles semblent vouloir perpétuer une relation violente ou se soumettre à l'exploitation reflète leur profond désespoir, tout en leur offrant une protection partielle: quand on n'essaie pas de changer, un échec est moins douloureux. La colère des collaborateurs contre les victimes qui ne se défendent pas confirme hélas le bien-fondé de cette stratégie de survie. Il existe un seul moyen de briser ce cercle vicieux: la volonté de pas faire supporter leurs frustrations aux victimes, mais de les accompagner sur le long et difficile chemin de la transformation.

Communauté/société

- Parler de l'instrumentalisation de la violence sexospécifique dans le cadre des conflits armés.
- Débattre du lien entre violence sexospécifique et rapports sociaux hommes-femmes, des rôles sexuels et de leur perception.
- Lutter contre la stigmatisation et œuvrer en faveur d'une perception positive des victimes et de leur reconnaissance.
- Juger les coupables (*dealing with the past*).

Prévention de la violence sexospécifique

Les mesures visant à prévenir la violence sexospécifique portent sur les aspects suivants:

- a) Prendre des mesures pratiques pour éviter les agressions, en particulier contre les femmes (aménager ou organiser les centres d'accueil et les camps de réfugiés de manière appropriée, développer des structures sociales qui assurent une protection, etc.).
- b) Améliorer la protection juridique (criminaliser la violence sexospécifique, etc.).
- c) Faire évoluer l'opinion publique à l'égard de la violence sexospécifique. La violence domestique et la violence sexuelle comme arme de guerre devraient constituer une pratique intolérable pour la société et entraîner la condamnation des coupables et non pas celle des victimes.
- d) Modifier le comportement des hommes. Il s'agit avant tout de débattre des rôles associés à l'identité masculine, ainsi que de la sexualité et de la violence masculines.
- e) Promouvoir l'égalité des sexes, car les rapports inégalitaires constituent le fondement même de la violence sexospécifique.

La prévention passe par une collaboration directe avec des hommes de tous milieux, des journalistes aux membres du club local de football, des moniteurs de groupes de jeunes aux guides spirituels (→ Ressources: l'UNIFEM a compilé des propositions dans ce domaine).

La prévention consiste aussi à mettre en évidence les conséquences de la violence sexospécifique. Ce travail de plaidoyer est souvent assuré par des organisations d'aide aux victimes, qui mènent ces tâches avec des résultats

prometteurs. En alliant aide aux victimes, recherche et activités de plaidoyer, ces organisations assoient leur crédibilité, tout en donnant une dimension politique à leur assistance psychosociale.

Code de conduite pour le personnel national et international

On enregistre régulièrement des cas d'exploitation sexuelle de femmes et d'enfants par des collaborateurs d'organisations humanitaires. «Lorsqu'une jeune fille refuse d'avoir des rapports sexuels, on lui explique lors de la prochaine distribution de vivres que son nom ne figure pas sur la liste.» Voilà comment une femme de Sierra Leone décrit les abus de pouvoir perpétrés par ceux qui distribuent l'aide. Une enquête menée en 2002 par le HCR et l'ONG Save the Children dans des camps de réfugiés en Afrique occidentale a dévoilé l'ampleur des abus commis sur des enfants. Imposer un code de conduite au personnel national et international de la coopération contribuerait à mettre fin à de tels abus.

Approche multisectorielle de la violence sexospécifique

Pendant les guerres qui ont secoué l'ex-Yougoslavie, des projets spécifiques étaient encore mis sur pied et financés dans ce domaine selon le modèle occidental des maisons d'accueil pour femmes et des thérapies individuelles. Aujourd'hui, la coopération internationale privilégie une approche qui allie interventions spécialisées et approche intégrée du problème dans tous les secteurs. Le graphique ci-dessous esquisse les liens entre les diverses activités envisageables dans les différents secteurs. Ce faisant, il faut se rappeler que la violence sexospécifique est un sujet très sensible dans toutes les sociétés et qu'il fait, à cause de son caractère intime justement, l'objet de clichés et de préjugés faciles. Pour éviter d'aborder le sujet, certains se réfugient derrière le paravent de la culture locale, comme si ces valeurs ne pouvaient être remises en cause. D'autres, au contraire, pensent pouvoir lui appliquer des perspectives identitaires et des modèles occidentaux sans les adapter à la culture locale, comme s'il était possible



d'ignorer – voire nécessaire de dépasser – le contexte local dans les relations hommes-femmes. Pour développer, entre ces deux extrêmes, une approche pertinente et efficace de cette thématique, une conscience poussée de la problématique genre ne suffit pas: elle

doit être accompagnée d'une compréhension à la fois critique et empathique du contexte culturel et social.



Programme multisectoriel dans la région des Grands Lacs

Dans la région des Grands Lacs, la DDC soutient un programme multisectoriel mené en faveur des femmes et des enfants victimes de violence sexuelle. Le volet médical propose notamment des tests gratuits pour le dépistage du VIH/sida, tandis que le volet psychosocial comprend la Maison d'écoute, où les personnes concernées trouvent soutien émotionnel, assistance juridique et appui économique. En même temps, le programme assure une formation aux collaborateurs de différents secteurs qui travaillent avec des victimes de la violence sexuelle. Le troisième volet porte le titre de «plaidoyer» et vise à sensibiliser l'opinion publique. Le programme s'appuie pour beaucoup sur le réseau de diverses organisations et acteurs locaux. En conséquence, la DDC ne cofinance pas directement les programmes des ONG, mais la plateforme au sein de laquelle elles se sont regroupées pour s'attaquer au problème de la violence sexuelle.

Ressources

Admira (2005) Work for Care. A Trainers' Manual. Sexual and Domestic Violence During and After War. www.transact.nl
Instrument de travail très utile pour la planification de cours de perfectionnement sur le thème de la violence sexospécifique

African Rights (2004) Broken Bodies, Torn Spirits – Living with Genocide, Rape and HIV/AIDS.
www.peacewomen.org/resources/Rwanda/linked.pdf

DDC (2003)

L'égalité hommes-femmes en pratique – Un manuel pour la DDC et ses partenaires. Berne: DDC. www.deza.admin.ch
(Thèmes – Égalité hommes-femmes – Instruments généraux et thématiques)

Famafrique

Les femmes marginalisées dans les instances de décision au Rwanda: www.famafrique.org/

Association pour les droits de la femme et le développement
www.awid.org/index.php

Medica mondiale e.V. (éd.) (2004)

Sexualisierte Kriegsgewalt und ihre Folgen. Handbuch zur Unterstützung traumatisierter Frauen in verschiedenen Arbeitsfeldern. Mabuse Verlag: Frankfurt a. Main.
Une bonne présentation des formes et des conséquences de la violence sexuelle.

RHRC (2004)

Gender-Based Violence Tools Manual for Assessment & Program Design, Monitoring & Evaluation in Conflict Affected Settings. New York. www.rhrc.org

Introduction détaillée à l'analyse contextuelle, présentation de programmes envisageables et descriptions de postes à l'intention des collaborateurs.

RHCR (2004)

Checklist for Action. Prevention & Response to Gender-Based Violence in Displaced Settings. GBV Technical Support Project. RHRC Consortium/JSI Research and Training Institute.
www.rhrc.org

Le site Internet du **Reproductive Health Response in Conflict Consortium (RHRC)** (www.rhrc.org) contient également des liens vers d'autres manuels utiles.

Pro-femmes Rwanda

www.profemme.org.rw/index2.html

Turshen M. et Twagiramariya C. (2004)

Ce que font les femmes en temps de guerre: genre et conflit en Afrique. Santé, sociétés et cultures, Éd. L'Harmattan, Paris.
Cet ouvrage est le premier consacré à la description et à l'analyse du vécu des femmes en Afrique pendant les guerres civiles.

UNICEF (2000)

Domestic Violence against Women and Girls. Innocenti Digest N° 6. www.unicef.icdc.org/publications/pdf/digest6c.pdf

UNIFEM (2001)

Putting Women First: Ethical and Safety Recommendations for Research on Domestic Violence Against Women.
www.unifem.org

UNIFEM (2000)

With an End in Sight. www.unifem.org
Compilation d'expériences rassemblées dans la prévention de la violence exercée contre les femmes.

Le HCR, l'UNIFEM et l'UNICEF offrent de nombreux guides, aide-mémoire et manuels dans le domaine de la violence sexospécifique.

Vann B. (2002)

Gender-Based Violence: Emerging Issues in Programs Serving Displaced Populations. RHRC
www.rhrc.org/pdf/gbv_vann.pdf
Résumé d'expériences, de normes et d'enseignements tirés de programmes pratiques.



- Nul ne prend la fuite de son plein gré. Elle résulte toujours d'une contrainte et s'inscrit dans une situation d'urgence.
- Le processus traumatique que traversent les réfugiés ne s'arrête pas à leur arrivée dans un pays sûr; il ne fait qu'entrer dans une nouvelle phase.
- Des tensions apparaissent inévitablement entre population locale et réfugiés. Des débats ciblés et des échanges d'expériences permettent de les surmonter, mais on y recourt rarement. Il arrive que certains attisent délibérément ces tensions pour des raisons politiques. On assiste alors à l'accumulation d'un grand potentiel conflictuel, marqué à la fois par la projection de sa propre insécurité sur l'autre et par la méconnaissance de son prochain.
- Même lorsqu'ils peuvent retourner dans leur pays d'origine, les réfugiés ne retrouvent jamais la vie qu'ils y menaient auparavant. Ils ont changé, et leur pays aussi. À certaines conditions, moyennant l'appui nécessaire, ils parviennent néanmoins à prendre un nouveau départ.
- Les déplacés internes ne franchissent certes pas les frontières nationales, mais leur situation est tout aussi précaire que celle des réfugiés qui ont dû quitter le pays. Il est toutefois plus difficile de les recenser, ils n'ont pas de statut spécial et ne reçoivent aucune aide spécifique.

Séquences de la fuite et de la réémigration

Toute guerre ou persécution entraîne son lot de réfugiés et de déplacés internes. On en dénombre actuellement au moins 40 millions de par le monde. Leur principal souci consiste bien souvent à couvrir leurs besoins matériels et à préserver leur intégrité physique et leur vie, mais ils traversent aussi souvent de complexes processus psychosociaux de destruction (traumatismes, pertes, manque de sécurité, etc.). Ils rêvent de retour, mais celui-ci est pratiquement impossible, puisque même la réémigration constituera au mieux un nouveau commencement, mais jamais un retour. Outre ces problèmes spécifiques, certains réfugiés et déplacés internes sont porteurs du VIH/sida, victimes de la violence sexospécifique ou menacés par cette violence dans les camps de réfugiés, d'autres on perdu un proche ou subi la torture. Ces thèmes, ainsi que les différents aspects de l'aide aux réfugiés (logement, promotion des revenus, santé, etc.) sont traités dans d'autres fiches du présent manuel.



Peter Damman/Agence Focus





DDC/Ana Feric



La problématique particulière des déplacés internes

Les civils en fuite qui franchissent une frontière nationale deviennent des réfugiés et ont ainsi droit à une protection internationale. Pour les personnes qui fuient à l'intérieur de leur propre pays, il est bien plus difficile d'obtenir aide et protection, car le droit international ne reconnaît pas le statut de «déplacé interne». Dans les principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays, établis en 1998 par l'ONU, le représentant spécial du Secrétaire général, Francis Deng, définit ce groupe de personnes comme suit:

«Les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays sont des personnes ou des groupes de personnes qui ont été forcés ou contraints à fuir ou à quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter leurs effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un État.»
(cf. Terre des hommes, 2004)

Cette définition recouvre des réalités et des contextes politiques très différents: en Bosnie, par exemple, les «déplacés internes» sont les personnes qui ont été victimes, pendant la guerre et à l'intérieur des frontières de l'État actuel, de l'«épuration ethnique» menée alors à grande échelle. Au Népal, en revanche, les habitants partent seuls ou en petits groupes pour fuir la répression à laquelle ils sont exposés dans leur village, et se mêlent ensuite à la population locale du lieu d'accueil. Il est alors souvent impossible de les distinguer de ceux qui ont fui leur village à cause d'une situation économique qui ne cesse de se détériorer.

D'autres questions se posent: Les déplacés internes bénéficient-ils d'un statut particulier au sens de la définition ci-dessus? Si oui, pendant combien de temps? C'est en effet de l'octroi d'un tel statut que dépend l'aide qu'ils reçoivent. En Angola, par exemple, on considère que l'intégration des déplacés internes est achevée au bout de 6 mois et ils perdent alors tout droit à une assistance ultérieure.

Séquence	Problèmes-clés et perspectives d'empowerment
Du début de la persécution à la fuite	La décision de fuir résulte toujours d'une contrainte et elle est marquée par deux pensées contradictoires: la renonciation, née du désespoir et du constat qu'il n'existe pas d'autre issue, et le désir de sauver sa vie et celle des membres de sa famille. Les déplacés internes croient souvent plus fermement que les réfugiés qu'ils pourront très vite retourner chez eux, puisqu'ils sont restés au pays. Or cet espoir est souvent déçu. Questions-clés ■ La décision de fuir est-elle prise dans l'urgence ou a-t-on eu le temps de la mûrir et de planifier son départ?



Du début de la persécution à la fuite

- Cette décision est-elle prise par les personnes concernées elles-mêmes ou leur est-elle imposée (expulsion au terme d'une détention, p. ex.)?
- Des adieux sont-ils possibles?
- À quel point les événements à l'origine de la fuite sont-ils traumatisants?

Perspectives d'empowerment

Au cours de cette phase, où seule une assistance limitée est possible, il convient de considérer trois choses:

- la menace,
- la prévision d'éventuelles difficultés pendant la fuite et à l'arrivée dans le lieu d'accueil,
- la forme des adieux.

La fuite

La fuite dure souvent plusieurs mois. Les réfugiés risquent parfois leur vie et sont exposés à de nouvelles expériences traumatiques. Alors qu'ils ont déjà tout perdu, ils doivent encore trouver la force de poursuivre un but, celui de se mettre en sécurité. Le chaos, une vue d'ensemble insuffisante et une peur omniprésente conduisent à des décisions qui ne sont pas toujours propices à la survie.

Les déplacés internes espèrent souvent pouvoir faire appel à des ressources qu'ils connaissent (des amis ou de la parenté, p. ex.), ce qui s'avère le plus souvent illusoire.

Questions-clés

- La personne concernée est-elle seule, accompagnée de sa famille ou intégrée dans un grand groupe?
- La fuite est-elle organisée de manière professionnelle (passeurs)?
- Dans quelle mesure le réfugié est-il libre de prendre une décision lui-même? À quel point est-il à la merci d'autrui?
- La fuite conduit-elle dans un autre pays/une autre région linguistique?
- Sur quelle durée la fuite s'étend-elle?
- Où la fuite s'achève-t-elle (dans un camp de réfugiés/chez des amis)?
- Quelles épreuves traumatiques les fugitifs traversent-ils pendant leur fuite?
- Ont-ils des relations sociales sur lesquelles ils peuvent vraiment compter?

Perspectives d'empowerment

Comme pour la phase précédente, les possibilités de fournir une assistance sont limitées. Voici les priorités:

- aide matérielle,
- réflexion sur les menaces immédiates,
- moments de repos.

L'arrivée à destination est souvent synonyme de choc. Le «refuge» ne garantit pas de véritable sécurité et ne correspond pas aux attentes. Les réfugiés se sentent dépassés par les innombrables problèmes qu'ils doivent résoudre simultanément pour assurer leur survie. Ils ont pour la première fois le temps de prendre conscience des souffrances psychiques subies. Voici les principaux problèmes:



- le logement (camp, abri collectif, logement individuel);
- la situation juridique (autorisation de séjour, permis d'établissement, permis de travail, protection contre les agressions criminelles);
- la situation économique.

Les déplacés internes sont de plus dans une situation contradictoire. D'une part, on ne les distingue souvent pas de la population du lieu d'accueil; ils peuvent donc se cacher et s'intégrer facilement. De l'autre, ils ont le sentiment d'être devenus des étrangers et des exclus dans leur propre pays. Avec le temps, leurs proches et amis se montrent moins serviables que prévu et des conflits commencent à éclater. Les déplacés se rendent alors compte qu'ils ne sont pas en visite, mais en fuite. Dans un camp ou dans un abri collectif, la situation des déplacés internes s'avère particulièrement difficile: leurs besoins matériels sont certes couverts, mais ils souffrent de la marginalisation et de la honte qu'ils ressentent à l'égard d'une population dont ils faisaient encore récemment partie.

Thèmes-clés

- Sécurité: La clé de toute stabilisation réside dans la garantie des moyens de subsistance (autorisation de séjour, logement, etc.).
- Autonomie: Contraints de fuir, les réfugiés ressentent un fort sentiment d'impuissance dû au fait que d'autres ont décidé de leur sort à leur place. Les projets menés en leur faveur doivent donc, dans la mesure du possible, les encourager à prendre des décisions et respecter leurs choix.
- Intégration: Des activités ciblées permettent de maîtriser et d'atténuer le sentiment d'être étranger et de ne pas appartenir à la société. Force est toutefois de constater que cette démarche est particulièrement difficile avec les déplacés internes, car ils ne se considèrent généralement pas comme des «étrangers».
- Dans le cas des déplacés internes, il importe, surtout dans les premiers temps, de reconnaître leur situation particulière, de favoriser la compréhension à leur égard au sein de la population d'accueil et d'obtenir du gouvernement national qu'il leur vienne en aide. Les déplacés internes deviennent souvent des citoyens de seconde classe, perdent leurs droits civiques (pour des raisons administratives), rencontrent des difficultés à scolariser leurs enfants, etc.

Perspectives d'empowerment

- Assistance juridique.
- Appui psychosocial, création de groupes.
- Aide matérielle/abris.
- Mesures visant à renforcer la capacité à mener des activités économiques,
- Encouragement d'interactions avec la population du pays d'accueil.

Dans cette séquence, on peut distinguer deux étapes, étant entendu que tous les réfugiés ne franchissent pas nécessairement les deux:

- Les réfugiés ou personnes déplacées s'adaptent aux circonstances, mais continuent à considérer leur situation comme provisoire. Bien que cette attitude les aide à préserver des liens étroits avec leur pays ou leur lieu d'origine et à défendre leur identité, elle constitue également un obstacle à leur intégration.



Chronisation du provisoire

- Les personnes concernées acceptent la situation et n'attendent plus vraiment de changement. Cette étape facilite l'intégration, mais opère une profonde fracture dans l'identité individuelle, les anciens liens ne pouvant plus guère être maintenus.

Thèmes-clés

- Sur-adaptation ou sous-adaptation devenant chronique à moyen terme.
- Insécurité.
- Nouveaux traumatismes (xénophobie, difficultés administratives, querelles et différends avec des amis et des proches, concurrence dans la recherche d'un emploi, etc.).
- Difficulté à redéfinir sa propre identité.
- Conflit générationnel pour ce qui est de l'intégration.
- Conflit entre la loyauté envers le pays ou le lieu d'origine et l'identification au pays ou au lieu d'accueil, entre le statut de réfugié et le désir de normalité.
- Deuil entraîné par la perte de sa patrie.
- Dans le cas des déplacés internes: encourager leur intégration en tenant compte de leurs problèmes spécifiques. Le statut particulier qui peut leur être accordé joue un rôle important dans un premier temps, mais il faut veiller à ce qu'il ne débouche pas sur une nouvelle marginalisation. Les programmes de lutte contre la pauvreté doivent donc toujours s'adresser aussi bien à la population locale qu'aux déplacés internes.

Perspectives d'empowerment

- Aide psychosociale (priorité: orientation vers l'avenir, perspectives de vie à long terme).
- Promotion de la capacité à mener des activités économiques.
- Apprentissage de la langue.
- Formation, perfectionnement et formation continue.

Transition II – Le retour

Cette séquence englobe le moment où intervient la décision – volontaire ou non – de rentrer au pays, le voyage de retour et la période qui suit immédiatement l'arrivée dans le pays d'origine. Le retour forcé constitue en général un nouveau traumatisme ou la répétition d'un traumatisme profond. Mais le retour volontaire est lui aussi toujours synonyme de crise.

Ce processus est également difficile et peut s'avérer traumatisant pour les déplacés internes, mais les risques sont moins élevés, puisque les distances sont plus courtes et que le retour peut être mieux préparé. Comme les déplacés internes ne bénéficient que rarement d'une reconnaissance et d'une aide officielles, leur retour se fait souvent dans de moins bonnes conditions économiques que pour d'autres groupes. De plus, ils ne veulent pas tous retourner chez eux. S'ils sont parvenus, dans leur lieu d'accueil, à refaire leur vie sur des bases économiquement solides, le retour forcé vers une situation précaire peut être perçu comme une expulsion et entraîne un nouveau traumatisme ou la répétition d'un traumatisme antérieur.



Transition II – Le retour

Thèmes-clés

- Le caractère volontaire du retour doit être garanti.
- Situation économique précaire après le retour.
- Le pays ou le lieu d'origine est perçu comme étranger. Le retour détruit les rêves et les illusions.
- Contre toute attente, il s'avère douloureux de quitter le pays d'exil/le lieu d'accueil (même lorsqu'on l'a détesté).
- Conflits avec des membres de la famille et d'anciens amis: difficulté à communiquer et à partager des expériences différentes, perte de l'image idéalisée dans les contacts quotidiens.
- Lorsque le séjour dans le pays d'exil/lieu d'accueil a duré très longtemps, des oppositions peuvent apparaître au sein de la famille, par exemple lorsque les parents veulent rentrer au pays et que les enfants préfèrent rester, car ils se sentent désormais beaucoup plus chez eux dans le pays d'exil.

Perspectives d'empowerment

- Aide au retour (économique et psychologique).
- Mise en rapport avec les structures d'assistance compétentes dans le pays/lieu d'origine.
- Informations et conseils sur tous les aspects de l'organisation de la nouvelle vie après le retour au pays, appui psychologique.

Après la persécution

Les réfugiés deviennent des «réémigrants»

Même si les personnes concernées retrouvent progressivement leur sentiment d'appartenance, il n'existe pas de véritable retour possible. L'exil restera une page indélébile de leur histoire: une expérience positive de par les nouvelles connaissances acquises, négative par le sentiment de non-appartenance. Au sein d'une famille, la migration forcée demeure un sujet de discussion sur plusieurs générations.

Thèmes-clés

- Attitude de rejet de la part de ceux qui ne sont pas partis, qui traitent les «réémigrants» de traîtres ou de lâches et qui les considèrent comme des rivaux sur le marché du travail.
- Sentiment de culpabilité pour avoir décidé de fuir pendant la crise.
- Problèmes d'adaptation.

Les réfugiés deviennent des migrants

Nombre de réfugiés ne retournent jamais dans leur pays. Ils restent dans la société d'accueil, s'intègrent tant bien que mal et/ou forment de nouvelles minorités.

Thèmes-clés

- Identité.
- Appartenance.
- Prévention de la ghettoïsation.
- Promotion de la diversité culturelle au sein de la population.

Perspectives d'empowerment

Les projets ne concernent plus seulement les anciens réfugiés, mais la population dans son ensemble. Ils visent avant tout à promouvoir les compétences et la communication interculturelles, ainsi qu'une participation effective des anciens réfugiés aux processus politiques et sociaux.

Après la persécution

Perspectives d'empowerment

- Développement des compétences, accès aux crédits et à d'autres mesures d'aide à l'intégration économique.
- Appui psychologique, groupes d'entraide.
- Mesures visant à favoriser la compréhension entre les «réémigrants» et la population locale.
- Débat et travail sociopolitiques sur le conflit entre les personnes restées au pays et les «réémigrants».

DDC/J. Merville (Photo Filtré)



Population locale et réfugiés

Des tensions apparaissent toujours entre ces deux groupes. La population locale a peur des étrangers, elle tente de défendre ses ressources – souvent limitées – contre les nouveaux-venus et tend à se montrer jalouse de l'aide que la coopération internationale fournit aux réfugiés. Les réfugiés souffrent, pour leur part, de l'interdiction de travailler, de l'exclusion sociale et de leur isolement. Bien que les déplacés internes n'aient que rarement accès à des programmes d'aide, leurs relations avec la population locale n'en sont pas moins ardues.

Dans tous les cas, il importe de développer activement les relations entre les deux groupes de population. Des contacts structurés permettent de se découvrir des intérêts communs, de parler de ses peurs, d'aborder les conflits et, ainsi, de les désamorcer. Toute analyse des problèmes ou étude visant à recenser les expériences et les besoins, devrait systématiquement faire intervenir les réfugiés et les habitants locaux, afin de mettre en évidence l'influence que le

changement de situation exerce sur ces deux groupes de population. Lorsque ceux-ci sont de culture et de langue différentes, il faut encourager les réfugiés à apprendre la langue du lieu d'accueil et la population locale à s'intéresser à la culture des réfugiés.

Enfants réfugiés

Les enfants réfugiés sont encore plus exposés au danger que les adultes. Ils ne comprennent souvent pas ce qui leur arrive et leurs parents ne peuvent leur assurer une protection suffisante, car ils se sentent eux-mêmes menacés, blessés et angoissés. La situation des enfants mineurs non accompagnés est encore plus précaire, car ils n'ont plus personne pour veiller sur eux. Ils sont souvent exploités (traite d'êtres humains, travail des enfants, etc.) ou recrutés de force par les parties en conflit.

Il est donc recommandé d'adopter des mesures spécifiquement destinées aux enfants réfugiés. Dans tous les cas et partout, il faudrait offrir aux enfants la possibilité de se développer

(→ Fiche 16: *Éducation et formation*), tout en utilisant les capacités qu'ils ont acquises dans leur lutte pour la survie. Les «groupes de pairs» (présentant des affinités) jouent ici un rôle important; il faut donc veiller à ne pas entraver, mais à favoriser au maximum leur formation. L'essentiel consiste cependant à établir des relations de confiance durables avec des adultes capables de reconnaître la valeur des jeunes réfugiés, de leur donner de l'amour, de leur fournir un appui et de leur servir de personnes de référence. L'attitude aimante des adultes revêt une importance tout aussi cruciale que leur capacité à fixer des limites sans recourir à l'autoritarisme. Les enfants disposeront ainsi d'espaces où ils pourront pleurer leurs pertes, donner libre cours à leur colère, exprimer leurs déceptions, reprendre confiance en eux et retrouver leur assurance.





Modification conflictuelle des structures relationnelles

Dans leur fuite, les réfugiés et les déplacés internes sont en général confrontés à d'autres structures organisationnelles, modes de communication, types de relations et valeurs.

Dans un camp de réfugiés de l'ONU, c'est par exemple le HCR qui assure la distribution de vivres et qui assume ainsi la fonction traditionnelle du chef de famille, ce qui déclenche un processus de dévalorisation dans certaines familles. Des problèmes similaires assaillent les réfugiés issus de sociétés très patriarcales, qui arrivent en Europe et sont confrontés à des relations d'un type nouveau, telle l'égalité des droits entre hommes et femmes.

Menacés dans leur identité même, les réfugiés se mettent en quête de certitudes et se cramponnent à des traditions qui n'ont parfois plus cours dans leur pays et auxquelles ils ne croyaient plus vraiment eux-mêmes. En se défendant contre un changement trop rapide

et trop brutal, ils adoptent une attitude exagérément traditionaliste qui risque de les conduire à l'auto-exclusion. Le contact avec des coutumes et des habitudes d'autres pays offre néanmoins l'occasion de remettre en question ses propres traditions répressives.

Ces antagonismes provoquent des conflits au sein des familles ou des groupes de réfugiés et opposent le plus souvent les hommes aux femmes ou une génération à une autre. Pour beaucoup d'hommes, l'émancipation des femmes et des adolescents est une menace qui engendre un sentiment d'insécurité extrême. Ne sachant pas comment se comporter dans ce genre de situation, les «perdants» potentiels de ces conflits risquent fort de réagir par la violence ou par une passivité due à des sentiments dépressifs. Les projets de promotion des femmes ou des jeunes devraient toujours – aussi dans l'intérêt des groupes cibles – évoquer ce potentiel conflictuel dans le milieu familial et prévoir des mesures



d'appui pour les hommes, ou des espaces de discussion pour tous les membres de la famille.



Le douloureux antagonisme entre ceux qui sont restés et ceux qui rentrent au pays

Au milieu des années 80, un groupe de jeunes Chiliens débattait de l'exil et du retour au pays. Ceux qui étaient restés prétendaient d'abord fermement qu'eux seuls avaient vraiment souffert de la dictature, alors que ceux qui s'étaient réfugiés à l'étranger s'en tiraient pour le mieux. N'en pouvant plus, une «réémigrante» éclata en larmes: «Il y a huit mois que je suis de retour au Chili. Depuis, on m'a arrêtée trois fois, on m'a battue et les policiers m'ont molestée. Ce n'est pas cela le plus grave, car je m'y attendais. Mais constater que mes camarades me considèrent comme différente, étrangère au groupe, alors que j'ai pris les mêmes risques que tous les autres, que j'ai reçu les mêmes coups, subi les mêmes humiliations et ressenti la même peur, c'est trop pour moi. Ici, dans ce débat, je ressens la même chose. Pour vous, je serai toujours une étrangère, mais je ne peux rien y faire. Et pendant 10 ans, en exil, j'ai été «la Chilienne», l'étrangère. Il m'arrive de penser qu'il n'y a pas de retour possible.»

Au cours de la discussion qui a suivi cet éclat, il est apparu à quel point tous ces jeunes désiraient vivre dans un foyer uni et harmonieux et à quel point leur «chez soi» était marqué par la déchirure de la société chilienne. Or l'histoire nationale comprend désormais l'expérience aussi bien de ceux qui sont restés au pays que de ceux qui ont dû s'exiler.



DDC/Samer Mohdad (Photo Filtre)

Ressources

Dagnino N. (1997)

Pour répondre aux besoins psychosociaux des enfants réfugiés: un abord multiple, in «Les traumatismes dans le psychisme et la culture» (sous la dir. de Louzoun Cl. et Doray B.). Les traumatismes dans le psychisme et la culture, Ed. Érès, Paris.

Ghanem T. (2003)

When forced migrants return «home»: The psychosocial difficulties returnees encounter in the reintegration process. RSC Working Paper No. 16. Oxford: Refugee Study Center. www.rsc.ox.ac.uk/PDFs/workingpaper16.pdf
Présentation des problèmes psychosociaux des «réémigrants».

Jacques P. (2001)

Trauma et Culture – De la mémoire collective à la reconstruction psychique, Cahiers de Psychologie Clinique, Bruxelles, DeBoeck Université, n°17.

Métraux J.-Cl. et Fleury Fr. (1997)

La création du futur. La promotion de la santé auprès de communautés migrantes ou/et affectées par la guerre. Les politiques sociales. La santé communautaire.

OCHA (1998)

Guiding principles on Internal Displacement. www.reliefweb.int/ocha_ol/pub/idp_gp/idp.html

Rai D.R. (2005)

A pilot survey on internally displaced persons in Kathmandu and Birendranagar. Safhr. www.un.org.np/reportlibrary/

Save the Children (1998)

Promouvoir le bien-être psychosocial des enfants affectés par la guerre et des enfants déplacés. Principes et approches, Genève. www.savethechildren.org

Sites Internet

www.forcedmigration.org

www.unhcr.ch

Documentation, guides et manuels sur la problématique des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

Terre des hommes Allemagne (2004)

Données et chiffres sur le thème des enfants réfugiés.

www.tdh.de/content/themen/schwerpunkte/fluechtlingskinder/index.htm



- La catégorie des anciens combattants s'étend à toute personne ayant exercé une fonction dans les troupes belligérantes.
- Désarmement et démilitarisation sont des volets complémentaires du processus de paix; la démobilisation ne constitue que la première étape de la démilitarisation.
- Les difficultés psychiques ne se manifestent souvent qu'après la démobilisation. Les traumatismes résultent non seulement de ce que les anciens combattants ont subi, mais aussi des atrocités qu'ils ont eux-mêmes été capables de commettre.
- Hommes et femmes vivent leur condition de soldat de manière à la fois analogue et très différente. Toutes les opérations de démobilisation et de réinsertion doivent tenir compte de leur vécu et de leurs besoins spécifiques.
- Il s'agit de reconnaître et de traiter à la fois l'enfance saccagée des enfants-soldats et le fait que les circonstances les ont contraints à devenir adultes prématurément.



Dhruba Basnet

Démobilisation et démilitarisation

Désarmement, démobilisation et réinsertion des combattants sont des aspects essentiels du processus de démilitarisation dans des zones en phase d'après-guerre. La paix n'a une chance de perdurer que si les combattants renoncent à leur identité de soldats et redeviennent d'authentiques civils. Ce processus est toujours long et laborieux. Il est nécessaire de prévoir des programmes consacrés aux problèmes spécifiques des anciens combattants; mais cela ne doit pas provoquer de nouvelles marginalisations ou stigmatisations, ni instaurer des privilèges injustifiés par rapport au reste de la population. Par ailleurs, la problématique des anciens combattants n'est qu'un aspect de la démilitarisation. Celle-ci demande aussi un contrôle politique démocratique des forces armées et l'instauration d'une culture de règlement pacifique des conflits.



Olivia Heussler

Qui est considéré comme un combattant?

On désigne traditionnellement du nom de combattant toute personne enregistrée comme telle par sa hiérarchie militaire. Les troupes des parties au conflit comptent aussi des combattants irréguliers ou francs-tireurs engagés pour des périodes limitées, ainsi que beaucoup d'autres personnes – surtout des femmes et des enfants qui font de la propagande, transportent du matériel, soignent les blessés ou sont contraints à des services sexuels.

Les Principes du Cap (*Cape Town Principles*) sur la problématique des enfants-soldats proposent ainsi de définir comme combattant toute personne «...enrôlée dans une force armée ou un groupe armé régulier ou irrégulier, quelle que soit la fonction qu'elle exerce, notamment mais pas exclusivement celle de cuisinier, porteur, messager [...]. Cette définition englobe les filles

recrutées à des fins sexuelles...» (→ Ressources). La question se pose aussi de savoir dans quelle catégorie placer les membres de la famille qui accompagnent des combattants en assumant ponctuellement une fonction d'auxiliaire. Face à la réalité des guerres actuelles, il importe, dans l'intérêt d'une stratégie de démobilisation efficace, que l'on donne un sens aussi vaste que possible au terme de combattant, tout en le précisant le mieux possible en fonction des particularités du contexte.

Dans l'esprit de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui souligne la nécessité de prendre en considération les besoins différents des femmes et des hommes ex-combattants dans les phases de démobilisation et de réinsertion, ces opérations doivent être organisées selon des critères sexo-spécifiques.



Certains anciens combattants sont des criminels, tandis que d'autres sont des victimes, ou encore les deux à la fois. Certains ont été contraints de prendre les armes, tandis que d'autres l'ont fait de leur propre volonté. Les uns faisaient leur service militaire obligatoire, alors que d'autres se sont enrôlés dans l'armée parce qu'ils s'identifiaient aux objectifs de libération et de changement de cette dernière. La façon dont on aborde et traite ces différentes biographies exerce une influence certaine sur les perspectives de réinsertion. Il faudrait donc que les programmes de retour à la paix évitent une approche uniforme des anciens combattants, qui s'avérerait arbitraire et potentiellement destructrice pour eux.

Séquences traumatiques de l'existence des combattants

Les ex-combattants peuvent être des criminels,

mais ils sont souvent également des victimes. Ils ont commis des brutalités durant la guerre, ont assisté aux violences perpétrées par d'autres, et peut-être subi eux-mêmes de graves sévices. Il en résulte pour certains de profondes crises psychiques qui se manifestent déjà pendant la guerre. Mais c'est avec la fin des hostilités que ces problèmes se posent avec le plus d'acuité. L'identité de guerrier se vide de tout sens puisque l'individu cesse de faire partie de l'institution qui alimentait et protégeait cette identité. Dans la vie civile, on porte un regard nouveau sur des événements qui paraissaient normaux durant la guerre, que l'on considérait même comme l'accomplissement de son devoir. Cette nouvelle confrontation prend au mieux la forme d'un processus d'apprentissage complexe, mais risque aussi de déboucher sur de graves crises d'identité.



Séquence	Thèmes clés et perspectives d'empowerment
Début de l'existence de combattant	De nombreuses raisons peuvent pousser une personne à s'enrôler dans une armée: pauvreté, désir de vengeance, conviction idéologique ou goût de l'aventure, etc. Pour les femmes, peut s'y ajouter la volonté de s'émanciper et de dépasser leur rôle traditionnel. Quand un conflit s'intensifie, les armées en présence tentent de renforcer leurs rangs par des opérations de recrutement forcé. Les recrues potentielles essaient d'y échapper, mais sont poursuivies ou accusées d'être dépourvues d'esprit patriotique. Aussitôt après le recrutement, il s'agit de soumettre les futurs combattants aux règles strictes de la hiérarchie militaire et de sa mission. L'instruction militaire comprend nécessairement un processus de désensibilisation à la violence, pour que les soldats soient capables d'affronter, de supporter et de perpétrer des actes de violence extrême. La confrontation à des actes humiliants et dégradants joue un rôle important dans ce processus. Questions-clés Comment s'est fait le recrutement? A-t-il eu lieu sur une base volontaire ou forcée? A-t-il été associé à des violences contre les recrues ou contre leurs familles? En cas d'enrôlement volontaire, quels en ont été les motifs? Comment s'est déroulé le processus de transformation du civil en militaire? Quel a été le degré de brutalité de la rupture avec l'ancienne identité?
Guerre	La vie de soldat se caractérise par une obéissance absolue aux supérieurs hiérarchiques, par des liens très étroits avec les camarades et par un désengagement moral, c'est-à-dire par l'abandon de ses propres convictions morales. Beaucoup de soldats sont ensuite hantés par les atrocités dont ils se sont montrés capables pendant la guerre. Comment avaient-ils pu se laisser pour ainsi dire griser par la violence? On peut ainsi se trouver traumatisé non seulement par la mort d'un camarade ou par les brutalités que l'on a soi-même subies, mais aussi par la perte de sa propre humanité. Les rôles contradictoires des femmes Certaines femmes prennent des fonctions dirigeantes et acquièrent des compétences et des expériences nouvelles. D'autres pratiquent avec leur arme des activités qui, traditionnellement, étaient plutôt réservées aux hommes. Mais elles sont en même temps exposées à des violences sexuelles exercées par des hommes contre elles, contre les femmes recrutées d'emblée pour des services (sexuels) et contre la population civile. Les combattantes font ainsi partie d'un système qui donne à certaines d'entre elles une chance de s'émanciper et de sortir de leurs rôles traditionnels, tout en contribuant à une aggravation des sévices infligés aux femmes. Questions-clés Combien de temps la personne en question a-t-elle été combattante? Quelle était sa fonction? Comment s'est-elle comportée à l'égard de la population civile? Quelle a été son attitude envers les autres membres du groupe? Comment a-t-elle été traitée par les autres membres du groupe? Quelles



Guerre

attaques elle-même et sa troupe ont-elles subies? A-t-elle été prisonnière?
A-t-elle été blessée?
Qu'est-ce que cette personne a apprécié dans son vécu de combattant?
Qu'y a-t-elle appris?

Fin de la guerre et démobilisation

La démobilisation est le processus par lequel un combattant redevient officiellement un civil. Le programme standard de l'ONU (désarmement, démobilisation et réinsertion, DDR) comprend le rassemblement des combattants dans des camps, la reddition des armes et des uniformes, la démobilisation officielle qui libère les combattants de la hiérarchie militaire et, selon les programmes, le transport vers la destination souhaitée.

Complicé sur le plan politique et logistique, ce processus est maintenant organisé en étapes avec des check-lists clairement définies (→ Ressources) – lesquelles ne s'occupent toutefois pas assez des problèmes psychosociaux. Dans certains contextes sociaux et politiques, la démobilisation se déroule différemment ou de façon moins structurée. Qu'il y ait ou non des programmes officiels, beaucoup d'hommes et de femmes ex-combattants réintègrent la vie civile de manière indépendante et sans passer par ces programmes. Leurs problèmes psychosociaux ne sont pas différents pour autant de ceux des personnes démobilisées dans les règles; mais ils sont plus difficiles à traiter du fait que ces personnes échappent aux programmes prévus.

Thèmes-clés

- Le processus de démobilisation est axé principalement sur les hommes en possession d'armes. D'autres soldats et, surtout, soldates, ne sont pas enregistrés et restent à l'écart des camps, ou séjournent avec leurs familles qui n'ont rien à faire officiellement avec la démobilisation. Dans les centres d'accueil, les besoins des femmes (p.ex. logement séparé, protection contre d'éventuelles agressions, soins de santé) sont en général insuffisamment pris en compte.
- La démobilisation met fin à une existence de soldat, mais ce n'est pas immédiatement le début d'une nouvelle existence. Que la personne démobilisée se réjouisse ou non de la fin de la guerre, des souvenirs agréables et atroces envahissent maintenant son esprit. Simultanément, la peur de l'avenir ira en augmentant. Les démobilisés se trouvent ainsi dans un état de labilité psychique qu'il s'agit de stabiliser. Pour ce faire, il conviendra aussi et avant tout de stimuler la responsabilité personnelle.
- Le principal problème inhérent à cette phase consiste à enregistrer correctement les personnes démobilisées et à les ramener à leur lieu d'origine ou à l'endroit où elles désirent reprendre leur vie civile. C'est là un processus complexe, parce que ces personnes ont de nombreux motifs (culpabilité, peur du rejet, désir de commencer une nouvelle existence) de ne pas dire d'emblée la vérité sur leur origine, leur âge, leur statut familial, etc., et qu'elles ont de la peine à s'imaginer concrètement un avenir dans la vie civile. Il ne s'agit donc pas d'une simple opération administrative, mais d'une véritable intervention psychosociale qui doit permettre, dans un climat de communication et de confiance, de récolter des données fiables sur ces personnes, afin de pouvoir leur donner des conseils pertinents.



Fin de la guerre et démobilisation

Perspectives d'empowerment

- Fournir des informations (sur les formations et les emplois possibles, sur la situation qui règne aux lieux de destination, sur les droits et les devoirs des anciens combattants).
- Prodiguier des soins aux anciens combattants et les informer sur des questions liées à la santé, notamment sur le VIH/sida. S'y ajoutent, pour les femmes, divers aspects de la santé génésique.
- Offrir un espace pour discuter des expériences traumatiques et de la manière dont la personne qui les a subies pourra les gérer dans sa vie future.
- Organiser des groupes de discussion sur les perspectives d'avenir et sur les peurs qu'elles suscitent.
- Organiser des groupes de discussion sur les droits humains et sur les droits des femmes.

Réinsertion

Dans cette phase, l'attention se focalise souvent sur la question des moyens d'existence. Mais il est tout aussi important d'assurer la réinsertion des anciens combattants dans leur famille, leur communauté et la société en général. Ce processus compliqué sera décisif pour l'avenir des soldats: redeviendront-ils d'authentiques civils ou reprendront-ils leurs armes et mettront-ils en danger la sécurité des citoyens? C'est à ce stade que les anciens combattants qui se sont démobilisés eux-mêmes sans participer à un programme officiel deviennent un sujet de préoccupation.

Thèmes-clés

- Les programmes de réinsertion comprennent pour la plupart des prestations matérielles, souvent sous forme d'argent versé au cours d'une certaine période; à cela s'ajoutent parfois l'attribution de lopins de terre, des formations et des équipements pour permettre aux anciens combattants de démarrer leur nouvelle vie. Cette aide à la réinsertion économique peut provoquer de la jalousie et une nouvelle stigmatisation dans les pays très pauvres (p.ex. Angola). Les chances de réussite seront meilleures si on l'associe à des programmes d'accompagnement psychosocial (→ Fiche 17: *Emploi et revenus*).
- On constate très souvent des lacunes dans les soins apportés aux anciens combattants atteints dans leur santé physique (invalidité) ou psychique (traumatisme). On se contente le plus souvent de leur dispenser des soins primaires en omettant, dans la plupart des cas, de leur offrir un appui psychologique et un suivi médical spécialisé de longue durée.
- Problématique de la rupture d'identité: perte de pouvoir, insécurité face aux règles de la vie civile, responsabilité personnelle, souvenirs traumatisants, etc. Il est également important de savoir si l'on a acquis durant la guerre des connaissances ou des compétences qui pourraient être exploitées utilement.
- Confrontation des anciennes combattantes à leur image de femme (à leurs yeux et à ceux d'autrui): après leur expérience de la guerre, elles ont souvent de la peine à se soumettre comme autrefois à leur famille. Certaines d'entre elles désirent retrouver une vie «intacte» et reprendre leur rôle traditionnel. Quoi qu'il en soit, elles devront s'interroger sur cette question du conflit des rôles.



- Problématique de l'hostilité à l'égard de connaissances d'avant-guerre en raison de leur différents vécus: une communauté peut rejeter certaines personnes pour divers motifs – il arrive souvent que des femmes soient frappées d'ostracisme parce qu'elles ont transgressé les règles de la société, sur le plan sexuel notamment.
- Problématique de l'agression: comment remettre en question et «désapprendre» la violence effrénée à laquelle on s'est habitué durant la guerre? Comment empêcher une augmentation ou une répétition de la violence au niveau des relations personnelles, notamment au sein des familles?
- Problématique liée aux crimes et au passé dans les communautés: beaucoup de combattants ont participé (parfois sous la contrainte) à des actions contre leur propre communauté. D'autres reviennent de la guerre perturbés, psychologiquement malades et incapables de se réintégrer dans la société.
- Problématique de la colère et de la honte: certains anciens combattants se sentent mis à l'écart de la société et de leur environnement social, et marginalisés sur le plan politique. Dans d'autres contextes, les anciens combattants se trouvent confrontés aux difficultés de l'idéalisation. Même fêtés en héros, ils peuvent ressentir honte et culpabilité pour les actes qu'ils ont commis, sans avoir le droit d'exprimer ces sentiments.
- Les anciens combattants qui se démobilisent eux-mêmes devraient être identifiés puis intégrés à des programmes officiels. Il convient de s'occuper des ambivalences propres à leur situation particulière.

Perspectives d'empowerment

- Tenir compte des problèmes spécifiques des femmes dans l'organisation et l'affectation des mesures de réinsertion (p.ex. si elles ne peuvent pas être titulaires d'un compte en banque ou posséder des terres).
- Veiller à ce que les cours de formation offerts prennent en compte l'expérience des anciens combattants; les femmes, notamment, doivent avoir l'occasion de se former dans des métiers qui ne sont pas traditionnellement féminins. Il convient d'associer aide psychosociale et promotion des revenus (→ Fiche 17: *Emploi et revenus*).
- Associer les organisations féminines à la réinsertion des anciennes combattantes.
- Encourager les associations d'anciens combattants à participer à la vie politique, non seulement en défendant leurs intérêts mais aussi en jetant un regard critique sur leur vécu et leur identité durant la guerre; soutenir les organismes qui s'occupent utilement des besoins des femmes.
- Promouvoir, au sein de la communauté, le dialogue sur les problèmes de réinsertion des anciens combattants; expliquer cette problématique à la population.
- Apporter au besoin un soutien psychologique spécialisé, non seulement aux anciens combattants mais aussi à leurs familles.
- *Dealing with the past*: les soldats doivent rendre compte de leurs crimes, même s'ils les ont commis sur ordre de leurs chefs (→ Fiche 4).
- Intégrer les anciens combattants dans des programmes de reconstruction ordinaires, tout en tenant compte de leur problématique particulière.



Enfants-soldats

Le Protocole facultatif de l'ONU concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (2000) interdit le recrutement forcé de personnes de moins de 18 ans. Des exceptions sont admises pour le recrutement de volontaires dans les forces armées nationales, la limite d'âge ayant été fixée dans ces cas-là à 16 ans en raison de la pression exercée par la Grande-Bretagne, les États-Unis, la Russie et la Chine. Le Statut de Rome de la Cour pénale internationale définit la conscription ou l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans comme des crimes de guerre.

Les enfants passent par les mêmes séquences traumatiques que les adultes. Il convient en outre d'examiner à leur propos les aspects psychosociaux suivants:

Début de l'existence de combattant

Ce sont les enfants des rues, très pauvres ou séparés de leurs familles en fuite qui risquent le plus de se faire enrôler. Des recrutements forcés se produisent également dans les villages, souvent associés à des brutalités extrêmes.

Guerre

Les enfants apprennent avec la guerre à accepter un ordre mondial primitif, dans lequel les puissants dominent les faibles, où l'on ne peut que commander ou obéir sans nuances. Sous ce régime, des enfants sont martyrisés et infligent les mêmes traitements à d'autres. La guerre est en même temps une aventure, un espace de camaraderie; les enfants y apprennent dans des circonstances «excitantes» à se débrouiller dans des situations complexes.

Durant la démobilisation

Il s'agit d'abord de savoir si c'est l'âge au recrutement ou l'âge à la démobilisation qui est déterminant pour l'enregistrement dans la catégorie des enfants-soldats. Du point de vue psychosocial, le critère décisif est l'âge au recrutement. En même temps, un enfant en guerre devient vite adulte et doit être pris au sérieux en tant que tel. Le statut d'enfant-soldat



garantit une certaine protection à ceux qui en bénéficient; mais ils ne doivent pas pour autant être déliés de leurs responsabilités ou infantilisés.

Les enfants-soldats sont toujours à la fois victimes et coupables. Ils doivent être reconnus sous ces deux aspects et recevoir l'aide dont ils ont besoin. Chez nombre d'entre eux, le traumatisme n'apparaît clairement qu'après la démobilisation.

Dans les camps, il faut protéger les enfants, et plus particulièrement les filles, contre l'influence et les pressions exercées par des adultes.



Peter Damman/Agence Focus

Pour un enfant-soldat, les difficultés ne commencent parfois qu'après la guerre

Les troupes gouvernementales salvadoriennes tuèrent les parents de José alors qu'il avait 8 ans. Une année plus tard, le garçon se ralliait à la guérilla. Il y trouva une famille et la possibilité de combattre les meurtriers de ses parents. Pendant des années, il fut un bon soldat, sur lequel on pouvait compter et qui ne souffrait d'aucun trouble psychique. Après l'accord de paix, José retourna à l'école, mais là, il n'était plus personne. Sans reconnaissance sociale de la part de son entourage et sans le pouvoir qui lui conférait son arme, il n'était plus qu'un élève d'intelligence moyenne, sans fonction marquante et dépourvu d'importance pour la communauté. C'est alors seulement que José tomba malade; la perte de ses parents et celle de sa seconde famille, la guérilla, le poussèrent au désespoir. Personne ne s'intéressait à son histoire, à ses actes héroïques, à son courage et à sa souffrance. Tout cela lui semblait vain. Ce que José a vécu est un traumatisme séquentiel, qui a débuté par le meurtre de ses parents et au cours duquel c'est la paix, paradoxalement, qui a entraîné l'effondrement des structures sur lesquelles reposait sa stabilité psychique.



Durant la réinsertion

Enfants et adultes ont souvent des idées différentes sur la réinsertion. Les enfants aspirent à être acceptés par leurs parents et par leurs frères et sœurs. Les parents souhaitent que leurs enfants se soumettent à nouveau aux normes en vigueur, se comportent correctement à l'égard de l'autre sexe et manifestent du respect envers les adultes – surtout envers ceux qui ont un statut plus élevé (Jareg 2003).

Lors de la réinsertion d'enfants-soldats, il convient de vouer une attention particulière aux points suivants:

- Médiation entre parents et enfants. Les deux parties doivent s'habituer à la nouvelle situation, car l'une et l'autre ont changé depuis leur séparation. Il faut les aider à redéfinir leurs rôles et à établir des relations exemptes de violence.
- Relations entre jeunes ex-combattants et communauté: discussions sur les responsabilités réciproques et sur les formes d'appui possibles.
- Enseignement et apprentissage organisés: les programmes de formation et de loisirs ne devraient jamais être réservés aux seuls ex-combattants, mais proposés à tous les enfants de la communauté. Il conviendra peut-être d'organiser des cours de rattrapage pour que des adolescents ex-combattants ne soient pas contraints de suivre l'école avec des enfants beaucoup plus jeunes qu'eux. Les enseignants devraient être informés de la problématique des ex-combattants et savoir comment aider ces enfants.
- Soutien psychologique pour favoriser l'assimilation de ce qui a été vécu durant la guerre, autant que possible en rapport avec d'autres activités – école, jeux, groupes de pairs, etc.
- Formation et promotion d'activités rémunératrices: comme les anciens combattants adultes, les jeunes devraient pouvoir tirer parti des aptitudes spécifiques acquises pendant la guerre.

- Jeux et détente: les jeux sont importants pour compléter les autres interventions évoquées ici, et non pas pour les remplacer. Ils offrent la possibilité d'exorciser symboliquement des conflits émotionnels et donnent l'occasion de vivre certains aspects de l'enfance perdue.

Comme les ex-combattantes adultes, les filles ont des problèmes spécifiques qui tournent toujours autour de la difficulté d'être acceptées en dépit de ce qu'elles ont vécu. Les filles rejetées par leur famille courent de gros risques sur les plans psychique et social.



Rituels de purification

Dans beaucoup de pays africains, les organisations qui s'occupent des enfants-soldats ont observé le pouvoir que possèdent les rituels par lesquels on purifie, à leur retour, les combattants des méfaits de la guerre. Il existe différentes sortes de cérémonies, mais elles ont toutes en commun le fait de reconnaître que les enfants ont à la fois subi et commis des actes graves durant la guerre, et qu'ils ne seront pas capables de réintégrer l'ordre moral et social de leur groupe sans aide extérieure. Dans le cadre de la cérémonie de purification, les enfants passent souvent quelque temps seuls ou en compagnie d'un guérisseur dans un espace de transition situé à l'écart de la communauté pour se préparer à leur retour. Les symboles de l'identité guerrière (vêtements, uniformes, etc.) sont ensuite détruits lors d'un rituel visant à apaiser l'esprit des morts. Ces cérémonies aident la communauté à reprendre en son sein l'enfant contaminé par la mort et la terreur, et renforcent symboliquement ses liens avec les membres de sa famille et de son groupe.

La coopération internationale reconnaît aujourd'hui les propriétés thérapeutiques des rituels de purification pour surmonter les conséquences psychologiques et sociales de la guerre. Elle aussi devrait adopter une approche plurielle, à l'instar des personnes concernées, qui recourent généralement à toutes les méthodes de guérison qui leur sont offertes. Les rituels de purification ne permettent en effet pas de combattre le chômage ou l'analphabétisme. Et souvent, ils ne sont pas assez efficaces pour dissiper la méfiance et la colère des victimes du groupe armé auquel appartenait le combattant démobilisé. Il convient dès lors de prendre des mesures sociales complémentaires pour assurer la réinsertion des anciens combattants.



DDC/Beni Güntert





Ressources

Amnesty International (1999)

Les enfants sacrifiés. Gros plan sur les enfants soldats. La Chronique d'Amnesty International, N° 153, Paris.

Coalition to Stop the Use of Child Soldiers

Global report 2004 from German Coalition
www.child-soldiers.org/
www.terredeshommes.de
www.unicef.org

Department of Peacekeeping Operations (1999)

Disarmament, Demobilization and Reintegration of Ex-Combatants in a Peacekeeping Environment. Principles and Guidelines.
www.un.org/Depts/dpko/lessons/DD&R.pdf
Principes et check-lists utiles pour l'organisation du processus de démobilisation.

Fusato M. (2003)

Disarmament, Demobilization and Reintegration of Ex-Combatants
www.beyondintractability.org/m/demobilization.jsp
Bref aperçu de cette problématique et bibliographie bien commentée de documents accessibles par Internet.

Femmes

Farr V. (2002)

Gendering demilitarization as a peacebuilding tool. Paper 20. Bonn: BICC.
www.bicc.de/publications/papers/paper20/paper20.pdf
Examen des principales questions relatives aux aspects sexospécifiques de la démobilisation. Check-list commentée des opérations de démobilisation et de réinsertion des femmes.

Enfants-soldats

Jareg E. (2003)

Crossing Bridges and negotiating Rivers – Rehabilitation and Reintegration of Children associated with Armed Forces. Save the Children Norway.
Aperçu concis mais complet sur les problèmes des ex-combattants mineurs.

ONU (2000)

Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés
www.ohchr.org/french/law/crc-conflict.htm

UNICEF

Principes du Cap sur la problématique des enfants-soldats
www.unicef.org/emerg/index_childsoldiers.html

Watteville de N. (2002)

Addressing Gender Issues in Demobilization and Reintegration Programs.
Washington: The World Bank.
www.womenwarpeace.org/issues/ddr/DDR_Watteville.pdf
Exposé des besoins spécifiques des femmes et des filles durant la démobilisation et la réinsertion. Sont joints au document un questionnaire pour l'évaluation des besoins des soldats et une liste de mesures envisageables.



Meinrad Schade

- Les morts violentes sont toujours un traumatisme qui perturbe les processus de deuil.
- Les processus de deuil individuels et collectifs exigent que deux conditions essentielles soient préalablement remplies: connaître les circonstances du décès et pouvoir donner aux morts une sépulture digne.
- Les proches de disparus sont plongés dans une incertitude qui les empêche à la fois de poursuivre normalement leur vie et de faire le deuil.
- Les proches de personnes assassinées restent souvent pris dans l'état de la terreur et ne parviennent pas, même à long terme, à surmonter leur douleur.
- La condamnation sociale des crimes et le soutien apporté aux familles des personnes disparues ou assassinées sont essentiels pour la transformation du conflit.

La perte: un thème-clé

Pour aider les gens dont des proches ont disparu ou ont été tués, il est essentiel de traiter cette perte sous l'angle psychosocial. Ces événements sont toujours traumatisants et bouleversent les processus de deuil. (→Fiche 2: Deuil). Mais ce sujet est également important sur le plan politique, du fait que les morts sont la preuve la plus concrète de la destruction. C'est la manière dont sera traitée cette problématique après la fin du conflit qui déterminera les chances de voir la culture de guerre remplacée par une culture de coexistence pacifique (→ Fiche 4: *Dealing with the past*).

Les disparus

Le dilemme des familles

Contrairement aux personnes qui ont été informées des circonstances dans lesquelles un membre de leur famille est mort, ou qui ont pu inhumer son corps, les proches de disparus restent dans l'incertitude. Ils sont sans nouvelles de la personne aimée ou n'ont que des informations contradictoires sur ce qui lui est arrivé et n'ont pas vu son corps. Il leur appartient donc de décider seuls à quel moment l'espoir d'un retour doit être abandonné. S'ils se résolvent à l'idée que la personne disparue est morte, ils auront le sentiment de l'avoir trahie ou de l'avoir eux-mêmes tuée. Et si, par esprit de loyauté, ils se comportent comme si cette personne était vivante, ils nieront quotidiennement la perte vécue. Ce dilemme est un paradoxe inévitable qui déstabilise complètement les proches de disparus.



Malgré tout, les familles finissent par s'habituer peu à peu à leur nouvelle réalité. Elles se réorganisent dans le cadre de la recherche des disparus. L'instabilité et l'incertitude perdurent et commencent à faire partie du fonctionnement «normal» de la famille. Tout projet d'avenir sans la personne disparue – par exemple une femme qui initie une nouvelle relation amoureuse ou qui se consacre à des activités qui n'ont

rien à voir avec la recherche de son mari – entraîne des conflits de loyauté et provoque de lourds sentiments de culpabilité.

Séquence	Thèmes-clés et perspectives d'empowerment
Durant la persécution/chronicisation	Lorsque les proches de personnes disparues cherchent à obtenir des renseignements sur le sort de ces dernières, on leur répond en général par la menace et l'intimidation. Ces parents sont souvent isolés, les autres membres de la communauté ayant peur de se solidariser avec eux. Thèmes-clés pour le soutien à apporter aux familles ■ Chercher les personnes portées disparues, collecter des informations sur ce qu'elles sont devenues. ■ Reconnaître et comprendre le dilemme. ■ Traiter les conflits de loyauté suscités par la disparition et soutenir des activités orientées vers l'avenir. ■ Rompre l'isolement, rechercher des contacts avec d'autres personnes qui ont vécu une situation similaire et/ou avec lesquelles la famille peut partager son vécu. ■ Apprendre à gérer la peur et la souffrance. ■ Reconnaître les sentiments contradictoires que l'on nourrit à l'égard de soi-même, de sa famille et du disparu. ■ Représenter symboliquement la situation transitoire entre ce que l'on était (mère, père, époux, épouse, etc.) et ce que l'on sera au moment où la mort de la personne disparue aura été établie (veuf, veuve, etc.). ■ Permettre une reconnaissance de la perte réelle sans qu'il en résulte une condamnation à mort de la personne disparue. Perspectives d'empowerment ■ Conseils et assistance juridiques. ■ Conseils psychosociaux, groupes d'entraide. ■ Aide à l'organisation autonome des personnes concernées. ■ Soutien aux droits de l'homme dans ce domaine.
En exil	Les membres d'une famille contraints de quitter le pays se sentent encore plus désarmés du fait qu'ils n'ont pas la possibilité de rechercher directement les disparus. En plus des sujets évoqués ci-dessus, il s'agit donc de traiter avec les proches en exil les problèmes liés aux sentiments d'impuissance et de culpabilité provoqués par l'impossibilité d'agir concrètement en raison de la distance qui les oblige à interrompre leurs recherches.



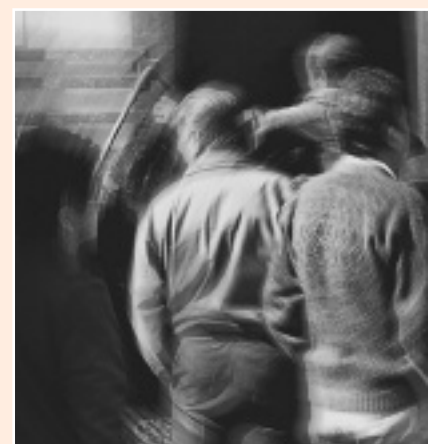
Après la fin du conflit, il s'agit en premier lieu d'éclaircir le sort des disparus. Leur décès se confirme tôt ou tard dans la plupart des cas. Il faut alors que les proches acceptent cette perte définitive. La découverte du corps facilite le processus de deuil, mais constitue souvent un traumatisme en soi lorsque la dépouille (p.ex. squelette) ne ressemble pas à la personne disparue. Si l'on ne retrouve pas le corps – parce qu'il a été brûlé ou placé en un lieu inaccessible –, il reste toujours un fragment d'incertitude. En conclusion, le deuil est toujours un processus difficile.

Thèmes-clés pour le soutien à apporter aux proches

- Obtenir une certitude sur le sort du disparu.
- Trouver une «dernière demeure» concrète ou symbolique pour le défunt.
- Accompagner cette nouvelle phase du processus de deuil.
- Aider à surmonter la peur liée au fait de devoir réorienter sa vie.
- *Dealing with the past* (→ Fiche 4).

Perspectives d'empowerment

- Conseils psychosociaux.
- Aide aux familles pour:
 - engager les démarches nécessaires pour retrouver les corps et élucider publiquement chaque cas;
 - faire pression pour obtenir la reconnaissance publique des crimes commis et la punition des coupables;
 - obtenir des réparations;
 - organiser des rituels de deuil et honorer symboliquement les morts si les corps ne sont pas retrouvés.





Reconnaissance et représentation du statut «ni-ni»

Une femme dont le mari est porté disparu n'est ni épouse, ni veuve. En fait, elle n'est ni l'une ni l'autre, et pourtant les deux à la fois. Les proches de personnes disparues vivent dans un *no man's land* pour lequel aucune société ne connaît de désignation. C'est pourquoi il est essentiel de reconnaître la réalité de ce statut intermédiaire pour la santé mentale des personnes concernées. Le gouvernement chilien, par exemple, a instauré après la fin de la dictature une rente pour les familles des disparus. Celles-ci pouvaient ainsi obtenir des prestations de l'État sans devoir prouver au préalable la mort de la victime. Les familles peuvent aussi dépasser l'absence de statut social (liminalité) lorsqu'elles parviennent à faire connaître publiquement l'existence et le destin des disparus dans le cadre d'un travail de promotion des droits humains, et à partager leur souffrance personnelle avec d'autres au moyen d'actions politiques. De cette manière, elles peuvent représenter symboliquement leur statut intermédiaire «ni épouse, ni veuve» en étant publiquement reconnues comme des femmes de disparus.

Mères politisées

Il s'agit en majorité de femmes qui s'organisent en conformité avec leurs rôles traditionnels de mère et d'épouse lorsque des membres de leur famille disparaissent. Les *Madres* de la Plaza de Mayo argentines ont fait école avec leurs actions, et incité beaucoup de femmes d'autres pays à s'organiser. Mais avant d'obtenir une reconnaissance internationale, elles eurent un long chemin à parcourir en surmontant leur crainte non seulement des militaires, mais aussi des conventions sociales qui confinent les femmes à la sphère privée. Ces expériences eurent pour effet de les politiser de façon radicale: elles ne tardèrent pas à mettre en question non seulement la junte, mais aussi les conceptions patriarcales de la féminité.

Les femmes qui gagnent en autonomie par leur résistance à la terreur se trouvent dans une situation ambiguë. Il est vrai, d'une part, qu'en agissant pour se défendre notamment

contre un sentiment d'impuissance traumatisant, elles accroissent réellement leur champ d'action. D'autre part, ce nouveau pouvoir s'obtient en vertu de pertes douloureuses, ce qui lui donne un goût amer et peut provoquer des sentiments de culpabilité, puisqu'il est contraire à l'idée que ces femmes avaient auparavant de leur propre rôle. Le fait d'associer le processus d'*empowerment* à l'identité de «proche d'un disparu» est nuisible à long terme: les survivantes restent alors fixées sur les membres de leur famille qu'elles ont perdus et risquent de ne pas être prises au sérieux en tant que personnes à part entière dans tout domaine extérieur à cette problématique.

De la difficulté de s'accommoder des injustices subies

«Ils nous les ont pris vivants, nous voulons qu'ils nous les rendent vivants» proclamaient les *Madres* en Argentine. Elles voulaient contraindre l'État non seulement à identifier autant que possible chaque mort et à faire la lumière sur les crimes, mais aussi à poursuivre en justice et à punir les coupables. Par leurs actions, elles ont empêché que l'on oublie les disparus et que l'on nie le passé. Mais il ne suffit pas de connaître les faits pour les accepter et clore le processus de deuil. Ce dernier ne fait qu'entrer dans une nouvelle phase. Et la revendication des *Madres* – qui témoigne d'un certain déni de réalité – montre à quel point ce processus est complexe. De ce fait, il est non seulement utile, mais nécessaire, de prévoir un accompagnement social du processus de deuil sur plusieurs générations, en gardant à l'esprit qu'il ne s'agit ni d'oublier le passé, ni de contraindre les proches de victimes à pardonner ces crimes (→ Fiche 4: *Dealing with the past*).

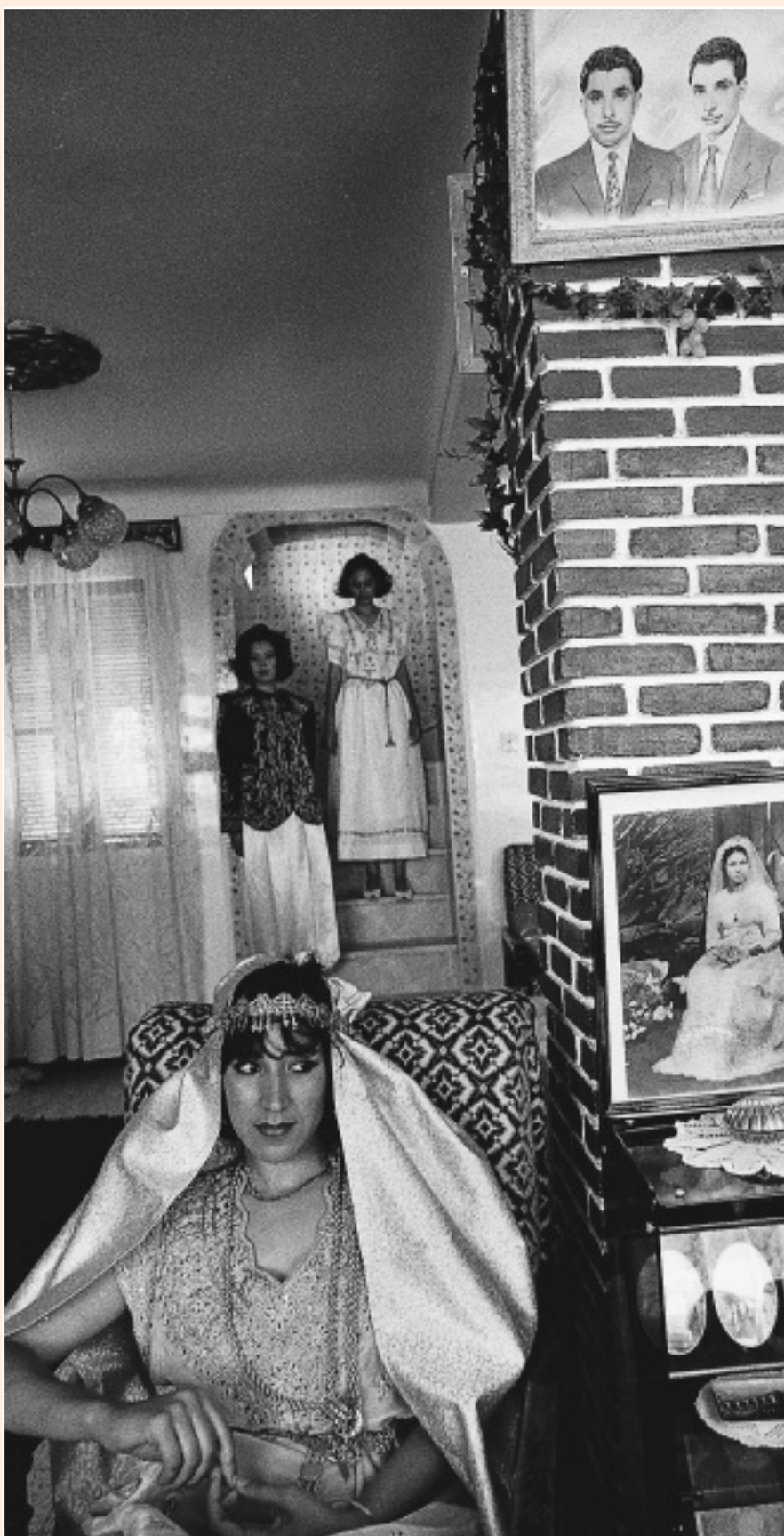
Les personnes assassinées La perte traumatique

Plus une mort est soudaine et brutale et moins elle est socialement acceptée et intégrée, plus le processus de deuil est difficile à accomplir. Les circonstances d'un décès et le jugement social porté sur celui-ci déterminent toujours l'impact subjectif de cette perte. La situation est totalement différente selon qu'une personne

est décédée des suites d'une longue maladie, a été assassinée devant sa maison ou est tombée à la guerre en tant que soldat des troupes régulières.

Contrairement à ce qui se passe avec les personnes disparues, la mort des personnes assassinées ou tombées à la guerre ne donne lieu à aucune contestation. Mais les circonstances rendent son acceptation très difficile et prolongent indéfiniment le deuil: les survivants ne parviennent pas à se détacher du mort et restent aux prises avec la terreur et le désespoir. Ils sont envahis par la culpabilité et par une colère qu'ils dirigent contre eux-mêmes, par la passivité et le sentiment qu'il n'existe aucune issue. Il arrive souvent qu'ils souhaitent mourir pour se rapprocher du mort (→ Fiche 2: Deuil).

Le processus de deuil reste durablement associé à la peur des conflits et à leur violence. L'image intérieure que l'on garde de la personne décédée est marquée par la brutalité de sa mort et masque les sentiments multiples (amour et haine) qu'on lui portait de son vivant. Il faut redécouvrir ceux-ci au cours du processus de deuil pour pouvoir vraiment faire ses adieux au défunt et, en même temps, en conserver un souvenir intégral. Après une mort brutale, on a souvent tendance à nier ses propres sentiments négatifs, afin de se protéger symboliquement soi-même et la personne décédée de l'agression réelle que constituent les circonstances de sa mort. Les sentiments positifs à l'égard du défunt sont renforcés, sans pour autant résister à l'image intérieure de la terreur. C'est ainsi par exemple qu'un Angolais gardait le souvenir de son père décapité par des Portugais sous ses yeux. Il lui fallut de nombreuses années pour redécouvrir un père à la fois gentil, qui lui racontait des histoires, et dur, qui l'avait parfois battu avec la plus grande brutalité.





Séquence	Thèmes-clés et perspectives d'empowerment
Durant les persécutions/chronicisation	La période de persécution empêche généralement tout processus de deuil. Les corps ne sont souvent même pas remis aux familles et les enterrements sont fortement entravés. La famille est elle-même exposée à des persécutions. Dans les phases chroniques du conflit, il est parfois possible d'inhumer les morts. Le processus de deuil peut alors commencer, mais il est entravé, dans le contexte d'un conflit qui perdure, par le manque de sécurité (physique, matérielle). Thèmes-clés pour le soutien à apporter aux familles ■ Parler de la mort, aider les survivants à mettre de l'ordre dans leurs réactions et à comprendre celles-ci après l'assassinat. ■ Reconnaître les sentiments des survivants, ne pas les nier ni les repousser. ■ Organiser la vie quotidienne (revenu, logement, enfants) maintenant que la personne décédée n'est plus là pour assumer son rôle. ■ Documenter les faits et le travail de promotion des droits humains, afin de rassembler, dans la mesure du possible, des informations concernant chacune des victimes. Perspectives d'empowerment ■ Apporter des conseils psychosociaux aux survivants. ■ Encourager des processus communautaires de soutien aux survivants. ■ Soutenir le travail de promotion des droits humains. ■ Adapter les rituels de deuil et d'inhumation aux circonstances.
Après les persécutions/la fin de la guerre	Après la guerre, lorsque la situation sociopolitique est suffisamment stable, les survivants peuvent se consacrer à leur travail de deuil. Le fait de s'occuper publiquement des morts contribue en outre à stabiliser encore davantage la situation. Thèmes-clés pour le soutien à apporter aux familles ■ Débloquer le processus de deuil. ■ Donner aux morts une sépulture définitive. ■ Aider à surmonter la peur liée au fait de devoir réorienter sa vie. ■ <i>Dealing with the past</i> (→ Fiche 4). Perspectives d'empowerment ■ Apporter des conseils psychosociaux. ■ Aider les familles à – accélérer l'exhumation et les obsèques des morts mal enterrés (voir exemple du Zimbabwe); – lutter pour obtenir une reconnaissance officielle des crimes commis; – faire pression pour que les coupables soient traduits en justice et condamnés; – obtenir des réparations.



Rituels funéraires et cérémonies d'inhumation

Au cours du rituel de deuil, amis et voisins se réunissent et montrent aux membres de la famille qu'ils ne sont pas seuls avec leur chagrin. Le fait que la communauté reconnaisse cette perte transforme la douleur individuelle en souffrance partagée avec d'autres, au moins ponctuellement. Ce rituel facilite le deuil des personnes immédiatement concernées, mais exerce aussi un effet thérapeutique sur la communauté, qui a été ébranlée par cette mort violente et affaiblie par la perte d'un de ses membres.

Les cérémonies d'inhumation aident à accepter la mort et à honorer la personne décédée. Dans la plupart des cultures, on pense que les morts continuent d'exister dans une autre dimension. Les rituels d'inhumation tentent de faciliter ce passage et définissent la nouvelle relation qui unit les vivants aux morts. «Nous accomplissons ces rituels afin que la communication entre les esprits des morts et les vivants soit paisible» dit un guérisseur angolais, expliquant ainsi la signification de cette cérémonie pour l'ordre psychologique et social.

La problématique des veuves

Dans la plupart des sociétés, hommes et femmes ont un statut totalement différent après la mort de leur conjoint. Après la fin de la période de deuil officiel, les hommes reprennent en général la vie normale d'un membre masculin de la communauté. Il en va tout autrement pour les veuves: l'identité des femmes est presque partout fonction de celle de son mari. Une femme qui, tout à coup, ne «fait plus partie de cet homme» – celui-ci n'étant plus là pour la protéger et la contrôler – est perçue comme une menace pour l'ordre social. Dans beaucoup de sociétés africaines comme dans le contexte hindouiste, ces femmes sont souvent considérées comme impures et soumises à des restrictions très strictes, parfois jusqu'à la fin de leur vie. L'ethnologue Maurice Bloch constate que ces femmes sont associées à l'aspect contaminant du mort dont elles «faisaient partie»; leur impureté rituelle et leur deuil sont le canal par lequel la

communauté règle son rapport à la mort (Ramphela, 1996).

Lorsque les belligérants fêtent leurs morts comme des héros, leurs épouses deviennent des symboles. Mamphela Ramphela (1996) décrit avec amertume comment la monopolisation des morts par le mouvement antiapartheid sud-africain était souvent en contradiction avec les besoins des épouses en deuil: obligées de participer à la commémoration sociale de leur mari combattant, elles n'avaient pas le droit d'exprimer publiquement leur colère, leur frustration ou leur tristesse face à cette perte. La signification politique donnée à la mort peut parfois aider les veuves ou les mères de martyrs dans leur deuil, mais elle risque aussi de l'inhiber lorsque la douleur personnelle – comme en Palestine – est jugée politiquement inopportune, ou si les femmes ne sont plus perçues que dans leur rôle de représentantes des morts.

Le soutien psychosocial apporté aux veuves doit tenir compte de leur statut social, des contraintes que ces femmes ont intériorisées et de leurs aspirations personnelles. Mais il

Guérison par l'honneur rendu aux morts

L'ONG zimbabwéenne Amani Trust fit une enquête dans 21 centres de santé du Matabeleland et constata en 1999, soit 12 ans après la fin de la répression exercée par le gouvernement central contre les Ndebele, que 20% des patients avaient pensé au suicide au cours des deux semaines précédentes, et que 49% des personnes interrogées présentaient des symptômes de dépression. L'ONG offrit une assistance psychologique (trauma counselling) et ses psychologues virent que les gens attribuaient nombre de leurs problèmes émotionnels et sociaux au mécontentement des esprits de leurs ancêtres. À l'époque, les soldats avaient enfoui les personnes qu'ils avaient tuées dans des charniers. Les esprits des morts ne pouvaient par conséquent pas trouver de repos. Amani Trust renonça au «trauma counselling» et lança dans les communes un processus au cours duquel les fosses communes furent ouvertes, les morts identifiés par des méthodes simples de médecine légale, puis dignement inhumés par leurs familles en présence de toute la communauté. Les honneurs publics rendus aux morts et la place réservée à ceux-ci dans la vie de la communauté permirent aux vivants de faire intérieurement leurs adieux, de sorte que les événements ayant causé la mort de leurs proches appartiennent désormais au passé.

Source: Eppel, 2005



serait illusoire de chercher des solutions individuelles à cette problématique des veuves: leur marginalisation doit être remise en question publiquement. Le processus social qui consiste à surmonter la stigmatisation est une partie essentielle de la transformation du conflit dans une perspective d'équilibre entre hommes et femmes.



Ressources

Edelman L., Kordon D. et Lagos D. (1998)

Transmission of Trauma. The Argentine Case.
In: Danieli Y (ed.). International Handbook of
Multigenerational Legacies of Trauma.
New York: Plenum Press.

Eppel S. (2005)

Healing the dead to transform the living:
exhumation and reburial in Zimbabwe.
In: Borer, T. (ed.), Telling the Truths. Truth
Telling and Peacebuilding in Post Conflict
Societies, University of Notre Dame Press,
Notre Dame

Guzman Bouvard M. (1994)

Revolutionizing Motherhood. The Mothers of
the Plaza de Mayo.
Wilmington: Scholarly Resources.
*Un remarquable historique du plus célèbre
mouvement spontané de proches de personnes
disparues; peut servir d'inspiration pour des
familles qui se trouvent dans une situation
analogue.*

Hamber B. and Wilson R. (2002)

Symbolic Closure through Memory,
Reparation and Revenge in Post-Conflict
Societies.
www.brandonhamber.com/publications/jour-symbolicclosure.htm

Ramphela M. (1996)

Political widowhood in South Africa:
The embodiment of ambiguity. Daedalus.
www.findarticles.com

Torture et prisonniers politiques

- Nul ne survit en héros à la torture. Quel que soit le comportement adopté par la victime, il est erroné, puisqu'il trahit soit son instinct de survie, soit ses convictions profondes.
- Les effets de la torture subsistent bien au-delà de l'acte en soi, car les victimes gardent le sentiment d'avoir participé activement à leur propre destruction.
- Même la libération est généralement vécue comme une expérience traumatisante.
- La torture et la détention pour des motifs politiques exercent aussi un effet traumatisant sur l'entourage. Il ne faut donc pas seulement prévoir une assistance juridique et psychosociale pour les victimes, mais aussi pour leurs proches.



DDC/François Rohner (Photo Filire)

Définition de la torture (Convention des Nations Unies contre la torture de 1984)

Article 1: «Aux fins de la présente convention, le terme «torture» désigne tout acte par lequel une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, sont intentionnellement infligées à une personne aux fins notamment d'obtenir d'elle ou d'une tierce personne des renseignements ou des aveux, de la punir d'un acte qu'elle ou une tierce personne a commis ou est soupçonnée d'avoir commis, de l'intimider ou de faire pression sur elle ou d'intimider ou de faire pression sur une tierce personne, ou pour tout autre motif fondé sur une forme de discrimination quelle qu'elle soit, lorsqu'une telle douleur ou de telles souffrances sont infligées par un agent de la fonction publique ou toute autre personne agissant à titre officiel ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite. Ce terme ne s'étend pas à la douleur ou aux souffrances résultant uniquement de sanctions légitimes, inhérentes à ces sanctions ou occasionnées par elles.»



Torture

La torture n'a jamais pour seul objectif d'obtenir des informations, mais toujours de parvenir à la destruction effective et symbolique de la victime. Il s'agit de la briser sur les plans physique et mental, et de démontrer ainsi à ses amis, à ses compagnons de lutte et à tout son entourage qu'il est impossible de vaincre l'opresseur.

Par la torture, on inflige des douleurs physiques insupportables aux gens. Le viol et la violence sexuelle figurent toujours parmi les instruments de torture utilisés, indépendamment du sexe de la victime (→ Fiche 8: *Violence sexospécifique*). La violence physique donne naissance à un dilemme mental qui brise toute résistance chez le détenu: soit il trahit ses convictions politiques et ses compagnons de lutte pour défendre sa vie, soit il défend ses convictions et accepte par là même de compromettre ses chances de survie. Même les victimes n'ayant aucune activité politique et ignorant ce que veulent leurs bourreaux sont confrontées à ce dilemme: comme elles n'ont rien à dire, elles inventent quelque chose (qui ne peut être qu'un mensonge) et renforcent ainsi la menace qui pèse sur elles, ou elles s'enferment dans le mutisme, donnant l'impression de dissimuler des faits et mettant ainsi leur vie en danger. Quel que soit son passé, le détenu doit en fin de compte prendre une décision qui ne peut que lui être néfaste et qui porte toujours sur des éléments qui se trouvent au cœur même de ce qui donne un sens à la vie. La technique consistant à soumettre les gens à une tension extrême, puis à les placer face à une décision vitale, qui sera de toute manière inacceptable, ne peut qu'engendrer la folie. En psychologie, ce piège, qui porte le nom de double contrainte (injonction paradoxale), ne peut être tendu que dans une situation de dépendance totale, telle la relation qui unit par exemple la mère et son nouveau-né, mais aussi le bourreau et sa victime. La «mère-bourreau» n'entend toutefois pas ôter la vie à l'«enfant», mais la détruire. Le détenu torturé n'a pas d'autre choix que de se soumettre à cette dépendance. S'il se révolte et subit sans cesse de nouveaux sévices, jusqu'à la mort, il sera peut-être

parvenu à ne rien dévoiler et à trouver une issue libératrice dans la mort, mais il aura tout de même dû se soumettre sans condition à la volonté destructrice de son tortionnaire. S'il parle et abandonne toute résistance, il se soumet toutefois aussi, et la vie perd tout son sens à ses yeux.

Les conséquences destructrices subsistent longtemps après la torture, car la structure psychique de l'individu a été ébranlée dans ses fondements mêmes. Les victimes gardent le sentiment d'avoir participé activement à leur propre destruction. Elles culpabilisent et se dévalorisent. On ne survit jamais en héros à la torture. Nombre d'anciens détenus tentent malgré tout de se convaincre, et de convaincre leur entourage, qu'ils sont demeurés intacts. Ils espèrent, et c'est bien compréhensible, être moins anéantis par la torture qu'ils ne le sont en réalité, et ils craignent de plus la compassion des autres. À leurs yeux, cette compassion est dévalorisante, car elle confirme que leur bourreau a atteint son objectif et qu'ils ne pourront plus jamais avoir de relation d'égal à égal avec autrui.



Le traumatisme causé par la torture ne détruit pas seulement la capacité d'aimer et de travailler, mais aussi celle de haïr sainement. Le degré de haine que les victimes ont expérimenté les prive en général de la capacité de se mettre véritablement en colère contre ce qu'ils ont vécu et, partant, de gérer ce vécu. Si leur attitude relève souvent de l'autodestruction, il leur arrive aussi de se montrer violents envers les membres de leur famille ou leurs amis. Le manque d'agressivité contre l'opresseur ou le fait de la diriger contre soi-même ou contre des personnes aimées provient du fait que le bourreau s'est pour ainsi dire glissé sous la peau de sa victime, prenant entière possession de son sentiment agressif.

Prisonniers politiques

Le droit international ne fournit pas de définition générale du prisonnier politique. On considère le plus souvent comme des prisonniers politiques les personnes qui sont arrêtées ou condamnées à de lourdes peines en raison de leurs convictions politiques, qui n'ont pas le droit d'être défendues par un avocat, etc.

Les avis divergent quant au moment à partir duquel une personne ayant enfreint le droit en vigueur devient un prisonnier politique. Il est relativement facile d'affirmer qu'un opposant au régime est un prisonnier politique, même si la liberté d'opinion est interdite dans son pays et qu'il a donc violé la loi en exprimant son avis. L'appréciation devient plus difficile dans le cas d'une personne arrêtée parce qu'elle a recouru à la violence pour s'opposer au régime en place. Cette personne a-t-elle droit au statut spécial de prisonnier politique? Jusque-là, cette question a appelé des réponses très diverses en fonction du contexte. Mais la décision de reconnaître à une personne la qualité de prisonnier politique ne s'appuie finalement pas tant sur le droit en vigueur dans le pays concerné. Elle ressort bien plus des réflexions menées à l'échelle internationale sur l'appréciation des relations politiques nationales et des conventions internationales conclues dans ce domaine.



DDC/Fritz Berger (Photo Filire)



Séquences	Thèmes-clés et perspectives d'empowerment
Arrestation et torture	L'arrestation et la torture qui lui succède souvent immédiatement sont des épreuves extrêmement traumatisantes, que les personnes concernées aient été préparées ou non à cette éventualité. Les membres de la famille et les amis sont, eux aussi, directement touchés par ces événements et font partie intégrante de la situation traumatique. Thèmes-clés ■ Manière dont l'arrestation s'est déroulée (en présence de membres de la famille ou sans le moindre témoin, par surprise ou non, par des organes officiels de l'État, la police secrète ou un groupe paramilitaire). ■ Peur de la mort et risque de mourir pour le prisonnier, insécurité et peur pour les proches non emprisonnés. ■ Est-il possible de garantir un niveau minimal de sécurité du droit (confirmation de l'arrestation, notification des motifs, autorisation d'avoir des contacts avec l'extérieur et assistance juridique, non-recours à la torture)? Perspectives d'empowerment ■ Assistance psychosociale et juridique pour les proches: – Déterminer le lieu de l'arrestation. – Obtenir la confirmation officielle de l'arrestation. – Trouver un avocat pour défendre la personne arrêtée. – Établir une communication directe avec la personne arrêtée. – Parler de l'insécurité et de la peur dans la situation actuelle. ■ Mobilisation d'appuis nationaux et internationaux. ■ Si possible, assistance psychosociale au détenu (avocat, délégué du CICR, etc.): établir le contact avec des co-détenus, proposer au détenu de parler de ce qu'il ressent, analyser ensemble la menace et le conforter dans l'idée qu'il ne sert à rien de risquer sa vie par «héroïsme».
En détention	La vie en prison est marquée par la présence simultanée de règles très strictes et de l'arbitraire le plus absolu. L'incertitude quant à la durée de la détention en fait partie. Les détenus ignorent souvent s'ils seront jugés et, si oui, quand; s'ils resteront en prison pendant des semaines ou des années. À l'inverse, la vie quotidienne est réglée jusque dans les moindres détails; les détenus sont infantilisés et perdent toute autonomie. Les abus de pouvoir et les mauvais traitements infligés sporadiquement ou régulièrement par les gardiens ne font que renforcer ce processus. Parfois, les détenus créent des groupes basés sur la solidarité, d'autres fois leurs relations sont empreintes de violence, de brutalité et d'abus. Peu à peu, ils s'habituent cependant à leur condition. Ce qu'ils considéraient naguère comme une situation d'exception et comme l'anéantissement de leur vie devient leur monde. De leur côté, les membres de la famille s'habituent à vivre sans le détenu. Même lorsque les visites sont possibles, on assiste à un détachement progressif. Les membres de la famille et les détenus évitent de parler de leurs soucis pour ne pas s'inquiéter mutuellement, ce qui rend les échanges intimes de plus en plus difficiles.



En détention

Thèmes-clés

- Adaptation et acceptation du monde carcéral.
- Gestion du souvenir traumatique de la torture.
- Structure des relations entre les membres de la famille et le détenu.
- Situation juridique du détenu et des membres de la famille.

Perspectives d'empowerment

- Aide aux détenus:
 - Tout mettre en œuvre pour obtenir le statut de prisonnier politique.
 - Assurer une protection juridique.
 - Œuvrer pour l'amélioration des conditions de détention.
 - Fournir l'accès à l'information (journaux et livres, p. ex.).
 - Encourager la formation de groupes parmi les détenus.
 - Élaborer des perspectives d'avenir pendant la détention (perfectionnement, écriture, recherche, etc.).
- Assistance psychosociale pour les membres de la famille (entretiens sur la peur et sur l'ambivalence des sentiments à l'égard du détenu et de soi-même, aide pour couvrir les besoins matériels, soutien pour surmonter les problèmes de communication entre le détenu et les membres de sa famille, etc.).
- Mobilisation de la solidarité aux niveaux national et international.

Libération/après la détention

Même si nombre de réfugiés rêvent pendant des années de leur libération, elle constitue en fin de compte une épreuve traumatisante. La vie en liberté s'avère conflictuelle, car l'altération des relations avec les membres de la famille devient patente. Beaucoup de choses ont changé et les anciens détenus se sentent souvent démunis et dépassés. Moins la libération correspond au rêve de liberté ayant permis de supporter des années de détention, plus cette expérience s'avère traumatisante.

Thèmes-clés

Gestion du traumatisme de la libération:

- Adaptation à la vie en liberté.
- Sentiments inattendus de perte à l'égard de la prison et des co-détenus.
- Relations conflictuelles entre l'ancien détenu et les membres de sa famille.
- Insécurité du droit et risque d'être à nouveau arrêté.
- Lutte pour faire reconnaître, à titre rétroactif, le caractère illégitime de la détention, considérée comme une violation du droit.

Perspectives d'empowerment

- Assistance psychosociale pour les anciens détenus et les membres de leur famille (réorientation, reconnaissance des diverses pertes pour toutes les personnes concernées, rétablissement de la communication directe, etc.).
- Assistance juridique et politique dans le but d'obtenir justice.



Ressources

Amnesty International

www.amnesty.org

Barrois Cl. (1988)

Les bases fondamentales du traitement des troubles psychiques de guerre. Annales de Psychiatrie, vol.3, n°2, 119–121.

Coalition des ONG internationales contre la torture (CINAT)

www.apf.ch/cinat.htm

Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT)

www.cpt.coe.int/fr/

Comité international de la Croix-Rouge (CICR)

www.icrc.org/

Société internationale pour la santé et les droits de l'homme (ISHHR)

www.ishr.org/



DDC/Silvia Voser (Photo Filtre)

- Les mesures de prévention doivent tenir compte du fait que la traite d'êtres humains est souvent le fait de personnes en qui les victimes avaient confiance.
- Sécurité et volonté des victimes sont prioritaires dans toute action visant à leur venir en aide.
- Le degré de traumatisme dépend aussi de la manière dont les victimes sont traitées après leur libération, que ce soit par les autorités, par les organismes d'aide ou par leur famille.

Qu'est-ce que la traite d'êtres humains?

La traite d'êtres humains est une forme moderne d'esclavage. On utilisait autrefois le terme de traite des blanches pour le commerce de femmes et de filles à des fins d'exploitation sexuelle. Aujourd'hui, la traite d'êtres humains englobe tous les actes par lesquels on livre des personnes à un système d'exploitation qui viole leur droit fondamental de disposer d'elles-mêmes. Les femmes et les filles sont en général vendues à des réseaux de prostitution, ou asservies comme domestiques. Enfants et adultes sont exploités pour leur force de travail. Ce commerce est également pratiqué pour le prélèvement d'organes.



Les réseaux de trafiquants profitent du désir que l'on peut avoir de changer d'existence en émigrant. Ce trafic est favorisé par la demande qui se manifeste sur les lieux de destination et par des lois sur l'immigration qui rendent les voyages légaux pratiquement impossibles. Cependant, la traite d'êtres humains ne se résume pas à l'activité du passeur, qui transporte illégalement des personnes à travers des frontières contre rémunération, ni au fait de travailler dans des conditions d'exploitation. On parle de traite d'êtres humains ou de trafic humain en présence des facteurs suivants :

■ **Perte de contrôle**

La victime ne peut plus changer sa situation, parce qu'elle est menacée, parce que ses dettes l'on fait tomber dans un état de servitude, etc.

■ **Contrainte ou promesses fallacieuses**

La victime est placée dans sa situation de dépendance par la force ou par la tromperie.

■ **Violation de principes éthiques et légaux**

Le recrutement, le transport et la vente d'un être humain sont contraires à l'éthique, aux droits humains et aux lois.

■ **But commercial**

L'exploitation d'une personne procure des gains financiers.

Ces facteurs décrivent clairement une situation traumatique (→ Fiche 2: *L'approche psychosociale: principes généraux et notions-clés*). Quand des femmes et des filles font l'objet d'un commerce pour la prostitution ou pour d'autres types d'exploitation sexuelle, cette traite est une forme de violence sexospécifique (→ Fiche 8: *Violence sexospécifique*).

Position par rapport aux séquences d'un conflit

La traite d'êtres humains existe aujourd'hui partout dans le monde, qu'il y ait ou non une situation de conflit armé. Elle s'aggrave toutefois sérieusement quand l'ordre juridique n'a plus cours, avec la destruction des réseaux protecteurs et l'extension de la misère. Ce trafic est présent dans toutes les séquences d'un conflit (→ Fiche 5b: *Analyse des traumatismes séquentiels*), mais se trouve considérablement favorisé par la vulnérabilité des gens en fuite. Les femmes et les enfants des camps de réfugiés sont particulièrement exposés à ce risque (→ Fiche 9: *Réfugiés et déplacés internes*).

Séquence	Thèmes-clés et perspectives d'empowerment
Avant la traite	Thèmes-clés La traite d'êtres humains se trouve favorisée dans le pays d'origine par les facteurs suivants: ■ Mauvaise situation économique, possibilités de formation restreintes. ■ Justice et police inefficaces et/ou elles-mêmes impliquées dans la traite d'êtres humains. ■ Vide juridique concernant la migration de travailleurs, absence de protection contre l'exploitation liée à l'émigration. ■ Opinion publique peu informée concernant le sort des victimes et les méthodes des trafiquants. ■ Discrimination des femmes, exploitation des enfants, grand nombre d'enfants non protégés. ■ Flux migratoires (p. ex. exode rural). Perspectives d'empowerment ■ Les mesures de prévention doivent être pluridimensionnelles et se concentrer sur la protection des groupes particulièrement vulnérables (précarité économique et sociale). <i>Exemples: la fondation Terre des hommes s'efforce de renforcer les mécanismes de protection des communautés de migrants (p. ex. réseaux de contacts entre les personnes qui cherchent du travail ailleurs et leurs familles); un projet pilote soutenu par la DDC en Moldavie encourage les activités rémunérées de groupes particulièrement vulnérables.</i>
Recrutement	Thèmes-clés Voici des scénarios de recrutement courants: ■ Les victimes de la traite se laissent duper par des entremetteurs, des organisations de placement, des annonces, etc. ■ Des parents, des voisins ou d'autres personnes proches servent d'intermédiaires, en connaissance de cause ou non, contre rémunération ou non. ■ Nombre de femmes – et surtout d'enfants – pris au piège de la traite d'êtres humains voulaient au départ échapper à un contexte familial insupportable et généralement marqué par la violence. ■ Des enfants sont parfois vendus par leurs parents, qui savent pourtant pertinemment qu'ils les mettent en danger. Le traumatisme dépend en partie du genre de recrutement et de la manière dont le processus se déroule jusqu'au moment où la victime perd complètement le contrôle de la situation. Si la victime a été trompée, elle a le sentiment que c'est de sa faute; et si elle a été abusée par des proches, le sentiment de trahison risque de compromettre sa capacité de faire confiance à autrui. Perspectives d'empowerment ■ Il convient d'informer les victimes potentielles de la traite d'êtres humains sur les agissements des trafiquants. Mais les campagnes d'information n'ont qu'une efficacité très limitée lorsque le trafic implique des proches agissant en toute connaissance de cause.



	Exploitation	Il existe différentes formes d'exploitation, mais la situation vécue par la victime se caractérise toujours par la perte de contrôle sur sa vie et par un sentiment d'impuissance. La personne exploitée est isolée du monde extérieur et menacée de représailles contre elle-même ou des membres de sa famille si elle s'avise de chercher de l'aide.
	Libération et prise en charge dans le pays de destination	Thèmes-clés La personne exploitée peut être libérée par des actions ciblées de la police, par des interventions d'ONG ou grâce à des témoignages de la population (p. ex. clients de prostituées). Du fait qu'elles sont elles-mêmes témoins d'actes criminels et qu'elles connaissent des organisations impliquées, les victimes libérées sont réellement menacées; elles souffrent en outre des répercussions de leur exploitation. La législation en vigueur dans la plupart des pays ne permet pas aux victimes d'y rester aussi longtemps qu'elles le voudraient – et qu'il le faudrait – pour qu'elles puissent se rétablir correctement. Perspectives d'empowerment ■ Le point de vue et la volonté de la victime sont prioritaires. Cela va moins de soi qu'il n'y paraît: on entreprend parfois des actions de sauvetage sans que la sécurité des personnes libérées soit garantie et sans que l'on puisse leur offrir des perspectives susceptibles d'améliorer leur situation. Dans ces cas-là, les sauveteurs cherchent davantage à défendre leurs principes moraux ou les intérêts de l'organisation qui les emploie et dont le succès – à leurs yeux et à ceux de nombreux donateurs – se mesure à l'aune du nombre de personnes libérées de l'esclavage. ■ Promotion des revenus: bon nombre de victimes ne sont entrées dans le processus de migration aboutissant à l'esclavage que dans le but de trouver une source de revenus; elles sont souvent endettées.
	Retour au pays	Thèmes-clés Le retour devrait toujours avoir lieu sur une base volontaire et il faut veiller à garantir la sécurité des personnes libérées. Si on les refoule sans prendre de précautions, elles risquent de retomber dans les filets des trafiquants du fait qu'elles leur doivent de l'argent et se trouvent dans une situation économique au moins aussi mauvaise qu'avant leur départ. De plus, elles courent un grave danger si elles ont témoigné contre les trafiquants. Perspectives d'empowerment ■ Établir des connexions avec des programmes spécialisés menés dans les pays d'origine, afin de garantir la prise en charge des personnes libérées. ■ Prendre des mesures ciblées pour protéger ces personnes. <i>Exemple: programme de protection des témoins au Brésil. Ce programme demeure malheureusement l'exception. Les mesures de protection sont insuffisantes dans la plupart des pays.</i>



Thèmes-clés

Le soutien psychosocial doit être adapté à la altération et à la fragmentation psychiques préalablement diagnostiquées (→ Fiche 5a: *Analyse des perspectives d'empowerment*). Principaux thèmes et problèmes à traiter: sentiment d'impuissance et violences subies; problèmes médicaux – VIH/sida, maladies sexuellement transmissibles, sous-alimentation, blessures, etc.; évent. menaces physiques, stigmatisation du fait de son appartenance à telle communauté; détresse économique. Si la victime a été exploitée sexuellement, les conséquences sont comparables à celles de la violence sexospécifique (→ Fiche 8: *Violence sexospécifique*). Pour les enfants, le bilan est souvent encore beaucoup plus lourd: nombre d'entre eux ont été vendus, abandonnés ou trahis par des membres de leur propre famille et sont prêts à tout pour obtenir le moindre signe d'affection. Ils souffrent souvent de graves lésions physiques, mais sont aussi profondément atteints dans leur développement psychique.

Le soutien apporté aux victimes doit porter sur les thèmes suivants:

- Surmonter le sentiment de culpabilité – les victimes se sentent souvent coupables de leur situation; elles doivent pouvoir considérer leur implication avec réalisme et comprendre que les exploiters sont les seuls responsables de leur souffrance.
- Dépasser le sentiment de honte.
- Reprendre le contrôle de son corps et de sa situation.
- Retrouver confiance.
- Apprendre à gérer le stress et la peur.
- Assurer le retour dans la famille d'origine et/ou le recommencement.
- Améliorer la relation avec les enfants et le conjoint.
- Aménager de nouvelles conditions matérielles d'existence.
- Élaborer des perspectives pour une vie avec le VIH/sida.

Perspectives d'empowerment

- Conseils, thérapie, groupes d'entraide.
- Formation professionnelle (→ fiche 17: *Emploi et revenus*).
- Soutien à toute la famille durant la phase de réintégration, en particulier pour les enfants; envisager éventuellement un travail avec des familles d'accueil ou trouver une solution communautaire.
- Mesures visant à appuyer des démarches juridiques et à assurer la sécurité.
- Mesures sociales pour effacer la stigmatisation des victimes (voir mesures à prévoir en cas de violence sexospécifique, fiche 8).

Sensibilisation du personnel

L'habitude a été prise d'informer les experts suisses, avant leur départ, sur la problématique de la traite d'êtres humains. Sur place également, il convient de sensibiliser le personnel national et international, qui risque de se trouver confronté à ce problème dans le contexte professionnel, mais aussi à titre privé

– par exemple en tant que clients de travailleuses de l'industrie du sexe ou en tant qu'employeurs de personnel de maison.



Ressources

La traite d'êtres humains est un thème extrêmement vaste; on trouve sur Internet des exposés détaillés et d'innombrables manuels sur chacun de ses aspects particuliers. En voici une petite sélection:

www.childtrafficking.com – Ce site Internet en anglais de la Fondation Terre des hommes présente une centaine de documents clairement classés par thèmes (migration, réintégration, réhabilitation, etc.), bien choisis et accompagnés d'un bref résumé.

DFAE (2004)

Lignes directrices concernant les mesures de portée internationale visant à prévenir la traite d'êtres humains ainsi que la protection de ses victimes.

Ces directives constituent le cadre de référence pour la coopération internationale pratiquée par la Suisse dans le domaine de la traite d'êtres humains. Elles passent en revue les mesures de prévention et de réhabilitation à prendre dans les pays d'origine et de transit à partir desquels des victimes de ce trafic sont entrées en Suisse. La priorité va actuellement aux pays de l'Est. Une extension de cet engagement aux pays du Sud est envisageable. (Commandes auprès de: DPIV, Section politique humanitaire et migration, Bundesgasse 32, 3003 Berne; Michael Winzap: PAIV-Flüchtlingspolitik@eda.admin.ch)

Dottridge M. (2004)

Kids as commodities? Child Trafficking and What to do about it. Fédération internationale Terre des hommes.
www.tdh.ch

Exposé et commentaire de divers aspects du trafic d'enfants, à télécharger depuis le site web de Terre des hommes.

Kvinnoforum (2003)

European Good Practice on Recovery, Return and Integration of Trafficked Persons. A Study commissioned by the Swedish Ministry of Foreign Affairs.

www.kvinnoforum.org/PDF/goodpractice.pdf
Bon résumé des diverses interventions possibles dans le domaine de la traite des femmes en provenance d'Europe de l'Est. Adresses des organisations compétentes.

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

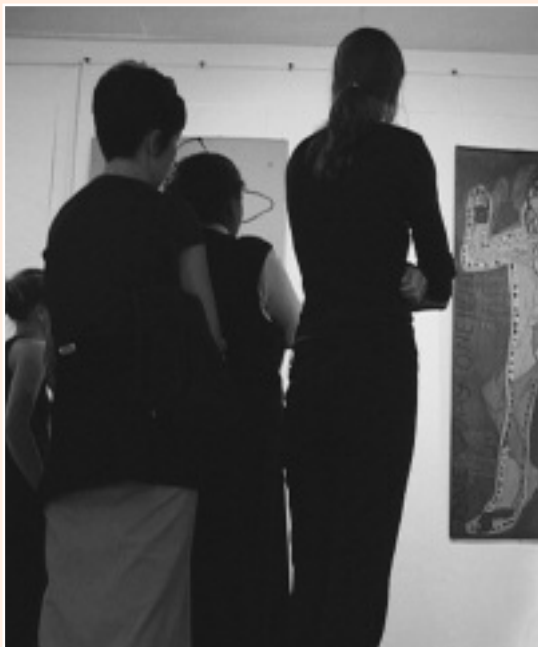
www.iom.int

Informations sur les activités de l'OIM.

Publication particulièrement recommandée: Revisiting the Human Trafficking Paradigm. The Bangladesh Experience.

www.iom.int/DOCUMENTS/PUBLICATION/EN/Full_BangladeshTrafficking_Rpt.pdf

- Le VIH/sida est une menace supplémentaire dans les régions en guerre et mérite une prise en considération aussi attentive que la violence des armes et la faim.
- Les campagnes destinées à promouvoir des rapports sexuels protégés et l'accès aux préservatifs sont donc un élément essentiel de la prévention, même dans les zones en conflit.
- La lutte contre la violence sexuelle constitue d'ailleurs l'un des éléments-clés de la prévention.
- Aujourd'hui, être porteur du virus n'équivaut plus à une condamnation à mort. Les personnes concernées ont donc besoin de soins, de conseils et d'un appui pour élaborer des perspectives d'avenir et améliorer leur qualité de vie.
- Il faut briser l'isolement que la stigmatisation impose aux séropositifs.
- La mort reste un sujet important dans la contexte du VIH/sida et il faut en parler.
- Il importe d'encourager les collaborateurs à s'interroger sur leurs propres tabous.



Medicus Mundi



Le VIH/sida: un thème-clé dans les régions en conflit

La désagrégation des structures sociales, de même que la recrudescence de l'exploitation et de la violence sexuelles pendant un conflit, multiplient les risques et augmentent la vulnérabilité. Le problème s'aggrave d'autant plus que le système de prévention, de soins et d'aide psychosociale s'effondre. Le VIH/sida compte ainsi parmi les thèmes-clés de chaque séquence d'un conflit et sa prévention exige une approche multisectorielle, à l'instar du traitement des conséquences médicales et psychosociales chez les personnes touchées. Le manuel «Mainstreaming du VIH/SIDA: intégrer la lutte contre le VIH/SIDA dans la coopération internationale» de la DDC, ainsi que les nombreux manuels et directives d'autres organisations fournissent d'excellents conseils pratiques dans ce domaine (→ Ressources). Cette fiche se concentre sur certains aspects particuliers du VIH/sida et fournit au personnel de la DDC des indications sur la manière d'aborder ce problème.

Processus de *disempowerment* et perspectives d'*empowerment*

Le sida n'est plus aujourd'hui une condamnation à mort. Les traitements antirétroviraux (TAR) peuvent en effet améliorer sensiblement la qualité de vie et prolonger l'espérance de vie. Toutefois, compte tenu de la menace de mort qu'il fait planer, le sida n'en demeure pas moins un traumatisme psychique. L'infection par le VIH et la maladie du sida s'avèrent d'autant plus traumatisantes que la plupart des gens n'ont pas accès aux traitements TAR et que nombre d'habitants des régions en guerre ou en conflit sont infectés de manière ciblée (viols), puis exclus de la société. Outre le caractère traumatique de la maladie elle-même, on a donc affaire à des processus sociopolitiques lourds de conséquences pour les individus et leurs réseaux

sociaux. Les questions ayant trait à l'approche psychosociale du problème, au type d'aide à fournir ou à ne pas fournir, à la stigmatisation et à la «déstigmatisation» revêtent dès lors une importance croissante. Cette approche est d'autant plus nécessaire que nombre d'organisations d'entraide actives dans la prévention du sida placent à nouveau des convictions religieuses (et les sentiments qui en découlent: culpabilisation, hostilité face à la sexualité et rejet de certaines réalités) avant les connaissances scientifiquement prouvées.

Séquences	Thèmes-clés et perspectives d' <i>empowerment</i>
Avant l'infection	Indéniablement lié à la sexualité, le VIH/sida fait l'objet d'un tabou. Dans les régions en guerre, l'intensification des rapports de force entre les sexes (→ Fiche 1: <i>L'approche psychosociale: introduction</i> et Fiche 8: <i>Violence sexuelle</i>) ne fait qu'aggraver le problème, tandis que l'effondrement des structures sociales et du système de santé augmente les risques. Seule une analyse précise du contexte permet cependant d'apprécier les facteurs de risque. Il arrive en effet que la guerre restreigne la mobilité et réduise ainsi le risque d'infection. Dans toutes les situations, on retrouve néanmoins des thèmes-clés similaires. Thèmes-clés ■ La vie sociale dans les régions en guerre est marquée par des idées sexistes et la violence sexuelle. ■ L'omniprésence de la mort due à la situation politique relativise aux yeux de beaucoup le danger, de prime abord très théorique, du VIH. ■ Le besoin d'intimité, de protection et de plaisir augmente en réaction à la menace et au stress. En même temps, les gens sont souvent séparés de leur partenaire sexuel habituel. Éloignés de leur patrie – soit parce qu'ils sont soldats, soit parce qu'ils sont en fuite – ils manquent d'amis et de soutien moral. Toutes ces données accroissent la prévalence de relations sexuelles peu durables et la multiplication des partenaires. ■ Les femmes ont souvent moins la possibilité de choisir elles-mêmes leurs partenaires sexuels. De plus, pour survivre, elles sont souvent obligées d'accepter des rapports sexuels en échange de biens essentiels. ■ En l'absence de femmes, les rapports sexuels entre hommes deviennent plus fréquents (à l'armée p. ex.), mais demeurent fortement stigmatisés.

Avant l'infection

- Dans les régions en conflit, il est difficile d'obtenir non seulement des informations, mais aussi des préservatifs.
- La sexualité est toujours mue par l'instinct et le désir, et s'accompagne normalement d'un agréable abandon de soi. Ce n'est guère un domaine où la raison s'impose aisément, ce qui ne dégage cependant personne de sa responsabilité.

Perspectives d'empowerment

- Garantir l'accès aux préservatifs.
- Intégrer le VIH/sida dans toutes les activités est une priorité, à plus forte raison dans les zones en conflit.
- Contribuer à prévenir le sida en luttant contre la violence sexospécifique, en particulier la violence sexualisée et la violence sexuelle comme arme de guerre (→ Fiche 8: *Violence sexospécifique*).
- Promouvoir les activités rémunérées pour les femmes.
- Lancer, selon les possibilités, des processus de communication sur la sexualité au sein de tous les groupes concernés (briser le tabou).
- Prévenir le VIH/sida et sa stigmatisation.
- Valoriser le «bon sens» dans un domaine essentiellement «déraisonnable». L'on ne peut pas – et l'on ne doit pas – interdire le plaisir, mais les gens doivent être capables d'assumer certaines responsabilités pour satisfaire leurs désirs.

Séropositivité

Le doute quant à sa propre séropositivité constitue un handicap qui empêche de décider de son avenir en toute connaissance de cause. La peur de savoir ou d'être stigmatisé est souvent si forte qu'elle empêche les gens d'entreprendre les démarches nécessaires pour savoir où ils en sont. De plus, il n'est pas toujours possible de faire un test dans une région en guerre.

Le mode d'infection a une influence sur l'état psychique des personnes séropositives. Une femme aura une attitude très différente face à la maladie et à elle-même, selon si elle a été infectée par des soldats ennemis au cours d'un viol ou par son mari. Dans le premier cas, elle doit surmonter des sentiments tels que l'impuissance, l'humiliation et la colère; dans le second cas, viennent encore s'y ajouter les questions sur les relations de couple, le poids de l'infidélité et la perte de confiance.

Pendant un conflit, il n'est pas possible d'aborder et de traiter avec la même efficacité toutes les questions fondamentales concernant le VIH/sida. Chaque situation déterminera donc s'il est possible, et si oui dans quelle mesure, de s'attaquer aux thèmes psychosociaux ci-après.

Thèmes-clés

- Les tests doivent toujours être volontaires et, pour être utiles, s'accompagner d'une prise en charge et d'un traitement appropriés.
- Il est indispensable de lutter contre la stigmatisation des personnes qui se soumettent à un test.
- Il faut donner la possibilité aux femmes et aux hommes dont le test est positif de parler de leurs sentiments, de leur situation et de leurs problèmes.

Séropositivité

Ce faisant, il importe d'aborder, tant sur le plan cognitif qu'affectif, le choc provoqué par le résultat du test et le mode d'infection. Il convient aussi de susciter la réflexion sur les relations actuelles, leurs possibilités et leurs limites.

- Chez les victimes de violence sexuelle, il faut ajouter à ces thèmes les conséquences engendrées par l'atteinte à l'intégrité corporelle et à l'identité sexuelle (→ Fiche 8: *Violence sexospécifique*).
- Il importe de faire comprendre aux personnes infectées et à leur entourage qu'être séropositif ne signifie pas être malade du sida. Elles doivent en effet redéfinir leur mode de vie sur des bases différentes, mais rien n'exclut ni amitié ni sexualité, du moment qu'elles veillent à ne pas propager le virus.

Perspectives d'empowerment

- Offrir une prophylaxie post-exposition aux victimes de viols et au personnel soignant.
- Mettre des tests à disposition.
- Fournir les moyens au personnel soignant de prendre en charge les personnes auxquelles il faut annoncer un résultat de test positif et de les assister ensuite pendant le traitement. Les membres de l'équipe soignante doivent maîtriser leur peur du virus et leur détresse face à la souffrance des séropositifs.
- Soutenir des projets tels que *Mapping our lives* (→ www.aidsfocus.ch) et des groupes d'entraide (tels que *People living with AIDS*).
- Mettre sur pied des groupes de discussion et d'entraide psychosociale consacrés à la sexualité et fournir des conseils ciblés aux groupes à risque (les soldats, p. ex.).
- Organiser des campagnes pour promouvoir les rapports sexuels protégés.
- Créer des structures, dans les pays où la prévalence du sida est élevée, pour conseiller et traiter les femmes et les hommes séropositifs.

Vivre avec la maladie

En l'absence de traitement, les séropositifs s'affaiblissent tôt ou tard et deviennent sujets aux maladies. Les frais de traitement augmentent, alors que leur capacité de travailler diminue. Ils assument de moins en moins leur rôle social. Dans les zones en conflit, l'accès aux soins est souvent insuffisant, de sorte qu'il peut s'avérer difficile d'obtenir le traitement approprié pour les maladies engendrées par la déficience immunitaire. La société nie souvent les risques et la déchéance liés au sida, ou alors il arrive que certains malades sombrent dans le désespoir et la passivité. Tous les projets, même dans les régions en guerre, doivent dès lors s'efforcer de démêler les effets traumatisants engendrés par le fait de se savoir gravement malade. Lutter contre la maladie et pour la vie, c'est aussi refuser de se soumettre à la logique de la guerre, qui accorde de toute manière peu de valeur à la vie.

Thèmes-clés

- Examiner les possibilités et les limites du traitement médical et de sa propre capacité d'agir en tenant compte des rôles sociaux.
- Aborder les sentiments des personnes concernées – honte, détresse, désespoir, peur, deuil, culpabilité et colère –, ainsi que la solitude et l'isolement

Vivre avec la maladie

- engendrés par la stigmatisation et la peur de l'environnement social.
- Traiter les problèmes engendrés par la maladie et la modification des relations familiales (parents-enfants).
- Briser le silence imposé par la société autour du VIH et du sida.
- S'attaquer à l'infection ciblée d'être humains comme arme de guerre.

Perspectives d'empowerment

Les moyens d'intervenir dépendent toujours du contexte. Le travail dans un camp de réfugiés offre par exemple d'autres possibilités, mais comporte aussi d'autres risques, que dans une région en guerre. Il faut donc adapter les projets en conséquence:

- Plaider pour l'accès à des traitements antirétroviraux.
- Œuvrer pour venir à bout de la stigmatisation sociale.
- Soutenir des groupes d'entraide.
- Appuyer les projets personnels et l'élaboration d'activités génératrices de revenus adaptées à l'évolution de la maladie.
- Venir en aide aux parents qui doivent expliquer à leurs enfants qu'ils seront peut-être bientôt orphelins.
- Favoriser le travail de mémoire, c'est-à-dire la réflexion sur sa propre histoire: les personnes malades du sida, en particulier les mères et les pères, écrivent l'histoire de la famille, leurs traditions et leurs désirs. Ces récits peuvent rassurer les enfants, car ils leur permettent de connaître leurs origines tout en gardant vivante la mémoire de leurs parents (→ www.aidsfocus.ch). Le travail de mémoire permet aux malades de rester actifs, au lieu d'accepter passivement leur sort.
- Offrir une assistance psychosociale aux enfants dont les parents sont malades du sida.
- Proposer un accompagnement en fin de vie.

Face à la mort

Les proches doivent surmonter la perte d'êtres chers et apprendre à vivre sans eux. Pour les enfants, le décès de la mère ou du père peut être traumatisant. Chez eux, l'absence de réconfort affectif et physique se traduit souvent par de graves problèmes de développement. La maladie et la mort des parents peuvent aussi plonger les enfants dans la pauvreté.

Thèmes-clés pour les enfants orphelins du sida

- Organisation d'une nouvelle existence et protection contre les agressions et les abus.
- Deuil des parents.
- Réconfort affectif par des adultes.
- Mesures destinées à briser l'isolement et à empêcher la stigmatisation.

Perspectives d'empowerment

- Utiliser des moyens légaux et des mesures axées sur la communauté pour protéger les enfants contre le trafic d'êtres humains, d'autres formes d'exploitation, etc.
- Trouver des solutions communautaires, des familles d'accueil, etc. (→ Ressources) pour assurer la prise en charge des enfants.
- Développer les capacités requises pour assumer de nouveaux rôles et de

Face à la mort

- nouvelles responsabilités (assurer la subsistance, le rôle de chef de famille).
- Créer des contacts avec d'autres enfants qui se trouvent dans une situation similaire, tout en évitant leur marginalisation/séparation. Inclure d'autres enfants ayant des problèmes psychosociaux dans le projet.
- Former les enseignants, les travailleurs sociaux et les parents d'accueil, et les sensibiliser aux besoins spécifiques des orphelins du sida.



Le VIH/sida au travail

Les collaborateurs et collaboratrices de la DDC sont confrontés au VIH/sida à double titre: d'une part, c'est un thème transversal à intégrer dans tous les projets; d'autre part, des collègues peuvent aussi tomber malades, voire mourir. Le manuel «Mainstreaming du VIH/SIDA: intégrer la lutte contre le VIH/SIDA dans la coopération internationale» de la DDC (→ Ressources) décrit comment inclure la lutte contre le VIH/sida dans le projet et explique les principes à respecter au sein de l'équipe. Le code de conduite qui figure sur le CD-ROM de ce manuel met l'accent sur le principe de la non-discrimination et de la solidarité avec les personnes infectées. Il souligne un objectif, qui constitue peut-être la règle d'or dans ce domaine: instaurer un climat propice à la communication. Ce n'est pas si facile lorsqu'il s'agit d'un sujet aussi tabou que le sida. L'Afrique du Sud compte par exemple plus de 5 millions de séropositifs, et pourtant les gens ne parlent qu'à mots couverts de «cette chose». Les responsables de programmes et les experts se réfugient souvent derrière les aspects techniques et les données statistiques, et n'abordent guère le fond du problème, la sexualité, la maladie, la mort, la



DDC/John Paul Kay

culpabilité, la honte et l'humiliation. C'est compréhensible, car il est toujours difficile de parler d'un tel tabou, surtout sur le lieu de travail, où la hiérarchie, la concurrence, les certificats, etc. revêtent une importance cruciale et empêchent souvent de parler en toute confiance au sein du groupe. Il faut pourtant que les membres de l'équipe prennent conscience de ce qui provoque leur peur ou leur rejet face au VIH/sida, et de la manière dont ils vivent les contacts avec les séropositifs. Les discussions ont pour objectif de les amener à surmonter leurs peurs et leurs épreuves, qui influent – sans qu'ils en soient conscients – sur leur manière de s'attaquer à ce problème. Dans un contexte où les décès causés par le sida se comptent en nombre, un dialogue franc et ouvert peut soulager tout le monde et permet de faire une mise au point. Sur le lieu de travail, il convient donc de réserver un cadre où les membres de l'équipe peuvent se pencher sur leurs propres sentiments. Dans beaucoup de sociétés, de telles discussions sont plus efficaces lorsqu'elles ont lieu au sein de groupes non mixtes. Il peut aussi s'avérer utile de faire intervenir des animateurs ou des animatrices externes possédant de bonnes notions de psychologie.



Ressources

Association pour les femmes africaines face au sida (AFAFSI)

www.famafrique.org

DDC (2002)

La politique de lutte contre le sida arrêtée par le DDC – 2002–2007.

www.deza.ch

DDC (2004)

«Mainstreaming du VIH/SIDA: intégrer la lutte contre le VIH/SIDA dans la coopération internationale». Un manuel avec un recueil de documents, de check-lists et d'exemples sur CD-ROM pour la DDC et ses partenaires.

Berne.

Ce manuel donne également des pistes pour gérer le VIH/sida au travail. Le CD-ROM contient des documents sur le VIH/sida dans les divers secteurs de la coopération internationale.

www.deza.ch/ressources/resource_fr_24553.pdf

DDC (2005)

Gender & Humanitarian Aid. Why and How Should SDC Integrate Gender into Humanitarian Aid? Berne

Documentation générale

www.aidsfocus.ch

Site internet de la Plateforme suisse

«VIH/sida et coopération internationale».

Explications sur le travail de mémoire et références d'excellents manuels sur ce sujet.

Informations sur les débats en cours et sur les activités des organisations partenaires.

Inter-Agency Standing Committee (2003)

Guidelines for HIV/AIDS interventions in emergency settings.

www.humanitarianinfo.org/iasc (Products – HIV).

Liste d'explications sur les interventions sectorielles minimales visant le VIH/sida dans les zones en conflit et les situations d'urgence.

Renvois à des ouvrages spécialisés et à des sites internet.

ONUSIDA

www.unaids.org

Informations et manuels

Spiegel P. (2004)

HIV/AIDS among conflict-affected and displaced populations: dispelling myths and taking action. Paper presented at: 20th meeting of the Inter-Agency Advisory Group on AIDS, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, du 9–10 février 2004; Genève. <http://intranet.theirc.org/docs/Dispelling%20Myths%20and%20Taking%20Action%20-%20IAAG.pdf>

Enfants

HUMULIZA (1999)

Manual for Psychosocial Support of Orphans. Tanzania

www.humuliza.org

Excellent ouvrage sur le travail avec les enfants ayant perdu leurs parents.

Regional Psychosocial Support Initiative

www.repssi.org

Ce site comprend des descriptions de projets réalisés en Afrique australe, ainsi que des rapports et des manuels intéressants.

Femmes victimes de la violence sexuelle African Rights (2004)

Broken bodies, torn spirits – Living with genocide, rape and HIV/AIDS.

www.peacewomen.org/resources/Rwanda/linked.pdf

Remarquable étude sur les multiples problèmes des victimes séropositives des viols perpétrés pendant le génocide au Rwanda.

Dimensions psychosociales de la santé dans les régions en conflit



DDC/Marc Bleich (Photo Filtre)

- Dans les situations d'urgence extrême, les patients et les patientes traumatisés ont moins besoin d'un traitement psychiatrique individuel que de mesures psychosociales qui tiennent compte de leur traumatisme et permettent de stabiliser leur cadre de vie.
- Le tableau clinique et l'évolution d'une maladie dépendent toujours des expériences vécues par les habitants des zones en conflit.
- Les traumatismes se traduisent souvent par des troubles psychosomatiques.
- Il faut donner les moyens au personnel soignant d'identifier ces corrélations et d'aborder de manière appropriée l'épreuve traumatique subie par les patients.

Santé psychique dans les régions en conflit

Aux côtés de la prévention et de la gestion des maladies contagieuses, du traitement des blessures et de la santé génésique, la santé mentale fait aujourd'hui partie intégrante des projets de santé recommandés par l'OMS dans les zones de conflit. L'intégration de mesures visant à promouvoir et à protéger la santé mentale dans les soins primaires constitue un grand progrès, car les traumatismes ne sont pas simplement une maladie de plus. Les processus traumatiques exercent en effet une influence décisive sur les tableaux cliniques et l'évolution des maladies, et doivent dès lors être pris en compte dans tout traitement.

Aide psychologique en situation d'urgence

Dans la plupart des pays, les services de santé publique ne couvrent pas les besoins en soins psychologiques et psychosociaux même en temps de paix. Or, en cas de conflit, le besoin d'aide psychosociale augmente et devient plus manifeste, tandis que les professionnels de la santé sont mal préparés à y répondre. De plus, les relations de confiance sont rares entre le personnel soignant et les patients, et le personnel des services de prise en charge ne possède guère d'expérience. Dans les régions en crise, il importe donc avant tout de mettre en place des structures pour garantir et promouvoir la formation et le perfectionnement du personnel.

Les interventions psychologiques doivent être adaptées au déroulement séquentiel des situations d'urgence:

■ Situation d'urgence extrême

Dans les situations d'urgence extrême, il faut commencer par cerner la réalité des problèmes, faire connaître la volonté d'aider, mais n'imposer l'aide à personne. Après un événement traumatique, les réactions émotionnelles violentes n'ont rien d'exceptionnel, bien qu'elles signaleraient un besoin de traitement en temps normal. Le besoin d'une aide professionnelle ne se fera peut-être sentir que par la suite. Il convient d'accorder une attention particulière aux personnes qui ne parviennent pas à extérioriser leur vécu et leurs émotions. À ce stade, il ne s'agit pas d'assurer un traitement spécifique des traumatismes, mais de proposer un service. Du point de vue psychologique, on peut formuler la règle de base suivante: En pleine catastrophe, la priorité consiste à organiser la survie. Ce n'est que plus tard qu'il faudra apprécier si d'autres interventions sont nécessaires.

Comme ce manuel le souligne à maintes reprises, les mesures relatives à la santé psychique et sociale dépendent en grande

partie de facteurs qui n'ont aucun rapport direct avec le secteur sanitaire. Aussi, pour améliorer la santé mentale des populations en situation d'urgence, l'OMS recommande-t-elle (2003) des activités visant à améliorer leur sécurité physique, à couvrir leurs besoins économiques et à prévenir l'effondrement des structures sociales (regroupement familial, réouverture des écoles, intégration sociale des veuves, regroupement des membres d'une même communauté, etc.). Il convient en outre de soutenir les rituels funéraires et de deuil, ainsi que les méthodes sociales et spirituelles de guérison propres à la population concernée.

■ Après la phase aiguë ou en cas de «chronicisation» du conflit

Outre les projets sociaux et économiques, il importe de développer des capacités suffisantes pour fournir les «premiers secours psychologiques» à la population. Le corps médical et le personnel soignant, mais aussi les collaborateurs de projets communautaires et d'institutions de formation, doivent acquérir des connaissances de base sur les réactions traumatiques et les techniques de communication, pour être à même d'écouter les personnes concernées et de leur offrir une aide adéquate, sans pour autant se prendre pour des thérapeutes et en veillant à ne pas accroître encore la souffrance par des interventions contre-productives (en poussant p. ex. les patients à en raconter plus qu'ils ne désirent). La formation doit donc aussi servir à prendre conscience de ses propres limites.

■ Phase de consolidation

À long terme, il faut structurer le secteur de la santé de telle sorte que la santé psychique en constitue un élément de base et que le personnel soit en mesure de reconnaître les tableaux cliniques typiques de la guerre et de prendre en considération l'expérience vécue par les gens dans le traitement de tous les problèmes médicaux. Pour intégrer les projets de promotion de

DDC/Silvia Voser (Photo Filtre)



la santé psychique dans les soins primaires, on peut se fonder sur l'expérience de certaines ONG qui travaillent depuis de nombreuses années avec les personnes traumatisées et qui ont ainsi accumulé de précieuses connaissances dans ce domaine. Une collaboration fructueuse entre les services nationaux de santé publique et les ONG spécialisées offre aussi à ces ONG la possibilité de poursuivre leur travail sur le long terme. La société, qui pourra encore recourir à ces services après la fin du conflit, profitera directement de cette collaboration. Car on admet que les traumatismes influant sur la santé se transmettent sur trois générations au moins.

Le traitement de personnes traumatisées

Certains patients ont besoin d'une aide spécialisée immédiatement après une situation d'urgence extrême ou au cours d'une phase ultérieure. Cette aide doit être assurée par les services de santé en collaboration avec des projets (psychosociaux) spécifiques. Tout comme le processus traumatique, le traitement de personnes traumatisées intervient toujours sur le long terme. Bien que certaines méthodes prétendent parvenir à soulager les gens en quelques séances, rien ne prouve jusqu'ici qu'il soit possible d'obtenir rapidement une amélioration durable. Cette caractéristique relève de la nature même du traumatisme, qui repose aussi bien sur la vulnérabilité psychique que sur un processus sociopolitique. Le traitement d'un traumatisme a pour objectif d'amener le patient à accepter le mal subi et à l'intégrer dans son expérience personnelle sans qu'il devienne un élément destructeur. Le processus de deuil constitue donc toujours l'un des éléments décisifs de ce traitement. Une anamnèse rapide fondée sur l'absence de symptômes est potentiellement dangereuse, car l'on tend à associer absence de symptômes et absence de souffrance ou de deuil, alors qu'il s'agit justement de les dévoiler.

On admet en principe que le déroulement du processus traumatique varie selon le contexte culturel et sociopolitique; son traitement exige

Reconnaissance des traumatismes par le système de santé

Après la dictature, le Chili a offert la gratuité des soins de santé aux victimes des persécutions, que leur maladie ait eu ou non un lien prouvé avec le traumatisme subi. Par ailleurs, dans le cadre d'un programme national de santé, les cliniques publiques ont ouvert des services pour assurer le traitement de patients traumatisés. Ces services pouvaient adresser les patients traumatisés ayant besoin de soins spécifiques à leurs médecins traitants, moyennant les explications idoines. Ce programme de santé a ensuite été étendu et les services accueillent aussi les victimes de la violence domestique. Après la deuxième guerre mondiale, les Pays-Bas ont intégré dans l'anamnèse psychiatrique une question obligatoire sur les événements vécus pendant la guerre.

donc des modèles adaptés aux besoins locaux (→ Fiche 2: *L'approche psychosociale*). Si les méthodes traditionnelles peuvent jouer un rôle positif dans le traitement des personnes traumatisées, elles ne sont toutefois pas préparées à la destruction engendrée par les guerres modernes. Le processus traumatique se poursuivant pendant le traitement, la manière d'aborder le traumatisme, telle la définition de la maladie, peut influencer grandement sur son évolution. En Amérique latine (au Chili, en Argentine et en Uruguay), des personnes traumatisées ont par exemple refusé d'être traitées dans des cliniques et se sont tournées vers les organisations de défense des droits de l'homme: elles désiraient certes suivre un traitement, mais pas sur la base d'un diagnostic qui les auraient qualifiées d'aliénées, et plutôt à la suite d'une évaluation clinique reconnaissant le lien entre leur souffrance personnelle et la persécution politique.

Le traumatisme et l'assistance médicale ordinaire

La biomédecine se fonde sur un dualisme strict du corps et de la psyché. Or la somatisation, à savoir l'expression physique de souffrances psychiques ou sociales, revêt justement une grande importance dans les régions en conflit. En Afrique, le personnel soignant a ainsi constaté une aggravation ou une multiplication des symptômes du paludisme, des maux de tête et des cas d'insomnie immédiatement après l'exil ou la perte d'un membre de la famille. Les symptômes disparaissaient après un travail sur le lien entre l'événement et l'af-

Troubles fonctionnels psychosomatiques chez les victimes de violence sexuelle

- Troubles gastro-intestinaux tels que diarrhée chronique, constipation, troubles au niveau de la vésicule biliaire, ulcère gastrique.
- Hypertension artérielle, pression au niveau de la poitrine.
- Hausse de la fréquence cardiaque.
- Asthme bronchique.
- Troubles du sommeil.
- Vertiges.
- Bourdonnements (acouphènes).
- Tremblements.
- Prédisposition aux maladies et aux infections.
- Abaissement du seuil de la douleur: maux de tête, maux de dos, tensions musculaires persistantes, douleurs articulaires.

Source: Medica Mondiale, 2004

fection. L'organisation Medica Mondiale a compilé les symptômes observés chez les victimes de la violence sexuelle utilisée comme arme de guerre (encadré). Comme toutes les listes, celle-ci n'est bien entendu pas exhaustive, car les symptômes sont un langage symbolique qui ne peut être déchiffré que dans le contexte du patient ou de la patiente. Le personnel soignant travaillant dans les régions en crise doit être préparé à décoder ce langage.

Le traumatisme peut aggraver l'évolution d'une maladie. Des examens médicaux effectués sur des patients chiliens traumatisés ont par exemple montré qu'ils souffraient certes de la même affection que d'autres habitants du pays, mais que la guérison était, chez eux, plus lente et plus difficile car la maladie résistait davantage au traitement que chez les personnes non traumatisées. Certaines expériences traumatiques provoquent aussi des réactions d'angoisse complexes, dont le traitement médical doit tenir compte. Un patient cruellement torturé au moyen d'électrochocs risque, des années plus tard, de ressentir une profonde angoisse pendant un simple électrocardiogramme, car la procédure technique appliquée lui rappelle inévitablement les sévices subis. Même si le patient en est conscient, il ne parviendra pas à contrôler ce type de réaction. Celle-ci altérera son rythme cardiaque et faussera ainsi l'électrocardiogramme.

Santé génésique

Ce n'est qu'au cours des guerres qui ont secoué l'ex-Yougoslavie et le Rwanda que l'on a compris l'impact de l'expérience traumatique de la guerre sur la santé génésique. Jusqu'alors, les soins de santé réservés aux femmes se limitaient au suivi prénatal et à l'assistance pendant l'accouchement; parfois, ils comprenaient aussi des soins post-partum et des conseils de planning familial (McGinn 2004). La Conférence des Nations Unies sur la population et le développement, réunie au Caire en 1994, a pour la première fois reconnu officiellement les besoins spécifiques des réfugiés et des personnes déplacées dans les domaines de la santé sexuelle et reproductive. Dans la foulée, des organisations internationales ont élaboré des principes directeurs et la santé dite génésique recouvre aujourd'hui les domaines suivants:

- la maternité sans risques,
- la violence sexospécifique,
- les maladies sexuellement transmissibles et le VIH/sida,
- le planning familial,
- la santé reproductive chez les jeunes.

Des directives et des manuels exhaustifs couvrent les divers aspects de la santé reproductive dans les régions en conflit. Ils donnent des explications détaillées sur la dimension psychosociale de la violence sexospécifique, des maladies sexuellement transmissibles et du VIH/sida, ainsi que de la santé reproductive chez les adolescents (→ Ressources). Il apparaît cependant que les directives et les explications données pour la maternité sans risques comprennent les mêmes priorités que celles formulées pour la maternité sans risques dans un environnement stable et sûr. Or la guerre peut sensiblement modifier les sentiments maternels d'une femme et ceux-ci déterminent à leur tour le déroulement de la maternité et de l'accouchement, ainsi que les soins prodigués à l'enfant (→ Fiche 18). Une femme traumatisée ne se considère pas nécessairement comme une victime de la violence sexospécifique. De plus, il existe nombre d'autres raisons qui peuvent pousser une femme à éprouver des sentiments ambivalents face à sa grossesse ou

à son nouveau-né: le fait, par exemple, qu'un de ses autres enfants a été tué auparavant ou qu'elle a dû fuir en laissant un enfant derrière elle. Même les consultations de planning familial doivent donc prendre en compte l'histoire et la situation particulière de chaque cliente. Au cours de la phase de «chronicisation» d'un conflit, on observe en général un taux de naissances relativement stable. La guerre ou le conflit exercent néanmoins souvent une influence décisive sur le désir d'enfant chez les couples. Au milieu des années 90, les femmes de Sarajevo ont par exemple arrêté d'avoir des enfants. À l'inverse, des femmes vivant dans d'autres situations continuent de mettre au monde le plus d'enfants possible (en Palestine, p. ex., où la démographie joue un rôle crucial dans le conflit, ou dans les camps de réfugiés au Soudan au milieu des années 90, après que les réfugiés ont survécu à un massacre; McGinn, 2004).

Traitement des victimes de mines antipersonnel

La réhabilitation des victimes de mines représente un problème spécifique dans la plupart des régions en guerre. Leur traitement exige en général une combinaison complexe de soins médico-orthopédiques, psychothérapeutiques et sociothérapeutiques. Les victimes des mines sont des estropiés, qui portent des signes visibles – stigmates – de leurs blessures. Après la guerre, ils sont le plus souvent cachés et exclus. Ils ne peuvent plus s'intégrer sur le marché du travail, qui fait de toute façon l'objet d'une vive concurrence. Même s'ils reçoivent une prothèse et suivent une rééducation appropriée, leurs problèmes sont loin d'être résolus. Leur seule source de revenu consiste parfois à enlever leur prothèse et à mendier. La réhabilitation médicale est donc en totale contradiction avec la stratégie de survie. La souffrance des victimes des mines prenant la forme de problèmes physiques particuliers, on tend à oublier qu'elles ont aussi subi un traumatisme psychique: d'un instant à l'autre, elles sont privées de leur rôle social, de leur santé et de leur image de soi. Elles traversent ainsi un processus de *disempowerment* extrême. Pour mener un travail utile auprès



DDC/Andrée-Noëlle Pot/Keystone (Photo Filtre)

des victimes de mines, les projets devraient dès lors se donner les objectifs suivants:

- Coordonner les traitements médicaux (orthopédique et physiothérapeutique) et psychosociaux (formation, réintégration), ainsi que la réhabilitation. Ils doivent en priorité promouvoir l'autonomie des patients.
- Remettre en question la stigmatisation sociale et l'éliminer.
- Intégrer les mines et les dangers qu'elles représentent dans le travail d'information et d'explication.
- Assurer le déminage.

Il est souhaitable que les victimes des mines participent activement à ces différents efforts, car il ne s'agit pas de faire quelque chose pour elles mais avec elles.

Un tour à moto pour un patient amputé de la jambe

Un projet en faveur des victimes de mines en Angola est parvenu à combiner la fabrication de prothèses par les personnes concernées avec des mesures sociothérapeutiques. Même dans ce projet, il est cependant apparu à quel point il est difficile de tenir compte du véritable traumatisme, sans stigmatiser les victimes en les confinant dans leur douleur au lieu de les considérer et de les reconnaître comme des êtres humains avec des besoins ordinaires: un patient amputé de la jambe exigeait de son physiothérapeute de le conduire à une piscine proche, pour y faire sa séance de physiothérapie. Le physiothérapeute a tenté de le faire renoncer à son projet, car il savait que le bassin de la piscine était vide. Le patient est toutefois entré dans une telle colère que le physiothérapeute a fini par l'asseoir sur sa moto et l'emmener jusqu'à ladite piscine. Cependant, même devant le bassin vide, le patient voulait toujours nager. Le physiothérapeute s'est alors fâché. Pour terminer, ils sont retournés aux locaux du projet.

Ce n'est que bien plus tard que l'on a pu tirer l'affaire au clair et comprendre que le physiothérapeute et son patient avaient été aveuglés par leur fixation sur la maladie et sur le handicap, qui les avait empêchés de percevoir un désir parfaitement humain, qui n'avait rien d'anormal: le patient a dû déguiser son envie de faire une virée à moto en un accès de folie. Le physiothérapeute n'a pu, dans un premier temps, admettre cette lubie qu'en supposant qu'il s'agissait d'un trouble psychique, et n'a pu que s'interroger sur sa réaction de colère en se demandant s'il n'aurait pas dû rester plus aimable.

Ressources

Desjarlais R. et al (1996)

World Mental Health. Problems and Priorities in Low-Income Countries. New York and Oxford: Oxford University Press.

Jacquet Fr. (2002)

Approche communautaire, santé mentale et prévention, in «Du lien au soin», Médecins du Monde et Centre Primo Levi.
www.medecinsdumonde.org/publications/rapports/dulienausoin/file

McGinn T., Casey S., Purdin S. et Marsh M. (2004)

Reproductive Health for conflict-affected people. Policies, research and programmes. Network Paper 45. Humanitarian Practice Network. London: ODI. www.odihpn.org

Manuel Sphère

Normes minimales dans le secteur des services de santé (chapitre 5)
www.sphereproject.org/french/handbook/index.htm

OMS/FNUAP/HCR (1999)

Reproductive Health in Refugee Situations – An inter-agency field manual.
www.unfpa.org/emergencies/manual

OMS (2000)

Reproductive Health during Conflict and Displacement. A Guide for Program Managers.

OMS (2003)

Mental Health in Emergencies. Mental and Social Aspects of Health of Populations Exposed to Extreme Stressors. Genève, OMS.
www.who.int/mental_health/media/en/640.pdf
Brèves lignes directrices sur l'intégration de la santé mentale dans les soins de santé.

OMS (2002)

Rapport mondial sur la violence et la santé, sous la dir. de Krug E. G., Dahlberg L.L., Zwi A. et Lozano-Ascencio R., Genève.
www.who.int/violence_injury_prevention/violence/world_report/en/full_fr.pdf



DDC/John Paul Kay (Photo Filtre)



DDC/Silvia Voser

- En période de conflit, les programmes scolaires procurent un sentiment de sécurité et de normalité aux enfants.
- Pendant le conflit, les enfants traversent diverses expériences qu'il faut intégrer et traiter dans les programmes d'enseignement.
- Les activités de formation aident grandement à surmonter les traumatismes et les souvenirs du conflit si elles n'ocultent pas les événements vécus pendant la crise, mais les utilisent comme points de départ et d'ancrage.
- Il faut donner l'occasion aux formateurs, aux enseignants et aux éducateurs de se pencher sur leur propre vécu et de se protéger davantage, pour qu'ils soient mieux à même de venir en aide à leurs élèves.

Éducation et formation pour traiter les traumatismes

Pendant et après le conflit, l'éducation et la formation (jardin d'enfants, école, formation professionnelle, formation pour adultes, etc.) offrent une certaine sécurité et de nouvelles perspectives d'avenir, en particulier aux enfants. De plus, les écoles et instituts de formation publics constituent des lieux où parents et enfants issus de tous les segments de la société se retrouvent autour d'un même objectif. Des programmes de formation bien conçus peuvent dès lors contribuer à transformer le conflit et à traiter nombre de traumatismes en douceur et avec efficacité. Pour être en mesure d'assumer ce travail, les enseignants ont toutefois besoin d'un appui conséquent et de cours de perfectionnement, car leur formation ne les a en général pas préparés à mener ce genre d'activités.

Importance de l'éducation et de la formation dans les situations de crise¹

Toutes les lignes directrices relatives à l'aide psychosociale destinée aux enfants en situation de crise accordent une priorité absolue à la reprise ou à la poursuite de l'enseignement. Voici pourquoi:

¹ Source: Basic Education Coalition.

- En période de conflit, les programmes scolaires procurent un sentiment de sécurité et de normalité aux enfants. Ils constituent une activité rassurante et salvatrice, qui redonne de l'espoir et de la dignité et ouvre de nouvelles perspectives d'avenir.
- Des programmes bien conçus enseignent de nouvelles techniques de survie aux enfants. Ceux-ci apprennent par exemple à éviter les mines antipersonnel, à se défendre contre les abus sexuels, à maîtriser la colère et à développer leurs capacités à gérer des conflits.
- Pour les enfants traumatisés, la scolarité peut représenter une expérience fondamentale et bienfaisante, qui leur permettra de franchir un pas décisif vers la guérison et la réintégration dans la société.
- Dans les camps de réfugiés, les écoles fournissent une occupation productive aux enfants et aux parents, et leur permettent de retrouver plus rapidement le cours de la vie normale après le conflit.

Thèmes-clés des programmes d'enseignement et de formation en période de conflit

Les principaux thèmes à prendre en compte dans les programmes d'enseignement et de formation pendant et après le conflit sont

présentés dans divers manuels fort utiles (→ Ressources). Voici les thèmes-clés qu'il importe d'aborder et de traiter du point de vue psychosocial:

■ **Rapprochement avec les expériences de la vie quotidienne**

En période de conflit, enfants et adultes s'initient aux techniques de survie. Le côté positif, c'est qu'ils apprennent à s'adapter rapidement à des situations inattendues, à maîtriser leurs sentiments, à faire preuve d'inventivité face au manque (faire beaucoup avec peu), à décider et à agir rapidement et avec efficacité, à distinguer l'essentiel de ce qui est secondaire. Nombre de gens deviennent d'excellents organisateurs, ils expérimentent la solidarité et l'amitié et comprennent mieux les processus sociopolitiques. Du côté négatif, on pourrait dire qu'enfants et adultes perdent leur aptitude à réfléchir, qu'ils utilisent des techniques de défense et de survie qui ne servent toutefois qu'à atteindre des objectifs à court terme et ne revêtent généralement guère d'utilité sur le long terme, ni pour l'individu ni pour la société. Des valeurs disparaissent, tandis que les gens apprennent que seule la loi du plus fort prévaut et que soumission et passivité permettent de survivre. Pendant un conflit,

DDC/Entraide protestante



enfants et adultes apprennent donc beaucoup de choses. Selon le contexte, ces expériences s'avèrent soit utiles et protectrices, soit destructrices et contre-productives. L'enseignement doit donc se donner pour règle de toujours prendre au sérieux et de ne pas occulter les expériences vécues par les enfants, mais au contraire d'en faire des instruments et des angles d'approche. Des programmes bien conçus aideront les enfants à valoriser leurs compétences, à les développer et à s'en servir.

■ **Traitement des traumatismes**

Les établissements scolaires (jardins d'enfants et écoles) ne peuvent pas remplacer une thérapie, mais ils constituent presque toujours le lieu le plus propice pour aborder les problèmes, les peurs et les pertes des enfants. Il arrive souvent que les enfants les expriment par le jeu ou qu'ils racontent les événements vécus à un adulte en qui ils ont confiance. En écoutant ces récits avec bienveillance, les enseignants et les éducateurs aident les enfants à se détendre, voire à trouver des ébauches de solution. En recueillant les expériences des enfants, de leurs familles et de leurs communautés, enseignants et éducateurs contribuent à mettre en place des structures qui favorisent une approche collective des traumatismes et à éviter, par là même, que la souffrance acquière une dimension trop personnelle ou pathologique.

■ **Travail sur le conflit**

Le traitement des traumatismes va de pair avec le traitement du conflit qui sévit – ou qui a sévi – dans la région. Les jardins d'enfants et les écoles sont les institutions idéales pour aider les enfants à régler leurs différends autrement que par la violence et à s'interroger sur les événements et les problèmes liés au conflit. La phase du conflit pendant laquelle enseignants et éducateurs mènent la réflexion sur les motifs et les conséquences du conflit joue un rôle décisif. Ce n'est en effet que lorsque le conflit est définitivement achevé qu'il sera possible de songer à une réconciliation. Pendant le conflit, il convient surtout d'expliquer aux élèves qu'il existe différentes

manières d'appréhender la réalité et de respecter les différences (→ récits parallèles). De plus, de par son existence même, un établissement de formation contribue toujours à transformer le conflit: le jardin d'enfants ou l'école sont des lieux ouverts à tous, et l'administration scolaire, de même que les enseignants, favorisent activement l'intégration des enfants, en particulier de ceux qui restent en marge de l'institution pour des raisons culturelles, économiques ou politiques, ou encore par peur.

■ **Collaboration avec les familles et les communautés**

Les jardins d'enfants et les écoles offrent un lieu d'intégration non seulement pour les enfants, mais aussi pour leurs parents. Ils ne peuvent en effet que collaborer étroitement avec les parents, d'une part parce que le bien-être et les progrès scolaires des enfants dépendent pour beaucoup de la situation psychosociale de leurs parents, d'autre part parce que les établissements scolaires ont besoin de la participation active des familles pour fonctionner. Il faut ici s'efforcer de créer une relation dans laquelle parents et enseignants/éducateurs se soutiennent mutuellement.

■ **Vulnérabilité des enseignants/éducateurs**

Les enfants ne sont pas les seuls à souffrir du conflit. Les enseignants et les éducateurs traversent en effet les mêmes expériences que toute autre personne. En tant que membres influents de la communauté ou en raison de leur rôle de «multiplicateur», ils sont souvent soumis à de fortes pressions pour les contraindre à se plier aux exigences des parties en conflit. Pour leur permettre de s'acquitter au mieux de leur travail, tout programme d'enseignement doit investir en priorité dans le soutien aux enseignants et aux éducateurs ainsi que dans leur perfectionnement. Les enseignants doivent en effet avoir l'occasion d'analyser leur propre situation et de renforcer leur propre protection.

Récits parallèles

L'Israélien Dan Bar-On et le Palestinien Sami Adwan ont édité, en collaboration avec des enseignants et des historiens israéliens et palestiniens, un livre d'histoire qui décrit comment chaque partie au conflit interprète les événements marquants. Prenons l'exemple de la Déclaration Balfour de 1917: Les Israéliens considèrent que la garantie faite par les Britanniques d'établir un «Foyer national juif» en Palestine est une réponse logique aux revendications du mouvement sioniste, qu'ils considèrent comme une réaction à l'antisémitisme moderne, à la perpétuation des inégalités entre juifs et chrétiens en Europe et à la pérennité de certaines convictions religieuses. Pour les Palestiniens, le geste des Britanniques ne fait que perpétuer la mainmise coloniale européenne, qui a débuté avec Napoléon, s'est poursuivie au XIXe siècle et a privé les Arabes de leur indépendance nationale en 1916, avec la signature de l'Accord Sykes-Picot. Dans l'esprit des Palestiniens, l'année 1917 n'est ainsi, selon le livre d'histoire, que la première d'une série de dates (1948, 1967 et 2002) synonymes de mort, de destruction et de déracinement pour le peuple palestinien. Du point de vue israélien, au contraire, ces dates se rapportent en priorité à des agressions arabes. Sur chaque page du livre de Dan Bar-On et de Sami Adwan figurent deux colonnes, dont l'une retrace la version israélienne de l'histoire et l'autre la version palestinienne. Ces deux colonnes sont séparées par une troisième, vide, dans laquelle les élèves peuvent noter leurs propres commentaires et idées. La présentation parallèle des interprétations israélienne et palestinienne de l'histoire montre aux écoliers qu'il n'existe pas une, mais plusieurs vérités. L'objectif n'est pas d'adopter la vision de l'autre ou de se réconcilier, ce qui serait tout simplement impossible dans la situation politique actuelle. Les élèves prennent néanmoins conscience de l'existence de l'autre, du fait qu'il existe des êtres humains dans les deux camps, avec leurs histoires, leurs victimes et leurs héros.

Perspectives d'empowerment dans le domaine de l'éducation et de la formation

Les stratégies pour aborder les thèmes-clés psychosociaux sont détaillées dans les guides sur la formation en situation de crise, qui comprennent aussi des aide-mémoire fort utiles (→ *Good Practice, Guides for Emergency Education, INEE*). Ces stratégies s'appliquent à tous les types d'éducation et de formation: écoles publiques, prise en charge des jeunes enfants dans les crèches et les jardins d'enfants, formation des adultes et formation extrascolaire. En voici un résumé:

■ Garantir que les enfants peuvent se rendre au jardin d'enfants ou à l'école

Il faut identifier les motifs qui empêchent les enfants d'aller à l'école et en discuter avec les enfants, leurs familles et la communauté. Le chapitre «Les jeunes filles à l'école» donne quelques pistes à ce sujet.

■ Aborder les thèmes-clés et les problèmes-clés

Toutes les lignes directrices relatives à la formation pendant et après le conflit soulignent l'importance de traiter de certains thèmes-clés du quotidien (VIH/sida, mines, divers aspects liés à la santé, capacité à gérer des conflits, etc.). Outre ces compléments à intégrer au programme, il s'agit en priorité d'aborder des sujets d'importance locale et de les mettre en rapport avec les matières enseignées habituellement. On constate ainsi régulièrement que nombre d'enseignants insistent, dans le cadre des modules consacrés à la santé, sur les mesures d'hygiène à respecter pour prévenir la diarrhée, mais qu'ils passent sous silence les réactions d'anxiété (voir aussi la Fiche 21: exemple concernant les tremblements de terre au Salvador). Les enseignants et les éducateurs devraient être en mesure de parler avec chaque élève de ses problèmes individuels, mais aussi d'aborder ces problèmes au sein du groupe ou de la classe.

■ Promouvoir des valeurs et des comportements démocratiques

L'éducation à la paix comprend notamment les notions suivantes: tolérance face à la différence, conscience et respect de soi, gestion pacifique des conflits, droits humains, droits de l'enfant, justice, etc. Si ces sujets revêtent une grande importance, il convient de ne pas les aborder en marge du reste de l'enseignement. Les écoles et les instituts de formation appartenant à l'ordre social, l'enseignement est souvent organisé de manière autoritaire. Il ne sert toutefois à rien que les enfants et les adultes apprennent les droits de l'homme par cœur; ils doivent plutôt acquérir et développer des compétences qui les amèneront à respecter les différences et à se montrer

solidaires. Pour qu'ils y parviennent, le lien entre éducation à la paix et les autres matières d'enseignement doit être perceptible.

■ Adapter le programme d'enseignement

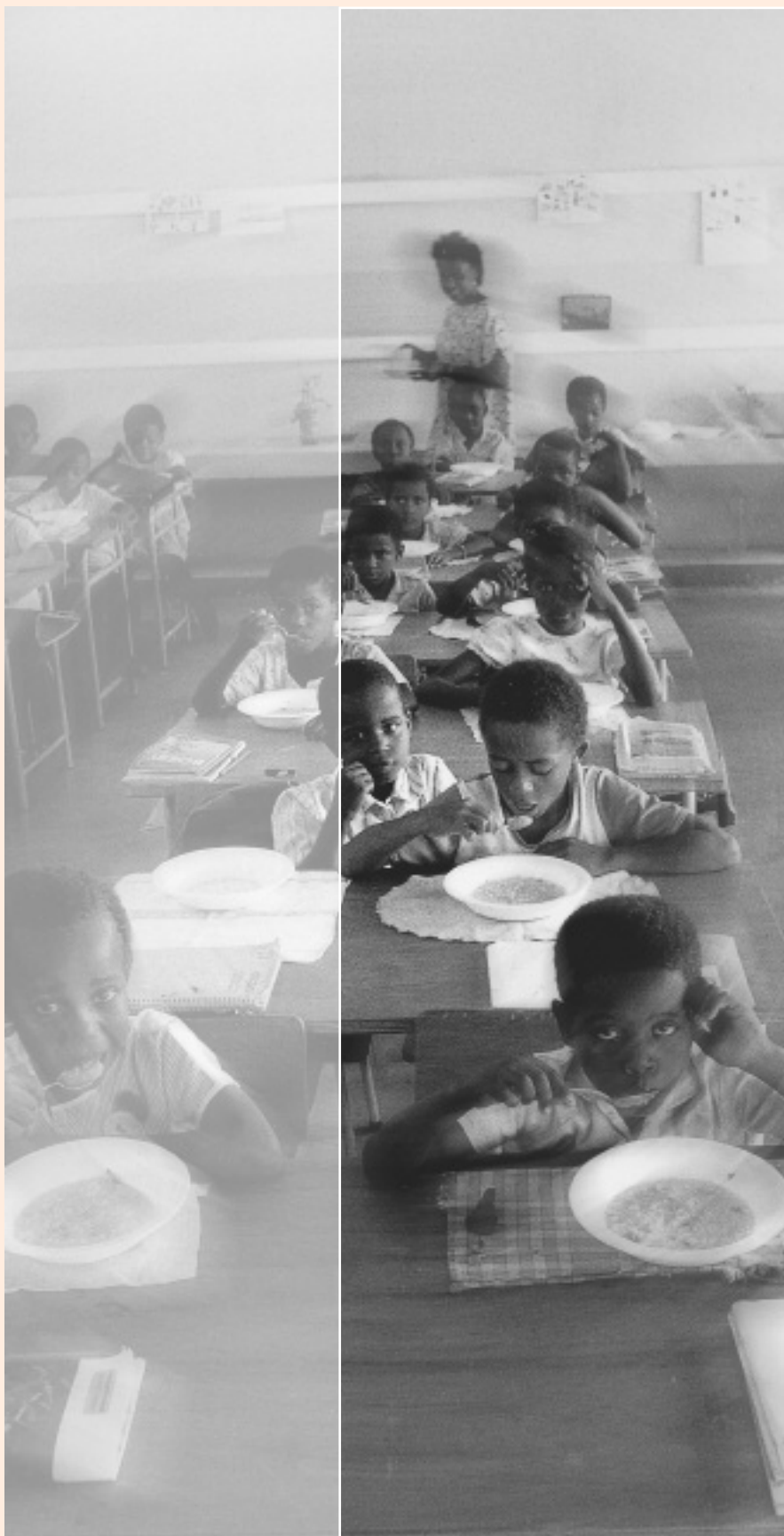
Les problèmes-clés des enfants et de leurs communautés doivent être intégrés au programme d'enseignement. Pour favoriser la prise de conscience de soi et l'apprentissage de la tolérance, il faut, dès que possible, éliminer des manuels les différents stéréotypes associés aux femmes ou à certains groupes sociaux ou ethniques. Les plans d'études devraient être revus et corrigés d'entente avec les principaux groupes de la population. Pour les réfugiés, il convient de mettre au point un programme qui soit reconnu à la fois dans le pays d'accueil et dans le pays d'origine.

Où les enfants apprennent-ils la solidarité?

En Sierra Leone, nombre de familles manquent de tout et rares sont les enfants qui apportent à manger de chez eux à l'école. Les familles privilégiées à cet égard les plus jeunes d'entre eux. Cependant, même au jardin d'enfants, ceux qui ont quelque chose à manger ne le partagent pas avec les autres, mais ne mangent pas non plus tout, pour en garder pour leurs frères et sœurs aînés, qui les menacent de coups s'ils ne leur donnent pas de la nourriture sur le chemin du retour. Les éducateurs n'interviennent pas, tant les années de pénurie et de loi du plus fort les ont habitués à l'injustice, injustice qu'ils ne perçoivent même plus comme telle. Pourtant, où ailleurs qu'au jardin d'enfants et à l'école est-il nécessaire de remettre l'injustice en question? Et où, sinon en ces lieux consacrés à l'éducation, enfants et parents pourront-ils débattre de l'origine des injustices et des causes de l'exploitation, afin d'instaurer une nouvelle culture du partage et du soutien réciproque? Pour que les enseignants et les éducateurs s'approprient des valeurs démocratiques et soient à même de dispenser une véritable éducation à la paix, on doit leur donner la possibilité de réfléchir sur leur propre vécu et de comprendre que l'éducation à la paix n'est pas qu'une matière abstraite de plus à enseigner, mais qu'elle repose sur des règles qui s'appliquent au quotidien.

DDC/Fritz Berger





■ Mesures de soutien et de perfectionnement pour les enseignants/éducateurs

En période de conflit, les enseignants/éducateurs doivent connaître un tant soit peu les effets que la peur, les traumatismes et la perte de proches peuvent avoir sur les enfants. Pour être efficaces, les cours de perfectionnement ne doivent cependant pas transmettre des connaissances psychosociales en dehors de tout contexte, mais aider les enseignants à aborder concrètement ces sujets en classe: Comment, par exemple, évoquer l'enlèvement d'un frère ou d'une sœur avec les élèves? Comment organiser la leçon pour que les enfants souffrant de troubles de la concentration ne perdent pas le fil? Quelles méthodes sont à même de promouvoir la capacité des enfants à gérer un conflit? Etc. Les enseignants ont besoin d'un appui pour faire le rapprochement entre les contenus et les méthodes. Cependant, les cours de perfectionnement ne doivent pas se contenter de leur enseigner les bons contenus et des méthodes participatives d'enseignement, mais aussi leur fournir l'occasion de remettre en question certaines valeurs et de rassembler leurs propres expériences de modes d'existence plus démocratiques.

Les filles à l'école

Dans les pays en développement, un quart des filles sont scolarisées pendant moins de 5 ans. De plus, le taux et la durée de leur scolarisation diminuent presque toujours pendant et après un conflit. Si les filles ne vont pas à l'école, c'est parce que leur sécurité est menacée, que la famille ne peut les y envoyer pour des raisons économiques ou que les restrictions sociales se font plus sévères pour les filles. En s'inspirant du problème de la sécurité des filles, on peut illustrer comment les écoles et les enseignants peuvent, en collaboration avec les enfants et les parents, aborder un thème conflictuel à différents niveaux et contribuer ainsi à atténuer le traumatisme, à transformer le conflit et à favoriser l'intégration des adultes.

Travail psychosocial pour intégrer les filles dans les écoles

Problème: Les filles ne fréquentent pas l'école car elles risquent des agressions (sexuelles) à l'école ou sur le chemin de l'école.

Groupe cible	Activités
Avec les enfants	■ Venir en aide aux filles qui ont déjà été agressées. L'enseignante favorise aussi activement une bonne intégration au sein de la classe. ■ Organiser avec les enfants des débats sur la violence (sexuelle), sur leurs craintes et sur les moyens de se protéger: comment les enfants peuvent-ils mieux maîtriser leur peur, comment les filles peuvent-elles se protéger mieux, comment les enfants peuvent-ils se défendre les uns les autres et quelle aide attendent-ils des adultes? ■ Apprendre aux enfants à faire preuve d'assurance et à négocier. Des groupes d'enfants négocient des mesures de protection et des formes d'aide avec les adultes. ■ Inviter les enfants à faire connaître leur avis sur la question à d'autres enfants et aux adultes par le biais de leur propre journal, de chansons, d'une pièce de théâtre ou de toute autre manière.
Au sein de la communauté/avec les parents	■ Parler de la violence (sexuelle) avec les parents et de l'aide dont ont besoin les filles concernées. Discuter de la peur qu'ils éprouvent au sujet de leurs enfants et des moyens de les protéger efficacement. ■ Débattre du sujet avec le comité de l'école et adopter des stratégies pour protéger les enfants. ■ Collaborer avec les groupes existants, qui luttent contre la violence sexuelle et pour la défense des droits humains.
Au niveau de l'école	■ Former les enseignants pour qu'ils soient à même d'aborder le sujet. ■ Renforcer les mesures de sécurité sur le chemin de l'école et dans les écoles (accompagner les filles; bus scolaires; surveillance du périmètre de l'école, etc.). ■ Adopter une attitude sans ambiguïté face à la violence (sexuelle) et engager le personnel à respecter un code de conduite.

Arguments pour/contre la prise en compte de thèmes psychosociaux dans l'enseignement et le travail éducatif

- **Contre:** Les enfants sont encore trop petits. Il ne faudrait pas les surcharger avec des choses qu'ils ne comprennent de toute façon pas. **Pour:** Même les plus jeunes sont conscients de ce qui se passe autour d'eux et réagissent. Pour chacun des thèmes, il faut bien entendu trouver un langage qui corresponde à chaque classe d'âge. La guerre et la mort font peur tant aux adultes qu'aux enfants. La plupart du temps, les adultes craignent d'aborder ces sujets car ils n'ont pas de réponse. Mais les enfants ont moins besoin de réponses que d'une oreille attentive.
- **Contre:** Je ne peux pas m'occuper des problèmes personnels de chaque enfant, car je suis là pour me consacrer à tout le groupe. **Pour:** On trouve toujours du temps pour un entretien individuel, pendant la récréation par exemple. De plus, les problèmes personnels sont souvent des sujets qui concernent tout le groupe et il arrive aussi que le groupe puisse contribuer à résoudre un problème individuel. Lorsque la mère d'un enfant décède, par exemple, celui-ci est certes confronté à un problème personnel, mais les thèmes liés à ce décès – la mort, le deuil, la peur, les questions sur ce que devient le corps, sur l'existence d'une âme, etc. – concernent tous les enfants. En parler en groupe peut aussi aider l'enfant en deuil à se sentir moins seul.

Ressources

Annan J. et al (2003)

Handbook for Teachers and Training for Teachers.

www.forcedmigration.org/psychosocial/papers/WiderPapers/Widerpapers.htm

Ces manuels utilisent un langage simple pour expliquer les notions psychosociales et comprennent beaucoup d'exemples et d'exercices pratiques.

Basic Education Coalition

www.basiced.org/facts/crisis_situations.pdf

Binet A. (1997)

Enfants sans écoles, enfants de la guerre, réfugiés ou déplacés, n° 652, Paris, Éd. Érès.

Brauner A. et Brauner F. (1991)

J'ai dessiné la guerre: le dessin de l'enfant dans la guerre, Éd. Elsevier, Paris.

INEE Interagency Network for Education in Emergencies (2002)

www.ineesite.org/guides.asp

Informations concentrées sur tous les aspects de la formation en situation de crise, aide-mémoire fort utiles et littérature spécialisée.

Peace Research Institute in the Middle East (2003)

Learning Each other's Historical Narrative: Palestinians and Israelis. Beit Jallah: Prime Publication.

- Les mesures visant à promouvoir des activités rémunérées doivent faire appel aux compétences acquises avant la guerre, sans pour autant ignorer la cassure provoquée par celle-ci.
- Les traumatismes diminuent la capacité d'exercer une activité lucrative.
- Les femmes doivent vaincre de nombreuses résistances, et éprouvent parfois un sentiment ambivalent à l'égard de leur propre émancipation.
- Il est totalement contre-productif de vouloir dispenser des formations standard à l'ensemble de la population.
- Ces mesures donnent de meilleurs résultats lorsque les personnes encouragées dans l'exercice d'un métier sont non seulement formées à cet effet, mais bénéficient simultanément d'un accompagnement psychosocial.

Rôle-clé de la promotion des revenus

La détresse économique de certaines catégories sociales est souvent une cause de conflit armé, et elle en est toujours une conséquence. Ce problème devient particulièrement aigu après la guerre, lorsque l'aide internationale diminue alors que la misère subsiste.

Tout programme destiné à intégrer des anciens combattants, à soutenir des réfugiés ou à favoriser la réhabilitation des victimes de violences contient un volet «promotion des revenus». Les conditions macroéconomiques et politiques d'une part, la situation psychosociale du groupe cible d'autre part, font que les résultats obtenus dans ce domaine sont souvent peu satisfaisants.



DDC/Oswald Iten

Même dans un contexte stable, il est très difficile d'aider des personnes indigentes à exercer une activité rémunératrice. Cette démarche comprend quatre composantes:

- renforcer l'estime de soi, analyser les problèmes et les obstacles psychosociaux d'ordre personnel;
- développer les compétences professionnelles et les relations personnelles (aptitudes et connaissances techniques et personnelles, développement de réseaux sociaux);
- donner accès aux services financiers, au crédit et à l'épargne, et apporter un soutien en matière de désendettement;
- améliorer les conditions générales (gestion du conflit, création de bases légales pour garantir l'accès de tous – hommes et femmes – aux ressources disponibles, politique macroéconomique propre à stimuler un développement économique favorable aux classes les plus pauvres, etc.).

Ces éléments, qui sont également valables pour les régions en crise, font l'objet d'une littérature abondante et de nombreux manuels (→ Ressources). Mais tous ces ouvrages n'évoquent guère les questions psychosociales essentielles qu'il convient pourtant de se poser dans les projets visant à promouvoir les revenus auprès de populations frappées par la guerre.

Thèmes-clés psychosociaux

■ Traumatismes

Un bon entrepreneur se caractérise par son assurance, sa sociabilité, sa créativité et sa disposition à prendre des risques et à se projeter dans l'avenir. Or il s'agit là de caractéristiques que ne partagent généralement pas les personnes qui ont vécu des événements traumatiques: si elles ont appris à se débrouiller dans des circonstances extrêmes, à utiliser au mieux leurs ressources et à s'adapter en permanence à de nouvelles situations, elles souffrent souvent d'un manque d'assurance, se méfient de tout le monde et évitent les contacts; elles aspirent à la sécurité et sont défaitistes; elles ne peuvent s'imaginer que leur situation puisse s'améliorer un jour (→ Fiche 2: *L'approche psychosociale*). Les différents groupes cibles sont traumatisés pour diverses raisons et les thèmes centraux à traiter varient en conséquence (→ Fiches 8 à 14). Mais toutes ces personnes ont en commun d'apporter leurs problèmes avec elles dans un programme de promotion des revenus.

■ Rupture et continuité

Quelle formation considère-t-on comme judicieuse dans un contexte économique donné, et comment l'organiser au mieux



pour préparer les participants à trouver un emploi ou à faire prospérer une petite entreprise? Cette question se pose dans tout programme de promotion des revenus, indépendamment du contexte, mais elle acquiert une acuité particulière dans les zones de conflit ou de crise, où elle se place sous le signe de la rupture qu'ont provoquée des événements dramatiques pour l'individu comme pour l'économie du pays. Les gens qui ont tout perdu ou qui doivent repartir à zéro, essaient toujours de retrouver le fil de leur savoir et de leurs expériences d'avant-guerre. Mais cette démarche s'avère souvent difficile, car les conditions de l'époque n'existent plus. On en arrive parfois à un déni de réalité caractérisé. Au cours du processus de «guérison», il s'agit de s'adapter aux nouvelles conditions de vie et de travail tout en protégeant et en utilisant l'identité issue de sa propre histoire. Négliger son expérience personnelle ou exclure l'identité héritée du passé est inévitablement synonyme d'échec économique. Il faut donc que les personnes à former aussi bien que les organisateurs du programme sachent à

la fois accepter la réalité de la rupture et renouer les fils de l'expérience passée, afin de rétablir la continuité.

■ **Contradictions et résistances rencontrées par les femmes**

Dans les régions en conflit, les femmes sont généralement amenées à prendre davantage de responsabilités économiques et il n'est pas rare qu'elles s'engagent alors pour la première fois dans une activité extérieure à leur foyer. Elles ont toutefois des obstacles considérables à surmonter sur cette voie, depuis la résistance de leur propre famille jusqu'aux discriminations juridiques en passant par l'attitude sexiste des bailleurs de fonds.

Mais quand elles réussissent, elles gagnent en assurance et éprouvent une grande fierté: elles constatent que leur travail et leurs compétences dépassent largement ce que véhicule l'image traditionnelle de la femme dans leur société. Elles nourrissent en même temps des sentiments de doute et de culpabilité, ainsi qu'un mépris ouvert ou latent pour le mari qui n'est plus capable de faire ce qu'on attend de lui. Ces sentiments découlent

Un exemple négatif:

En Bosnie, beaucoup d'ateliers furent ouverts pendant et après la guerre. Presque chaque ONG qui travaillait avec des femmes forma des couturières. Les femmes trouvaient cette formation intéressante et l'associaient à leur rêve d'un monde meilleur. Avant la guerre, l'industrie textile était une branche économique importante qui avait fourni du travail à beaucoup de femmes. Mais ces infrastructures avaient été détruites par la guerre, et les entreprises internationales faisaient depuis longtemps fabriquer leurs vêtements dans des pays où l'on pratique des salaires nettement plus bas et qui offrent des conditions plus stables. Ces ateliers textiles s'apparentaient d'emblée à une utopie, mais cela n'empêcha pas les responsables d'ONG et leurs clientes de les défendre en dépit du bon sens économique. Les organisations étrangères participèrent financièrement à ce déni collectif.

Un exemple positif:

Près de Sarajevo, après la guerre, un ancien ouvrier sidérurgiste refusa l'offre faite par une ONG de l'aider par un don généreux à se lancer dans l'agriculture. Au lieu de cela, il ouvrit avec deux anciens collègues une forge installée dans une vieille grange. Ils ferraient des chevaux, et développèrent en outre un procédé de fabrication pour une pièce métallique particulière qui était très demandée pour la construction de maisons. Ces ouvriers ont su réagir de façon créative à une situation nouvelle en tirant parti de leurs compétences d'avant la guerre.



DDC/Silvia Voser

des rôles traditionnellement dévolus aux femmes et aux hommes; il s'agit là d'images fortement ancrées dans les esprits, qui survivent des années ou des décennies à un bouleversement de la réalité extérieure.

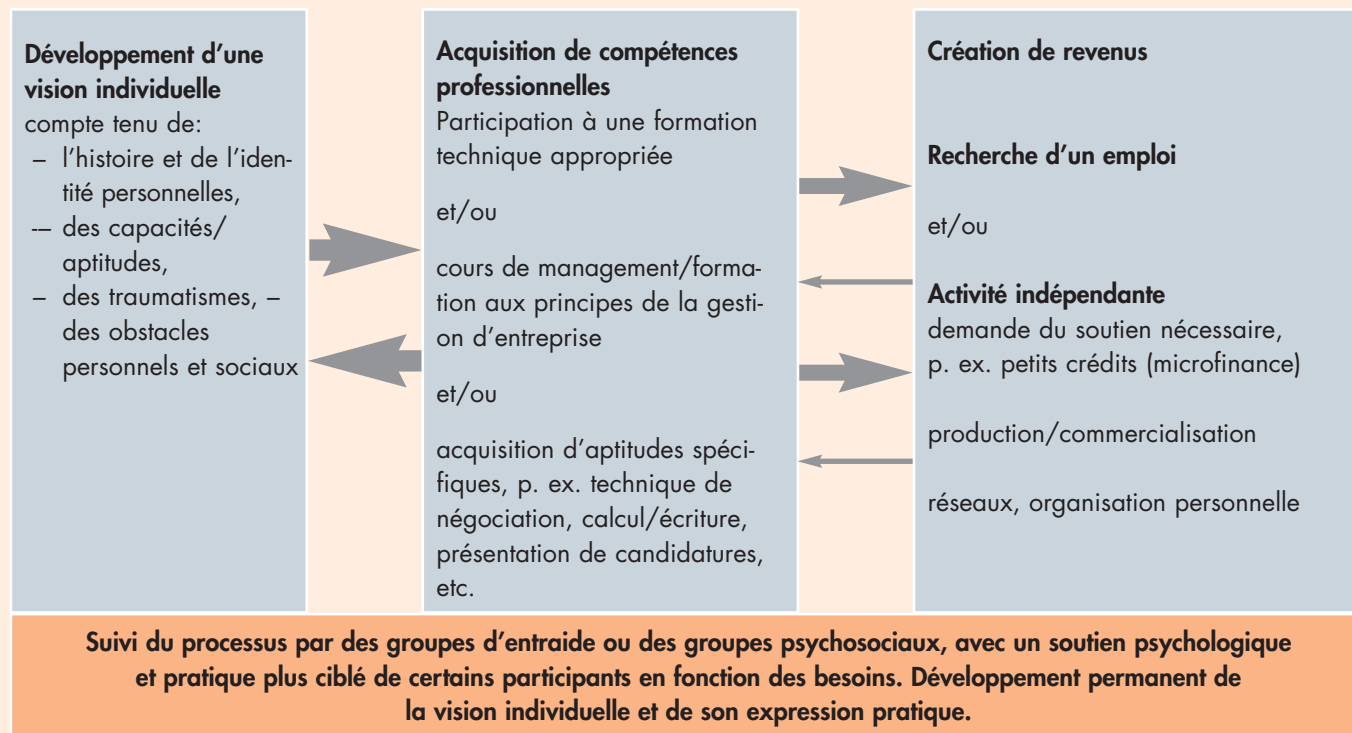
L'image que les femmes ont de leur rôle et leur expérience professionnelle effective exercent une grande influence sur l'offre et la demande de cours de formation. Dans toute zone en crise, on forme des milliers d'esthéticiennes, de coiffeuses et de couturières. C'est souvent absurde du point de vue économique, mais tout à fait compréhensible en ce sens que les femmes adaptent leur activité à leurs ressources. À l'échelle mondiale, la grande majorité des femmes salariées travaillent dans les secteurs suivants: production et transformation alimentaires, habillement, santé et beauté, artisanat, tourisme, commerce et éducation.

Un programme de promotion des revenus destiné aux femmes doit donc s'interroger sur les moyens de tirer parti des ressources disponibles sans tomber dans les stéréotypes sexistes; il doit aussi aborder les sentiments contradictoires que leur nouveau rôle inspire aux femmes, de telle sorte que les participantes puissent vraiment saisir les nouvelles possibilités et responsabilités qui se présentent à elles. Simultanément, un tel programme doit toujours chercher – directement ou avec l'aide d'autres acteurs – à infléchir les conditions sociales et juridiques qui empêchent les femmes d'exercer une activité lucrative.

Perspectives d'empowerment dans la promotion des revenus

Il est judicieux de combiner les mesures de promotion d'occupations rémunératrices avec des activités visant à panser les plaies morales de la guerre. Pour ce faire, il importe de tenir compte de toute la trajectoire de l'homme ou de la femme que l'on accompagnera depuis le moment où cette personne a pris la décision d'améliorer son revenu jusqu'à sa réussite sur le marché. Cette manière de procéder permettra aux participants d'élaborer des solutions adaptées à leurs ressources et à leurs besoins personnels et de rompre leur isolement en établissant des contacts sociaux dans le cadre de comités d'entraide ou de groupes de pairs.

Processus de suivi permanent



Développement des compétences et accompagnement psychosocial

■ Des organisations psychosociales assument le suivi des participants à des cours techniques

Le projet psychosocial accompagne les personnes décidées à améliorer leur situation économique et travaille en étroite collaboration avec des établissements de formation et des institutions de microcrédit.

Groupes de pairs sud-africains

Le KwaZulu-Natal Programme for Survivors of Violence accompagne des jeunes femmes qui se sont inscrites à des cours de formation (skill development trainings) offerts par d'autres ONG. Ces jeunes Sud-Africaines apprennent dans des groupes de pairs à mieux s'exprimer et se présenter, y discutent de leurs difficultés en cours de formation et, dans une phase ultérieure, de leurs déconvenues lors de la recherche d'un emploi. L'appui du groupe les encourage à poursuivre leur rêve d'exercer une activité professionnelle en dépit de la résistance de leur famille. Après des détours souvent compliqués, une bonne partie des membres de ces groupes finissent par trouver un emploi stable. Sans le soutien apporté par le groupe de pairs, la plupart d'entre elles – qui ont souvent mis fin prématurément à leur scolarité – ne résisteraient pas aux frustrations suscitées par les difficultés inhérentes à la formation et à la recherche d'un emploi.

■ Les programmes de promotion des revenus prennent eux-mêmes en charge le soutien psychosocial des participants

Les programmes de formation sont complétés par un coaching permanent des participants, qui se poursuit au-delà de la période de formation.

Conseils dispensés par Swisscontact

Swisscontact repère des jeunes chômeurs de différents groupes ethniques et conclut avec eux un contrat d'apprentissage de 18 mois. Les participants suivent individuellement différents cours de formation, puis se spécialisent et conçoivent leur propre plan d'activité professionnelle. Durant cette période, ils participent régulièrement à des séances de groupe, échantant leurs expériences et organisent des activités culturelles. Ces discussions permettent d'aborder et d'analyser les difficultés émotionnelles et sociales des jeunes. Simultanément, le fait de travailler avec des membres de différents groupes ethniques contribue à la transformation du conflit. Ces jeunes sont accompagnés à travers tout le processus par un conseiller de Swisscontact.

Les auteurs des programmes de formation professionnelle rechignent souvent à assumer des tâches d'encadrement, car ils estiment que cela ne fait pas partie de leurs priorités. Pourtant, force est de constater que les formateurs sont toujours confrontés aux problèmes des personnes qui participent à leurs cours. Comme l'organisation n'entre pas en matière sur la problématique psychosociale, les enseignants doivent décider seuls comment y réagir. S'ils sont eux-mêmes formés et soutenus pour mieux affronter ces situations, ils auront moins le sentiment d'être dépassés et pourront améliorer les chances de réussite des participants aux cours et, partant, de tout le programme.

Quelle que soit la manière dont on organise l'encadrement des participants, l'essentiel est d'assurer une communication véritable entre les acteurs concernés: la personne chargée de former un jeune doit se concerter régulièrement avec le responsable du groupe chargé d'assurer le suivi, afin que tous deux soient

au clair sur la meilleure façon de soutenir l'élève. Cet échange manque dans beaucoup de projets, de sorte que les éléments de formation et d'encadrement se déroulent en parallèle au lieu de se renforcer mutuellement.

Problèmes posés par le travail en groupe

Le groupe joue un rôle important dans les approches présentées ici, mais le travail en groupe peut s'avérer délicat dans un contexte conflictuel. Un climat de méfiance omniprésente conduit les personnes à refuser de participer à un groupe ou de s'engager dans un travail. Dans le cadre d'une approche qui analyse judicieusement les répercussions du conflit, il est possible de thématiser la peur suscitée par les groupes. La démarche est plus difficile pour les structures qui misent sur la cohésion des groupes sans s'intéresser aux circonstances spécifiques d'une zone de crise, comme c'est le cas de nombreux programmes de microcrédit. C'est ainsi par exemple que le principe de la responsabilité solidaire pour garantir des emprunts ne fonctionne souvent

DDC/Silvia Voser



pas. Les études consacrées à la microfinance dans des régions sortant d'un conflit montrent que les emprunteurs refusent souvent de collaborer dans le cadre de groupes et que les bailleurs de fonds rejettent par conséquent les réunions en groupe et les garanties collectives, ou bien limitent la taille du groupe à trois ou cinq membres.

Ressources

Emploi et revenus, formation professionnelle et promotion: directives, instruments pour l'évaluation et l'élaboration de programmes dans ces domaines.

www.deza.ch > Thèmes > Emploi + revenus

Égalité hommes-femme DDC (2003)

Manuel «Promotion de l'entrepreneuriat féminin – Les stratégies et outils du cycle de projet».

www.deza.ch > Thèmes > Emploi et revenus.
Bon aperçu des problèmes particuliers que pose la promotion des femmes entrepreneurs, avec une série d'outils utiles.

Empowerment Mayoux L. (2003)

From Marginalisation to Empowerment. Towards a New Approach in Small Enterprise Development. Paper presented to SDC Employment and Income Division Workshop SED and Empowerment, Gerzensee.

www.intercooperation.ch/sed/2003/wks-sed-and-empowerment/presentations/mayoux.pdf

Formation professionnelle www.vetnet.ch

Documentation approfondie sur la formation professionnelle. Description détaillée du système de conseil et d'assistance professionnels de Swisscontact au Sri Lanka.

Microfinance

Consultative Group to Assist the Poor (CGAP)

www.cgap.org

Le Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres (CGAP) est un consortium de 28 agences de développement visant à promouvoir l'accès des plus démunis à des prestations financières. Son site Internet donne de précieuses informations concernant la microfinance en général, sans s'occuper spécifiquement des situations de conflit.

Doyle K. (1998)

Microfinance in the Wake of Conflict: Challenges and Opportunities. USAID.
www.microfinancegateway.org/content/article/detail/14561

Aperçu des méthodes de microfinance dans les zones de conflit.

Tamsin W. (2001)

Microfinance during and after Armed Conflict: Lessons from Angola, Cambodia, Mozambique, and Rwanda (Durham, U.K.: Concern Worldwide/Springfield Centre for Business in Development, DFID.)
www.cgap.org/about/faq10.html

- La dépendance face à l'aide alimentaire modifie les structures familiales et les relations au sein de la communauté. Même dans le cas idéal où toutes les personnes concernées reçoivent suffisamment de nourriture, il faut régler les conflits sociaux qui ne manquent jamais de surgir.
- L'état nutritionnel est déterminé par la quantité de nourriture disponible et par la qualité de l'alimentation. Celle-ci ne dépend pas seulement des connaissances acquises en nutrition, mais aussi de la situation psychosociale des personnes concernées.
- Les tensions, les conflits familiaux ou les traumatismes exercent une influence sur l'état nutritionnel, notamment chez les femmes enceintes, les adolescentes et les enfants. Les familles n'ont donc pas seulement besoin d'informations nutritionnelles, mais souvent aussi d'une aide psychosociale.

L'aide alimentaire: une menace pour l'estime de soi

Les mesures destinées à garantir la sécurité alimentaire dans les régions en crise se taillent la part du lion dans les budgets de l'aide d'urgence. Pour les bénéficiaires, le fait de dépendre de la distribution de denrées alimentaires constitue peut-être l'expression la plus flagrante de leur impuissance.

L'incapacité de subvenir à leurs propres besoins sape leur amour-propre et les structures sociales. Il n'est par ailleurs pas rare que la charge émotionnelle et les traumatismes empêchent les gens de se nourrir correctement. L'approche psychosociale dans le domaine de l'aide alimentaire et de la nutrition se doit dès lors d'inclure aussi bien des mesures atténuant le *disempowerment* provoqué par la distribution de nourriture que des conseils en alimentation mettant l'accent sur le rapport entre état nutritionnel et choc



DDC/Zalmāi Ahad (Photo Filtre)

psychosocial. Il importe par ailleurs de sensibiliser le personnel des organisations d'aide à cette problématique. Jusqu'à présent, les nombreuses directives internationales régissant la distribution de denrées alimentaires à différents groupes de population – notamment les enfants, les femmes enceintes ou allaitantes, les adolescentes, les personnes âgées, les malades chroniques et les handicapés (→ Ressources) – n'ont guère pris en considération l'influence de la peur, des traumatismes et du deuil sur l'état nutritionnel.

Les thèmes-clés psychosociaux de l'aide alimentaire

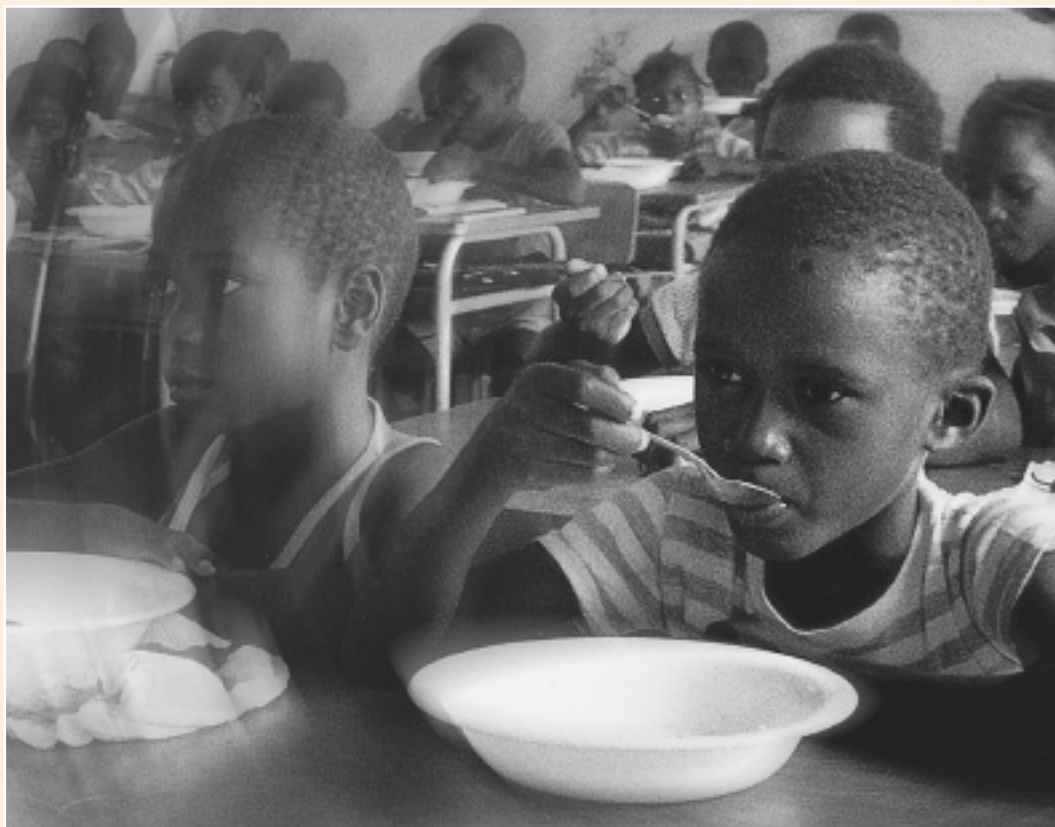
Une grande partie de la littérature spécialisée se penche sur les moyens de garantir que l'aide atteint effectivement les populations dans le besoin. La distribution de vivres est en effet une forme complexe et politiquement sensible de l'aide. Mary Robinson a d'ailleurs développé le principe «*Do no harm*» (ne pas nuire) en analysant la manière dont une aide alimentaire manipulée peut attiser un conflit. La restriction de l'accès aux denrées alimen-

taires est une stratégie de guerre et d'affirmation du pouvoir connue dans le monde entier. En même temps, l'aide alimentaire est une source de revenus pour les parties en conflit. Dans ces conditions, les organismes d'aide sont confrontés à un double problème: trouver un moyen fiable pour que les denrées alimentaires parviennent effectivement à la population cible, et en particulier aux personnes les plus démunies, et veiller à ce que les parties en conflit se servent le moins possible au passage. (Pour en savoir plus sur les avantages et les inconvénients des stratégies et des principes appliqués de nos jours pour gérer ces problèmes → Jaspars, 2000).

Du côté des bénéficiaires de l'aide, il convient en outre d'adopter des mesures appropriées pour traiter les thèmes-clés psychosociaux suivants:

■ **Accentuation des inégalités et exploitation engendrée par la pénurie**

La pénurie de nourriture accentue les inégalités et les situations d'exploitation, tant dans les familles qu'au sein de la



communauté. Les structures du pouvoir et le mode de fonctionnement des familles mettent alors plus particulièrement en danger les enfants, les personnes âgées, les handicapés et les femmes. Même en essayant de rester justes, les personnes concernées ne peuvent que partager la pénurie. Des parents ne peuvent plus répondre aux demandes de leurs enfants et satisfaire leurs besoins. Les tensions et les conflits sont dès lors inévitables. Dans les communautés où les denrées alimentaires se font rares, on risque d'assister à une marginalisation encore plus forte des personnes socialement défavorisées et dépourvues d'influence politique. Les femmes sont souvent obligées d'offrir des services sexuels en échange de nourriture.

■ **Impuissance et passivité**

Le processus politique et social qui rend les gens tributaires de l'aide alimentaire est le plus souvent traumatisant. Même si les gens sont reconnaissants de recevoir de quoi survivre, leur dépendance à l'égard de la distribution de vivres ren-

force leur sentiment d'impuissance et peut même susciter de la colère à l'égard des coopérants.

■ **Modification des rôles sociaux**

La pénurie de nourriture, puis l'arrivée de l'aide alimentaire modifient la répartition des responsabilités au sein de la famille. Les hommes, qui subvenaient habituellement aux besoins des leurs, ne peuvent plus assumer ce rôle et se sentent dévalorisés. Cette situation accroît la passivité et le désespoir au sein de la famille, tout en multipliant les conflits.

Le HCR est le meilleur des maris

Dans un camp de réfugiés en Tanzanie, les maris hutus ayant fui le Burundi se plaignaient du manque d'obéissance et de respect dont les femmes faisaient preuve à leur égard. À leurs yeux, les femmes ne s'en tenaient plus qu'aux règles du HCR. La subsistance des familles n'était en effet plus assurée par les maris, mais par le HCR, qui applique des règles très strictes prévoyant le même droit à l'alimentation, au logement et à la sécurité pour chacun, indépendamment de son sexe. Pour les hommes, les femmes étaient désormais persuadées que «le HCR était le meilleur des maris». Même si les femmes appréciaient les nouvelles possibilités qui leur étaient offertes, le changement éveillait parfois en elles des sentiments contradictoires. L'employée d'une ONG a ainsi expliqué qu'elle donnait la moitié de son salaire à son mari pour qu'il ne se sente pas humilié, car c'est elle qui gagnait l'essentiel du revenu familial.

Source: Turner, 1999.

■ **Effets de la peur, des traumatismes et du deuil sur l'état nutritionnel**

Même lorsque la famille reçoit suffisamment de nourriture, la sous-alimentation ne disparaît pas toujours, car l'état nutritionnel est étroitement lié à la situation psychosociale. Cette corrélation apparaît de manière flagrante dans les régions où la sous-alimentation est fréquente alors qu'on n'y souffre pas de pénurie alimentaire. En effet, les difficultés psychiques et sociales ont un impact sur l'état nutritionnel chez nombre de personnes, et ce sont en particulier les jeunes enfants qui réagissent par des troubles alimentaires et digestifs. L'expérience des parents ne revêt donc pas seulement une importance cruciale





pour leur propre santé et leur propre alimentation, mais elle a aussi un impact direct sur les chances de développement de leurs enfants. C'est ainsi que les victimes de violence sexuelle ont souvent une attitude de rejet à l'égard de leur corps, et les soins qu'elles apportent à leurs enfants s'en trouvent modifiés, amoindris ou chargés d'une certaine ambivalence (→ Fiche 8: *Violence sexospécifique*). Les mères qui travaillent beaucoup ou qui vivent en conflit permanent avec leurs proches sont parfois incapables de se nourrir et de nourrir leurs enfants correctement, même si elles savent quelles règles il convient d'appliquer pour rester en bonne santé. La littérature spécialisée a d'ailleurs clairement démontré le lien de cause à effet qui existe entre la dépression d'une mère et la

sous-alimentation de ses enfants. Aider les mères est donc indispensable pour leur donner les moyens de s'occuper de manière appropriée de leurs enfants.

Perspectives d'empowerment

Dans un premier temps, il s'agit d'acheminer la nourriture à l'endroit voulu et de la distribuer le plus rapidement possible et de manière aussi équitable que possible. Les thèmes-clés psychosociaux évoqués ici ne pourront donc en général être pris en compte qu'après un retour au calme et une certaine stabilisation de la situation. Or la phase de détente – c'est-à-dire lorsque les gens sont rassurés par la distribution régulière de nourriture – joue un rôle déterminant pour l'évolution du processus traumatique (→ Fiche 2: *L'approche psychosociale*). C'est pourquoi il importe de donner l'occasion aux bénéficiaires de reprendre un peu le contrôle de leur vie. Les mesures décrites ci-après contribuent à renforcer la situation psychosociale des populations tributaires de la distribution de denrées alimentaires:

- **Promouvoir l'organisation autonome**
Faire participer la population à la distribution des denrées alimentaires contribue à renforcer les structures communautaires. Dans ce contexte, il importe cependant de toujours veiller à atténuer les mécanismes d'exclusion existants. Ce qui compte, c'est que les groupes traditionnellement exclus soient équitablement représentés dans le comité de distribution et qu'ils occupent aussi des postes stratégiques dans le réseau de distribution.
- **Assurer la sécurité des femmes**
Pour éviter au maximum l'exploitation sexuelle des femmes par des coopérants (sexe contre nourriture), il convient de placer des femmes à des postes-clés dans la chaîne de distribution.
- **Débattre des effets de l'aide alimentaire sur les familles**
Hommes et femmes devraient avoir l'occasion de débattre des changements que la guerre, la fuite et la dépendance à l'égard de l'aide extérieure entraînent au sein des familles, ainsi que des conflits et

Allaiter en temps de guerre

Un jour, un centre nutritionnel pour enfants sous-alimentés à Kaboul a été appelé à traiter un nombre élevé d'enfants de moins de 6 mois qui n'avaient pas été (suffisamment) allaités. *Action contre la faim* a déterminé que leur état était surtout dû au manque de connaissances des mères sur l'importance de l'allaitement, ainsi qu'à leur situation psychosociale (Bizouerne, 2005). Elles vivaient en conflit quasi perpétuel avec leurs belles-mères, ne bénéficiaient d'aucun appui dans la famille et souffraient souvent de troubles du sommeil, d'anxiété et de cauchemars. Elles ne pouvaient par conséquent pas s'intéresser à leur jeune enfant et ne s'en occupaient guère.

L'allaitement met clairement en évidence la corrélation directe entre alimentation et situation psychosociale. Nombre de mères n'ont pas assez de lait à cause des tensions qu'elles supportent quotidiennement. Les enfants tombent souvent malades, parce que l'alimentation de substitution n'est pas hygiénique ou difficile à digérer, mais aussi parce qu'ils réagissent très fortement, dans leur développement psychique, à l'ingestion de nourriture et à l'atmosphère des repas. Lorsqu'elle donne le sein à son enfant, la mère ne se limite pas à le nourrir, elle communique avec lui et instaure une profonde relation de confiance. Elle offre ainsi une sécurité – physique et symbolique – au bébé. Le jeune enfant ne sait rien de la guerre et des conflits familiaux, mais il sent la terreur dans la relation avec l'adulte qui le nourrit et réagit par des troubles alimentaires, de la diarrhée ou des éruptions cutanées. Ne sachant pas parler, les bébés s'expriment par le biais de l'ingestion de nourriture, de la digestion et de la peau. Ce rapport entre état nutritionnel et situation psychosociale des enfants et de leurs parents subsiste aussi chez les enfants plus grands, bien qu'il ne soit plus aussi manifeste.

du sentiment de dévalorisation qui en résultent. Ces thèmes devraient figurer à l'ordre du jour des divers groupes sociaux et culturels déjà existants. Il importe d'attirer l'attention des dirigeants communautaires et des responsables de groupes sur ces problèmes pour qu'ils puissent mener judicieusement les débats.

■ Promouvoir la sécurité alimentaire

Dans la plupart des cas, l'aide alimentaire est complétée à un moment donné par des mesures destinées à promouvoir la sécurité alimentaire (production primaire, création de sources de revenus). Ces mesures revêtent une importance cruciale pour permettre aux populations tributaires de l'aide alimentaire de jouer à nouveau un rôle actif. Pour assurer le succès de ces activités, il faut toutefois veiller à ce que les membres de l'équipe connaissent l'histoire et le vécu des femmes et des hommes concernés et soient à même d'y réagir (→ Fiche 17: *Emploi et revenus*).

■ Expliquer au personnel l'impact de l'état émotionnel sur l'état nutritionnel

Nombre de collaborateurs et de collaboratrices de programmes alimentaires ne connaissent pas suffisamment la corrélation entre la situation psychosociale d'une famille et le poids corporel des enfants ou l'état nutritionnel des femmes enceintes et des adolescentes. Or, dans les régions en guerre, chaque collaborateur doit connaître ce lien de causalité, tout comme il doit savoir que la seule diffusion d'informations sur la santé ne suffit souvent pas. En effet, des cours de ce genre peuvent exercer une pression supplémentaire sur les mères, qui risquent de penser qu'elles ne sont pas «de bonnes mères». De ce fait, elles ne suivent souvent pas les conseils reçus ou font mine d'acquiescer dans un premier temps, mais ne changent rien à leurs habitudes. En conséquence, le personnel de la santé tend à mésestimer les femmes et à les qualifier de paresseuses ou d'incultes (→ Fiche 7: *Personnel de la DDC et des organisations partenaires*). Les programmes doivent donc veiller à assurer un perfectionnement approprié du personnel.



DDC/John Paul Kay

■ Fournir une aide psychosociale aux participantes au projet

Dans bon nombre de cas, une évolution positive de l'état nutritionnel, des enfants et des femmes enceintes notamment, passe par une amélioration de la situation familiale, par l'assimilation de l'expérience de la guerre et par l'acceptation des conditions de vie actuelles. Un tel processus demande toutefois du temps et de la patience. Il serait peu réaliste d'exiger ce travail d'un personnel médical ou paramédical sans cesse surchargé et peu motivé. Mais il existe d'autres possibilités, plus efficaces: les promoteurs de la santé ou les systèmes d'entraide entre voisins (visites à domicile, groupes de discussions, groupes d'entraide, consultations individuelles, etc.). Dans tout travail de groupe, il convient d'observer si quelqu'un reste à l'écart, car ce sont souvent les membres les plus vulnérables et les plus menacés de la communauté qui ne peuvent se rendre aux réunions.



Ressources

Directives

Emergency Nutrition Network

Forum favorisant les échanges d'expériences entre travailleurs du terrain et scientifiques dans le domaine de la nutrition et de l'aide alimentaire

www.enonline.net

Vaste bibliographie comprenant des directives sur l'aide alimentaire et la nutrition en situation de crise, ainsi que des guides spécifiques pour des programmes de nutrition infantile en situation d'urgence.

Manuel Sphère

Normes minimales dans les secteurs de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'aide alimentaire (chapitre 3).

www.sphereproject.org/index.php?lang=French

Directives générales en matière de sécurité alimentaire, d'aide alimentaire et de nutrition

Problèmes de distribution

Jaspars S. (2000)

Solidarity and Soup Kitchens: A Review of Principles and Practice for Food Distribution in Conflict. HPG Report 7. London: Overseas Development Institute.

www.odi.org.uk/hpg/papers/hpgreport7.pdf

Aperçu des problèmes et des risques inhérents à la distribution de nourriture dans une situation de conflit. Politiques et expériences de différents organismes (CICR, CARE, CRS, PAM) appliquant des approches différentes.

Turner S. (1999)

Angry young men in camps: Gender, age and class relations among Burundian refugees in Tanzania. Working Paper No 9. HCR. www.unhcr.ch/refworld/pubs/pubon.htm

Corrélation entre traumatisme et sous-alimentation

Bizouerne C. et al. (2005)

Conflict, Mental Health, Care and Malnutrition: Designing Relief Programmes with Trauma in Mind. In: Humanitarian Exchange No. 30, June 2005.

www.odihpn.org/documents/humanitarianexchange030.pdf

Engle P.L. et al. (1997)

The Care Initiative – Assessment, Analysis and Action to Improve Care for Nutrition. New York: UNICEF.

OMS (1999)

A Critical Link. Interventions for physical growth and psychological development.

A review. Genève: OMS

www.who.int/child-adolescent-health/publications/IMCI/WHO_CHS_CAH_99.3.htm

Weyermann B. (2003)

Unraveling Malnutrition. Challenges of a psychosocial approach. Kathmandu/Lausanne: Terre des hommes.

www.opsiconsult.com

- Les projets menés dans le domaine de l'eau peuvent et doivent s'attaquer aux conflits communautaires.
- Le deuil et les traumatismes ont un impact sur la mise en œuvre des projets d'infrastructure dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Cet impact peut aller d'une simple résistance à l'égard de solutions techniquement valables à leur destruction pure et simple.
- La qualité de l'hygiène dans un logement ou un lotissement pour réfugiés n'influe pas seulement sur leur état de santé, mais aussi sur leur bien-être psychosocial. Les personnes traumatisées éprouvent souvent des difficultés à assurer leur propre hygiène et à prendre soin de leur entourage.
- Partout dans le monde, ce sont en premier lieu les femmes qui assurent l'approvisionnement en eau de la famille. Aujourd'hui encore, elles ne prennent pourtant pas pleinement part à la conception et à la réalisation des projets d'infrastructure dans ce domaine. En période de conflit, leur participation est d'ailleurs souvent entravée par la surcharge de travail qu'elles assument suite à la modification de la répartition des rôles.



DDC/Zalmaï Ahad (Photo Filtre)

L'eau: un thème prioritaire de l'aide d'urgence et de l'aide à la reconstruction

L'eau n'a jamais été, et ne sera sans doute jamais, la seule et unique cause d'un conflit violent, mais force est de constater qu'elle revêt une importance croissante dans les guerres et les conflits. L'eau devient un instrument de guerre, en particulier lorsque l'on empêche activement des groupes de population d'y avoir accès. Les problèmes liés à l'eau n'en sont pas moins aussi une conséquence des guerres. Le manque d'eau et la pollution de l'environnement, qu'ils soient dus à la destruction d'infrastructures ou à l'expulsion des gens de chez eux, représentent une grave menace pour la santé. L'accès à l'eau potable et aux systèmes d'assainissement occupe dès lors une place prioritaire dans l'aide d'urgence et la reconstruction. Souvent, il faut commencer par régler les aspects techniques de cette tâche. En tant que ressource vitale, l'eau possède une grande valeur symbolique et elle est inscrite dans nombre de domaines de la vie. Avec leurs interventions, les spécialistes de l'eau fournissent donc aussi un travail psychosocial, tandis que les projets psychosociaux contribuent parfois davantage à la reconstruction sociale en s'attaquant aux problèmes liés à l'eau qu'en se concentrant sur les consultations psychologiques.



Hygiène – thèmes-clés psychosociaux

Ce n'est pas un hasard si le *Manuel Sphère* entame ses explications sur l'eau et l'assainissement par un chapitre consacré à la promotion de l'hygiène: les programmes menés dans le domaine de l'eau visent à améliorer la santé et le bien-être des populations, mais ils ne peuvent produire les effets escomptés que si les gens connaissent les normes d'hygiène appropriées et prennent sur eux de les respecter. Soulignons ici que l'hygiène est un sujet plus complexe qu'il n'y paraît.

■ Interdépendance entre hygiène et situation psychosociale

Dans la promiscuité des camps et des logements collectifs, la prévention des

maladies exige des réfugiés qu'ils adoptent des comportements qui sont nouveaux pour nombre d'entre eux et qu'ils doivent tout d'abord apprendre. Leurs nouvelles conditions de vie ne leur permettent d'ailleurs guère d'atteindre le niveau d'hygiène correspondant à leurs habitudes ou à leur culture. L'effort consenti pour parvenir à un degré de propreté optimal recèle donc un potentiel conflictuel et s'avère d'autant plus malaisé que l'hygiène est aussi un reflet de l'amour-propre et de la bonne santé. Or les personnes traumatisées ont souvent de la peine à s'occuper de leur bien-être. Dans nombre de projets d'*empowerment* destinés aux femmes, on constate que l'amélioration de la confiance en soi et la guérison physique se reflètent dans l'apparence extérieure. Après la négligence constatée au début, on voit peu à peu les femmes reprendre de plus en plus soin d'elles-mêmes, de leurs enfants et de leur logement. D'une part, une hygiène suffisante constitue donc une condition indispensable pour que les gens se sentent mieux et en meilleure santé; d'autre part, ils doivent aussi avoir prise sur leur propre situation pour ressentir le besoin de préserver leur hygiène et la propreté de leur environnement.

■ Facteurs culturels

L'assainissement – l'élimination des déchets humains, des ordures et des eaux usées, ainsi que la lutte contre les vecteurs pathogènes – et en particulier le thème des toilettes, représente un problème aussi bien technique que culturel. Un programme qui ne tient pas suffisamment compte des expériences et des sentiments des gens dans ce domaine risque d'échouer. Il faut donc, dans la mesure du possible, faire participer les usagers à la conception, à la construction et à l'entretien des lieux d'aisance.

Résistance et dignité face aux latrines communautaires

Lorsque plus de 70 000 réfugiés du Bhoutan sont arrivés en 1992 dans le sud du Népal, les organisations compétentes ont appliqué les normes internationales et commencé par aménager des latrines communes dans les camps, tout en lançant la construction de latrines familiales. Les réfugiés refusaient cependant d'utiliser les latrines communes, car elles allaient à l'encontre de leur conception profondément hindouiste de la sphère intime et de l'hygiène. Chez eux, ils allaient dans les champs en veillant toujours à ne pas utiliser une zone où quelqu'un d'autre s'était déjà rendu. À leurs yeux, chaque visite aux latrines communes équivalait à une souillure rituelle et, dès lors, à une atteinte au respect de soi. L'administration du camp ne savait que faire, car il fallait 16 semaines pour construire un minimum de toilettes plus petites. En fin de compte, les responsables ont réuni des comités d'assainissement, qui ont parlé avec les gens en vue d'organiser la construction de latrines familiales. Lorsque le choléra a éclaté peu après, les réfugiés ont bien dû se résoudre à utiliser les toilettes communes. Des débats approfondis ont alors été menés pour déterminer leur emplacement, leur conception et leur nettoyage, afin que les réfugiés puissent les utiliser (Chalinder A., in *Water and Sanitation in Emergencies*, p. 55).

En disposant d'informations plus complètes sur les tabous culturels, les organisations d'entraide auraient peut-être pu éviter la crise des toilettes. En même temps, il était inévitable que les installations sanitaires fassent l'objet d'un conflit, car c'est sur elles que les réfugiés hindouistes ont rejeté toute la honte, la colère et la tristesse provoquées par la perte de leur patrie et de leurs habitudes de vie. Les comités d'assainissement, qui sont finalement parvenus à aborder le sujet avec les habitants du camp, n'ont donc pas seulement contribué à améliorer l'hygiène. Ils ont aussi aidé les réfugiés à trouver des moyens pour préserver leur respect de soi et leur dignité en exil.

Approvisionnement en eau – thèmes-clés psychosociaux

Depuis de nombreuses années, tout le monde s'accorde à reconnaître que l'installation ou la rénovation de systèmes d'approvisionnement

en eau (potable) ne sont durables que si leurs utilisateurs, et en particulier leurs utilisatrices, prennent part à la conception, à la construction et à l'entretien de ces infrastructures.

Dans un camp de réfugiés, la situation diffère toutefois complètement de celle d'une commune sise au beau milieu d'une région en conflit ou de celle d'un quartier à reconstruire après la guerre.

Dans tous les cas, il est essentiel de mener des négociations avec tous les groupes concernés, afin de concilier les intérêts divergents dans les domaines suivants: emplacement des points d'eau, priorités d'utilisation, accès équivalent pour tous, etc. Étant donné que les thèmes-clés psychosociaux dépendent du contexte et de la situation spécifiques, il importe d'éviter toute généralisation. Trois sujets sont toutefois invariablement à l'ordre du jour:

■ Fragmentation de la communauté

Puisque chacun a besoin d'eau, les projets lancés dans le domaine de l'eau peuvent servir de facteurs de rapprochement (ou *connectors*, selon Mary Anderson): pour garantir à tous un accès à l'eau, il est souhaitable d'obtenir la collaboration des représentants de divers groupes et fractions politiques et sociaux. Dans les communautés profondément marquées par le conflit, la méfiance réciproque, la marginalisation de membres impopulaires et une communication faussée risquent cependant d'entraver cette collaboration. Pour qu'un projet atteigne ses objectifs dans de telles conditions, il faut du temps et la capacité, de la part du personnel de projet, à gérer efficacement les conflits et à engager des processus de transformation.

DDC/Franca Pedrazzetti





■ Importance locale de l'eau

Certains événements ou épreuves vécus pendant la guerre peuvent modifier l'attitude de la population à l'égard de l'eau et influencer, par conséquent, sur les futurs projets lancés dans ce domaine. Les habitants d'un village en Angola refusaient par exemple de creuser un puits à proximité de chez eux. Ce n'est que plus tard que les techniciens ont compris que des gens avaient été tués à cet endroit et n'avaient pas été enterrés selon l'usage. D'une part, la population ne voulait pas boire de l'eau captée à proximité d'un cimetière non officiel; d'autre part, elle craignait les morts qui ne trouveraient pas le repos tant qu'ils n'auraient pas reçu une sépulture décente. Le projet devait donc non seulement assurer l'approvisionnement en eau du village, mais aussi favoriser le processus de deuil.

En 2005, de l'eau très sale et pleine de sable s'écoulait des robinets de Douchanbe, capitale du Tadjikistan. Avant la guerre civile, dans les années 90, l'eau avait toujours été très propre. Pour la population, l'eau souillée qui circulait dans le réseau n'était pas seulement un outrage et une menace pour leur santé, mais un symbole qui leur rappelait quotidiennement la destruction de leur pays. Dans ce cas, il était évident qu'une amélioration de la qualité de l'eau ne modifierait pas seulement les conditions d'hygiène, mais aiderait également la population à surmonter son traumatisme.

■ Participation des femmes

Partout dans le monde, c'est aux femmes qu'il incombe en priorité de veiller à l'approvisionnement en eau de la famille. Leur participation aux projets constitue dès lors une contribution décisive à leur succès. Bien que cette corrélation soit largement reconnue et figure dans toutes les directives (Manuel Sphère; Sever, 2004, etc.), la participation des femmes est régulièrement entravée par leur surcharge de travail ou le manque de sensibilité des collaborateurs à la perspective genre. Dans les régions en crise, les femmes assument d'autant



plus de tâches qu'elles doivent faire le travail des hommes absents. Or c'est justement dans de telles situations qu'un système d'approvisionnement en eau bien conçu peut améliorer considérablement leur quotidien.

Stratégies d'empowerment en matière d'eau et d'assainissement

■ Bonne connaissance du groupe cible

Une connaissance approfondie du savoir local et des valeurs associées à l'eau et à l'hygiène évite de commettre des erreurs comme celles faites dans le cas des réfugiés bhoutanais (lire l'encadré).

■ Analyse du conflit

Pour que le projet contribue effectivement à transformer le conflit, les membres de l'équipe doivent bien comprendre la nature de celui-ci et s'efforcer de garantir un même accès à l'eau pour tous. Pour ce faire, ils doivent être capables de jouer le rôle de médiateur et/ou disposer d'une certaine expérience du travail communautaire et du principe «*Do no harm*» (ne pas nuire) (M. Anderson).

■ Traitement des traumatismes, soutien des processus de deuil

La difficulté à s'entendre sur des solutions à un problème peut être d'origine culturelle, technique ou financière. Lorsque les opposants campent résolument sur leurs positions, il faut néanmoins s'interroger sur leurs motivations profondes. Défendent-ils peut-être l'identité d'avant-guerre ou l'ancien système (lire l'encadré)? Une certaine méthode ou l'impact potentiel du projet suscitent-ils de la peur chez les participants? De tels conflits ne doivent pas être perçus uniquement comme des obstacles. Au contraire, une opposition est l'expression de véritables difficultés. En examinant ces problèmes et en en débattant avec les personnes concernées, les spécialistes de l'eau ne font pas qu'améliorer les chances de succès du projet, mais contribuent aussi à la santé psychosociale des participants. Même les spécialistes du domaine psycho-

social peuvent parfois traiter plus facilement le deuil et les traumatismes des gens lorsqu'ils commencent par s'attaquer à leurs problèmes concrets tels que l'approvisionnement en eau. À Mihatovici (Bosnie), l'aménagement d'une source a par exemple permis de résoudre un conflit entre un groupe de déplacés internes et la population locale: les déplacés de Srebrenica vivaient dans un camp qu'une colline séparait du village voisin. À mi-chemin entre le camp et le village se trouvait une source, à laquelle les membres des deux communautés venaient puiser de l'eau. En aménageant ensemble les alentours de la source en un lieu de rencontre, les deux groupes de population ont noué des contacts sociaux et ont pu débattre de leurs différentes manières de voir les choses et de leurs préoccupations communes. De telles discussions n'auraient que difficilement pu avoir lieu dans le cabinet d'un thérapeute et n'auraient certainement pas déployé la même efficacité.

■ Travail sur la corrélation entre hygiène et situation psychosociale

Pour promouvoir efficacement une hygiène appropriée, le personnel de projet doit savoir que les gens ne vont pas modifier leur comportement uniquement parce que quelqu'un leur recommande de le faire. En refusant ou en se montrant incapables d'appliquer de nouvelles normes d'hygiène, les réfugiés expriment peut-être aussi leurs sentiments face à la situation dans laquelle ils se trouvent. Dans le cadre de séances consacrées à la promotion de l'hygiène, et chaque fois que des conflits se produisent au sujet de l'entretien et de l'utilisation des installations sanitaires, il faut donc donner l'occasion aux bénéficiaires de réfléchir aux modifications qui leur permettraient de prendre mieux soin d'eux-mêmes et de leur environnement.

■ Conditions pour garantir la participation pleine et entière des femmes

Sensibilisé à la problématique genre, le personnel de projet s'efforce de lever les obstacles qui empêchent les femmes de

Des pompes à bras pour prendre congé de l'ancien système

Au cours d'une mission exploratoire de la DDC en Moldavie, les représentants des services locaux des eaux demandaient aux coopérateurs de construire des installations dont les dimensions et la complexité technique rappelaient les réseaux soviétiques. L'équipe suisse a dû faire preuve d'une grande force de persuasion pour convaincre les Moldaves d'accepter une autre solution, techniquement et financièrement plus réaliste (Kaufmann 2003). L'opposition des partenaires au système proposé (comprenant des fontaines et des pompes à bras), pourtant mieux adapté aux conditions locales, exprimait en fait la tristesse causée par la disparition de l'Union soviétique et leur fierté perdue. Dans le pays le plus pauvre d'Europe, le changement de système politique avait engendré une grande insécurité économique et privé le secteur public d'une grande partie de ses ressources. Pour les fonctionnaires du service des eaux, l'abaissement du niveau technique de leurs installations à celui d'un «pays du tiers monde» constituait dès lors une cruelle vexation. Les gens associent souvent à l'eau des sujets qui ne la concernent pas directement. Dans la mesure du possible, il faut aborder ces sujets et résoudre les problèmes qu'ils recèlent. Il suffit parfois de faire montre de respect pour les sensibilités mises à mal et d'éviter ainsi aux partenaires du projet de subir de nouvelles humiliations et d'autres pertes.

participer aux consultations et aux réunions et, plus tard, à la gestion et à l'entretien des systèmes d'assainissement et de distribution d'eau (→ pour des informations complémentaires voir: Toolkit on Gender in Water and Sanitation, 1996; Pour une approche intégrée de l'égalité hommes-femmes dans les interventions de la DDC en matière de gestion de l'eau, d'hygiène et d'assainissement, 2004).

- **Les femmes, l'eau et les installations sanitaires dans les camps de réfugiés**
Les points d'eau, les aires de lavage et les toilettes doivent être conçus de manière à garantir aux femmes l'intimité et la sécurité dont elles ont besoin.

Ressources

Bächler G. (2003)

L'eau: la voie bleue qui mène à la paix, in: L'eau et le développement. Expériences faites par la Direction du développement et de la coopération (DDC) dans le domaine de l'eau; pp. 34–37. Berne: DDC.

Chalinder A. (1994)

Water and Sanitation in Emergencies. Good Practice Review 1. Humanitarian Practice Network, ODI.
www.odihpn.org/documents/gpr1.pdf

DDC (2004)

Genre et eau. Pour une approche intégrée de l'égalité hommes-femmes dans les interventions de la DDC en matière de gestion de l'eau, d'hygiène et d'assainissement.

DDC (2005)

Eau 2015 – Principes de base et lignes directrices
www.deza.ch/ressources/resource_fr_25139.pdf

Eau et conflits

www.unesco.org./water
www.thewaterpage.com/conflict.htm

Fong M.S. et al (1996)

Toolkit on gender in water and sanitation. Washington: Banque mondiale
www.sanicon.net/titles/title.php3?titleno=581

Kaufmann P. (2003)

Distribution de l'eau dans les régions rurales: aide humanitaire pour l'eau potable, in: L'eau et le développement. Expériences faites par la Direction du développement et de la coopération (DDC) dans le domaine de l'eau; pp. 38–39. Berne: DDC, 2003.

Manuel Sphère (2004)

Normes minimales dans les secteurs de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de la promotion de l'hygiène (chapitre 2).
www.sphereproject.org/french/handbook



DDC/Dino Beti (Photo Filtre)

- La perte de son logement est pour l'être humain beaucoup plus grave que le préjudice matériel en soi.
- La construction de logements fait toujours partie d'un conflit; un programme de construction peut attiser des conflits sociaux et politiques ou contribuer à un apaisement.
- Le processus de mise à disposition et de gestion de nouveaux logements peut aider les bénéficiaires à se résigner aux pertes passées et à porter leur regard sur l'avenir.
- La participation des parties concernées à la réalisation de logements ne prend une dimension psychosociale qu'au moment où l'on dépasse la simple définition des besoins matériels à satisfaire.

Le logement: davantage qu'un simple abri

Le foyer est synonyme de protection et de sécurité; il exprime l'identité et la dignité de ses occupants. C'est pourquoi sa perte a toujours de sérieuses incidences psychiques et sociales, notamment du fait qu'une partie de l'identité personnelle disparaît avec elle.

Les projets de construction mis en œuvre avec la collaboration de la population concernée peuvent faire partie du processus psychosocial qui aidera les personnes relogées à mieux surmonter leur perte et à élaborer de nouvelles perspectives.

Phase de transition – thèmes-clés psychosociaux

Un logement provisoire (*transitional shelter*) est un abri situé dans un environnement sûr et sain, dans lequel les personnes accueillies peuvent vivre dans la dignité. Cette phase de transition s'étend depuis le début de la situation qui rend cette solution nécessaire (p. ex. début des opérations d'expulsion, catastrophe naturelle) jusqu'au moment où une solution durable est trouvée (Oxfam 2005).

Les habitants de zones en crise tendent souvent à se faire des illusions sur l'étendue de leurs pertes. Ce phénomène apparaît aussi dans la phase de transition des projets de logement. Bien que les expériences rassemblées un peu partout dans le monde montrent que cette phase dure souvent des années, voire des décennies, la plupart des personnes directement concernées se comportent comme s'il s'agissait d'une courte période au cours de laquelle on peut se contenter de solutions d'urgence ponctuelles. Ce déni de réalité est observable à tous les niveaux:

- Les organisations chargées du financement approuvent des budgets pour une période d'un an et évaluent les projets selon une logique de rentabilité à court terme; elles donnent la préférence au soumissionnaire dont le devis présente le plus faible coût par personne logée.
- L'organisation chargée de la mise en œuvre du projet s'adapte à cette logique et élimine de son programme tout ce qui viendrait gonfler l'investissement initial, même si ces mesures accroîtraient les chances de rendre le projet plus durable.
- Les milieux politiques et les autorités rechignent souvent à mettre à disposition suffisamment de place et à prendre les mesures juridiques et politiques nécessaires pour assurer un séjour prolongé des nouveaux arrivants.
- Les occupants d'un logement provisoire sont traumatisés par les circonstances dans lesquelles ils ont perdu leur foyer et

par la conjoncture politique qui les a contraints à faire usage de cette aide d'urgence. Ils ont de la peine à supporter la situation qui règne à l'endroit où ils se sont réfugiés et dans l'espace où ils sont logés, avec le manque de place et d'intimité, avec des structures collectives inhabituelles et souvent ressenties comme dégradantes. Ils se réfugient dans l'illusion que ce séjour ne va pas durer, adoptent un comportement d'attente passive, tandis que la colère grandit et que les disputes se multiplient.

Il est donc essentiel, lors de la planification et de la mise en œuvre de cette phase transitoire, de reconnaître la nécessité de se fixer un horizon à moyen, voire à long terme. Une fois ces jalons posés, il importe d'aider la population à élaborer des perspectives sur le lieu de séjour provisoire et de l'encourager à regagner son autonomie.

DDC/Toni Linder



Perspectives d'empowerment dans la phase de transition

Pour aborder efficacement cette thématique, il est essentiel que les bénéficiaires participent dès le début à la préparation ou à l'amélioration des conditions d'hébergement. La nature de leur participation aux travaux de construction ou de transformation varie en fonction de la situation. Oxfam (2005) fait une distinction entre la phase d'urgence (*emergency phase*), dans laquelle l'afflux de réfugiés est considérable, et la phase de gestion et d'entretien (*care and maintenance phase*), qui débute au moment où la situation se stabilise. Une population s'organise plus facilement lorsque ses besoins élémentaires sont satisfaits. Mais il convient de mettre en place dès que possible des structures permettant aux bénéficiaires de participer à la gestion et à l'entretien de leur lieu d'habitation, ce qui aura pour effet d'assurer le fonctionnement durable du centre et de favoriser le rétablissement psychosocial des personnes traumatisées.

■ Institutionnalisation du dialogue

Il importe d'institutionnaliser des échanges réguliers entre les résidents de la structure d'accueil et le personnel technique de l'organisation qui en assume la gestion. Si les deux parties se réunissent non seulement pour résoudre des problèmes aigus, mais aussi pour discuter régulièrement des mesures permettant d'améliorer la vie dans le centre et chercher des solutions ensemble, il sera possible d'éviter un certain nombre de conflits sociaux et personnels suscités ou attisés par les conditions de logement. On veillera à ce que les femmes puissent exprimer leur point de vue dans les délégations de résidents, car leur perception de la situation et leurs besoins sont différents de ceux des hommes.

■ Participation aux travaux d'entretien

Dans la mesure du possible, il convient d'amener les résidents à effectuer les réparations eux-mêmes. L'investissement requis en matière de formation ne doit pas être évalué seulement à l'aune des frais d'entretien. Le fait d'assumer la responsa-

Impuissance et destruction

Dans un centre d'hébergement collectif en ex-Yougoslavie, les installations sanitaires furent complètement détruites à plusieurs reprises en l'espace de quelques mois. Elles étaient sommairement réparées par le personnel technique de la municipalité, pour se trouver peu après démolies une nouvelle fois. Le personnel de l'organisation d'aide responsable ne trouvait pas d'explication à ce phénomène, et accusait les réfugiés logés dans le centre d'avoir un comportement irresponsable. Mais lorsqu'un de ses membres se donna la peine de discuter avec les résidents de ce qui les préoccupait, il s'avéra que ces gens avaient les nerfs à vif parce qu'une solution à leur problème principal – le retour au pays – semblait plus improbable que jamais. De plus, le manque de place était extrêmement éprouvant pour les relations familiales et la plupart de ces réfugiés n'avaient aucune possibilité de gagner de l'argent. Dans cette situation d'impuissance, les gens ont agi dans un domaine où ils pouvaient exercer un certain pouvoir pour montrer que le centre était surchargé: ils dirigeaient leur colère sur les toilettes bouchées en les cassant. La réparation faite par les artisans locaux ne résolvait ni le problème de l'exil, ni celui des toilettes régulièrement bouchées. Cela ne faisait qu'attiser les sentiments de violence et de mépris. Des entretiens menés avec les occupants ont permis de discuter des mesures à prendre pour empêcher les toilettes de se boucher et aussi de mieux comprendre la situation difficile que vivaient ces réfugiés.

bilité pour l'entretien de leur logement aide ces personnes déracinées à s'approprier leur cadre de vie et à s'y sentir mieux. De plus, l'acquisition de compétences techniques est une qualification qui peut s'avérer utile par la suite. Cette observation s'applique également aux femmes.

■ Encouragement des initiatives de transformation

Tôt ou tard, les gens manifestent toujours le désir de transformer ou d'agrandir leur habitation. Il convient en principe d'appuyer cette tentative, qui permet à ces personnes de mieux s'accommoder de leur situation, de prendre conscience de leurs propres besoins et de trouver des solutions pour les satisfaire. Cette manière de gérer la situation peut aussi avoir un effet stimulant dans d'autres domaines de l'existence. Il importe dès lors de prévoir dès la conception et la construction d'un centre d'hébergement que ses occupants y apporteront ensuite des modifications et

d'être conscient du caractère bénéfique de telles démarches.

■ **Défense des intérêts et lobbying**

Lorsque les personnes hébergées dans un camp ou dans un centre collectif se sont organisées entre elles, elles renforcent leur position vis-à-vis de l'extérieur, que ce soit à l'égard de l'organisation qui a mis en place cette structure ou des autorités, notamment pour les convaincre de la nécessité de mettre davantage de place à leur disposition ou de permettre aux réfugiés d'acquérir leur logement, etc.

■ **Développement de perspectives**

L'autonomie acquise par la population – d'un centre d'hébergement par exemple – en s'organisant elle-même pour mieux gérer et utiliser son espace habitable est doublement profitable, car elle ouvre de nouvelles perspectives aux résidents et les incite à s'impliquer davantage dans d'autres domaines (p. ex. éducation des enfants, survie économique, etc.). Les projets de logement peuvent contribuer à développer de meilleures perspectives en

ce qui concerne les moyens de subsistance (diverses formes de travail rémunéré, voir Oxfam 2005 et Barakat, 2003). Pour ce faire, ils bénéficient d'un réseau d'organisations qui soutiennent les réfugiés dans l'élaboration de perspectives économiques, sociales (p. ex. intégration au lieu de séjour provisoire) et politiques.

■ **Prise en compte des besoins spécifiques des femmes et des hommes**

Divers organismes, dont la DDC, ont dressé des check-lists pour assurer la prise en considération des besoins spécifiques des femmes dans les phases de planification et de mise en œuvre (→ Ressources).

Solutions durables – thèmes-clés psychosociaux

Déjà durant la phase aiguë d'un conflit, mais au plus tard après la fin des hostilités ou après une catastrophe naturelle, on s'attelle à la remise en état ou à la reconstruction des maisons. Les personnes qui ne peuvent ou ne veulent pas revenir dans leur région d'origine s'établissent durablement dans un nouvel endroit. Il arrive souvent que des structures



d'accueil jusque-là temporaires soient transformées en logements durables moyennant quelques travaux de construction et d'aménagement complémentaires.

Pour les futurs occupants de ces logements durables, les principaux problèmes psychosociaux qui se posent en relation avec la mise en oeuvre d'une solution définitive sont presque toujours les mêmes:

- surmonter le sentiment d'impuissance et la passivité,
- faire le deuil de l'ancien foyer,
- assurer son intégration sociale et émotionnelle à l'ancien/au nouveau lieu de domicile,
- gérer les besoins de différents groupes, en particulier des femmes et des hommes.

Pour gérer au mieux ces problèmes, il faut veiller à ce que chaque phase d'un projet de construction – conception, mise en oeuvre et entretien – associe équitablement tous les milieux concernés à cette entreprise: autorités, personnes à loger, voisins et professionnels de la construction. Pour que la reconstruction soit socialement durable, les diffé-

rends doivent faire l'objet de négociations transparentes. Et pour s'en donner les moyens, il faut que tout le processus soit encadré par des personnes ou des organisations expérimentées dans la gestion des conflits, des phénomènes psychosociaux et/ou du développement communautaire.

Perspectives d'empowerment lors de la création de logements durables

■ Choix du site

Le choix du site, qui est capital pour l'intégration sociale des habitants, est influencé par des facteurs très divers: accès, sécurité, infrastructure, rapports de propriété et autres données juridiques, topographie, etc. Mais au-delà de tous ces paramètres, il importe de ne pas oublier que le choix du site sera déterminant pour le processus de reconstruction sociale. Le lieu adopté favorise-t-il l'intégration sociale ou risque-t-il, au contraire, d'entraîner une marginalisation? Favorise-t-il les contacts avec le reste de la population ou plutôt la formation d'un ghetto? Ce site définit durablement la relation qui s'instaurera entre les habitants des logements prévus et le reste de la population.

S'entendre sur un emplacement favorable passe souvent par un processus conflictuel, durant lequel il est important de demander et de discuter l'avis et les souhaits de toutes les parties concernées. Si les autorités décident par exemple que l'orphelinat doit se construire dans la banlieue, il faut soumettre cette option à un examen critique en pensant à l'intégration des orphelins. Si la population estime que le meilleur endroit pour les réfugiés se situe hors de la localité – «où il y a de l'eau et le moins à craindre», un processus de planification qui inclut les dimensions psychosociales doit être conduit pour discuter ces points de vue jusqu'à ce que l'on aboutisse à des solutions valables.

■ Décisions concernant l'architecture et les matériaux

Pour élaborer des solutions durables, il est





DDC/Immita Cornaz (Photo Filtre)

très important d'engager des discussions sur les anciens lieux de vie des personnes à loger, sur les fonctions que comportaient ces logements passés pour les femmes, les hommes et les enfants, sur leur aménagement et leur utilisation, sur ce que leurs occupants trouvaient agréable et pratique, sur ce qu'ils n'aimaient guère et feraient autrement aujourd'hui. Ces discussions contribuent en même temps à faire le deuil des foyers perdus. Si certaines personnes manifestent tristesse ou colère au cours de ces échanges, on admettra que ce sont là des réactions normales et non pas une raison d'interrompre la séance. Le type de logement et les matériaux finalement choisis dépendront non seulement de ce que désirent les futurs habitants, mais aussi de diverses considérations techniques et économiques. Ces facteurs doivent être examinés avec les habitants: il est important de les faire participer activement au processus de décision (et non de les interroger sur leurs besoins pour ensuite tout décider à leur place). Il convient dès lors de leur expliquer les contraintes pratiques et de trouver des compromis entre les désirs des habitants et les mesures effectivement réalisables. De leur côté, les techniciens apprennent au cours de ces entretiens à connaître et à respecter les informations relatives à ce que les futurs habitants considèrent comme important pour leur existence, et cherchent des solutions aux problèmes techniques qui en résultent. Ce processus d'authentique participation peut sembler laborieux, mais il permet de mieux comprendre l'ouvrage en cours de réalisation, en facilite l'appropriation émotionnelle et diminue les risques de conflits futurs. Le plan initial devrait prévoir d'emblée la possibilité pour les occupants de procéder par la suite à des travaux d'agrandissement et de transformation.

■ **Rénovation de bâtiments publics**

Lors de la reconstruction de bâtiments publics (p. ex. écoles ou hôpitaux), il y a lieu de consulter régulièrement non seulement les autorités compétentes, mais aussi

les usagers professionnels (médecins, personnel hospitalier, enseignants, etc.), dont la situation est similaire à celle des habitants de logements privés puisqu'ils devront ensuite travailler dans ces locaux. Leur participation contribue non seulement à assurer un aménagement plus fonctionnel, mais aide aussi les usagers à s'adapter plus facilement à leur nouvelle situation.

■ **Prise en compte de changements futurs dans les plans initiaux**

Il arrive que les parties en présence dans le projet de construction entretiennent des relations conflictuelles et défendent des positions si rigides que rien ne peut être modifié durant la phase de conception (p. ex. quand les gens s'entêtent à vouloir un emplacement séparé ou refusent catégoriquement l'utilisation collective d'une infrastructure). Mais les plans doivent aussi tenir compte du fait qu'un rapprochement entre les groupes devra se faire tôt ou tard pour résoudre le conflit. Lotissements et bâtiments seront donc disposés de manière à faciliter des transformations sociales plutôt qu'à les bloquer.

■ **Participation au chantier**

Les maisons peuvent être construites par des entreprises de construction, par leurs futurs occupants ou par la communauté. Chacune de ces solutions présente des avantages et des inconvénients techniques et économiques (voir Barakat, 2003). Du point de vue psychosocial, il est souhaitable d'obtenir la plus grande participation possible des personnes à loger et des professionnels locaux de la construction, car c'est un excellent moyen de surmonter la passivité et de promouvoir une identification avec le nouveau domicile. Les structures sociales s'en trouveront renforcées, même si cela ne se fait pas automatiquement: quand on fait appel aux entreprises et fournisseurs de la région, il faut avoir une idée précise des mécanismes locaux de pouvoir et d'exclusion afin de pouvoir les contrôler et les contrer par des mesures appropriées.

Intégration de groupes socialement marginalisés à l'aide de mesures architecturales

En Serbie, bien des années après la guerre, des réfugiés et des personnes déplacées – surtout des gens âgés et des mères élevant seules leurs enfants – vivaient toujours dans des centres collectifs. Elles n'avaient pas réussi à s'organiser et à trouver leur place dans la nouvelle réalité du pays. Pour encourager l'intégration de ces groupes marginalisés, la division Aide humanitaire de la DDC a soutenu leur départ des centres collectifs et construit des maisons dans lesquelles ont emménagé à la fois des membres du groupe cible et des autochtones. Les deux bâtiments ont été construits à une grande distance l'un de l'autre afin d'éviter une forte concentration de familles pauvres. Chaque immeuble comprenait 5 appartements pour 2 personnes et un grand appartement pour des familles d'accueil. La DDC a ainsi posé un premier jalon pour la construction de logements sociaux en Serbie; ce projet tenait compte des relations solidaires nouées dans les centres collectifs tout en évitant d'enfermer mères seules et réfugiés âgés dans un ghetto.

■ **Hommes et femmes**

Les femmes et les hommes ont des conceptions et des préoccupations différentes quant à leur logement. Il faut donc que les femmes soient représentées et aient voix au chapitre dans toutes les phases du programme, aussi bien lors de l'étude des plans qu'au moment de la construction. En période de conflit ou de post-conflit, la construction est souvent l'un des rares secteurs d'activités rémunérés et elle devrait aussi être accessible aux femmes. Il faut parfois commencer par lever les obstacles qui se posent à la participation des femmes, par exemple la résistance des hommes ou la garde des enfants (à organiser au besoin par le projet).



DDC/OMS (Photo Filtre)



Ressources

Alnap (2003)

Practitioners' Handbook.

www.alnap.org/gs_handbook/c10.pdf

Instructions pour l'étude et la réalisation participatives de programmes de logement.

Barakat S. (2003)

Housing reconstruction after conflict and disaster. Network Paper 43, Humanitarian Practice Network, London: ODI.

www.odihpn.org/documents/networkpaper043.pdf

Récapitulation des avantages et des inconvénients de diverses méthodes de planification et de mise en œuvre de logements temporaires et durables.

DDC/Aide humanitaire (2004)

Best Practices of Durable Solutions in the Balkans and the Caucasus.

Commandes: DDC/AH, Aide humanitaire et CSA, Sägestrasse 77, Köniz, 3003 Berne; hh@deza.admin.ch

DDC (2005)

Gender & Humanitarian Aid. Why and how should SDC integrate Gender into Humanitarian Aid? Berne

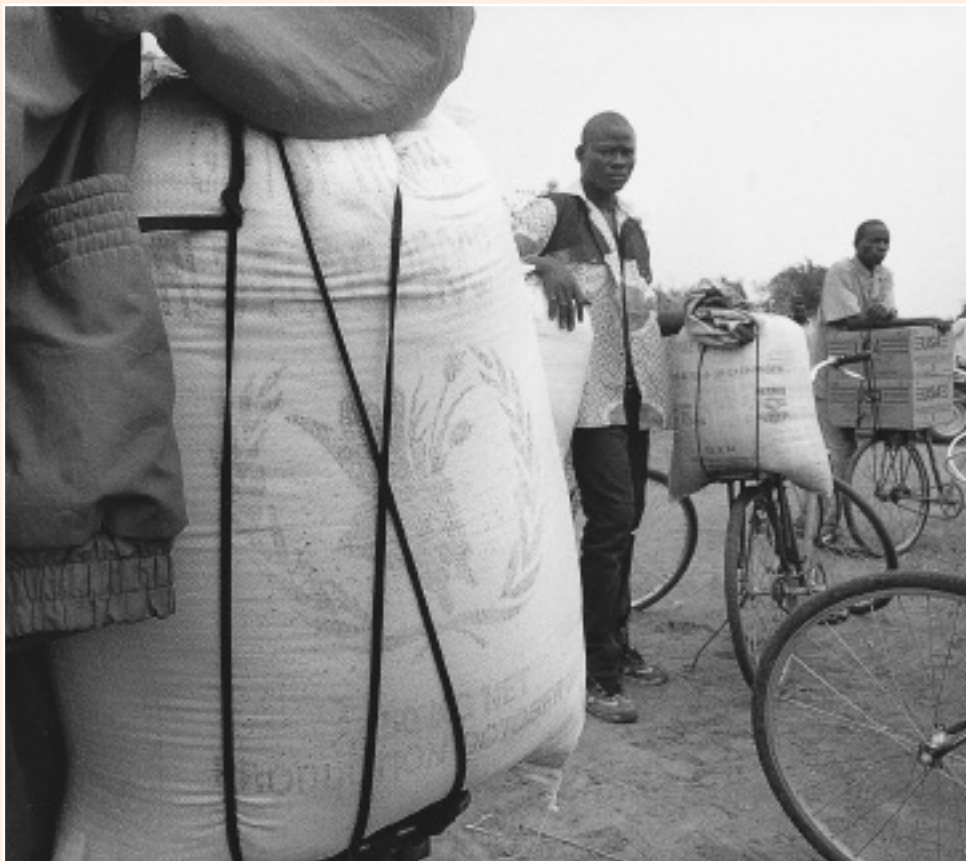
Oxfam (2005)

Transitional settlements – displaced populations. University of Cambridge.

www.shelterproject.org

Directives détaillées sur les aspects centraux de l'étude, de la réalisation et de l'évaluation de projets de logements provisoires.

- Les catastrophes naturelles sont des phénomènes plus « sociaux » qu'il n'y paraît à première vue.
- Les enfants, les femmes et les hommes frappés par un tel événement ne doivent pas être traités en spectateurs impuissants et en simples bénéficiaires de l'aide, mais associés d'emblée et de façon active à l'amélioration de leur situation.
- Secours et aide à la reconstruction mettront l'accent sur la sécurité, le regroupement familial, la communication et l'accompagnement des processus de deuil, en évitant tout traitement des traumatismes isolé du contexte.
- L'adoption de mesures de prévention fait partie de la reconstruction; elles aident les populations sinistrées à affronter et à dépasser les sentiments d'impuissance et d'abandon provoqués par la catastrophe qu'elles ont vécue.
- Dès la phase initiale des secours, il importe de penser au caractère durable de la reconstruction.



DDC/Marc Kollmuss

Thèmes-clés de la reconstruction après une catastrophe naturelle

À côté de l'assistance médicale, de l'aide alimentaire et des abris mis à la disposition des personnes sinistrées, les interventions psychosociales sont devenues un élément important de l'aide d'urgence et de la reconstruction après des catastrophes naturelles. Il s'agit d'aider les personnes traumatisées à assimiler leurs terribles épreuves, à surmonter la peur, la colère et l'abattement, et à participer activement aux activités de reconstruction.

Traumatisme

Le caractère soudain, brutal et terriblement dévastateur des catastrophes naturelles a souvent un effet très traumatisant sur les personnes touchées. D'une seconde à l'autre, elles ont perdu tout ce qui faisait leur existence – parents et amis, foyer et travail. Sur le plan psychologique, les gens sont tout d'abord en état de choc; certains s'effondrent, tandis que d'autres continuent d'agir, mais de façon machinale, l'esprit ailleurs. D'autres encore deviennent hyperactifs. Peu à peu s'impose l'évidence que tout ce qui apparaissait comme un cauchemar est vraiment arrivé. Le séisme est passé, mais les destructions qu'il a laissées derrière lui sont toujours là et c'est maintenant seulement que l'on en mesure toute l'ampleur.

Les traumatismes provoqués par une catastrophe naturelle constituent eux aussi un processus à caractère séquentiel, mais étant déclenchés par un événement précis, ils se distinguent à cet égard des traumatismes résultant de phénomènes sociopolitiques. Contrairement à ce qui se passe avec ces derniers, personne ne conteste aux survivants d'une catastrophe naturelle le droit de se sentir mal et de rechercher de l'aide. Mais là aussi, les conditions sociales s'avèrent souvent compliquées, du fait que les catastrophes naturelles frappent en général plus durement les régions pauvres. Cependant, les chances de surmonter le traumatisme collectif et d'accepter les pertes subies sont meilleures ici que dans le cas de conflits armés: d'une part, le traumatisme a été causé par des éléments naturels et ne peut donc pas être imputé à autrui; d'autre part, il existe moins de divergences entre la perception individuelle et la perception collective des événements.

Deuil

La perte est accablante. Les survivants n'ont pas pu prendre congé des personnes disparues dans la catastrophe et nombre d'entre eux ont vainement tenté de sauver des proches. Il est souvent impossible de trouver, d'identifier et d'enterrer les morts, et les familles n'ont pas vraiment le temps de s'occuper des

morts, alors qu'elles doivent mobiliser toute leur énergie pour assurer leur propre survie. Ces facteurs rendent un processus de deuil normal presque impossible (→ Fiche 2: *L'approche psychosociale*, et Fiche 11: *Personnes disparues ou assassinées*).

Peur

Après une catastrophe, la peur est omniprésente. Elle comporte plusieurs facettes:

- souvenir obsessionnel des scènes traumatiques, qui reflète les efforts fournis par l'organisme pour surmonter le choc;
- peur panique devant n'importe quel événement nouveau, du fait que l'on a perdu la capacité de distinguer un petit danger d'un grand et que l'on s'attend toujours au pire;
- crainte permanente d'une nouvelle catastrophe; tentative instinctive de dépasser son sentiment d'impuissance par une sorte de capacité prophétique à prédire un malheur futur, contre lequel on pourrait alors mieux se protéger.

Perspectives d'empowerment

Sur le plan psychosocial, il est primordial d'éviter que les populations sinistrées se trouvent condamnées à une attente passive et impuissante; elles doivent dès que possible participer aux activités menées par la coopé-



ration pour surmonter les effets de la catastrophe. Cette démarche accélère la conclusion des travaux de reconstruction tout en stimulant le rétablissement des personnes qui ont vécu un choc psychique.

Catastrophes naturelles dans des zones de conflit

En général, les catastrophes naturelles survenant dans un contexte de conflit armé ne modifient en rien la situation et il est difficile, voire dangereux dans certains cas, d'apporter de l'aide dans ces conditions. Les belligérants empêchent parfois les secours d'arriver jusqu'aux sinistrés et tentent d'exploiter la situation sur le plan politique. Dans un contexte de ce genre, les organisations agissant depuis l'extérieur doivent constamment garder à l'esprit le principe «*Do no harm*» (ne pas nuire). Des procédures de médiation peuvent aider à améliorer la sécurité du personnel sur le terrain et à assurer une distribution plus équitable de l'aide. Bien que les catastrophes ne contribuent généralement pas à transformer un conflit, la possibilité se présente parfois d'obliger les ennemis à collaborer temporairement et, sur cette base, de renforcer le processus de transformation.

La population d'une région où sévit un conflit se trouve déjà dans une situation traumatisante. Ce vécu influence la manière de réagir au choc provoqué par une catastrophe naturelle. Ce traumatisme se mêle inextricablement à celui qui découle du processus sociopolitique. La catastrophe risque alors de confirmer et de renforcer le sentiment d'impuissance vécu dans le contexte social et politique. Il faut donc que le soutien psychosocial s'étende de façon systématique à la réalité globale vécue par les sinistrés.

Attendre des secours au lieu d'organiser soi-même sa protection

Le Salvador a subi en 2001 deux graves séismes en l'espace de quelques semaines. Plus d'un quart de la population salvadorienne se retrouva sans abri. Les habitants de nombreux villages furent obligés de s'abriter dans des tentes. Des écoles furent fermées. Sur ordre du gouvernement, les populations sinistrées attendirent l'arrivée d'unités militaires pour pouvoir entreprendre les travaux de déblaiement et de reconstruction. La saison des pluies était imminente et de nouveaux risques se pointaient à l'horizon. Mais les membres des organismes d'entraide occupèrent les enfants à peindre et à dessiner, ou encore à faire du sport. Les écoles restèrent fermées et il ne vint pas à l'idée des enseignants que des leçons de biologie ou de géographie sur le terrain pourraient être une bonne chose. L'idée plaisait certes aux enfants, mais ni eux ni leurs parents ne furent vraiment pris au sérieux. Au lieu d'être encouragés à faire eux-mêmes quelque chose pour améliorer leur situation – par exemple creuser des tranchées de drainage pour prévenir des inondations lors de la saison des pluies –, ils étaient condamnés à la passivité. On faisait jouer les enfants au lieu de leur donner l'occasion de participer activement aux travaux de protection et de reconstruction – donc d'entreprendre quelque chose de concret contre leurs angoisses. Au lieu de combattre le traumatisme et la peur, cette stratégie d'assistance autoritaire eut pour effet de renforcer les sentiments de dépendance et d'impuissance, donc d'aggraver la situation psychosociale au lieu de l'améliorer.

Séquence	Thèmes-clés et perspectives d'empowerment
Avant la catastrophe	Dans bien des régions frappées par une catastrophe naturelle, on savait depuis longtemps qu'il s'agissait d'une zone à risque (sujette à des inondations, des séismes, etc.). Mais prendre des mesures de prévention paraît souvent peu intéressant aux yeux des donateurs et des gouvernements, et les normes de sécurité (p. ex. règles de construction) ne sont pas respectées. De plus, nombre de ces régions sont le théâtre d'une violence structurelle ou directe, ce qui rend la prévention encore plus difficile. Thème-clé ■ Prévention et préparation. Perspectives d'empowerment ■ Organisation communautaire – en général, une commune parvient à se réorganiser et à se remettre plus rapidement si elle était déjà bien organisée auparavant. Exemple: organisation communautaire en Turquie (→ DDC/AH 2005). ■ Urbanisme et construction adaptés aux conditions naturelles (code). ■ Mesures de protection structurelles (p. ex. digues, renforcement des bâtiments, etc.). ■ Préparation (p.ex. hôpitaux, sapeurs-pompiers, systèmes d'alerte, etc.). ■ Préparation individuelle (connaissance du comportement à adopter, économies/assurances, etc.).
Pendant et immédiatement après la catastrophe	Une catastrophe survient en un instant, mais s'étend en réalité sur des heures, voire sur plusieurs jours. C'est ainsi qu'un raz de marée passe en quelques minutes; mais beaucoup de temps peut s'écouler avant que les gens soient en sécurité. Les événements de cette phase initiale déterminent la suite du processus traumatique. La situation est chaotique et marquée par la désorientation, le choc, les blessures et le dénuement le plus complet. Les sinistrés ont des réactions très diverses: ceux qui s'en sortent le mieux sont ceux qui tentent de faire quelque chose pour eux-mêmes ou pour autrui; en agissant, ils ont le sentiment de contrôler un peu la situation. Mais beaucoup sont plongés dans un sentiment d'impuissance et de désespoir. Cette phase est donc celle de la déstructuration traumatique initiale, mais aussi le début d'une réorganisation individuelle et collective au service de la survie. Les secouristes venus de l'extérieur doivent ainsi non seulement évaluer l'ampleur des dommages, mais aussi prendre en considération et apprécier ce qui a déjà été fait par les sinistrés eux-mêmes. La phase qui suit immédiatement la catastrophe et qui précède le moment où les secours sont structurés depuis l'extérieur est en général très courte. Mais elle jouera par la suite un rôle majeur dans le processus de retour à la normale, car les événements de cette séquence marqueront le souvenir que l'on garde de la catastrophe.
	On s'emploie au cours de cette phase à assurer la survie immédiate et à ébaucher des perspectives d'avenir, généralement avec une aide apportée de l'extérieur. Il s'agit de trouver des réponses rapides à des situations d'urgence,



tout en gardant à l'esprit les dimensions à long terme de l'assimilation de la catastrophe vécue et de la reconstruction.

Thèmes-clés psychosociaux

- Organiser la survie après une catastrophe.
- Gérer les sentiments de perte, de peur et de désespoir.
- Délimiter mentalement la catastrophe, comprendre ce qui s'est passé.
- Elaborer des perspectives d'avenir.

Perspectives d'empowerment

- Dès le départ, organiser l'aide dans une perspective de développement et ne pas se limiter à l'optique du secouriste; il existe maintenant de nombreuses études et recommandations à ce sujet (→ Ressources).
- Donner accès aux informations concernant les ressources et les services disponibles, les causes de la catastrophe et son évolution prévisible (tremblements secondaires, nouvelles inondations, etc.).
- Réunir les familles, regrouper durablement les unités sociales et les loger ensemble; faciliter les reprises de contact, organiser la recherche des disparus.
- Assurer un minimum d'intimité – par exemple en aménageant des espaces par familles.
- Rétablir une routine quotidienne, en particulier pour les enfants: rouvrir les écoles dès que possible.
- Combattre les sentiments d'impuissance en faisant participer les sinistrés aux décisions concernant l'organisation de la vie quotidienne et de l'approvisionnement.
- Apporter une première aide psychologique (→ Fiche 15: Santé et OMS 2003): écouter, apporter un soutien émotionnel, dire à la personne sinistrée que sa tristesse et ses réactions à la catastrophe sont normales et non les symptômes d'une maladie mentale, aider à rechercher des solutions personnelles, encourager les contacts sociaux. Il s'agit avant tout de ménager des espaces de communication pour les gens qui se connaissent.
- Retrouver, identifier et inhumer les morts.
- Soutenir les expressions religieuses ou culturelles du deuil collectif.
- Les femmes sont particulièrement vulnérables dans le chaos qui suit une catastrophe, avec des situations où le droit n'a parfois plus cours: mettre en place des mécanismes de protection spécifiques (aménagement du logement, système de distribution des ressources) et des instances chargées d'enregistrer les plaintes.
- Les personnes frappées par une catastrophe reçoivent presque toujours des secours en nature (paquets de denrées alimentaires, etc.); les experts se demandent cependant de plus en plus si une aide financière ne serait pas une meilleure solution: d'un point de vue psychosocial, tout ce qui favorise l'autonomie des sinistrés est judicieux. On peut ainsi imaginer de nombreux scénarios dans lesquels une somme d'argent favorise davantage l'autodétermination que l'aide en nature – mais tout cela dépend du contexte spécifique (→ Houghton 2005: liste des avantages et des inconvénients des prestations en espèces).
- Concernant les aspects psychosociaux de différents domaines (logement, eau, santé, etc.), voir les fiches correspondantes.

Cette phase dure souvent beaucoup plus longtemps qu'on ne l'imaginait au départ, alors que l'aide extérieure va en diminuant. La prévention de nouvelles catastrophes constitue un élément important du travail de reconstruction. Elle comporte des aspects techniques, mais aussi des mesures de lutte contre la corruption (qui s'exerce au mépris des prescriptions légales) et de lutte contre les inégalités sociales (qui rendent une partie de la population particulièrement vulnérable aux conséquences des catastrophes).

Thèmes-clés psychosociaux

- On se rend désormais vraiment compte des pertes subies; pour beaucoup de sinistrés, la disparition de proches s'accompagne d'une dégradation durable de leurs conditions de vie matérielles et d'un changement de statut social (p. ex. veuves).
- Structures sociales transformées – par la mort ou l'émigration de nombreux membres de la communauté, mais aussi par des bouleversements sociaux (certains se sont enrichis, beaucoup sont devenus pauvres).
- Les processus de deuil individuels et collectifs ont besoin d'un espace social; culture du souvenir et commémoration revêtent une importance centrale, notamment dans l'optique de la prévention.
- Il s'agit de développer des perspectives d'avenir compte tenu des nouvelles conditions de vie.

Perspectives d'empowerment

- Promouvoir des mesures de prévention individuelles et collectives (préparation aux catastrophes) à la fois pour se prémunir contre de futures catastrophes et pour dépasser les sentiments d'impuissance.
- Encourager et développer les processus de deuil.
- Stimuler chez les professionnels (corps enseignant, personnel soignant, etc.) la conscience et la compréhension du traumatisme, du travail de deuil et de la peur chronique.
- Contrer le sentiment d'impuissance en favorisant la participation active des personnes concernées dans les activités de reconstruction.
- Moyens d'existence durables: remplacer les moyens de production autant que possible sur le marché local, en faisant appel à des professionnels locaux (constructeurs de bateaux, artisans du bâtiment, etc.), promouvoir les activités génératrices de revenus et la réanimation des marchés; apporter un soutien initial durant la saison non productive pour éviter l'endettement.
- Soutenir l'école non seulement pour les enfants, mais en tant que lieu de développement pour toute la communauté.

Enfants

Après le tsunami, l'organisation *Save the Children Alliance* a élaboré d'excellentes directives psychosociales pour aider les enfants. Elle y énonce les cinq principes suivants:

- Le manque de soutien émotionnel, la séparation d'avec les membres de la famille, la tristesse et le désespoir des adultes ont davantage d'impacts négatifs sur un enfant que la catastrophe en soi. Le fait de soutenir les adultes contribue donc toujours au bien-être des enfants.
- Il ne faut en aucun cas séparer des enfants de leurs parents. Il importe de soutenir les activités visant à retrouver les parents; si ceux-ci sont morts, les enfants doivent être confiés à d'autres membres de leur famille. La garde informelle d'enfants par des adultes que ceux-ci connaissent n'est contre-indiquée que si l'enfant s'en trouve menacé – dans tous les autres cas, il faut appuyer des systèmes (matériellement, émotionnellement, socialement) informels.
- Il faut éviter d'éloigner les enfants de la zone sinistrée et, si c'est inévitable, en informer des adultes connus de ces enfants; il faut que toutes les mesures soient prises pour que les enfants atteignent leur destination sains et saufs.
- Il importe de rétablir une situation de normalité quotidienne et donc de (ré)ouvrir écoles et jardins d'enfants aussi rapidement que possible.
- Il convient de créer des espaces conçus spécialement pour les enfants.

Save the Children Federation 2004.

DDC/Marius Born (Photo Filtre)





Ressources

Concernant la transition premiers secours-développement:

www.anlap.org
www.odihpn.org

DDC/AH (2005)

Prévention des catastrophes naturelles: Étude de cas – Projet de soutien local à la prévention des catastrophes - Turquie.
www.deza.admin.ch/ressources/ressource_fr_24795.pdf

DDC (2005)

Cash Projects – An innovative form of direct support.
www.deza.admin.ch/ressources/resource_en_24797.pdf

Houghton, R. (2005)

Tsunami Emergency. Lessons from Previous Natural Disasters.
www.alnap.org
Cet article contient également une check-list pour décider si l'aide doit être apportée en espèces ou en nature.

OMS (2003)

Mental Health in Emergencies. Mental and Social Aspects of Health of Populations Exposed to Extreme Stressors. Genève: OMS.
www.who.int

Brèves directives concernant la prise en compte de la santé mentale dans les soins de santé.

Save the Children Alliance (2005)

Psychosocial Care and Protection of Tsunami Affected Children – Guiding Principles.
Ces principes utiles et concrets résument de façon claire et concise l'état actuel du débat sur ce sujet. Ils soulignent l'importance des processus psychosociaux tout en mettant en garde contre une «psychopathologisation» contre-productive.

Save the Children Federation (2004)

Separated Children: Care and Protection of Children in Emergencies A Field Guide.
www.savethechildren.org.uk

Tsunami Help for Sri Lanka (2005)

Psychosocial issues
www.tsunamihelpsri Lanka.blogspot.com
Informations utiles, lignes directrices et résultats obtenus dans la zone frappée par le tsunami.

Van Ommern Mark et al. (2005)

Mental Health in Emergencies.
In: Bulletin of the World Health Organization 83 (1), p 71-77.
www.who.int/bulletin/volumes/83/1/en
En plus de cet article, il convient de signaler les commentaires de Derrick Silove et Derek Summerfield. Ces trois auteurs soulignent qu'il est important d'appuyer les processus sociaux.

DDC/Peter Mc Farren (Photo Filire)



Editeur:

Direction du développement et de la
coopération (DDC)
Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
www.deza.admin.ch

Commandes:

DDC Centre de distribution
Tél. 031 322 44 12
Fax 031 324 13 48
info@deza.admin.ch
Disponible en français, allemand, anglais,
espagnol et russe

Coordination:

Section Gouvernance/Unité genre
Section COPRET

Auteurs:

David Becker & Barbara Weyermann
Office for Psychosocial Issues (OPSI), Berlin

Graphisme et mise en page:

Naceur Ben M'Barek
nbm.grafikdesign.ch, Berne